

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

BANQUE MONDIALE ET DÉVELOPPEMENT

***PERTINENCES SCIENTIFIQUES DES DISCOURS ET PRATIQUES DE
DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES PED DES
ANNÉES 80 À NOS JOURS***

par

MAROUA KADEY MAITOURAMA

PhD. en Sciences Humaines Appliquées
Faculté des Études Supérieures et Postdoctorales

Thèse présentée à la Faculté des Études Supérieures et Postdoctorales (FESP) de
l'Université de Montréal dans le cadre du programme de PhD. en Sciences Humaines
Appliquées pour l'obtention du grade de Philosophiae doctor (PhD.)

© *Marouma Kadey Maitourama, 2010*

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Faculté des Études Supérieures et Postdoctorales

Cette thèse intitulée :

BANQUE MONDIALE ET DÉVELOPPEMENT.

PERTINENCES SCIENTIFIQUES DES DISCOURS ET PRATIQUES DE
DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES PED DES ANNÉES 80 À
NOS JOURS

Présentée par :

MAROUMA KADEY MAITOURAMA

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes : MM.

Gilles BIBEAU, Président et membre du jury

Alain CHANLAT, Directeur de recherche

Claude LESSARD, Membre du jury

Michel G. BÉDARD, Examineur externe

Maurice TARDIF, Représentant du Doyen

RÉSUMÉ

« *De nos jours, notent Samoff et Carrol, la Banque mondiale doit être considérée à la fois comme une banque, une agence de développement et un institut de recherche* » (2004, p9). L'institution de Bretton Woods est en effet devenue notamment dans le cadre du développement des PED, à la fois une banque de prêt et une institution de savoir ; « *le laboratoire d'idées sur le développement le plus important au monde* », précisent Wilks et Lefrançois (2002). Cependant, si elle reste un partenaire idéologique et financier pour le développement de ces pays, la Banque mondiale est aussi en même temps dans le paysage des relations économiques internationales contemporaines une véritable superpuissance, une figure importante de la dominance mondiale d'aujourd'hui. Les programmes de développement qu'elle professe et met en œuvre dans les PED y sont de ce fait également les discours et pratiques de développement dominants.

Mais le discours de développement de la Banque mondiale dans les PED, outre qu'il y soit le savoir dominant du développement, se veut aussi par ailleurs un discours d'érudition : un corps de connaissances savant de développement, qui dans sa formulation comme dans son contenu revendique l'appartenance à une certaine rationalité, vise à une certaine « scientificité ».

Partant, la question autour de laquelle s'organise la présente thèse et qui est au cœur de sa problématique est la suivante : le programme de développement que la Banque mondiale destine aux PED dans sa dimension discursive en particulier, est-il pour autant rationnel et raisonnable ? En d'autres termes : de quel crédit scientifique et moral peut jouir ce programme; de quelle cohérence, de quel réalisme, et de quelle adéquation sociale, peut se prévaloir un tel

système de pensées et d'actions de développement ? Mais interroger les bien-fondés épistémologiques de son programme de développement dans les PED revient aussi au plans politique et social à questionner cette position de dominance qu'occupe la Banque mondiale dans ces pays. Aussi notre questionnement général s'enchaîne-t-il comme suit: ce pouvoir d'autorité de la Banque mondiale dans les PED, tire t-il sa légitimité d'un fondement rationnel convaincant, capable de résister à la critique, ou plutôt, s'enracine t-il dans une confusion idéologique sciemment instaurée et entretenue ou comme dit Rist, dans le « *pouvoir de celui qui parvient à l'imposer* » ?

Mots-clés : Banque mondiale; Pays en développement; Économie du développement; Idéologie du Développement; Développement virtuel; Pensée critique du développement; Décroissance...

ABSTRACT

« *Our days*, Samoff and Carrol note, *the World Bank must be considered at the same time as a bank, an agency of development and an institute of research*” (2004, p9). The institution of Bretton Woods indeed became in particular within the framework of the development of the Developing Countries, at the same time “ a bank of loan” and a “bank of knowing”. « *The laboratory of ideas on the most significant development in the world*”, Wilks and Lefrançois (2002) specify.

Ideological and financial partner for the development of the Developing Countries, the World Bank is in addition also, an important figure of world predominance today; in the landscape of the contemporary international economic relations, a true super power. And so the programs of development which it professes and implements in the Developing Countries, are there also the speeches and practical development dominant.

But this speech of development of the World Bank in the Developing Countries, in addition to it is the dominant ideology of the development there, wants to be an erudite speech also: a body of knowledge of development of scholarship, which in its formulation as in its contents, asserts the membership of a certain rationality, aims at a certain “scientificity”.

Therefore, the question which organizes the present thesis is as follows: is the program of development which the World Bank intends for the Developing Countries, for as much rational and reasonable? In other words: which scientific and moral credit this program can enjoy; of which coherence, of which realism, and which social adequacy, can be prevailed such a system of thoughts and actions of development? But to question the epistemological cogency of the PDBM in the Developing Countries, also amounts questioning this position of

predominance which the World Bank in these countries occupies. Also we also wonder: this capacity of authority of the World Bank in the Developing Countries, does it draw its legitimacy from a rational base? Can it in this direction resist a critical examination who wants to be rational?

The feeling which animates us here and which is also the general assumption that this work of thesis tries to validate, is that with good of regards the PDBM enracine rather in a knowingly founded and maintained ideological confusion, that in a rational step convincing, able to resist criticism. Here as in other similar registers, it could be well that indeed, like Gilbert Rist writes it, *“the truth or orthodoxy hardly depends on the contents of the speech but rather of the capacity of that which manages to impose it.”* (2003)

Key words: World bank; Developing country; Economy of the development; Ideology of the Development; Virtual development; Thought criticizes development; Knowledge Management Program; New Economy; Decrease...

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

i-CADRE GÉNÉRAL : SITUATION DU PROBLÈME DE RECHERCHE 1

1-1-LE PDBM, UN DISCOURS « SCIENTIFIQUE » DE DÉVELOPPEMENT 3

1-1-1-BANQUE MONDIALE, UNE INSTITUTION SAVANTE 3

1-1-2-BANQUE MONDIALE: UNE EXPERTISE EN MATIÈRE DE SCIENTIFICITÉ 4

1-1-3-LA BANQUE MONDIALE, UN PRODUCTEUR INTELLECTUEL 6

1-1-3-1-LES PUBLICATIONS DE LA BANQUE MONDIALE, UNE PRODUCTION INTELLECTUELLE DE VISÉE GÉNÉRALE ET UNIVERSELLE 6

1-1-3-2- UN SCHEMA FORMEL DE PRODUCTION DISCURSIVE ÉGALEMENT 8

ii- CADRE SPÉCIFIQUE : PROBLÉMATIQUE ET DÉTERMINATION DES TERMES DE LA RECHERCHE 10

2-1-SUR LA NOTION DE PERTINENCE SCIENTIFIQUE 10

2-1-1-SCIENCE ET SCIENTIFICITÉ DU PDBM 12

2-1-2-LE PDBM, UN PROGRAMME DE QUELLE SCIENTIFICITÉ ? 13

iii-OBJECTIFS ET INTÉRÊT DE LA RECHERCHE 18

3-1-OBJECTIFS DE LA RECHERCHE 18

3-2-INTÉRÊT DE LA RECHERCHE 18

iv-ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES 22

4-1- OBJECTIF DE RECHERCHE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE 22

4-2-LES ÉTAPES DE L'ÉLABORATION 23

4-3-LA CUEILLETTE DE L'INFORMATION 27

4-3-1-LES SOURCES PRIMAIRES 27

4-3-2 LES SOURCES SECONDAIRES 30

4-4-L'INTERPRÉTATION DE L'INFORMATION 32

4-5-LIMITES DE LA RECHERCHE 33

1ère PARTIE : BANQUE MONDIALE ET DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE 1 : UNE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONSTRUCTION 35

1-1-BANQUE MONDIALE: UN APERÇU 35

1-2-BANQUE MONDIALE : BANQUE DE RECONSTRUCTION ET BANQUE DE DÉVELOPPEMENT 36

1-3-UNE BANQUE POUR LA RECONSTRUCTION 37

1-4-UNE BANQUE DE « DÉVELOPPEMENT » 39

1-4-1-UN INSAISSISSABLE ET PROBLÉMATIQUE « DÉVELOPPEMENT » 39

1-4-2-UNE BANQUE DE RECONSTRUCTION/DÉVELOPPEMENT 42

CHAPITRE 2 : UNE BANQUE DE QUEL DÉVELOPPEMENT ? 44

2-1-« SOUS-DÉVELOPPEMENT » PLUTÔT QUE « DÉVELOPPEMENT »	<u>44</u>
2-1-1-L'AVÈNEMENT DU « SOUS-DÉVELOPPEMENT »	<u>45</u>
2-1-1-1-LE DISCOURS DU PRÉSIDENT TRUMAN OU L'INVENTION DU SOUS-DÉVELOPPEMENT	<u>46</u>
2-1-1-2-LE DISCOURS DU PRÉSIDENT TRUMAN : QUATRE POINTS À RETENIR	<u>48</u>
2-1-2-LE DISCOURS DE TRUMAN : L'AVÈNEMENT DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET DE LA SCIENCE DU DÉVELOPPEMENT\SOUS-DÉVELOPPEMENT	<u>50</u>
2-1-2-1-LA NAISSANCE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	<u>51</u>
2-1-2-2-LA SCIENCE DU DÉVELOPPEMENT\SOUS-DÉVELOPPEMENT	<u>52</u>
2-1-2-2-1-UN COURANT ORIGINAL AU SEIN DE L'ÉCONOMIE KEYNÉSIIENNE	<u>54</u>
2-3-ROSTOW OU LE SOUS-DÉVELOPPEMENT EN ÉQUATIONS	<u>57</u>
2-3-1- LES CYCLES DU DÉVELOPPEMENT DE W.W. ROSTOW	<u>57</u>
2-3-2-UNE BASE CONCEPTUELLE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT	<u>59</u>
2-4-TRUMAN ET ROSTOW UN TANDEM FONDATEUR DU NOUVEAU DÉVELOPPEMENT	<u>61</u>
2-4-1-L'IMPACT DE L'IDÉOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE CONTEMPORAIN	<u>63</u>
2-4-1-1-BANQUE MONDIALE ET IDÉOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT	<u>63</u>
2-4-1-1-1-LE PNB COMME INDICATEUR DE DÉVELOPPEMENT	<u>64</u>

CHAPITRE 3 : DE L'INVENTION DU SOUS-DÉVELOPPEMENT À LA MISSION DE DÉVELOPPEMENT 67

3-1- BANQUE MONDIALE : UNE BANQUE DE SOUS-DÉVELOPPEMENT	<u>67</u>
3-1-1-DE LA NÉCESSITÉ DE DISTINGUER LES DEUX MISSIONS DE DÉVELOPPEMENT : DEUX ILLUSTRATIONS	<u>68</u>
3-1-1-1-LA CLIENTÈLE ACTUELLE DE LA BANQUE MONDIALE	<u>69</u>
3-1-1-2-L'OCDE, CLIENTE D'UNE AUTRE LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT	<u>70</u>
3-2-BANQUE MONDIALE : LES RAISONS APPARENTES D'UNE RÉORIENTATION	<u>71</u>
3-4- LE PLUS GROS BAILLEURS DE FONDS DE DÉVELOPPEMENT	<u>73</u>

2ème partie : LE PDBM AUJOURD'HUI

CHAPITRE 4 : LE CONTENU DU PDBM 75

4-1-LE PDBM, UN QUADRIVIUM DE DÉVELOPPEMENT	<u>76</u>
4-1-1-LES QUATRE REGISTRES DU PDBM	<u>77</u>
4-1-1-1-LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	<u>77</u>
4-1-1-2-LE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE	<u>80</u>
4-1-1-3-LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL	<u>81</u>
4-1-1-4-LE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL	<u>83</u>

CHAPITRE 5 : LE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL, UN RÉPERTOIRE DU PDBM 86

5-1-LES TEXTES DE BASE DU « DÉVELOPPEMENT VIRTUEL »	<u>87</u>
5-2-LE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL UN RÉPERTOIRE ORIGINAL	<u>88</u>

5-2-1-UNE «KNOWLEDGE BANK»	<u>90</u>
5-2-2-LE KNOWLEDGE SHARING PROGRAM	<u>92</u>
5-2-2-1-LE E-LEARNING OU LA MISE EN ŒUVRE DU KSP	<u>93</u>
5-2-2-2-LES UNIVERSITÉS VIRTUELLES	<u>94</u>
5-2-2-3-LE GDL	<u>96</u>
5-2-2-4-LE CID	<u>96</u>
5-3-LE KMDP ET LA GESTION DE L'INFORMATION	<u>98</u>
5-3-1-NTIC ET DÉVELOPPEMENT : UNE NOUVELLE ÈRE DE L'IMMATÉRIEL	<u>98</u>
5-3-2-NITC, OUTILS ET FACTEURS DE PRODUCTION	<u>99</u>
5-3-3-NTIC, DÉVELOPPEMENT ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	<u>100</u>
5-3-4-BANQUE MONDIALE ET NTIC POUR LE DÉVELOPPEMENT	<u>103</u>
5-3-5- DES CONDITIONNALITÉS DE DÉVELOPPEMENT	<u>105</u>
5-3-5-1-DÉVELOPPEMENT VIRTUEL ET RÉFORMES DANS LES PEDS : « CE QUE DOIT FAIRE L'ÉTAT »	105
5-3-6-COMMENT QUALIFIER ET APPRÉCIER CES REFORMES ?	<u>108</u>

CHAPITRE 6 : LE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL AU SÉNÉGAL OU UN EXEMPLE D'APPLICATION DU PDBM 110

6-1-LE CHOIX DU SÉNÉGAL	<u>110</u>
6-1-1-LE SÉNÉGAL, UN ENGAGEMENT EXEMPLAIRE	<u>111</u>
6-2-LE SÉNÉGAL ET LES RÉFORMES DE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL	<u>114</u>
6-2-1-LE CADRE INSTITUTIONNEL DES RÉFORMES	<u>114</u>
6-2-2- LE CADRE PHYSIQUE DES RÉFORMES	<u>115</u>
6-3-PRIVATISATION ET RÉFORMES INSTITUTIONNELLES	<u>116</u>
6-4-L'ÉTAT SÉNÉGALAIS FACE AUX DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT VIRTUEL	<u>118</u>
6-4-1-LES ENJEUX LIÉS AUX TECHNOLOGIES	<u>119</u>
6-4-2-LES ENJEUX DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE	<u>120</u>
6-4-3-LES ENJEUX ÉCONOMIQUES	<u>122</u>
6-5-SÉNÉGAL : UN ÉTAT TRADITIONNELLEMENT PRÉSENT	<u>125</u>

CHAPITRE 7 : BANQUE MONDIALE : LES LOGIQUES D'UNE NOUVELLE RÉORIENTATION 128

7-1-ÉVOLUTION DU DISCOURS DE DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE MONDIALE	<u>129</u>
7-1-1-VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE RÉFÉRENCE	<u>130</u>
7-1-2-DES BOULEVERSEMENTS STRUCTURELS	<u>131</u>
7-1-3-UNE RÉORIENTATION ASSUMÉE	<u>132</u>
7-2- LE NÉOLIBÉRALISME OU LA DOCTRINE DE L'ÉTAT MINIMAL	<u>133</u>
7-2-1-PDBM ET MINIMALISATION DE L'ÉTAT DANS LES PED	<u>136</u>
7-2-1-1-DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET MINIMALISATION DE L'ÉTAT	<u>137</u>
7-2-1-2-DÉVELOPPEMENT POLITIQUE ET MINIMALISATION DE L'ÉTAT	<u>138</u>
7-2-1-3-DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET MINIMALISATION DE L'ÉTAT	<u>140</u>
7-2-1-4-DÉVELOPPEMENT VIRTUEL ET ÉTAT MINIMAL	<u>143</u>
7-2-1-4-1-LA VIRTUALISATION COMME DESTIN INÉLUCTABLE DE L'ÉTAT	<u>144</u>
7-2-1-4-2-L'ÉTAT VIRTUEL UNE FORME ACHEVÉE DE L'ÉTAT	<u>145</u>
7-2-1-4-3-LES « MERCENAIRES DU NOUVEAU SIÈCLE », À LA RESCOUSSE	<u>148</u>

3ème PARTIE LA DIMENSION FORMELLE DU PDBM

CHAPITRE 8 : LA NOTION DE DÉVELOPPEMENT DANS LA PENSÉE CONTEMPORAINE 150

8-1- LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRITIQUE CONTEMPORAINE	<u>150</u>
8-2-LE DÉVELOPPEMENT, UN CONCEPT QUI DIVISE	<u>152</u>
8-3-LES DIFFÉRENTS CLIVAGES AUTOUR DE LA NOTION DE DÉVELOPPEMENT	<u>153</u>
8-3-1-CRITIQUE DU DÉVELOPPEMENT : LES PRO ET LES ANTI	<u>155</u>
8-3-1-1-CRITIQUE MARXISTE ET CRITIQUE LIBÉRALE	<u>155</u>
8-3-1-2-LA CRITIQUE NIHILISTE OU LE REFUS DU DÉVELOPPEMENT	<u>158</u>
8-3-1-3-LE REFUS DU DÉVELOPPEMENT	<u>159</u>
8-3-1-3-1-LE DÉVELOPPEMENT, UN CONCEPT IMPORTANT...	<u>159</u>

8-3-1-1-3-1- MAIS AMBIGU 160

8-3-1-1-4- « DURABLE » DÉVELOPPEMENT PLUTÔT QUE « TOUT COURT » DÉVELOPPEMENT 161

8-4-LE DÉVELOPPEMENT EN DÉBAT : POSTULATS DÉVELOPPEMENTISTES ET CRITIQUE
ANTIDÉVELOPPEMENTISTE 164

CHAPITRE 9: LOGIQUE FORMELLE ET FORMULATION DU PDBM 171

9-1-SCIENTIFICITÉ ET DÉMARCHE FORMELLE 171

9-2-LE PDBM : UN CERTAIN FORMALISME LOGIQUE 173

9-2-1-LE SAVOIR DE LA BANQUE MONDIALE : UNE LOGIQUE « D'ESSAIS ET D'ERREURS » ? 175

4ème Partie : LA SCIENTIFICITÉ DU PDBM EN QUESTIONS

CHAPITRE 10: LES PRINCIPES CONSTITUTIFS DU DÉVELOPPEMENT/SOUS-DÉVELOPPEMENT SONT SCIENTIFIQUEMENT FONDÉS ? 177

10-1-L'IDÉOLOGIE LIBÉRALE DU DÉVELOPPEMENT : PERMANENCE D'UN ESPRIT 179

10-1-1-TRUMAN : DES SOCIÉTÉS ATTARDÉES, DONC NATURELLEMENT RETARDÉES 180

10-1-1-1-UN À PRIORI ANTÉ-COLONIAL 183

10-1-1-2-PERTINENCES D'UNE LOGIQUE DE LA PERMANENCE 184

10-2-L'IDÉOLOGIE LIBÉRALE DU DÉVELOPPEMENT : UNE PENSÉE NEUTRE ET OBJECTIVE ? 186

10-2-1-LA DOCTRINE TRUMAN ET L'AIDE AUX RÉGION SOUS-DÉVELOPPÉES 186

10-2-2-DOCTRINE TRUMAN ET BANQUE MONDIALE 188

10-2-3-BANQUE MONDIALE ET ROSTOW 190

CHAPITRE 11 : LA VIRTUALISATION DE L'ÉTAT : UNE DÉMARCHE DE QUELLE RATIONNALITÉ ? 192

11-1-LES RÉFORMES DE MINIMALISATION : UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT NÉCESSAIRE ET INDISPENSABLE 192

11-1-1-« UNE THÉRAPIE DE CHOC » CERTES 192

11-1-2-MAIS UN MAL CEPENDANT NÉCESSAIRE 194

11-2-DÉVELOPPEMENT VIRTUEL ET LA QUESTION DE L'ÉTAT 196

11-2-1-LA FIN DE L'ÉTAT ? 197

11-2-2-L'ÉTAT N 'EST PAS MORT 199

11-3- ÉTAT VIRTUEL ET ÉTAT RATIONNEL 201

11-3-1-L'ÉTAT MINIMAL-VIRTUEL EST-IL CEPENDANT RATIONNEL ? 203

11-3-2-LE PDBM, UNE EXPRESSION PLUTÔT DE POUVOIR QUE DE LA RAISON 205

CHAPITRE 12 : LE PDBM : QUELLE LOGIQUE FORMELLE ? 209

12-1-BANQUE MONDIALE : LA MÉTHODE DE LA RÉFUTABILITÉ ? 210

12-2-UN PROCÉDÉ BIEN COMMUNE 212

12-2-3-UNE TOURMENTE CHAOTIQUE 214

CONCLUSION GÉNÉRALE 217

ÉPILOGUE 212

BIBLIOGRAPHIE 224

ANNEXE i

GLOSSAIRE i

TEXTES vi

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACP: Afrique-Caraïbes-Pacifique (Convention de Lomé)

AOF :Afrique Occidentale Française

APD : Aide Publique au Développement

AFD : Agence Française de Développement

AID :Agency of International Development

AOF : Afrique Occidentale Française

APD : Aide Publique au Développement

BAD : Banque Africaine de Développement

BCEAO : Banque centrale des États de l’Afrique de l’Ouest

BIRD. : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (

BM : Banque Mondiale

CAD : Comité d’Aide au Développement (OCDE)

CEA : Commission Économique des Nations-Unies pour l’Afrique

CED: Centres d’Éducation à Distance

CESTI: Centre d’Études des Sciences et Techniques de l’Information

CLSP : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

CID : Cadre Intégré de Développement

CIRDI : Centre International de Règlement des Différends Internationaux

CNUCED : Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement

DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

DTS : Droits de Tirage Spéciaux

EFC: Économie Fondée sur la Connaissance

FAS : Facilité d’Ajustement Structurel

FMI : Fonds Monétaire International

GDLN : Global Distance Learning Network

GEMDEV: Groupement d'Intérêt Scientifique pour l'Étude de la Mondialisation et du Développement

IBW : Institutions de Bretton Woods, désigne la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international, institutions spécialisées des Nations Unies, créées en Juillet 1944 dans la ville de Bretton Woods(USA).

IDA : International Development Association

IDE : Investissement Direct Étranger
IDH : Indicateur du développement humain
IFI : Institutions Financières Internationales
INDIX : Réseau International pour l'Échange d'Information pour le Développement.
IPH : Indice de Pauvreté Humaine
KM : Knowledge Management
KMA : Knowledge Management Africa
KMDP : Knowledge Management For Development Program
KMP : Knowledge Management Program
KSP : :Knowledge Sharing Program
LPS : Lettre de Politique sectorielle
MIGA : Agence Multilatérale de Garantie des Investissements
MPT-NTIC : Ministère des Postes, des Télécommunications et des NTIC (Sénégal)
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
OHADA : Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU : Organisation des Nations-Unies
ONUDI : Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
OSIRIS : Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal
NEPAD : Nouveau Plan de Développement de l'Afrique
NICI : National Information and Communication Infrastructures
NPI : Nouveaux Pays Industrialisés
NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
PARAES : Plan d'Action Régional Africain sur l'Économie du Savoir
PAS : Programmes d'Ajustement Structurel
PDBM : Programme de Développement de la Banque Mondiale
PED : Pays En Développement.
PIB : Produit Intérieur Brut
PNB : Produit National Brut
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le développement
PPTTE : Pays Pauvres Très Endettés

RID : Réseau d'Idées pour le Développement

SFI : Société Financière Internationale

SMI : Système Monétaire International

UA : Union Africaine – A succédé à l'OUA, Organisation de l'unité Africaine

UIT : Union Internationale des Télécommunications

UVA : Université Virtuelle Africaine

DÉDICACE

À

Gaddoram *Tania*,

Papa.

REMERCIEMENTS

Ne serait-ce que parce que le doctorant ne pense jamais uniquement qu'à partir de lui-même; n'a jamais que lui même pour penser, contrairement à une légende fort répandue un travail de thèse de doctorat n'est ni une entreprise individuelle ni un parcours solitaire. Aussi mes remerciements iront-ils donc et tout d'abord spécialement à tous ces penseurs, ces auteurs dont les noms et citations émaillent ces pages; à eux qui m'ont accompagné, inspiré et guidé tout le long de ce travail.

Ensuite viennent tous ces autres. Tous ceux-là qui m'ont soutenu et encouragé par leurs appuis académique et administratif; matériel et technique; amical ou filial. C'est aussi grâce à eux que cette modeste contribution à la chose pensée a été rendue possible. Trop nombreux pour être nommément et individuellement cités, qu'ils trouvent ici l'expression de ma gratitude.

Enfin, je remercie le professeur Alain Chanlat pour avoir accepté d'être mon directeur de thèse.

*Le développement est une ruine dans le paysage intellectuel, c'est un concept du passé. **Wolfgang SACHS***

*Ces bailleurs de fonds se sentaient maîtres ès réalités. **Marguerite YOURCENAR***

*« Qui contrôle le grenier et le puits, contrôle les hommes ». **Proverbe ancien.***

AVANT PROPOS

I-CADRE GÉNÉRAL : SITUATION DU PROBLÈME DE RECHERCHE

Ce travail s'intéresse aux fondements épistémologiques et scientifiques du programme de développement de la Banque Mondiale dans les PED. Il s'agit d'une démarche qui se veut à la fois une interrogation et une analyse des pratiques et discours de développement professés et mis en œuvre par la Banque mondiale dans ces pays depuis plus d'un quart de siècle. L'expression « Programme de développement de la Banque mondiale » (PDBm) que nous mettons en avant, désigne ce dispositif à la fois théorique et pratique que l'institution de crédit mobilise pour accomplir sa mission de partenaire au développement dans les PED. Ce dispositif est en effet appréhendé ici comme étant à la fois un discours (nous parlerons plus volontiers de discours que de théories) et une pratique discursive de développement, et qui sont structurellement liés.

L'activité de développement de la Banque mondiale pour les PED peut se donner à lire ou s'interpréter diversement. À nos yeux cependant, elle s'apparenterait dans sa dimension purement théorique à ce qu'Escobar a appelé un « *apparatus de développement* ». « *L'aide aux pays les plus pauvres de la planète*, écrivait-il alors, *mène rapidement à l'élaboration d'un certain nombre de concepts, de catégories et d'idées (souvent morales ou moralistes) qui ensemble, forment le discours du développement ou « l'apparatus » du développement* » (1995, p9). Et d'autre part dans sa matérialité pratique, et ce pour une période déterminée, il nous a semblé possible d'appréhender le PDBm comme un ensemble fini de chantiers thématiques et paradigmatiques différents de développement. En considérant ainsi l'ensemble des démarches de développement de la Banque mondiale pour les PED du début

des années 80 jusqu'au milieu des années 2000, on peut selon nous distinguer en son sein quatre principaux moments, quatre grands registres ou répertoires thématiques et pratiques différents de développement, qui recourent et restituent l'essentiel de ces démarches. Ces quatre registres sont : le développement économique, le développement politique, le développement social, et le développement virtuel.

Aussi entendons-nous par « programme de développement de la Banque mondiale » (**PDBm**) dans ce travail, l'ensemble formé d'une part par ce discours méthodiquement produit et organisé, cet « *apparatus* » de développement de la Banque mondiale; et de l'autre, par ces dispositifs pratiques de développement que celle-ci produit, mobilise et met en œuvre pour accomplir sa mission d'aide au développement dans les PED. Le PDBm est donc ici considéré à la fois comme un discours (à l'instar d'Escobar nous parlerons en effet plus volontiers de discours que de théories), et une pratique discursive de développement. Ces deux dimensions sont imbriquées et structurellement liées, et apparaissent comme deux faces indissociables et complémentaires d'une même réalité, d'une même logique d'ensemble.

Et d'autre part, en tant que pratique discursive, savoir de développement, le PDBm loin d'être un discours profane, se veut au contraire le fruit et la manifestation d'une certaine forme d'érudition en matière de développement, revendiquant l'appartenance à une certaine scientificité et une certaine rationalité. Ainsi ce savoir de ce fait, se donne t-il sous la forme d' « *un corps de doctrines cohérent, militant, visant de façon lucide à changer le monde avec une ambition de transformation structurelle à une échelle internationale* » (Anderson, 1996); et participe t-il, « *d'une vision cohérente, théorisée, conceptualisée que l'on enseigne*

doctement dans la plupart des universités. Des centaines de livres d'économie du développement la distillent » (Toussaint ; 2006, p38).

1-1-LE PDBM, UN DISCOURS « SCIENTIFIQUE » DE DÉVELOPPEMENT

1-1-1-BANQUE MONDIALE, UNE INSTITUTION SAVANTE

Dans l'univers de la coopération au développement, la Banque mondiale est surtout connue pour être pour les PED un partenaire financier et technique; celui qui vote et alloue les plus importantes lignes de crédit pour le développement de ces pays, tout en définissant et mettant en œuvre pour eux des projets et politiques en conséquence. Et la trop grande fortune médiatique et journalistique que connaît cette activité de bailleurs de fonds et de partenaire technique, éclipse souvent celle dans ces pays pourtant de plus en plus prépondérante, d'acteur intellectuel, c'est-à-dire de producteur et de diffuseur d'idées de premier ordre sur le développement, et qui en cela, influence et transforme leur situation générale aux plans idéologique et scientifique aussi. En effet, parallèlement et concomitamment à son statut de partenaire financier et technique au développement, la Banque mondiale est aujourd'hui dans les PED également un partenaire au plan du savoir; « *le laboratoire d'idées sur le développement le plus important au monde* » précisent Wilks et Lefrançois (2002).

L'IBW de crédit a en effet su au fil des ans se muer en une véritable institution savante qui produit et diffuse une importante littérature à vocation scientifique au point où la référence à la science est devenue à la Banque mondiale une réalité essentielle et omniprésent. Trois éléments en particulier caractériseraient cette

nature scientifique de son PDBM pour les PED: le contexte de sa naissance et sa raison d'être, en somme : les charte, mission et mandat de la Banque mondiale; le contenu de développement que le PDBM propose à travers notamment les stratégies à mettre en place et objectifs de développement à atteindre; et enfin la forme générale de celui-ci, c'est-à-dire la manière dont le PDBm comme production discursive de développement est formulé et construit.

1-1-2-BANQUE MONDIALE: UNE EXPERTISE EN MATIÈRE DE SCIENTIFICITÉ

La scientificité ou tout moins l'exigence de rationalisation de ses pratiques et résultats de développement seraient pour la Banque mondiale d'autant une référence et un souci permanents, qu'elles seraient même la principale raison à la base de la création de l'institution et de celle d'autres grandes organisations internationales de développement de son genre. Selon Jacques Fiset dès le départ, c'est en effet cette foi en la science comme meilleur moyen pour surmonter les obstacles au développement qui aurait motivé la conception et la mise en place de toutes les infrastructures et superstructures de la coopération au développement international. À l'origine il y aurait donc ce désir de « *scientifisation de la vie sociale* » c'est-à-dire, « *cette ambition de régler des problèmes planétaires et de rationaliser et de vaincre certaines situations jugées potentiellement catastrophiques parce qu'elles mettent en péril l'ordre mondial établi* » (1987, p118). Les experts et scientifiques, maîtres d'œuvres et architectes des institutions multilatérales de développement comme la Banque mondiale, seraient allés du présumé que « *la connaissance scientifique peut permettre de trouver des solutions rationnelles et universelles à certaines situations qui posent problème. De la connaissance scientifique des problèmes concernés devraient découler des*

solutions adéquates aux problèmes » (Fisette, op.cit.). Mûs par un tel état d'esprit, ces spécialistes se considéraient eux-mêmes « *en quelque sorte face à la pauvreté des technologues, comme le biologiste face à la faiblesse du rendement de telle catégorie de plantes ou d'arbres, et désireux de créer une variété plus performante, ou encore comme l'ingénieur en mécanique à la recherche d'une machine plus performante* » (ibidem, p124).

Le *désir de scientification* est ainsi comme le socle de naissance de la Banque mondiale. Et ce n'est donc pas surprenant si aujourd'hui en matière de scientificité, l'institution elle-même a développé à son tour une expertise grâce à laquelle elle se pose en juge et en arbitre. La Banque mondiale en effet ne se contente plus de nos jours de faire sa « science »; elle ne limite plus ses soucis et exige de « scientificité » à sa propre production de développement dans les PED, elle en est plutôt à développer parallèlement une expertise et une autorité par lesquels elle se donne un droit de regard sur l'état et la pertinence du savoir dans le monde entier relativement à la science : « *Les facs françaises mal notées par la Banque mondiale* » titrait un article de le Figaro du 15 juillet 2009. L'auteure, Marie Estelle Pech, rapporte les conclusions d'une étude de l'institution qui répertorie et classe les grandes universités de ce monde, leur attribuant une cote en fonction de la qualité scientifique de leur enseignement. Et d'après cette étude intitulée « *The Challenge of Establishing World-Class Universities* » (Salmi, 2009), les grands établissements français réaliseraient de piètres performances scientifiques parce que la France investit peu dans l'enseignement supérieur et de ce fait, les universités françaises « *font très peu de recherche* » (Salmi, 2009); et pour ces raisons le doctorat français par exemple, serait de valeur moindre.

1-1-3-LA BANQUE MONDIALE, UN PRODUCTEUR INTELLECTUEL

Si la Banque mondiale se fait juge et arbitre en matière de scientificité, cette activité est cependant relativement récente. Celle en revanche de produire elle-même des publications à caractère scientifique lui est en quelque sorte constitutive, puisque partie intégrante de sa mission et de ses activités : la Banque mondiale c'est le PDBm, et le PDBm est un ensemble de pratiques et de discours en effet rationnels de développement. Institution savante s'il est de nos jours, la Banque mondiale produit et diffuse une importante littérature à vocation scientifique, aidée en cela par des universitaires de renom et un personnel qualifié en grand nombre (elle compte plus de 10.000 employés). Cette production intellectuelle et scientifique est si importante qu'elle place la Banque mondiale au rang de « *laboratoire d'idées sur le développement le plus important au monde* » selon Wilks et Lefrançois (2002), Aussi la scientificité dans les démarches de la Banque mondiale, c'est donc avant tout dans son PDBM qu'il faut la situer. C'est-à-dire, dans cette impressionnante production discursive qui codifie et soutend toute l'activité pratique de développement de cette institution dans les PED.

1-1-3-1-LES PUBLICATIONS DE LA BANQUE MONDIALE, UNE PRODUCTION INTELLECTUELLE DE VISÉE GÉNÉRALE ET UNIVERSELLE

Les publications de la Banque mondiale couvrent un champ thématique large et diversifié - pratiquement toutes les questions importantes liées de près ou de loin

au développement, et se déclinent sous différentes formes et formats. Cela va de la documentation majeure telle les rapports généraux ou sectoriels, les monographies nationales ou d'auteur, que propose la Banque mondiale elle-même; à quantité d'études, d'articles, de rapports, et de comptes rendus divers que ses différents démembrements - les représentations nationales, les régions, les réseaux et autres services affiliés, publient régulièrement de leur côté. L'Institut de la Banque mondiale (WBI) à Washington édite une bonne partie de cette vaste et variée littérature, qui est également en partie disponible en ligne dans la page « *InfoPoint sur le Développement, Accès au Savoir sur le Développement* », du site officiel de la Banque mondiale (<http://www.banquemonde.org/>).

Cet impressionnant dispositif intellectuel que l'institution de crédit produit et diffuse et qui fait autorité dans divers milieux institutionnels ou non, est généralement destiné à véhiculer et à mettre en exergue les positions et postures intellectuelles de la Banque mondiale sur les aspects les plus divers du développement. Mais plus singulièrement, les publications de la Banque mondiale servent à « supporter », c'est-à-dire à codifier, conceptualiser et institutionnaliser les différents répertoires pratiques de développement que celle-ci met au point et propose aux PED depuis maintenant plus d'un demi-siècle. Mais en fait, ces publications sont beaucoup plus que cela; loin en effet de se réduire à un simple reflet intellectuel des activités pratiques de terrain de la Banque mondiale, elles ont une visée de savoir plus général et plus universel, se posant comme la vitrine scientifique générale de l'institution.

Le *RDM* ou « *Rapport sur le Développement dans le Monde* », qui est une des publications phare de de la Banque mondiale, illustre bien cela. Paraissant sur une base annuelle et régulière, cette documentation est considérée à la Banque

mondiale comme la publication-maison par excellence, celle qui annonce et présente depuis plus de trente ans, chacun des nouveaux registres de développement que celle-ci met au point pour les PED. Et d'après la Banque mondiale elle-même, « *The World Development Report is the Bank's major analytical publication. Each year it focuses on a particular aspect of development selected by the Bank's president* ». (www.banquemondiale.org/). Et chaque numéro de cette publication précise l'institution de Bretton Woods, « *met l'accent sur ce qui est considéré comme les « vrais problèmes » auxquels il convient de s'attaquer et prétend offrir une vue la plus exhaustive possible de la question* ». (<http://www.banquemondiale.org/>, *Les publications de la Banque*). En effet, et ainsi que le constate et le souligne Nicolas Guilhot, le RDM n'est pas qu'un simple Rapport d'actualité sur les questions et problèmes de développement de l'heure que confronte la Banque mondiale, il va en effet beaucoup plus loin : « *Depuis cinquante ans, écrit cet auteur, la Banque mondiale (BM) est devenue arbitre des questions de développement. Sa publication annuelle, World Development Report, fixe les priorités, diffuse la terminologie, les concepts et les problématiques à travers lesquels l'idée même du développement est formulée(...). Les grands répertoires de la BM qui se sont succédé ont structuré les débats, orienté la recherche et produit des savoirs* » (2000).

1-1-3-2- ÉGALEMENT UN SCHEMA FORMEL DE PRODUCTION DISCURSIVE

Si le contenu du discours-savoir de développement de la Banque mondiale est scientifique, il va de soi que la forme générale de celui-ci c'est-à-dire la manière par laquelle il se façonne (se conçoit et se construit) et se manifeste, et qui en est en

même temps son trait distinctif (par laquelle il se distingue d'autres formes de savoir), que donc cette forme générale soit elle aussi scientifique. Si en effet les cadres et contextes généraux de sa production d'une part et son contenu intrinsèque de l'autre peuvent possiblement être des indicateurs du caractère scientifique d'un savoir, la scientificité est cependant avant tout une affaire de forme. C'est par sa forme, c'est-à-dire la manière dont elle est produite et générée, que l'on peut attester du caractère scientifique ou non d'une connaissance.

Ainsi si le PDBm est dit un programme scientifique de développement, un tel qualificatif il le doit avant tout à la manière dont il est formulé et construit comme savoir scientifique de développement. On écoute encore Jacques Fissette à ce propos également: *« Il existe une analogie évidente entre la représentation traditionnelle que l'on se fait des méthodes utilisées pour déterminer la justesse d'une théorie scientifique et celles qui servent à évaluer la réussite d'un programme d'intervention sur un problème spécifique : le programme est d'abord conçu et élaboré (hypothèse), il est ensuite formalisé et donne lieu à quelques stratégies (argumentation cohérente), et finalement celles-ci sont mises en œuvre (test) (...) L'évolution des stratégies de la Banque mondiale concernant la lutte contre la pauvreté dans le Tiers monde illustre très bien ces hypothèses »* (ibidem, p118).

Le PDBm est un discours-savoir scientifique de développement; cette scientificité est contenue autant dans le contexte général de la création de la Banque mondiale (mandat et mission de l'institution) que dans la forme et le contenu du PDBm.

Tel est donc l'énoncé de base; l'hypothèse générale de départ, avec laquelle nous avons décidé de nous expliquer dans les lignes qui suivent. Cet énoncé prescrit le cadre général de cette recherche de thèse.

II CADRE SPÉCIFIQUE : PROBLÉMATIQUE ET DÉTERMINATION DES TERMES DE LA RECHERCHE

2-1-SUR LA NOTION DE PERTINENCE SCIENTIFIQUE

Le questionnement sur la nature scientifique ou non d'une connaissance ou d'un phénomène, est un questionnement d'ordre épistémologique. Étymologiquement le terme « épistémologie » vient du grec *épistémé* qui signifie science, et de *logos*, qui veut dire, savoir, connaissance, étude. Pris littéralement l'*épistémé* grec signifie « *comment sait-on* », c'est-à-dire, en vertu de quels protocoles, de quelles conventions, fait-on ou produit-on ce que l'on appelle science ou savoir. L'épistémologie serait ainsi à la fois la science de la connaissance et aussi celle des manières de connaître; elle nous renseigne sur le « *comment* » de la construction d'un savoir, et qui en fait en même temps sa valeur scientifique. À l'inverse, le questionnement sur les propriétés épistémologiques d'une connaissance vise donc à mettre à jour ou à révéler les modes et procédés de création d'une connaissance scientifique et qui en font qu'elle se distingue d'autres formes de connaissances, par exemple des connaissances de nature que l'on appelle « idéologique ».

On distingue traditionnellement cinq grands courants de pensée épistémologiques, soient : le rationalisme, l'empirisme, le positivisme, le constructivisme et le réalisme (voir Riopel, 2009). Et à l'exception du rationalisme qui se fonde essentiellement sur le raisonnement déductif et accorde ainsi dans la production des connaissances valides la primauté à la raison et aux idées, pratiquement tous les autres courants épistémologiques reconnaissent une place à l'expérience et l'expérimentation; à ces

phase et étape de la confrontation de la théorie aux faits, de la soumission de l'hypothèse à l'épreuve de la réalité. Un courant comme l'empirisme pour lequel *toute connaissance provient essentiellement de l'expérience*, ira jusqu'à élever cette étape en condition pas seulement nécessaire, mais aussi suffisante de scientificité. Le positivisme qui préconise de s'en tenir aux seuls faits de l'expérience dans la production des connaissances scientifiques, rejoint l'empirisme sur ce point qui lui paraît essentiel, mais sans toutefois négliger l'importance du raisonnement, en autant que celui-ci est suffisamment rigoureux pour permettre de faire le pont entre observation et hypothèse.

Dans le processus de construction de la connaissance scientifique, de façon générale, les différentes écoles épistémologiques s'accordent pour dire que raisonnement et expérimentation, déduction et induction trouvent tous leur place, et qu'il conviendrait plutôt de les considérer comme des moments différents mais complémentaires et nécessaires d'un même parcours. Pour Granger (1960) par exemple, l'intentionnalité scientifique d'une démarche repose fondamentalement sur la construction de modèles cohérents et efficaces d'un phénomène; donc aussi bien, sur la consistance rationnelle des différents éléments ou moments de ce phénomène, que sur son efficacité, c'est-à-dire son passage réussi à l'épreuve des faits. Karl Popper(1985) va plus loin, pour qui la vérificabilité d'une connaissance est certes essentielle, mais pour être qualifiée de scientifique, celle-ci doit également avoir un caractère de réfutabilité, c'est-à-dire qu'elle doit être par avance « falsifiable » par l'expérience. Sa démarche appelée de la « réfutabilité » est pour l'épistémologue viennois (1953; 1972) , est la seule au fondement de la rationalité et de la science : « *une théorie qui n'est réfutable par aucun événement qui puisse se concevoir*, écrit-il, *est dépourvue de caractère scientifique* » (1953, Chap. 1, Section

1); ou encore : « *la démarche par conjectures et réfutation est la seule qui soit à même de produire une connaissance scientifique.* »(ibidem). ».

La science allie donc raisonnement et expérience dans ses précédés et démarches; elle ne serait pas une affaire exclusivement de raisonnement, comme le laisse entendre le rationalisme par exemple, mais fait également appel à l'expérimentation pour confirmer ou infirmer les construits idéels que sont les hypothèses théoriques. En effet, comme le fait remarquer Riopel, dans la création des connaissances scientifiques, la cohérence interne c'est-à-dire l'enchaînement logique entre les différents moments de cette création, est une condition essentielle mais non suffisante pour conférer à celle-ci un caractère scientifique : « *Il nous apparaît évident que, dans le contexte de la définition d'une science, la seule cohérence interne d'un ensemble de connaissances ne saurait leur donner une valeur universelle et que seule une confrontation avec les faits garantit que ces connaissances sont applicables à l'univers et, de ce fait, ont possiblement une valeur universelle.* » (2009).

2-1-1-SCIENCE ET SCIENTIFICITÉ DU PDBm

Souvent dans ce travail nous employons indifféremment les mots *science*, *savoir* (discours) et *connaissance*. Un tel glissement terminologique et conceptuel s'explique par le fait que dans un entendement général ces termes se confondent ; la science désignerait dans une acceptation plus large en effet, aussi bien le *savoir* (discours ou connaissance théorique), que le *savoir-faire* (pratique discursive et/ou technique) que procure cette connaissance. Mais dans un sens plus restreint, la science désigne selon Robert, un « *ensemble de connaissances, d'études d'une*

valeur universelle, caractérisées par un objet (domaine) et une méthode déterminés, et fondées sur des relations objectives vérifiables. » Robert, P (1995, p2051). Ainsi trois éléments caractériseraient la science : d'abord le fait qu'elle est une étude de valeur universelle; ensuite, que l'objet et la méthode de cette étude soient explicitement connus et reconnus; et enfin, que cette étude est fondée sur une relation vérifiable, c'est-à-dire un rapport fondé sur l'expérience et confirmable par la confrontation aux faits.

Or comme nous l'avons, et ce de par même sa raison d'être, le PDBm est considéré comme un savoir-discours scientifique de développement; et donc que par cela même, que ce programme est censé et supposé rencontrer à priori les canons principaux de base de la science : conçu et mis en œuvre par une institution dont l'existence même répondrait à des soucis de « *scientifisation* », le PDBm loin d'être un discours de valeur conventionnelle ou arbitraire (idéologique), c'est-à-dire un discours opportun et opportuniste, conçu et émis à l'occasion chaque fois de conjonctures particulières, pour répondre à des besoins particuliers; en principe, serait bien au contraire, un corps connaissances de développement de valeur universelle; systématique et organisé, parce que fondé sur la science et la rationalité; et, d'ailleurs se réclamant explicitement d'elles pour ces raisons.

2-1-2-LE PDBM, UN PROGRAMME DE QUELLE SCIENTIFICITÉ ?

Et la question que pose explicitement ce travail et qui est au cœur de notre problématique de thèse est la suivante : que vaut cependant une telle prétention de scientificité du PDBm ? Ou : qu'en est-il de cette scientificité dont se réclame explicitement ce programme et qui est censée le fonder et le justifier ?

À ce niveau certains termes centraux de notre problématique demanderaient à être explicités cependant : nous parlons sans nuancer de *scientificité*, de *logique* et aussi de *rationalité*; pourtant ces expressions ne signifient pas forcément la même chose. Aussi avant d'aller plus loin convient-il ici de lever certains équivoques et de préciser le sens de ces expressions que nous mettons en avant dans ce travail. Si *scientifique*, *logique* et *rationnel* sont des termes qui sont si proches que l'on a souvent tendance à les confondre, ils comportent en effet cependant des différences. De ces trois concepts, « *rationnel* » est celui qui est à la fois le plus complexe et le plus général au sens où il comprend les définitions des deux autres (voir Pallotta, 2010). Une première définition de ce terme est : ce qui possède « *la qualité de ce qui est raisonné, conforme aux règles de déduction* ». Mais *rationnel* signifie également, « *ce qui est conforme au bon sens* »; le bon sens n'ayant rien de *logique*, car c'est seulement « une sorte d'intuition partagée par la majorité sur ce qui est « normal », sans qu'une explication soit nécessaire ». Et enfin *rationnel* veut également dire : « *conforme au raisonnement scientifique, qui résiste à une analyse par méthode scientifique* ». Cela diffère encore de ce qui est *logique*, lequel se rattache directement à ce qui est *scientifique* au sens formel du terme, « *car la méthode scientifique ne fait rien que supposer que ce qui a été observé et calculé se transforme en une théorie immuable* ». (Pallotta, 2010).

Concept moins strict et autorisant de ce fait une certaine flexibilité dans la démarche et l'analyse, « *rationalité* » nous paraît ici l'expression la plus indiquée relativement à l'idée de notre problématique et ce, en raison même de la nature propre de l'objet sur lequel porte celle-ci. Le PDBM est un objet d'étude en effet multidimensionnel et trop complexe pour être interrogé – malgré le titre de la thèse, du strict point de vue de la *scientificité*. La rationalité élargit l'espace de notre démarche et y ajoute une

dimension que la scientificité ne suggère pas; cette dimension additionnelle, c'est celle qui est de l'ordre de la raison pratique et sociale ou du *bon sens*, et qui est à nos yeux fondamentale mais que la logique formelle ne connaît pas. Or nous sommes d'avis et d'opinion, comme l'écrit Pallotta, que « *ce n'est pas un crime que de faire appel au bon sens plutôt qu'à la logique et on devrait pas se cacher derrière des termes faussement objectifs pour avancer une idée subjective* » (2010,p4). Parfois la raison sociale a ses raisons que la raison formelle méconnaît. Nous entendons donc jouer sur cette question de la scientificité du PDBM ces deux dimensions- rationnel formel et rationnel social, qui sont à nos yeux deux paramètres qui se complètent.

Finalement, interroger la cohérence interne et l'efficacité du PDBm reviendrait donc en quelque sorte pour nous à s'inscrire dans la perspective d'un Gohier (2004) pour lequel l'interrogation sur la scientificité porte d'une part sur « *la fécondité heuristique* » et de l'autre sur « *la pertinence sociale* ». Si la notion de « *fécondité heuristique* » peut être rapprochée à celle de « cohérence interne » communément admise ou même à l'idée de « *consistance rationnelle* » développée par Peccatte (1996); l'idée de « *pertinence sociale* », du fait qu'elle fait appel également à un ensemble de jugements de valeur sociétale, nuance le second critère de scientificité- la notion « d'efficacité », en diluant le quantitatif qui s'y rattache avec du qualitatif. Ainsi l'efficacité du PDBm que nous entendons interroger ne se rapporte pas exclusivement à une évaluation quantitative et chiffrée de ses résultats de développement, mais également à une appréciation qualitative d'ensemble de ses retombées et conséquences (de développement). En d'autres termes, il ne sera pas seulement question d'étudier, d'examiner et d'analyser des données statistiques relatives au PDBm pour démontrer en quoi les promesses de développement que fait

ce programme sont ou non atteintes, mais surtout d'apprécier le caractère socialement et politiquement désirable ou souhaitable des valeurs qui sont contenues dans ce programme ou tout simplement, de ce programme lui-même comme valeur. En ce sens on peut dire que notre idée de « pertinence scientifique » du PDBM se réfère aussi bien pertinence scientifique qu'au crédit moral rattaché à ce programme; à sa « *consistance rationnelle* » mais aussi également, au réalisme (adaptabilité à la réalité intrinsèque des PED) et à l'adhérence sociale dont le PDBM peut se prévaloir dans ces pays.

C'est donc fondamentalement du bien-fondé à la fois logique et éthique du PDBM qu'il est question dans ce travail; c'est-à-dire, chercher à déterminer si ce programme est rationnel et raisonnable ? Ces deux dimensions étant (encore une fois) d'emblée posées comme complémentaires et non exclusives l'une de l'autre : en effet le fait de mettre ensemble « *rationnel* » et « *raisonnable* » ne doit pas laisser à penser que nous nous engageons ici dans ce débat dichotomique qui ne fait se côtoyer ces deux termes que pour mieux faire ressortir leur caractère « antinomique ». (Voir par exemple, Serge Latouche, "Le Rationnel et le raisonnable. In La Revue du MAUSS semestrielle, n° 4, 2e semestre 1994, p. 134-158.) Au contraire pour nous, ces deux termes sont tout à fait compatibles et réfèrent tous deux à deux aspects différents mais complémentaires d'une même réalité : la raison humaine. « Rationnel » se rapporte à l'aspect extérieur, « objectif » et formel de celle-ci (au sens de la raison cartésienne, de son ordre et de sa méthode); tandis que « raisonnable » a trait à la dimension à la fois pratique et sociale de la raison, celle-ci étant considérée comme référent et fondement en dernier ressort de toutes les actions et des « valeurs » communément acceptées.

L'autre terme de la problématique qu'il conviendrait de préciser avant de clore ce passage est l'expression de « pertinence » que nous mettons en avant également dans ce travail. Cette précision s'inscrit dans une logique en quelque sorte inverse de celle apportée au terme de scientificité : ainsi « *pertinence* » ne doit être comprise uniquement à son sens strict de justesse au plan empirique, mais également dans une acceptation plus large qui suggère et comprend la notion d'opportunité, c'est-à-dire de justesse au plan analytique.

III-OBJECTIFS ET INTÉRÊT DE LA RECHERCHE

3-1-OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

C'est désormais un rite consacré que d'annoncer d'« *où l'on parle* » avant d'engager un débat intellectuel, et donc forcément polémique. Notre démarche est celle d'un finissant au PhD. en Sciences Humaines Appliquées, et critique de l'activité de la Banque mondiale et de l'idéologie du développement en général. Ce travail de thèse de doctorat est le couronnement d'un cursus académique et universitaire en partie dédié à cet exercice.

La présente recherche s'inscrit dans la réflexion générale en Économie politique du développement sur la philosophie et les stratégies d'aide au développement de la Banque Mondiale dans les PED. Il s'agit d'une recherche pluri et interdisciplinaire de sciences humaines et sociales, à l'intersection des sciences économiques, de l'épistémologie, de la science politique, de la sociologie, et des sciences de l'information et de la communication. Une démarche dont l'objectif est d'entreprendre une critique à la fois épistémologique et éthique du PDBm, et ce, dans le but de décrypter afin de les manifester, les logiques profondes à l'œuvre dans ce programme, et partant, dans l'idéologie du développement en général.

3-2-INTÉRÊT DE LA RECHERCHE

L'importance de l'enjeu relié aux démarches de développement de la Banque mondiale dans les PED et à la question du développement en général, n'est plus à démontrer aujourd'hui. Cette question écrivait Éric De la Maisonnette, pourrait en

dernière instance être « *la question centrale d'où découle le futur de nos sociétés et l'avenir du monde* » (2005, p82). Et ce n'est pas peu dire !

Mais si la question en elle-même reste d'indéniables importance et actualité, le sujet lui cependant n'est pas nouveau. Cette problématique du développement liée à l'activité de la Banque mondiale est en effet un sujet très fréquenté, assez largement discuté et documenté en économie du développement. Un thème si débattu et vulgarisé, qu'il alimente substantiellement plusieurs courants institutionnels de pensée critique du développement. Ce serait donc à juste raison, si l'on nous demandait ce qu'il y a à gagner à revisiter un champ d'étude si abondamment investigué par la recherche ? En effet si l'enjeu relié à la question du PDBm dans les PED peut à lui seul justifier que l'on y consacre une thèse de doctorat, qu'en est-il de cette thèse elle-même ? Qu'est-ce que notre démarche propose d'original ou de nouveau qui vaille pour elle la peine d'être entreprise ?

Cette interrogation indéniablement pertinente, demeure cependant assez complexe pour trouver ici une réponse qui tiendrait en quelques lignes. Aussi, nous contenterons-nous de formuler à cet égard deux remarques : la première est que, même si le PDBM et la problématique du développement font l'objet de grandes attention et production de la part de la littérature savante, d'une part, ils ne sont le plus souvent considérés que sous des aspects particuliers (du point de vue de tels ou tels plans, stratégies, politiques, projets de développement précis...); et lesquels d'autre part, sont rarement questionnés dans leur principe même, mais bien plutôt dans leurs manifestations c'est-à-dire, sous l'angle de leur efficience ou de leur efficacité.

La présente recherche n'est de nature ni évaluative, ni de mesure d'impact; et donc, aborde le PDBM sous un angle et une perspective fort différents : non plus

de savoir si tel aspect ou telle dimension de ce programme est efficace ou efficient, mais avant tout et simplement, ce qu'est le PDBm en lui-même et intrinsèquement, ce qu'il est en tant que ce modèle formel et scientifique de discours de développement qu'il prétend être. Notre questionnement général porte ici en effet sur les nature et valeur profondes de ce programme; sur la logique dont celles-ci relèvent, et la source à laquelle elles s'abreuvent. Et de telles perspectives et interrogations nous paraissent primordiales, c'est-à-dire plus urgentes et plus fondamentales, et peut-être aussi, plus fécondes. La seconde remarque est que cette question de l'originalité de notre démarche est une question elle-même prise en charge dans ce travail, dont elle constitue une partie. Le présent travail intègre en effet un passage qui d'après nous, répond à de telles préoccupations. Le chapitre sur « l'état de la critique du développement et du PDBm dans le champ de la pensée contemporaine » propose un état des lieux des courants les plus marquants et également les plus diffusés sur la question, puis nous donne l'occasion de situer notre propos au sein de cette vaste littérature et de prendre position tout en mettant en évidence l'originalité de cette position, avant de nous en démarquer et opérer ainsi notre propre rupture.

Pour autant, ce travail ne prétend pas faire *tabula rasa* de tout ce qui existe déjà sur le sujet. Si notre démarche remet en cause bien d'acquis conceptuels et théoriques sur l'activité et le discours de développement de la Banque mondiale et la question du développement des PED en général, elle ne fait pas cependant fi de tout ce qui se dit déjà dans ce débat. Bien au contraire, nous nous réclamons ouvertement de cette perspective depuis longtemps ouverte, et par beaucoup d'autres - que le lecteur rencontrera tout le long de ce travail, et qui continuent à œuvrer sans relâche dans le but de fonder collectivement, contre le paradigme

dominant, une démarche qui ne serait pas une reproduction de cette logique de maîtrise et de domination par le « développement ». Notre ambition ici n'est donc pas d'inscrire une parole en tous points neuve et inédite sur le sujet; aussi convient-il plutôt de considérer cette thèse comme une modeste contribution à cette œuvre collective largement entamée, et dont le but avoué est d'aider non à se « développer » au sens où le dit et le fait l'institution de Bretton Woods, mais à démystifier et démythifier son PDBm, en tant que discours qui prétend à l'universalité et qui effectivement tend à s'universaliser, posé là, proposé mais parfois imposé comme destin inéluctable, espace indépassable de sens et de vie pour une certaine catégorie humaine.

Que cache en effet ce désir pour la Banque mondiale d'aider les PED à se « développer » ? Qu'en est-il de cet élan, de ce geste jamais remis en cause dans son principe par la Banque mondiale depuis qu'il a été lancé, de « développer » les PED; de dire et de faire le « développement » pour eux ? S'agit-il d'un geste que commande leur état général réel et objectif, ou serait-ce l'expression d'un projet préexistant, d'un dessein d'avance convenu, de sorte que c'est à cette « réalité » des PED de lui correspondre, et non l'inverse ? Serait-il par exemple l'expression d'une permanence à l'œuvre quelles que soient les circonstances qui affectent ces pays ? C'est donc également pour cerner les contours de cet ensemble de questions que nous avons décidé de suivre à la trace et d'interroger le programme de développement de la Banque mondiale dans les PED.

IV-ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

Ce travail a été élaboré et réalisé d'après un programme d'activité qui comporte les trois étapes suivantes : (1) le contenu de la recherche ou les étapes de l'élaboration; (2) la cueillette de l'information; et (3), son interprétation.

4-1-OBJECTIF DE RECHERCHE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Notre travail porte sur les pertinences scientifiques du PDBm, ou en d'autres termes, l'examen de la cohérence interne et de l'efficacité de ce programme en tant que discours et pratique discursive de développement de la Banque mondiale dans les PED. Il s'agit d'une double critique du PDBm : une critique de nature épistémologique ou comme dit Gohier (2004), de « *fécondité heuristique* », qui interroge la « scientificité » de celui-ci; et une critique de d'ordre éthique ou de « *pertinence sociale* », qui s'intéresse au caractère désirable ou souhaitable des valeurs qui sous-tendent ce programme, ou simplement, de ce programme comme « valeur ». Et cette double interrogation se rapportera à ces trois grandes dimensions du PDBM relevées supra, à savoir : 1) l'environnement institutionnel de la naissance de la Banque mondiale ou les mandats et missions originels de celle-ci; 2) la forme du PDBM ou la construction formelle et les logiques internes qui regissent ce programme; et enfin, 3) le contenu du PDBm, appréhendé ici comme mise en œuvre pratique de savoir de développement ou pratique discursive de développement.

Cependant, la méthodologie qui sera mise en avant ici reste tributaire de certaines contraintes à la fois techniques et intellectuelles propres à son objet d'étude : les

publications de la Banque mondiale qui nous servent de terrain d'enquête, se révèlent un objet d'étude large et un champ d'investigation très étendu et hétérogène pour autoriser le choix et l'application à chaque moment du PDBM d'un critère de validité et de scientificité unique et uniforme. De ce fait le questionnement général qui porte sur la cohérence et l'efficacité des mandats, contenu et forme du PDBM, ne se fera pas sur la base d'un savant dosage qui ferait jouer tour à tour et dans une proportion égale chacun des deux schèmes interrogatifs au sein de ces trois dimensions, mais pourra faire appel indifféremment à l'un et/ou l'autre des critères selon les contextes. Par leur nature intrinsèque même en effet, certains champs d'application se prêtent mieux à certains types de critères de validité que d'autres : ainsi pour le cadre général de la création de la Banque mondiale et des mandats et missions de celle-ci, un questionnement relativement aussi bien quant à sa cohérence interne - en tant que socle conceptuel; que quant à son efficacité - en tant que socle pratique de développement, est envisageable; le passage sur le PDBM envisagé dans ses formulations et constructions logiques en revanche, sera principalement relié à la question de la cohérence interne; tandis que le contenu de ce programme sera lui questionné par rapport à la question de son efficacité à la fois formelle et sociale.

4-2-LES ÉTAPES DE L'ÉLABORATION

Le PDBM sera donc examiné dans ses deux dimensions constitutives déjà évoquées dans la section « problématique », c'est-à-dire comme discours de développement

d'une part, et comme pratique, mise en œuvre de développement de l'autre. Ainsi, outre ce passage introductif, le travail proprement dit est scindé en quatre parties :

-(1) La première partie de ce travail situe le cadre général de notre problématique, en distinguant et en définissant les principaux éléments qui s'y rapportent. Ainsi, après avoir fourni un aperçu général sur la Banque mondiale et sur le PDBm, cette partie examine celui-ci en tant qu'institution et pratique historique de développement. Sont ici d'ores et déjà levés certains équivoques à la fois sémantiques et conceptuels et qui portent sur l'émergence de la notion et de l'agenda du « sous-développement » : une distinction est établie entre ce que nous appelons le « *développement/reconstruction* », mission première de la Banque mondiale, du « *développement/sous-développement* », qui va par la suite devenir la principale raison d'être du PDBm. L'analyse ici rencontre ce projet originel qui pose les PED comme des entités sujets/objets « sous-développés », donc à développer pour la Banque mondiale. La notion de « *développement/sous-développement* » est ainsi présentée telle qu'elle émerge historiquement et donc, l'hérite la Banque mondiale; et telle qu'à son tour, celle-ci la relaie en l'intégrant à ses dispositifs d'aide au développement, la véhicule et la diffuse à travers son PD pour les PED. Une telle approche conduit à de perspectives théoriques qui jettent un éclairage différent sur la Banque mondiale et sur les racines historiques et idéologiques du PDBM, et donc sur la nature générale au plan de la connaissance, de celui-ci.

(2) La deuxième partie porte sur le PDBm aujourd'hui. Celui-ci est présenté et analysé comme d'une part discours de développement et d'autre part mise en œuvre pratique de développement. Après avoir mis en exergue le rôle de productrice de savoir et d'un savoir qui se veut scientifique de la Banque mondiale, ce passage s'enchaîne avec la dimension pratique du PDBm qu'elle examine dans ses éléments constitutifs appelés ici indifféremment « répertoires » ou « registres » de développement, et qui sont au nombre de quatre. Soient : le « développement économique », le « développement politique », le « développement social », et le « développement virtuel ».

Le chapitre suivant va porter spécifiquement sur ce dernier registre de « développement virtuel » qui va servir ici à la fois d'exemple, d'illustration et d'étude de cas à l'ensemble du PDBm. Les principales questions auxquelles essaie de répondre ce passage sont les suivantes : Qu'est-ce que c'est que le « développement virtuel » ? Quelles en sont les différentes caractéristiques ? Comment la Banque mondiale en est-elle arrivée à le concevoir, et pourquoi ? Quelles sont les exigences et conditionnalités de sa mise en œuvre effective ? Quels enjeux et défis y sont reliés ?... Mais plus singulièrement, l'étude et l'analyse de ce répertoire auront pour but d'examiner la pertinence de ce répertoire de développement du PDBm aux plans pratique et théorique. C'est pourquoi l'analyse ici va s'appuyer sur un cas concret, celui de la mise en œuvre de ce registre au Sénégal, un PED d'Afrique de l'Ouest.

Pour l'élaboration de cette partie, une démarche d'analyse structurale a été privilégiée. Et celle-ci intègre trois différents niveaux de questionnements : un niveau d'analyse macro, qui rend compte du dispositif général de « développement virtuel » dans son ensemble; un niveau méso, relatif au contexte

de sa mise en œuvre au Sénégal; et un niveau micro, qui porte sur la problématique de l'État du Sénégal face aux réformes et aux défis du « développement virtuel ».

-(3) La troisième partie de ce travail s'intéresse à la dimension formelle du PDBm. Elle aborde celui-ci comme discours scientifique de développement, en examinant d'un point de vue formel la notion de développement d'abord, et le PDBm lui-même ensuite. Le passage s'ouvre avec un tour d'horizon synthétique de la critique du développement au sein de la littérature savante. Sont ici exposés les principaux courants de pensée qui se sont noués autour de ce concept, ce qu'ils partagent ensemble et ce qui les sépare. Les soubassements et logiques qui traversent la notion de développement de développement sont ainsi exhibées dans un débat entre courants de pensée pro et anti développementistes. L'étude va ensuite se reporter sur le PDBM en tant que production discursive de développement, et examiner sur quels fondements épistémologiques, quels canevas formels de construction scientifique de savoir, repose ce discours-savoir scientifique de développement de la Banque mondiale dans les PED.

(4) La quatrième partie renoue avec la trame principale de notre problématique de thèse, c'est-à-dire, l'examen du caractère à la fois rationnel et raisonnable du PDBM dans son ensemble. Discussion critique, remise en cause et en question de la mission de la Banque mondiale et donc de la nature intrinsèque du PDBm, cette partie s'appuie sur les renseignements et les enseignements tirés des passages précédents, en interrogeant chacune des trois dimensions retenues du PDBm dans leur rationalité. Elle examine ainsi les agendas passé et actuel de la Banque

mondiale et interroge les projets dont cette institution est porteuse, à partir d'un retour sur les différents répertoires de développement du PDBm, et en particulier celui de « développement virtuel ». Et la principale interrogation relativement à ce répertoire, se trouve à notre avis parfaitement résumée par la remarque suivante de Éric de la Maisonneuve : « *Cette idée que la société –et chaque individu, quelque soit son niveau de responsabilité - puisse s'approprier ainsi l'information au point de constituer une « société de l'information », fondée et vivant sur celle-ci, est-elle acceptable pour les systèmes institutionnels, pour les pouvoirs publics en général, et pour les États en particulier ?* » (2005, p82). La question que posent en dernière instance le registre de « développement virtuel » de la Banque mondiale et sa mise en œuvre dans les PED, est en effet en particulier celle des institutions publiques de ces pays et de leur devenir dans un contexte de « virtualisation » de l'État-nation. Ainsi nous demandons-nous ici: comment caractériser une telle mutation induite par la logique de développement de la Banque de l'État-nation dans les PED ? La « virtualisation » traduit-elle « un redéploiement des modes d'intervention » de l'État, ou son total désengagement ? Lui permet-elle de mieux se positionner dans la nouvelle donne mondiale, d'être plus stratège, plus efficace et plus pertinent afin de mieux assurer le développement économique et social de ses populations, comme le soutiennent la Banque mondiale et des auteurs comme Béatrice Hibou (2006), ou remet-elle en cause ses principes constitutifs ?

La « virtualisation de l'État » cependant, n'est qu'un parmi d'autres, de différents modes d'approches de la question de l'État-nation des PED par la Banque mondiale. L'analyse révèle en effet que sous des apparences multiples, se cache une permanence dans les objectifs généraux de la Banque; un invariant qui

structurerait l'ensemble du PDBm. Ce programme serait ainsi alors traversé par deux structures épistémologiques: une logique « d'essais et d'erreurs », qui lui confère sa forme et sa formulation générales, et une permanence dans les objectifs, qui lui sert de moteur et de motivation dernière. Et à partir d'une perspective moins conventionnelle, le PDBM sera examiné comme programme de « développement » porteur de projets ou si l'on veut, « d'agendas » pour l'Étatisation des PED. À partir de là, c'est toute la logique profonde du PDBm et du développement qui est interrogée relativement aux canons de la rationalité.

- La dernière partie de ce travail est la conclusion. Une conclusion cependant non conclusive, c'est-à-dire dont le but n'est pas en effet de prétendre clore le débat ici engagé, mais bien plutôt de l'élargir, et de conduire à des questionnements ou de perspectives de questionnements nouveaux.

4-3-LA CUEILLETTE DE L'INFORMATION

La cueillette de l'information a été effectuée exclusivement à partir d'une analyse documentaire; les sources et ressources documentaires servent ici à la fois de support théorique et de terrain d'enquête pour la recherche. Et compte tenu des objectifs de notre programme de recherche, l'analyse documentaire accorde une attention particulière aux sources primaires.

4-3-1-LES SOURCES PRIMAIRES

Les sources primaires comprennent des documents publiés par la Banque mondiale et des monographies d'auteur par elle parrainées, ou publiées sous son égide. Parmi les publications de la Banque consultées, nous mentionnerons des revues spécialisées telles que « *Les Perspectives Économiques Mondiales (PEM)* », « *The World Bank Policy Review* », « *The World Bank Debt Review* », « *The World Bank Research Observer* », et des textes plus généraux tels : World Bank (1998, 2000, 2005, 2007)... Cependant l'essentiel de l'information de base provient des fameux « *Rapports sur le Développement dans le Monde* » (*RDM*) de la Banque mondiale. Du fait notamment qu'au moins un numéro de cette publication est spécialement dédié à chacun des quatre répertoires du PDBm, un certain nombre de ces *Rapports* tient donc une place à part au sein de notre bibliographie de base. Ainsi des *RDM* 1983, 1984, 1988, 1991, qui rendent compte des différentes facettes du registre « développement économique » du PDBm. Le *RDM* 1997, intitulé « *L'État dans un monde en mutation* » et qui approfondit certaines questions du *RDM* 1991, est aussi un texte essentiel dans lequel, selon l'expression de Sévérino (2000), « *la Banque Mondiale fait sa refondation* », et qui jette pour la suite les bases opérationnelles et conceptuelles de son action dans les PED. Ce document offre un intérêt d'un double point de vue : au plan des stratégies pratiques de développement de la Banque, où il présente un nouvel instrument d'intervention de la Banque dans les PED: les CSLP ou Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté, qui sont des documents cadres à partir desquels le pays candidat à l'aide de la Banque établit un DSRP (Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté), dont la conformité au CSLP déterminera le concours financier et stratégique de la Banque mondiale. Et au plan conceptuel, où le *RDM* 1997 introduit à la nouvelle philosophie de « Bonne gouvernance »,

chère à la Banque mondiale. Le RDM 2000/01 intitulé « *Combattre la pauvreté* » annonce quant à lui, le virage « social » (Prévost, 2006) du programme de développement de la Banque mondiale. Il est à ce titre lui aussi considéré comme un texte important et novateur, en ce sens qu'il reconnaît à la pauvreté d'autres dimensions essentielles, autres qu'économiques et monétaires. Le *RDM 1998-1999 « le savoir au service du développement »*, et celui de 2002 « *Construire les sociétés du savoir* » systématisent les contours et les questions liées à la stratégie de « développement virtuel ». Ce répertoire a été annoncé et présenté dans ses grandes articulations par d'autres documents précédents de la Banque mondiale, notamment le « *Sector paper* » de 1995 sur le développement de l'internet et le Rapport de 1998 intitulé tout simplement « *E-Development* ». Cette documentation sur le « développement virtuel », qui est loin d'être exhaustive, se complète avec les nombreuses publications électroniques, disponibles sur le site officiel de la Banque mondiale et particulièrement sur son site Infodev (l'information pour le développement) (<http://www.infodev.org>).

L'autre catégorie de source documentaire primaire visitée, est constituée de monographies d'auteurs-maison ou reconnus proches de la Banque mondiale. Parmi ces ouvrages nous mentionnerons : Einhorn, (2002); Krueger (2003); Stiglitz (1998 ; 2001 ; 2003); Salmi (2009) ; Ritzen et al. (2000) ; Tripp-Melby (2006) etc.

4-3-2 LES SOURCES SECONDAIRES

Toutes les sources primaires ont été étudiées en lien avec la documentation spécialisée. Cette documentation spécialisée qui inclut la littérature scientifique

(monographies et articles de revues savantes), émane d'un certain nombre de spécialistes reconnus de la question du développement et de l'activité de la Banque mondiale en particulier. Ainsi des écrits d'auteurs comme Latouche (2003), Escobar (1995), Caillé (2005), Sen (1998, 2003), Millet (2003), Rist (1986, 2005), Petiteville (1998), Coriat (1994), Bartoli (1999), Bernard (1989), Romainville (2008), Assidon (2002), Rosecrance (2002); Hibou (1999, 2006) ; Mosley (1991), d'une part; et de l'autre des penseurs comme Amin (2004); Campbell (2005); Dia (2001); Stiglitz (1998, 2003, 2001); Ziegler (2002); Senarclens(1999, 2000); Guillaume (2004); Chéneau-Loquay (2002, 2003, 2004)... pour ne citer que ceux-là, ont ici servi de point d'appui.

De façon générale, la critique anti-développementiste propose une panoplie diversifiée de sources bibliographiques et documentaires. Sont ainsi régulièrement proposées, des publications en ligne, des brochures et revues spécialisées, des ouvrages collectifs, auxquels s'ajoute une monographie d'auteur variée. La liste de ces ressources documentaires avec leurs références internet, est proposée à la fin de ce travail dans la rubrique « Ressources documentaires ».

Enfin, pour ce qui concerne la partie de ce travail relative à la problématique des NTIC au Sénégal, qui illustre le chapitre sur « le développement virtuel », nous nous sommes ici aussi référé à des données de source aussi bien institutionnelle, que d'auteurs. Pour la première catégorie, il s'agit essentiellement de documents publiés par la division Banque mondiale du Sénégal, le gouvernement du Sénégal, notamment le Ministère de l'Économie et des Finances qui est en charge du DSRP, le Ministère de la Privatisation, et celui des PTT en charge des NTIC. Le CSLP pour le Sénégal a été analysé en lien avec le DSRP produit par ce pays (<http://www.gouv.sn/politiques/pauvrete.html>), Ses «Lettres sectorielles des

Télécommunications»(www.artpsenegal.org/politique_sectorielle.pdf) qui exposent les grandes lignes de la politique de privatisation dans ce domaine, et d'autres documents de base de l'institution de régulation de la privatisation, l'ART (<http://www.artp-senegal.org/>) et du Ministère des PTT, du Ministère de la privatisation du Sénégal, et d'autres disponibles sur le site de l'instance privatisée des télécommunications, la SONATEL.

Pour les besoins de cette section concernant le Sénégal, nous avons eu recours également aux publications d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'institutions de recherches au Sénégal (voir infra, rubrique « Ressources documentaires »); et aussi de la documentation d'auteurs, comme Momar Coumba Diop (1992; 2002; 2004); Amady Aly Dieng (2000); ou Moussa Dembelé (2003, 2004), qui sont à notre avis des « incontournables » locaux sur le sujet.

4-4-L'INTERPRÉTATION DE L'INFORMATION.

Ce travail a été basé sur une démarche d'analyse qualitative et structurale, de déconstruction de discours par corpus et thèmes du PDBM, qui sous-tendent les différents aspects de la problématique du développement relié à celui-ci. Notre projet étant d'interroger les pertinences scientifique et éthique de ce programme compris comme discours et production discursive, une telle approche de l'objet d'étude nous a paru particulièrement bien indiquée. L'analyse de contenu en effet, demeure selon Piret et al. (1996), la méthode la plus appropriée pour comprendre la signification d'un discours, qu'ils définissent comme « *une expression verbale ou écrite de la pensée* ». Ces auteurs distinguent trois dimensions du discours liés à la

représentation que se fait un sujet de la réalité : le contenu informationnel (mots, concepts, termes) ; la structure sémantique ; et l'aspect normatif du discours. Tout le long de ce travail, en fonction du niveau d'analyse envisagé et des problématiques types à examiner, l'un ou l'autre de ces outils d'analyse structurale est mis en évidence.

4-5-LES LIMITES DE LA RECHERCHE

En toute recherche formelle, et particulièrement dans le champ des sciences humaines et sociales, la question des obstacles et limites à la recherche demeure une question cruciale. C'est d'ailleurs pour cette raison que depuis quelques années, cette question fait elle même objet à part entière de recherche. Et les avancées dans ce domaine aujourd'hui, particulièrement en recherche qualitative, permettent avec plus de rigueur et de certitude d'identifier, de classer et de catégoriser une bonne partie des principaux obstacles épistémologiques à la connaissance et les limites inhérentes à ce type de recherche. De ce fait, certains biais importants susceptibles d'affecter ou d'entacher le travail du chercheur, sont relativement bien connus et peuvent donc être préventivement neutralisés. Pour d'autres qui le sont moins, il revient au chercheur de les repérer et d'en tenir compte, notamment en cherchant à mieux les connaître et en s'imposant à soi-même une vigilance critique de tous les instants tout le long de la recherche.

Pour notre part, le premier écueil auquel nous avons eu à faire face au cours de l'élaboration de ce travail, est une « inflation informationnelle » : une trop grande masse d'information disponible, du fait d'une part, de sujets très prisés par la recherche et vulgarisés, le développement et la Banque mondiale; et de l'autre,

d'une institution-la Banque mondiale, qui demeure en elle même très prolifique en termes de publications. Or parfois, « *la surinformation tue l'information* »; une trop grande masse d'information offerte peut en effet se révéler une véritable source d'embrouille pour le chercheur, à moins qu'il ne veille à faire preuve de vigilance soutenue afin de déceler l'information pertinente, et de s'y en tenir.

L'autre catégorie de limites à la présente recherche, sont ces incontournables biais désormais classiques en toute recherche en sciences humaines et sociales du simple fait qu'ils sont inhérents au chercheur lui-même. Ainsi, en raison de notre triple position de chercheur universitaire et critique; de ressortissant de PED, et donc directement objet/sujet du programme de développement de la Banque, et également de nos back-grounds intellectuel et culturel personnels, il ne nous a pas en effet toujours été facile ni évident de pouvoir conserver la distance critique idoine afin de porter un regard suffisamment distant et neutre sur notre objet d'étude. Cependant, grâce à une veille critique soutenue contre les éventuels mauvais tours de notre propre subjectivité, nous pensons avoir pris le maximum de précautions afin de préserver à ce travail de thèse toute sa valeur scientifique.

1^{ÈRE} PARTIE- BANQUE MONDIALE ET DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE 1- UNE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONSTRUCTION

Cette partie qui ouvre notre travail de thèse porte sur l'environnement général de l'existence de la Banque mondiale. En particulier elle cherche à déterminer en quoi dès l'origine la Banque mondiale et sa mission de développement dans les PED étaient destinées à répondre à un besoin de « scientification de la vie sociale » dans ces pays.

Nous commençons par un exposé introductif à la Banque mondiale; avant d'examiner dans ses différentes formes et formulations cette mission de développement qui lui a été assignée par ses textes et pères fondateurs, afin d'asseoir dans les pays en développement un développement rationnel.

1-1-BANQUE MONDIALE: UN APERÇU

La Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD) a été créée lors de la conférence monétaire et financière de Bretton Woods de juillet 1944, en tant qu'institution spécialisée du système de l'Organisation des Nations unies (ONU). La BIRD a connu depuis lors de changements d'importance au plan organisationnel et institutionnel; ainsi au cours du demi-siècle qui a suivi sa naissance, elle a vu la création en son sein de quatre nouvelles institutions avec lesquelles elle forme aujourd'hui « le Groupe de la Banque mondiale ». Ces quatre organisations affiliées sont : la SFI, créée en 1956; l'IDA, créée en 1960; le CIRDI,

créé en 1966; et la MIGA, créée en 1988. L'appellation courante de « Banque mondiale » cependant, comme celle qu'on retrouve dans ce travail par exemple, désigne uniquement l'ensemble constitué de la BIRD et de l'IDA.

Aujourd'hui la Banque mondiale forme avec le Fonds monétaire international (FMI) ce qu'on appelle communément les Institutions de Bretton Woods (IBW). Mais alors que le FMI est un organe de régulation financière, la Banque mondiale s'occupe elle, de développement. Ainsi en effet que l'indique son sigle, la BIRD a été créée comme d'une part, une banque de «reconstruction»; et d'autre part, une banque de « développement ». Ces deux différentes mais complémentaires composantes de la mission de la BIRD sont considérées comme d'un poids égal: la Charte de l'institution stipule en effet que : *«Les ressources et les installations de la Banque doivent être utilisées exclusivement pour le bénéfice des membres après une juste et égale considération des projets de développement et des projets de reconstruction. »*

1--2-BANQUE MONDIALE : BANQUE DE RECONSTRUCTION ET BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

« Reconstruction » et « développement », telle est donc la mission dévolue par sa Charte à la Banque mondiale à sa naissance. Et à cet égard, la Banque mondiale reste fidèle à son mandat originel aujourd'hui dans les PED; c'est bel et bien en tant que partenaire au développement qu'elle opère dans ces pays. Une question cependant se pose : s'agit-il vraiment de la même institution ou plutôt de la même mission de développement pour laquelle cette institution a été créée en 1944 à la Conférence de Bretton Woods ? Ou en d'autres termes, le mandat et la mission

actuels de la Banque mondiale dans les PED sont-ils les mêmes que ceux dévolus à la BIRD à sa naissance ?

Cette question est d'une grande importance pour la suite de notre propos; aussi avons-nous choisi de statuer sur ce point d'entrée de jeu. Et pour ce faire, nous allons commencer par examiner l'un après l'autre ces deux éléments: la mission confiée à la BIRD à sa naissance d'une part; et ceux qui furent effectivement ceux de la Banque mondiale par la suite.

Nous commencerons par statuer sur la mission première de la Banque mondiale à travers ses deux éléments constitutifs, à savoir d'une part la « reconstruction » et de l'autre, le « développement »; mais surtout cet élément-ci, puisque c'est de lui qu'il est également question dans la mission actuelle de la Banque mondiale dans les PED.

1-3-UNE BANQUE POUR LA RECONSTRUCTION

Lors de cette Conférence historique des Nations Unies de Bretton Woods en 1944, le premier volet de la mission confiée à la BIRD était donc celle de « reconstruction ». Et la « reconstruction » en cette veille de fin de la deuxième Guerre mondiale recouvrait une signification toute particulière pour les pays, pour la grande part européenne, qui ont fait les frais de cette guerre. Pour les pays visés en effet, plus qu'un simple besoin fonctionnel, elle était au contraire la traduction crue de tangibles urgence et nécessité : *« Les États continentaux – et même le Royaume-Uni – étaient non seulement économiquement morts et endettés, mais ils étaient, pour dire les choses directement, carrément bousillés. Ce n'était plus la Première guerre mondiale, où le plus gros des combats s'étaient déroulés tout au*

long d'une seule suite de tranchées... Non : c'était la blitzkrieg, les bombardements de saturation « en tapis », qui laissèrent le Continent en ruines, et il n'y restait pratiquement plus rien, à partir de quoi reconstruire. Le simple fait d'éviter une gigantesque famine relevait du défi, et tout effort de reconstruction allait totalement dépendre du financement américain. Les Européens étaient prêts à accepter pratiquement n'importe quoi : tout ce qu'on leur offrait... » (Friedman, 2008).

La mission de « reconstruction » confiée à la BIRD à sa naissance, faisait donc référence à la mobilisation et à la fourniture d'une telle aide. Et c'est donc tout naturellement que les premiers concours financiers de cette institution nouvelle furent « *des prêts de reconstruction non-projet à la France, au Danemark, au Pays-Bas et au Luxembourg pour la réhabilitation d'infrastructure d'après-guerre* » (Toussaint, 2006). Le tout premier de ces crédits, d'un montant de 250 millions de dollars accordé alors à la France, serait selon la Banque mondiale elle-même (Source : <http://go.worldbank.org/V08DVO0>), le plus gros prêt en valeur actualisée par elle jamais consenti. Autre intéressante anecdote : il semblerait que ce premier prêt était déjà « lié » ! Son déblocage prévu un an plutôt, aurait été « *retardé sous la pression américaine jusqu'à ce que les communistes quittent le gouvernement de De Gaulle* ». (Wikipédia citant un article de Alternatives Économiques n°197 novembre 2001).

Mais la BIRD ne restera pas longtemps seule sur ce chantier de « reconstruction » de l'hémisphère occidental dévasté par la guerre; elle sera très vite rejointe dans cette entreprise par les États-Unis de Harry S. Truman, alors unique pays au monde à disposer d'excédent financier à placer : « *Les États-Unis se portent d'abord au secours de l'Europe. Le 2 avril 1948, le président Harry Truman signe la*

loi créant l'European Recovery Program, ou plan Marshall, et l'Agence de coopération économique. Cette loi cadre revêt un caractère historique, car elle institutionnalise un nouveau concept d'aide, qui comporte une sorte de crédit préférentiel où l'aidant trouve généralement plus de profit que l'aidé lui-même » (Romainville, 2008).

1-4-UNE BANQUE DE « DÉVELOPPEMENT »

Banque de « reconstruction », en vertu de ses attributions officielles de naissance et comme l'indique son sigle, la Banque mondiale est également une banque pour le « développement ». Son objectif dans ses statuts est défini comme étant : « *le développement des ressources productives des États membres, contribuant par là à améliorer, sur leurs territoires, la productivité, le niveau de vie et la condition des travailleurs* ». (Art. I). C'est aussi ce que réaffirme l'ancienne directrice générale de la Banque mondiale, Jessica Einhorn (2002), qui rappelle que pour l'institution de Bretton Woods, il a été dès le départ question aussi bien de « reconstruction » que de « développement » : la BIRD aurait été créée sur une idée de John Maynard Keynes qui jugeait alors indispensable la mise sur pied d'une organisation de dimension mondiale et dont « *l'objectif principal serait de participer à la reconstruction et de favoriser le développement des pays pauvres.* » rapporte cette ancienne responsable de la Banque mondiale.

1-4-1-UN INSAISSABLE ET PROBLÉMATIQUE « DÉVELOPPEMENT »

Cependant, malgré tous ces éléments qui attestent du statut de « banque de développement » de la BIRD, il semble qu'à l'inverse de celui de « reconstruction »,

le volet « développement » de la mission de celle-ci était apparu dès le départ flou, voire problématique. La mission de « reconstruction » confiée à la BIRD, comme nous l'avons vu, ne souffre d'aucune ambiguïté : dans les circonstances de la création des Institutions de Bretton Woods, celle-ci faisait en effet référence à une réalité objective et palpable: l'assistance financière, matérielle et technique que requerrait la priorité des priorités du monde contemporain d'alors : la réparation des dégâts causés par la 2^e Guerre mondiale dans l'hémisphère occidental. De ce fait, la « reconstruction » apparaissait comme une urgence et une nécessité effectives, identifiées comme telles et qui s'accompagnaient d'opérations déterminées à mettre en œuvre pour être atteintes ou réalisées. De ce fait, la notion de « reconstruction », en tant qu'idée comme en tant que pratique, était sans équivoque. Il semble en revanche que dès le départ, le « développement » n'autorisait rien de tel : à l'inverse de celle de « reconstruction », notion ni évidente ni aisée à définir et à déterminer parce que non clairement identifiée comme référant à quelque chose de tangible à mettre en œuvre *hunc et nunc* ou à produire effectivement, il ne se donnait pas alors non plus sous la forme d'un besoin précis et identifié, d'une nécessité réelle ou repérable dans les faits.

L'ambiguïté qui accompagne ce terme était certainement à l'origine du fait que celui-ci ne fut pas clairement défini et spécifié dans les statuts de la BIRD. C'est pourquoi lors des délibérations de cette Conférence historique de l'été 1944 de Bretton Woods, son adoption et son ajout à la mission générale de la BIRD furent loin de faire l'unanimité. D'après ce que rapporte Romainville en effet « *l'ajout du mot développement dans l'appellation de la BIRD généralement connue aujourd'hui sous le nom de Banque mondiale fit alors l'objet d'un long débat entre les quelques pays latino-américains participants (Brésil, Chili, Cuba, Mexique) et les autres*

membres de la Conférence » (2008). Ce débat qui fut long, divisait tant que selon cet auteur, le sigle originel de l'institution aurait pu être « BIR » tout court, le « D » pour « développement » ayant bien failli ne pas jamais accompagner les autres lettres. Et même si finalement celui-ci avait été adopté, c'est la « reconstruction » qui demeurerait la principale mission centrale de la BIRD, le « développement » apparaissant comme un mandat complémentaire et toléré, c'est-à-dire accepté non comme un volet à part entière et distinct de cette mission de « reconstruction », mais plutôt comme un complément naturel à celle-ci, ou lui-même comme une sorte de charge de reconstruction sur le long terme de pays ayant déjà été développés, mais qui suite à la guerre, auraient perdu cet état.

Tel serait l'entendement général qu'avait de cette notion de « développement » la Conférence de Bretton Woods lors de la création de la BIRD. Dans l'esprit de cette rencontre, l'objectif principal et général derrière la création de cette institution était en effet comme l'écrit Chalifoux, « *de lancer dans la bonne direction l'ensemble des économies européennes avec un effet de levier* », et cela, dans un esprit où « *l'on y conçoit la reconstruction européenne comme un tout* » (1996). C'est une telle lecture de la chose qu'a également quelqu'un comme George Friedman pour qui toute la mission de la BIRD est une de « *reconstruction et de redéveloppement de l'Europe Occidentale* » (2008). Cette compréhension de la chose se traduit même dans les actes, comme l'attestent certaines des institutions créées dans la mouvance de la BIRD : en France par exemple, placée sous la responsabilité directe du Trésor National, c'est une « *Caisse Autonome de Reconstruction et de Développement* » ou CARD, qui était alors chargée de gérer une part importante de l'argent alloué à ce pays par la BIRD.

Bref, dans l'esprit de la définition des attributions de la BIRD, « reconstruction » et « développement » ne signifiaient pas deux mandats distincts et parallèles pour la nouvelle institution, mais avaient été posés et acceptés comme deux charges allant de pair et structurellement imbriquées, conçus comme deux démarches porteuses d'un même objectif général final. Et c'est pourquoi, dit Romainville (2008), l'ajout du mot « développement » dans l'appellation de la nouvelle Banque, « *affecta très peu le programme général de la Conférence* ». (Voir également à ce sujet « *Les Accords de Bretton Woods* », sur le site de la Bibliothèque numérique de l'Union européenne, www.ena.lu).

1-4-2-UNE BANQUE DE RECONSTRUCTION/DÉVELOPPEMENT

Ainsi lors de cette Conférence de Bretton Woods, si l'idée de « développement » avancée par certains pays et soutenue par John Maynard Keynes lui-même avait été finalement retenue, celle-ci était plus considérée plus comme l'expression d'un idéal de croissance future à atteindre qu'une concrète action identifiée comme telle et à mettre en œuvre dans les pays visés, parallèlement aux activités de reconstruction. La mission de « développement » de la BIRD n'en était donc pas vraiment une, au sens de concrètement déterminée et frontalement opposable à celle de «reconstruction».

Pour cette raison, la BIRD n'a pas connu à sa naissance d'activité spécifique de « développement », comme c'est le cas de nos jours dans les PED. Et même si dans cette immédiate après-guerre, des pays faisant partie de ce que l'on appelle aujourd'hui les PED existaient et qu'il est également avéré qu'à cette époque la BIRD n'a pas accordé ses concours financiers qu'aux seuls pays du Nord victimes

de la guerre, mais qu'elle a également prêté de l'argent à ces pays du Sud, il ne s'agissait pas dans l'ensemble « d'aide au développement » au sens où nous l'entendrions aujourd'hui, mais plutôt, comme le note Toussaint (2008), de crédits destinés à rentabiliser dans ces pays les investissements étrangers, américains en particulier : *« les prêts sont presque exclusivement destinés aux infrastructures permettant de développer les exportations (minérales et agricoles). C'est la poursuite du modèle colonial au profit des pays les plus industrialisés. La BM n'accorde aucun prêt dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau potable ou de l'assainissement des eaux usées »* . Ainsi le Chili fut l'un de ces pays non occidentaux qui en 1946 bénéficia d'un des tout premiers prêts émis par la BIRD et destinés à la construction d'un chemin de fer devant faciliter les exportations des matières premières locales vers les marchés Nord américains.

Ainsi et pour clore ce passage, nous dirons que contrairement à ce que l'on pourrait penser, à sa naissance la BIRD n'avait pas été dotée d'une mission bicéphale de reconstruction d'une part, et de développement de l'autre, mais avait été chargée de la mission d'une reconstruction qui serait en même temps développement; ou si on veut, d'une mission de «Reconstruction\développement». En effet même si « reconstruction » et « développement » se côtoient dans le sigle BIRD, ces deux mots ne sont pas posés en parallèle dans le mandat alloué à cette institution à sa naissance, mais doivent plutôt être considérés comme référant à des moments et des élans sinon identiques tout au moins semblables et complémentaires; des activités qui se d'un même cahier de charges général pour l'institution de Bretton Woods.

CHAPITRE 2 : UNE BANQUE POUR QUEL DÉVELOPPEMENT ?

Il semble ainsi que la Banque mondiale à ses débuts n'a pas connu d'activités spécifiques de « développement », au sens de pratiques et d'actions qui seraient historiquement situées ou marquées comme telles; et donc, nettement distinctes ou distinguables de ses activités de reconstruction. Mais alors se demandera-t-on avec raison, d'où vient qu'aujourd'hui et ce, sans pour autant se situer dans le cadre de sa mission première de « Reconstruction\développement », le mandat et la mission de la Banque mondiale dans les PED soient des charges de « développement »; mieux : et même exclusivement de développement ? Ou en d'autres termes : de quel genre nouveau de ce « développement » qui ne serait pas un « Développement/reconstruction » s'occupe la Banque mondiale dans les PED depuis maintenant plus d'un demi-siècle ?

2-1-« SOUS-DÉVELOPPEMENT » PLUTÔT QUE « DÉVELOPPEMENT »

La réponse à cette question serait aussi simple que ceci : ce n'est pas de « développement » au sens où l'entend ses statuts, c'est-à-dire, de « Reconstruction\développement » ou de « redéveloppement » de pays ayant déjà expérimenté ou vécu le développement par le passé que s'occupe la Banque mondiale aujourd'hui dans les PED, mais de « sous-développement ». Car en effet comme leur nom l'indique, ces pays sont « en développement »; des entités donc

au sein desquelles celui-ci est non encore advenu. Ce qui par contre caractériserait et déterminerait ces pays, c'est très précisément son inexistence, c'est-à-dire, l'absence, le manque ou le gap de ce « développement »; en un mot, ce que l'on désignera par l'expression de « sous-développement », et dont le partenariat actuel au développement de la Banque mondiale avec les PED, a pour objectif de justement combattre et enrayer.

Ainsi le « développement » dont il est question avec la Banque mondiale dans les PED de nos jours, ce n'est le « développement » au sens de « redéveloppement » ou de reconstruction de long terme que lui conférait sa mission première, mais le « sous-développement ». Alors nous demanderons-nous : qu'est-ce qu'est le « sous-développement » ? D'où sort cette expression nouvelle; ce concept nouveau, car n'existant pas encore lors de la naissance de la BIRD et de la définition de ses attributions en 1944 ?

2-1-1-L'AVÈNEMENT DU « SOUS-DÉVELOPPEMENT »

En 1949, soit quatre années après la naissance de l'ONU et des institutions du système des Nations Unies dont les IBW, va s'opérer un changement paradigmatique important dans le champ des relations internationales et le sein des institutions internationales naissantes. Cet événement qui va se révéler d'une importance décisive et fondamentale sur la mission et même le devenir de particulièrement la Banque mondiale, c'est la naissance du « sous-développement ».

C'est en effet le 20 janvier de cette année-là que pour la première fois de l'histoire cette expression faisait son apparition, et c'était alors dans un discours prononcé devant le Congrès des États-Unis d'Amérique par le Président Harry S. Truman. Par la suite cette notion sera théorisée et formalisée, c'est-à-dire conceptualisée et systématisée dans la littérature savante, et principalement dans les écrits de W.W. Rostow. De ces faits, l'allocution du président Harry S. Truman de 1949 d'une part; et la théorie développée par W.W Rostow avec notamment ses célèbres cycles du développement de l'autre, peuvent être considérées comme les deux schèmes fondateurs du sous-développement : le premier apparaissant comme son socle originel, son lieu de naissance; et le second, comme son socle formel, son cadre théorique et conceptuel.

Nous nous proposons d'examiner l'un après l'autre, ces deux socles constitutifs du sous-développement.

2-1-1-1-LE DISCOURS DU PRÉSIDENT TRUMAN OU L'INVENTION DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

La littérature spécialisée s'entend pour dire que le « développement » tel que nous l'entendons et le concevons aujourd'hui, et qui est également celui promu de nos jours par la Banque mondiale et d'autres institutions de développement dans les PED; ce développement-là, aurait son lieu de naissance dans un discours tenu devant le Congrès américain en 1949 par le Président des États-Unis, Harry S. Truman et dans lequel celui-ci « *qualifia la majeure partie du monde de régions sous-développées* ». (Sachs, 2006). Et ce jour-là, enchaîne Sachs, « *naquit brusquement ce concept charnière depuis lors jamais remis en question qui*

engloutit l'infinie diversité des modes de vie de l'hémisphère Sud dans une seule et unique catégorie : sous-développée. Du même coup et pour la première fois, sur les scènes politiques importantes surgissait une nouvelle conception du monde selon laquelle tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement. »

Le Discours du président Truman s'inscrivait dans le cadre du Plan Marshall, et un volet spécial de cette allocution portait sur un programme inédit d'aide dont l'objectif était de faire « *partager les acquis scientifiques et industriels de l'Amérique avec les régions sous-développées du monde* ». Le mot était donc ainsi lancé.

Considéré comme « *l'acte inaugural* » ou « *la Charte fondatrice* » du sous-développement, le discours du président américain sera également la rampe de lancement pour des missions pour un développement d'un genre nouveau : le «développement/sous-développement». Activités nouvelles, portant sur un objet inédit et dotées d'instrument nouveau (le développement international et l'aide au développement), les démarches de « développement/sous-développement» visent une clientèle qui pour une grande part, vient elle aussi de voir le jour et donc forcément distincte des pays du Nord victimes de la Guerre que visaient prioritairement les mandats de la BIRD à sa naissance: « *ces régions sous-développées du monde*». Car en effet, le Discours du président Truman ne se contente pas de seulement inventer une expression nouvelle à laquelle est reliée une pratique nouvelle, il en fournit les caractéristiques et spécifie l'espace humain auquel celle-ci se rapporte : « *à partir de 1949, écrira Sachs, plus de deux milliards d'habitants de la terre ne seront plus Africains, Latino-Américains ou Asiatiques (pour ne pas dire Bambaras, Shona, Berbères, Quechuas, Aymaras, Balinais ou*

Mongols) mais simplement "sous-développés" » (2006). Ainsi naissaient donc également conceptuellement les PED.

2-1-1-2--LE DISCOURS DU PRÉSIDENT TRUMAN : QUATRE POINTS À RETENIR

Qualifiée de Discours-programme, l'allocution du président Truman de ce 20 janvier 1949 devant le congrès américain s'inscrit dans la mouvance du Plan Marshall lancé deux ans plus tôt. Il comportait quatre points : le premier concernait la nouvelle Organisation des Nations Unies; le deuxième portait sur le plan Marshall et la reconstruction de l'Europe; le troisième avait trait à la création de la future OTAN; et enfin, un dernier point était consacré à l'extension de l'aide technique étasunienne aux « *régions sous-développées* » du monde. (Rist, 2003). C'est donc ce Point IV du Discours-programme du président Harry S. Truman qui nous intéresse ici. Et de ce Point IV, nous retiendrons quatre points saillants que nous présentons ci-dessous sous la forme de commentaires résumés suivis des passages du texte qui s'y rapportent.

Les extraits du Discours-programme du président Truman présentés ici sont tirés d'un texte de Gilbert Rist intitulé « *L'invention du développement* » et publié dans le numéro spécial de la revue L'écologiste n°6 de l'année 2002.

Et voici les quatre points importants à retenir de ce discours :

1-Tandis que les pays de l'hémisphère Nord et en particulier les États-Unis d'Amérique sont développés, le reste du monde végète dans un état de « sous-

développement » : *"Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens. »*

2- a)- L'état de sous-développement est inhérent à la situation propre aux pays sous-développés, qui souffrent d'un manque de progrès technique et économique...; et b)- Et aider à combler cet état, est un devoir pour les pays développés et en particulier les Etats-Unis d'Amérique: *« Les États-Unis occupent parmi les nations une place prééminente quant au développement des techniques industrielles et scientifiques. (...) Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut.(...) Avec la collaboration des milieux d'affaires, du capital privé, de l'agriculture et du monde du travail de ce pays, ce programme pourra accroître grandement l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie ».*

3-Cet engagement se veut à la fois humaniste...: « *Notre but devrait être d'aider les peuples libres du monde à produire, par leurs propres efforts, plus de nourriture, plus de vêtements, plus de matériaux de construction, plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux* ».

4-...Et fondé sur une bonté morale qui vise au bonheur universel : « *Il doit s'agir d'un effort mondial pour assurer l'existence de la paix, de l'abondance et de la liberté.* »

2-1-2-LE DISCOURS DE TRUMAN : L'AVÈNEMENT DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET DE LA SCIENCE DU DÉVELOPPEMENT\ SOUS-DÉVELOPPEMENT

Pour comprendre le PDBM tel que la Banque mondiale va par la suite le mettre en place dans les PED, le Discours-programme du Président Truman s'avère un texte fondateur essentiel. Gilbert Rist dira de lui qu'il est de ces textes qui « *parviennent mieux que d'autres à mettre en évidence l'épistémè d'une époque* » (2006). Ce discours va en effet avoir de répercussions et un impact historiques considérables et multiformes sur le monde de l'après 2^e Guerre mondiale; en particulier il va marquer l'univers et la vie contemporains d'un double point de vue : au point de vue de l'ordre et des relations politico-économiques internationaux; et au point de vue de ce savoir nouveau du développement qui apparaît au début des années 50 et qui finira par s'imposer comme pensée dominante du développement. Au plan de la politique économique internationale, le Discours-programme du Président

Truman donnera naissance à ce que nous appelons depuis lors le Développement international; et relativement au domaine du savoir, c'est dans les sillages par ce discours tracés qu'émergera la nouvelle science du développement/sous-développement et que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de l'Économie du développement, ou tout au moins dans sa version libérale.

2-1-2-1-LA NAISSANCE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

En cette même année de son historique Discours-programme de 1949, le Président Harry S. Truman décide de joindre l'acte à la parole. Il fait alors adopter par le Congrès de son pays une importante loi : l'*Act for International Development.*, qui à son tour va mettre sur pied et organiser le programme général d'assistance américain, le U.S Foreign Assistance Programs, qui porte sur le partenariat militaire et l'aide non militaire américains au reste du monde. En 1961, le Congrès des États-Unis vote une nouvelle loi, le *Foreign Assistance Act*, laquelle crée et mandate une agence spéciale, l'U.S Agency for international development ou l'USAID, laquelle se consacrera désormais à l'aide exclusivement économique et technique américaine au monde sous-développé. Mais déjà dès à partir de 1949 avec Harry S. Truman, le « la » en matière d'action dans le cadre du développement/sous-développement était donné : partout la décision du président américain faisait des émules; et ainsi dans sa suite, se mettaient en place dans le monde développé – principalement les pays de l'Hémisphère Nord, et également dans le sein des grandes institutions internationales notamment onusiennes, des agences spécialisées qui vont elles aussi à l'image de l'USAID se dédier désormais à cette tâche de développement des « régions sous-développées » du globe.

Le Discours-programme du Président Truman en posant le développement et l'aide au développement comme une nécessité à l'échelle de l'humanité toute entière, fait de son invention- le développement/sous-développement, un objet central de rapports entre les nations, et également, d'avec les nations. Les Nations Unies vont ainsi créer le « *Programme élargi d'assistance technique* »; tandis que l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OCDE) mettait en place un comité des territoires d'outre-mer. Parallèlement, plusieurs pays occidentaux industrialisés vont eux aussi se doter d'institutions spécialisées - des ministères et des agences de coopération notamment, qui organisent à l'échelle mondiale ou sous l'angle de la coopération bilatérale, leur participation à cette mission de développement/sous-développement des « *régions sous-développées* » du monde. Ainsi donc naissait et démarrait cette activité depuis lors importante et singulière de la vie internationale contemporaine : le développement international. Et à partir de ce moment, le développement international, activité de politique internationale contemporaine s'il en est, va occuper l'épicentre des relations internationales d'après-guerre et s'imposer comme le lieu institutionnel par excellence de rapports et de relations d'avec et entre États et collectivités de ce monde. Et en même temps, comme la raison d'être principale d'une kyrielle d'institutions de développement de par le monde, au rang desquelles bien sûr, la Banque mondiale.

2-1-2-2-LA SCIENCE DU DÉVELOPPEMENT\SOUS-DÉVELOPPEMENT

Et d'autre part aussi du point de vue du savoir du développement \ sous-développement qui va apparaître comme la science du développement, le Discours-programme du Président Truman passerait pour en être la trame

fondatrice. Ce discours en effet constituerait selon Serge Latouche, « *un moule discursif* (qui) *établissait ainsi un cadre conceptuel à l'intérieur duquel s'inscriront toutes les logiques et démarches à venir du développement.* » (2005). Et ainsi à l'instar du développement international, l'Économie du développement \ sous-développement aurait elle aussi eu ce « *moule discursif* » comme socle d'émergence (Berr, 2006).

Une précision s'impose ici toutefois: poser que l'Économie du développement moderne a pour point d'ancrage le Discours-programme du Président Truman, ne signifie nullement que la réflexion sur le sujet est apparue avec ce discours, et qu'il n'y aurait rien de tel avant lui. Bien au contraire, le développement compris comme croissance d'une économie, est un sujet de préoccupation intellectuelle relativement ancien. C'est à Adam Smith et son ouvrage intitulé *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776) que nous devons ce qui peut être considéré comme la première théorie moderne du développement. Au 18^e siècle déjà, cet économiste écossais se préoccupait de savoir comment passer d'une économie agricole retardataire à une économie industrielle dynamique et avancée. Et c'est à partir de ses analyses et de celles de Malthus, que David Ricardo va donner forme à la théorie néo-classique du développement économique, dont le projet fondamental est d'expliquer tout le processus de croissance d'une économie traditionnelle jusqu'à son achèvement selon Ricardo, dans une sorte de stagnation générale et de dépérissement. Ricardo ouvrait ainsi un paradigme théorique que se partageront deux grandes tendances de la science économique : le courant libéral qui repose sur la grande interprétation néoclassique d'une part; et de l'autre, la voie que suivront Karl Marx et les socialistes ricardiens. Mais comme le souligne Azoulay, cette théorie néoclassique, sous sa forme

libérale comme dans sa version marxienne, ne connaît pas le « sous-développement », et encore moins l'existence des PED : « *Les instruments de l'analyse néoclassique s'appliquent de manière générale, sans spécificité aucune, aux questions que pose le sous-développement. Le sous-développement ou le blocage du développement ne fait pas l'objet d'une analyse systématique dans la théorie néoclassique* », (2002, p.38.).

2-1-2-2-1-UN COURANT ORIGINAL AU SEIN DE L'ÉCONOMIE KEYNÉSIEENNE

Au sortir de la 2^e Guerre mondiale, toute l'économie libérale était keynésienne. Détrônant la théorie néoclassique, John Maynard Keynes rejette le dogme cher à Adams Smith de cercles vertueux de marchés autorégulateurs et du mécanisme de la main invisible et soutient notamment en matière d'Économie du Développement, l'inadéquation d'un tel mécanisme d'avec les économies des PED. La révolution keynésienne qui marque toute l'Économie libérale du développement d'après-guerre, va s'imposer durant tout le quart de siècle qui a suivi la fin de la 2^e Guerre Mondiale comme pensée dominante du développement dans tout l'hémisphère occidental, et ce bien sûr, y compris dans le sein des institutions de Bretton Woods. Certes lors l'adoption des Accords finaux de la Conférence de 1944 qui créèrent la Banque mondiale et le FMI, ce sont les points de vue de l'américain White qui l'avaient emporté sur ceux de Keynes; dans les faits cependant, et comme le souligne Robert Skidelsky (2000, p126) ce sont les idées keynésiennes qui vont marquer la vie et l'évolution des IBW.

C'est donc à l'ombre du keynésianisme et en tant que branche spécialisée de celui-ci que va apparaître la nouvelle économie du développement\sous-développement

qui s'inspire du Discours-programme du Président Truman. Et la démarcation épistémologique qu'introduit ce discours; ce que celui-ci apporte de radicalement nouveau au sein de cette ramification du savoir économique libéral du développement et qui constitue en même temps l'élément de rupture épistémologique d'avec la théorie néoclassique (comme nous le verrons ci-après avec la théorie des « *Cycles du développement* » de W.W. Rostow), c'est cette mise à jour, la révélation de l'existence d'un « avant » du développement, ce sous-développement posé et conçu comme à la fois un moment, un stade, un état inférieurs de développement ou un retard et une traîne dans la course à la croissance. C'est cette idée qui va fournir un socle épistémologique à la nouvelle science.

Ainsi c'est autour de cette nouvelle perspective épistémologique offerte par le Discours-programme du président Truman, que va apparaître au début des années 50 l'Économie du développement en tant que discipline nouvelle de la science économique, ayant pour principal objet d'étude le sous-développement. Et dès le départ deux camps de pensée antagoniques vont se disputer le champ de cette nouvelle science: l'un libéral et proche des idées du Président Truman, et l'autre marxiste, qui tout en adoptant le concept, entendait se démarquer de l'interprétation keynésienne: « *les travaux des « pionniers » prennent deux directions: certains considèrent que le sous-développement est en fait un retard de développement [W.W. Rostow, 1960] se caractérisant par la dualité des économies [R. Nurkse, 1953 ; A. Lewis, 1954], tandis que d'autres, les structuralistes, le voient comme un phénomène historique lié à la désarticulation des structures productives [R. Prebisch, 1950 ; H. Singer, 1950 ; F. Perroux, 1961 ; A. Hirschman, 1964 ; G. Myrdal, 1968].* (Berr, 2006).

Et dans ce duel, en fait une sorte de variante intellectuelle de la Guerre froide, c'est le premier camp, celui proche du Président Truman, conduit par W.W. Rostow, qui va l'emporter et s'imposer pendant longtemps comme pensée dominante du développement/sous-développement, comme en témoigne Romainville (2208) : « *A la fin des années cinquante Whitman Rostow s'impose incontestablement comme le théoricien du sous-développement. Ses théories vont influencer de façon durable les politiques de développement menées par les nations riches. Bien que contestées aujourd'hui, les prémisses caricaturales de ses théories imprègnent encore profondément la façon de penser le développement* ».

2-3-ROSTOW OU LE SOUS-DÉVELOPPEMENT EN ÉQUATIONS

2-3-1- LES CYCLES DU DÉVELOPPEMENT DE W.W. ROSTOW

En 1960 W.W. Rostow publie un livre intitulé « *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste* ». L'ouvrage, à travers une théorie dite des étapes du développement, tente d'apporter une explication et une assise logiques à la notion de « sous-développement », telle exprimée par le Président Truman dans son Discours-programme de 1949. À la suite du président américain, W.W. Rostow va lui aussi concevoir le développement économique « *comme un processus composé d'une succession d'étapes que devront suivre tous les pays sous-développés en s'appuyant sur l'expérience des pays industrialisés particulièrement des États-Unis* » (1960, p97). « *Les Cycles du développement* » qu'il imagine alors, sont un découpage séquentiel, logique et évolutif, à travers un nombre défini d'étapes que devront suivre toutes les sociétés humaines au cours de leur existence. Ainsi selon W.W. Rostow, le développement se réalise à travers ces cinq étapes :

-La première étape est *la société traditionnelle*. Stade premier et primitif caractérisant les sociétés humaines, *la société traditionnelle* est basée sur une économie de subsistance essentiellement agricole, et fondée sur une organisation sociale rigide qui fait qu'elle est peu encline au changement; le progrès technique et la croissance y sont de ce fait inexistantes. C'est pourquoi le déclenchement du développement suppose nécessairement la remise en cause et le dépassement de *la société traditionnelle*.

2-La deuxième étape est l'étape dite *préalable au décollage*. Ici apparaissent les échanges et les techniques; l'agriculture de plus en plus mécanisée, dégage des

surplus, qui à leur tour permettent une augmentation du taux d'épargne. L'organisation sociale est structurée autour d'un État actif dont les interventions favorisent l'émergence d'une classe d'entrepreneurs individuels.

3-La troisième étape est celle du *décollage (take-off)* proprement dit. Étape cruciale dans le parcours au développement, elle correspond à un changement qualitatif significatif, se traduisant par une augmentation des taux d'épargne et de l'investissement, qui à son tour, permet une croissance cumulative. À cette étape les secteurs moteurs de l'économie et les principaux leviers de la croissance sont clairement identifiés et mis de l'avant, et l'apport en capitaux extérieurs (sous forme d'IDE notamment) est indispensable. Selon Rostow, l'étape du décollage serait celle où en sont la plupart des PED aujourd'hui.

4-W.W. Rostow qualifie la quatrième étape de « *marche vers la maturité* ». On assiste ici à un essor considérable du progrès technique et à une diversification poussée de l'économie. La mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture, permet de disposer d'une main d'œuvre plus nombreuse qui va profiter aux autres secteurs de l'industrie.

5- La cinquième et dernière étape enfin, est celle qui coïncide avec l'avènement de *la modernité*. Exacte antithèse de *la société traditionnelle*, *la société moderne* se caractérise par la mise en place d'une économie de consommation de masse, l'émergence d'un secteur tertiaire privé et la diffusion de biens de consommation durables, dont l'actuelle société américaine où « *l'ère des biens de consommation durables trouvait sa conclusion logique* » (1960, p.129), en serait la parfaite illustration. D'après W.W.Rostow, le modèle sociétal américain serait en effet pour le reste du monde à la fois un objectif à atteindre et un schéma à reproduire; et

c'est ce qu'auraient réussi l'Europe occidentale et le Japon au début des années 60.

2-3-2-UNE BASE CONCEPTUELLE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

« *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste* » de W.W. Rostow, est un ouvrage qui serait selon son auteur lui-même, rien de moins qu'« *une théorie de la croissance économique et une théorie plus générale de l'histoire générale des temps modernes* » (1960, p9), et qui fournirait « *une explication qui pourrait remplacer la théorie marxiste de l'histoire moderne* » (p11).

On mesure toute la dimension et l'ambition du projet.

Dans cet ouvrage, W.W. Rostow érige le développement en un caractère permanent et inéluctable de la nature et de l'existence des sociétés humaines : toutes y sont condamnées, et les différences de niveau et les disparités observables entre elles s'expliqueraient simplement par le fait que les unes et les autres se trouvent diversement situées sur le parcours historique du processus. Certaines- pour de multiples raisons mais toujours intrinsèques et historiques, en sont encore au stade premier et primitif de *société traditionnelle*, ou à l'étape du *décollage*, pendant que d'autres ont pratiquement bouclé le parcours. La théorie des « *Cycles du développement* » au cœur de l'ouvrage, conforte et consacre ainsi « logiquement » les caractères à la fois naturel, général et universel du développement conçu lui-même que comme anti-thèse du sous-développement. L'état de sous-développement défini comme un gap à la fois matériel et temporel par rapport à celui de développement, fait de celui-ci quelque chose d'à la fois qualifiable et quantifiable, puisque désormais dotés d'un avant et d'un pendant qui

sont tout à fait logiques, compréhensibles et explicables et donc acceptables pour tous.

Si la théorie développée par W.W.Rostow a marqué et marque toujours significativement la science économique, à son tour, elle doit son objet et son herméneutique à l'idée de sous-développement imaginée par Truman. Une telle révélation est en effet déterminante dans l'émergence et la théorisation du savoir du développement; en ce que d'une part, elle implique et autorise dans la conception du développement un paramètre nouveau : l'historicité, c'est-à-dire l'idée que celui-ci est la résultante d'un processus soumis à l'histoire et au temps; et en même temps ce faisant, d'autre part, en ce qu'elle « naturalise » ce concept en en faisant une marque constitutive de l'être et du devenir de toutes les sociétés. Ainsi grâce à ce concept de sous-développement posé comme un autre lui-même mais de stade et de niveau inférieurs dans le temps, le développement apparaît désormais comme un processus historique et logique, obéissant aux lois d'une évolution tout aussi logique. Et également dans la mesure où, différence de développement, le sous-développement autorise désormais la comparaison, il rend du coup le développement comme quelque chose d'également quantifiable et de mesurable.

Or en effet toute la logique de l'Économie du développement repose sur ces deux éléments : l'historicité et la mesurabilité. La théorie moderne du développement dans ses variantes aussi bien libérale que marxienne en effet, reposent sur d'une part, ce présupposé d'un « avant » du développement qui fait de celui-ci un processus soumis au devenir - l'évolutionnisme historique; et de l'autre, cette « normalité » (le sous-développement est un état inférieur mais logique de développement qui est lui même une marque normale de toute société) - la

rationalité économique. Car en effet si par la suite la science économique de l'après-guerre a pu le formaliser, le définissant comme « *un stade préalable du développement, c'est-à-dire qu'il constitue une étape normale dans le procès d'industrialisation de chaque pays.* » (Rostow; 1975, p.13), c'est bien parce que le sous-développement inventé par Truman est posé et compris à la fois comme schème justificatif et élément différentiel dans la logique du développement.

On peut donc parler de complémentarité intellectuelle entre Truman et Rostow dans la formulation de cette nouvelle science, l'économie du développement, qui finit par s'imposer comme pensée dominante du développement dans l'univers occidental.

4-1-TRUMAN ET ROSTOW : UN TANDEM FONDATEUR DU NOUVEAU DÉVELOPPEMENT

Par Harry S. Truman et W.W.Rostow, la notion de développement\sous-développement voit le jour et apparaît sous la forme d'un tout pensé et organisé, cohérent et fonctionnel, à la fois généralisable et universalisable. Ces deux hommes de ce fait, peuvent être considérés comme les idéologues originels du développement\sous-développement ; et leur apport structurellement complémentaire, comme « l'idéologie du développement ». Idéologie ici au sens étymologique, neutre et dénotatif du terme de système organisé d'idées; sans donc aucune connotation, comme par exemple le définit le Petit Larousse 2007, c'est-à-dire : « *un ensemble plus ou moins systématisé de croyances, d'idées, de doctrines influant sur le comportement individuel ou collectif* ».

Ainsi en disant que ce « développement » que nous héritons de Truman et de W.W. Rostow est une idéologie, nous voulons donc simplement dire qu'il est un

système de représentations issu de repères particuliers, avec des soubassements théoriques et philosophiques, et qui véhicule une certaine conception du monde, de l'histoire, du progrès, des relations humaines...Et ainsi comprise, l'idéologie du développement\sous-développement dans sa version libérale apparaît en effet comme l'œuvre principalement de ces deux hommes : le premier en est l'inventeur, le père fondateur; et le second, le concepteur idéal, l'organisateur scientifique de la notion. Le Discours-programme du Président Truman donnait naissance au concept et le posait d'emblée comme objet\programme de relations internationales d'une part; et comme objet de connaissance, de l'autre. Ce discours qui constitue ainsi un « *moule discursif* », selon l'expression de Serge Latouche, délimite et prescrit le cadre épistémologique à l'intérieur duquel toute connaissance reliée à cette notion était désormais possible. Quant à W.W Rostow, avec ses fameux « *Cycles de développement* », il aura mathématisé et mis en équation cette notion, lui conférant un contour et un contenu conceptuels systématiques et formels et qui lui serviront de fondement théorique et de base «rationnelle». Ce faisant, W.W. Rostow introduit à l'intérieur du canevas épistémologique offert par Truman, une herméneutique et une logique. Et ainsi élaborée et « scientifiquement » assise, la notion de développement\sous-développement peut se tailler désormais une place honorable dans l'univers de la connaissance, où depuis déjà plusieurs décennies, il est enseigné doctement dans toutes les universités du monde. Tout comme, en tant que pratique rationalisée et universellement institutionnalisée comme telle, le développement\sous-développement se retrouve également au (comme le) cœur des relations internationales contemporaines, où il est érigé en incontournables objet et argument de relations entre les nations et d'avec les nations.

2-4-1-L'IMPACT DE L'IDÉOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE CONTEMPORAIN

L'influence conjuguée de Truman et de W.W. Rostow reste donc déterminante sur les discours et les pratiques dominants de développement contemporains. L'idée est en effet largement acceptée au sein de la littérature spécialisée que le Discours de Truman en tant qu'acte inaugural du développement\sous-développement et du développement international d'une part, et les théories de W.W. Rostow comme son assise formelle de l'autre, façonnent encore pour nous ce que développement signifie et est effectivement. Les qualificatifs qui sont associés au Discours de Truman par rapport à ce concept, parlent d'eux-mêmes : « *acte de naissance* », « *acte inaugural* », « *projet constitutif* » ; « *moule discursif* »... Quant aux écrits de W.W.Rostow, l'Encyclopédie Universalis 2008 dira qu'ils « *imprègnent encore profondément la façon de penser le développement* », et que l'ouvrage « *Les étapes de la croissance économique* » en particulier, connaît toujours « *un retentissement considérable et façonne la vision linéaire commune aux différents courants libéraux* ». Romainville qui abonde dans le même sens, dira de cet ouvrage, que « *Cette merveilleuse fresque de l'humanité unanime en marche vers le progrès et le bonheur consumériste servira de cadre de réflexion à l'aide au développement* » (2008).

2-4-1-1-BANQUE MONDIALE ET IDÉOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT

Si l'idéologie du développement\sous-développement marque encore à bien d'égards l'univers libéral du développement en général, c'est surtout dans le sein des institutions internationales de développement que son influence demeure la plus prégnante. Elle marque et façonne de manière indélébile tout particulièrement les IBW, pour lesquelles elle demeure un cadre général de référence. La Banque mondiale tout en y fondant ses démarches, lui emprunte directement la plupart de ses concepts et instruments de travail. (Voir, Toussaint et al., 2005). Ainsi par exemple de cet instrument de mesure technique de développement qu'est le *PIB par tête d'habitant* dérivé des *Cycles* de W.W.Rostow.

2-4-1-1-1-LE PNB COMME INDICATEUR¹ DE DÉVELOPPEMENT

Truman concevait le développement comme un état à la fois qualitatif et quantitatif, caractérisé par le progrès technique et la croissance économique; W.W Rostow va identifier formellement les éléments-clés au cœur de ce progrès et de cette croissance. Ce sont d'après lui : l'urbanisation, l'industrialisation et l'économie de marché, éléments qui à partir du 19^e siècle permirent à l'Occident de se démarquer du reste du monde. Et le principal trait distinctif des sociétés occidentales modernes serait ce degré toujours plus élevé de produit intérieur brut (PIB) et de revenu par habitant, ce qui leur autorise une qualité de vie et de bien-être sans pareil (Rostow, 1960). La Banque Mondiale s'inscrit dans tous ces deux registres :

¹ Suite aux différentes critiques essuyées, la Banque mondiale a élaboré au début des années 90 un nouvel indicateur de pauvreté dit de « un dollar par jour ». Cependant, dans les faits comme au plan de la connaissance, c'est toujours le PIB par habitant qui sert d'outil de mesure du développement, grâce auquel chaque année est appréciée la performance économique d'un pays et est dressé un palmarès économique de l'ensemble des pays de la planète.

primo, elle identifie elle aussi le développement à un certain niveau de croissance économique; et secundo, elle en vient à appréhender la pauvreté et le sous-développement des PED exclusivement en termes de mesures statistiques, de revenu *per capita*, et aussi de comparaison à la situation des États-Unis: « *la nécessité et la possibilité du développement sont toutes deux démontrées par les statistiques suivantes : selon le bureau des statistiques des Nations Unies, le revenu moyen per capita en 1947 dépassait 1400 \$US aux États-Unis alors qu'il se situait entre 400 et 900 \$ dans les 14 autres pays (...)* Pour plus de la moitié de la population mondiale toutefois, le revenu moyen était moindre, parfois bien au dessous de 100\$ par personne. L'ampleur de cet écart démontre non seulement à quel point il est urgent de relever le niveau de vie des pays sous-développés, mais aussi qu'il existe d'énormes possibilités de le faire. » (Banque mondiale; RDM 50-51, p71).

Coefficient économique et outil de mesure technique de développement, le *PIB par tête d'habitant* apparaît pour la Banque mondiale comme un élément central de toutes les démarches et logique de développement et d'aide au développement d'aujourd'hui. Indicateur de niveau et mesure statistique de développement, c'est cet instrument - dénominateur commun du développement, qui permet de classer, hiérarchiser et catégoriser l'ensemble des pays dans leur niveau de développement et d'établir ainsi une distinction entre « Pays développés » et PED; tout comme à l'intérieur même de sous-ensembles constitués, il permet une classification des pays en fonction de leurs différents palmarès de développement. Les PED eux-mêmes présentent en effet aujourd'hui une vision contrastée tant les « écarts » de développement entre eux sont considérables. Cependant, grâce et à partir de *leur revenu per capita*, la Banque mondiale peut fournir annuellement un palmarès

précis de ces pays en tenant compte de leur PIB respectif. Ainsi distingue-t-elle trois catégories de pays en leur sein : « les pays émergents », « les pays dits à revenu intermédiaire » et « les pays très pauvres ». Et d'après son registre classificatoire de l'année 2003 par exemple, on compte 51 économies (dont une majorité de pays africains et asiatiques) pour lesquelles le PIB/hab est inférieur à 725\$: ce sont les économies à faibles revenus; pour les 57 pays dont le PIB par habitant est compris entre 726\$ et 8955\$, on parlera d'économies à revenus intermédiaires; et enfin, les économies à revenus élevés dans les PED, sont ces 25 pays dont le PIB par habitant est supérieur à 8956\$ (Huart;2003, p21).

Ainsi aujourd'hui au sein de toute l'économie institutionnelle et de celle du développement en particulier, *le PIB par habitant* demeure l'indicateur par excellence du niveau de développement d'un pays; tout comme pour un ensemble de pays, les différences quantifiées de *PIB par habitant* permettent d'apprécier les écarts de développement entre eux. Ainsi dès le départ, *le PIB par tête d'habitant* se révélait-il l'instrument par excellence du développement/sous-développement, par lequel est conféré un contenu objectif et mesurable aux PED; un instrument qui leur donne substance et matérialité. De façon générale, écrit Misse Misse (2005), *la théorie des écarts* ou *théorie des gaps* sur laquelle repose cet instrument, reste « *la matrice dominante de la philosophie du développement* », grâce à laquelle la distinction entre « *pays sous-développés* » et « *pays développés* », reste possible et intelligible.

CHAPITRE 3 : DE L'INVENTION DU SOUS-DÉVELOPPEMENT À LA MISSION DE DÉVELOPPEMENT

3-1- BANQUE MONDIALE : UNE BANQUE DE SOUS-DÉVELOPPEMENT

La mission statutaire de « reconstruction/développement » pour laquelle la Banque mondiale a été créée aura dans son ensemble été de courte durée, et n'aura pour ainsi dire pratiquement pas affecté les PED. La mission de développement dans ces pays qui émergeront comme tels; doit plutôt au développement/sous-développement. Et c'est donc en tant que banque de « développement/sous-développement » que la Banque mondiale opère dans les PED depuis plus d'un demi-siècle. Et il nous apparaît important de distinguer ces deux missions que l'on confond souvent en considérant ou en présentant le mandat de développement actuel de la Banque mondiale dans les PED comme ce mandat historique que lui donne ses textes fondateurs et ses statuts de naissance. Ces deux charges missionnaires de l'institution de Bretton Woods sont ne serait-ce que parce qu'elles portent sur deux types différents dans l'esprit comme dans la lettre, de « développement ». Par rapport à ce « développement » premier inscrit dans le sigle de la BIRD, celui dont la Banque mondiale s'occupe aujourd'hui dans les PED est un développement d'un genre nouveau, qui réfère et qui se réfère à quelque chose qui n'existait pas encore à la création de la BIRD en 1945, jusqu'à ce que le Président Truman l'invente en 1949 : le sous-développement. Et c'est effet aujourd'hui ce « sous-développement » compris comme un développement

différent et en même temps une différence de développement, qui rend intelligible et possible la mission de la Banque mondiale dans les PED, laquelle se définit justement comme partenariat, assistance, aide à combler un manque, à rattraper un retard, à enrayer une traîne à la croissance... Ainsi également pour la clientèle visée par cette mission nouvelle de l'institution de Bretton Woods. La définition et la détermination de celle-ci ne peut s'opérer comme elle se fait effectivement, c'est-à-dire le plus naturellement et le plus logiquement au monde, que parce que cette promesse de développement dont la Banque mondiale est porteuse, ne se pose que comme négation de ce qui n'est pas advenu, et ne peut de ce fait viser que ceux n'en sont pas pourvus, c'est-à-dire, comme l'a imaginé un jour le Président Truman dans son Discours-programme, ces « *régions sous-développées* » du monde. W.W. Rostow pour sa part, va donner une portée plus générale et plus « objective » à cette notion nouvelle de « sous-développement » en la formalisant et en la posant comme élément d'un principe général de la nature des sociétés humaines, comme une étape incontournable de la loi de l'être et du devenir des sociétés humaines. Ainsi d'après l'enseignement de W.W.Rostow, les pays sous-développés sont des pays comme les autres, sauf qu'à la différence des autres, ils sont simplement sous-développés. Et c'est dans l'esprit de ce moule conceptuel et politique constitué des apports complémentaires et solidaires de Truman et de W.W. Rostow, qu'au début des années 50, l'institution de Bretton Woods va devenir une banque à combattre le « sous-développement » dans les PED.

3-1-1-DE LA NÉCESSITÉ DE DISTINGUER LES DEUX MISSIONS DE DÉVELOPPEMENT : DEUX ILLUSTRATIONS

La distinction à faire entre les missions de reconstruction/développement et celle de développement/sous développement de la Banque mondiale ne repose pas seulement sur une simple déduction de raisonnement, elle est fondée sur des faits également. Nous présentons ci-dessous deux courts exemples qui illustrent bien à notre propos cette différence; le premier porte la clientèle au développement actuelle de la Banque mondiale; le second, sur une ancienne cliente, du temps du développement/réconstruction.

3-1-1-1-LA CLIENTÈLE ACTUELLE DE LA BANQUE MONDIALE

“Pays en développement”; “Pays sous-développés”; “Pays en voie de développement”; “Pays les moins avancés”; « Pays du Tiers-monde »; « Pays du Sud »; « les Pays Pauvres »... il faut reconnaître que le vocabulaire utilisé pour désigner les pays auxquels la Banque mondiale prête son concours au développement, ne brille pas par sa clarté, même s’il faut reconnaître que chacune de ces dénominations connote d’une signification spécifique. Car en effet, l’inflation terminologique dont sont sujets ces pays, n’est ni innocente ni fortuite; au contraire, elle reste fortement chargée : chaque appellation révèle une façon de voir et est donc porteuse d’un certain sens. Historiquement ces appellations différentes doivent à beaucoup de raisons; pour Toussaint (2006) par exemple, l’inflation terminologique dont sont aujourd’hui objets les « *régions sous-développées* »,

s'expliquerait par un intérêt tardif pour les pays de l'hémisphère non occidental de la part des institutions de développement et de la Banque mondiale en particulier. Et cet intérêt tardif lui-même se justifierait à son tour par trois raisons : la première serait que ces pays ne figuraient pas à l'agenda premier de la Banque Mondiale, qui comme on l'a vu, avait été créée comme principalement « banque de Reconstruction » d'une Europe dévastée par la 2^e Guerre mondiale; et que de ce fait, jusqu'« en 1957, 52,7% de son financement allait encore aux pays industriels » (Stern et Ferreira; 1997, p.533). La deuxième raison serait que la Banque Mondiale s'inspirait d'un cadre théorique néoclassique, et que la pensée néoclassique ne connaît pas l'existence des PED, nous l'avons vu avec Azoulay (2002, p.38.). Et enfin la troisième raison est que, ce n'est qu'en 1960 que la Banque Mondiale a créé en son sein une structure spécifique, l'AID, qui sera spécialement et exclusivement vouée aux pays du Sud.

3-1-1-2-L'OCDE, CLIENTE D'UNE AUTRE LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT

La différence dans les missions de la Banque mondiale et entre ces deux types de développement n'est pas seulement conceptuelle et théorique, elle se traduit historiquement également dans les faits et le cas de l'OCDE nous paraît une parfaite illustration à cet égard. Cette grande organisation pan-européenne a été fondée en 1946, en pleine période de développement/reconstruction, au sein d'une Europe Occidentale alors ruinée par la 2^e Guerre mondiale sur exigence des États-Unis d'Amérique, qui faisaient de sa création une conditionnalité pour le prêt de 17 milliards de dollars qu'ils s'apprêtaient à octroyer par le truchement de la BIRD aux pays européens pour leur reconstruction. Romainville rapporte la chose

ainsi: « *L'offre est assortie d'une condition extraordinairement salutaire que l'on oublie généralement de mentionner: l'obligation pour les gouvernements intéressés de s'entendre entre eux et de s'organiser pour planifier l'utilisation de l'aide, la gérer efficacement et en assurer le remboursement. C'est ainsi que naît sous l'impulsion des États-Unis, il faut le dire, l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE).* » (op.cit). Or, conditionnalité et fruit de l'aide au développement\ reconstruction, l'OCDE est pourtant aujourd'hui elle-même dans le cadre du « développement\sous-développement» une institution « donatrice » clé, trônant au premier rang des armatures du développement international et du dispositif général de l'aide aux PED. C'est en effet l'OCDE, qui à travers son Comité d'Aide au Développement- le CAD, centralise et coordonne toute l'aide bilatérale et multilatérale destinée au développement de ces pays. Si « Développement\reconstruction » et « Développement\sous-développement» avaient été les mêmes, ou dit autrement, si ce que la Banque mondiale appelle de nos jours sa mission de développement dans les PED, avait été la même chose ou même une suite ou le prolongement de sa mission initiale de développement, l'OCDE ne serait pas aujourd'hui un tuteur de développement pour les PED, mais se serait retrouvée plutôt sur le même piédestal qu'eux vis-à-vis des institutions de Bretton Woods et dans la logique du développement international. Or c'est loin d'être le cas, et ceci simplement parce que l'OCDE est issue d'une autre logique développementiste; d'un genre différent de développement que celui en vigueur aujourd'hui dans les PED.

3-2-BANQUE MONDIALE : LES RAISONS APPARENTES D'UNE RÉORIENTATION

En fait, vers la fin des années 40, le recyclage de la Banque mondiale en tant que banque de reconstruction, et sa réorientation vers les PED étaient déjà entamés en germe. La décision des États-Unis d'Amérique de Truman, tout de suite après les Accords de Bretton Woods, de privilégier dans ses rapports avec les autres pays de l'hémisphère occidental la coopération bi et multilatérale directe, à travers notamment le Plan Marshall et l'Alliance Atlantique (l'OTAN), sonnait en quelque sorte le glas des institutions internationales nouvellement créées à cet effet à Bretton Woods. Pour la BIRD particulièrement, le Plan Marshall initié par Truman pour s'occuper de l'aide à la reconstruction des pays de l'Europe occidentale, réduisait ses attributions de base à leur portion congrue.

Parallèlement à cela, un certain nombre d'évènements vont favoriser et même précipiter cette réorientation de la BIRD vers les PED. Tout d'abord au plan interne à ces pays, ce seront les mouvements de décolonisation des années 60 dans le Tiers-monde, qui vont occasionner l'avènement sur la scène internationale des nouveaux États, surtout asiatiques et africains. Très naturellement, tous ces États naissants du « Sud », donc de facto « sous-développés » au sens où l'entendait Truman, formaient pour la BIRD, une clientèle nouvelle dans la logique d'une mission nouvelle. Et ensuite, au plan interne à cette institution elle-même, deux faits vont ficeler et fixer son transfert vers les PED: le premier est la création en son sein en 1960 de l'IDA, une agence spécialisée de développement exclusivement dédiée aux PED; et le second est ce que les spécialistes appellent le « *sceau de la présidence McNamara* ». Le passage de l'ancien Secrétaire d'État américain à la

Défense, Robert Mc Namara, à la tête de la Banque mondiale (1968-1982) est en effet considéré comme un tournant décisif dans la vie de l'institution et en particulier dans ses relations avec les PED : *« McNamara augmente la croissance des prêts de la Banque de manière exponentielle (multipliés par 12 sous sa présidence). Les banques privées et les gouvernements du Nord font de même. D'après McNamara, les pays n'auront aucun problème à rembourser vu le prix stable et élevé des matières premières ; de plus, les taux d'intérêt sont relativement bas. Non seulement, selon lui, les pays du Tiers Monde vont pouvoir rembourser avec les revenus d'exportation mais ils pourront acheter de la technologie et se développer avec les sommes en surplus. L'objectif annoncé : éradiquer la pauvreté. Mc Namara invente les prêts d'ajustement structurel qui s'ajoutent aux prêts destinés à des projets précis »*. (Toussaint, 2008).

3-4- LE PLUS GROS BAILLEURS DE FONDS DE DÉVELOPPEMENT

« La Banque mondiale, acquise aux thèses de W. W. Rostov, affirme que les pays du Tiers Monde souffrent d'un manque d'épargne locale qu'ils doivent contrebalancer par un apport de financement extérieur. C'est à cette condition qu'ils pourront « décoller ». Il faut importer des capitaux, être attractifs pour les investissements étrangers. La capacité à augmenter l'endettement devient l'aune à laquelle on mesure la volonté d'un pays de se développer ». (Éric Toussaint, 2008).
Suivant cet enseignement, la Banque mondiale est ainsi aujourd'hui le plus grand bailleur institutionnel de fonds de développement dans les PED. Par cycle de trois ans, elle vote et alloue à ces pays les plus importantes lignes de crédit, tout en

initiant et accompagnant des projets de développement en conséquence. Et même si les 186 pays membres de l'institution participent tous à son capital et à ce titre d'actionnaires et membres, peuvent en théorie prétendre tous à ses concours financiers pour leur besoin de développement; dans les faits cependant, ses lignes de crédit de développement s'adressent essentiellement aux pays de l'hémisphère Sud, non ou peu industrialisés et structurellement sous-développés; lesquels se distinguent des autres membres par le fait également que dans leur rapport avec l'institution, leur qualité de « solliciteurs d'aide» et « d'assistés » prime sur celle d'actionnaires et de décideurs.

2è Partie - LE PDBm AUJOURD'HUI

Cette partie porte sur le contenu matériel du PDBm. Et conformément à notre problématique de départ, l'objectif dernier derrière cette démarche est d'interroger la cohérence rationnelle et l'efficacité de ce contenu. Mais comme nous l'avons fait pour le passage précédent à propos de la mission de la Banque mondiale, nous allons ici aussi commencer par d'abord présenter ce que recouvre le PDBM dans sa matérialité pratique, avant de le questionner quant à sa scientificité. En d'autres termes : nous savons déjà que finalement la Banque mondiale dont il est question d'examiner l'activité dans ce travail, c'est cette institution qui tout en habitant le socle de la BIRD, se distingue de celle-ci en son objet et en son projet, relevant fondamentalement plutôt de ce que nous avons appelé l'idéologie libérale du développement. Et la question à laquelle tentera de répondre cette 2è partie de notre travail est la suivante: quelle est donc cette activité; quel en est le contenu? Comment présenter, décrire et caractériser celui-ci?

CHAPITRE 4 : LE CONTENU DU PDBM

Le PDBm (programme de développement de la Banque mondiale) désigne l'ensemble formé d'une part par ce discours-savoir méthodiquement organisé de développement de la Banque mondiale; et de l'autre, par les dispositifs pratiques de développement que celle-ci produit, mobilise et met en œuvre pour accomplir sa mission d'aide au développement dans les PED. Et cette activité de la Banque

mondiale dans ces pays, sous ses aspects aussi bien théorique que pratique, peut se donner à lire ou s'interpréter diversement. À nos yeux cependant, dans sa dimension purement théorique, elle s'apparenterait à ce que Escobar relayant une idée de Bhabba, a appelé un « *apparatus de développement* » : « *L'aide aux pays les plus pauvres de la planète, écrivait-il alors, mène rapidement à l'élaboration d'un certain nombre de concepts, de catégories et d'idées (souvent morales ou moralistes) qui ensemble, forment le discours du développement ou « l'apparatus » du développement* » (1995, p9). Et d'autre part dans son contenu et sa matérialité pratique, et ce, pour une période déterminée, il nous a semblé possible d'appréhender le PDBM sous la forme d'un ensemble fini de chantiers thématiques et paradigmatiques différents de développement. En considérant ainsi l'ensemble des démarches de développement de la Banque mondiale dans les PED du début des années 80 jusqu'au milieu des années 2000, on peut selon nous distinguer en son sein quatre principaux moments, quatre grands registres ou répertoires thématiques distincts de développement, qui recourent et restituent l'essentiel de ces démarches, et que nous considérons comme le contenu matériel du PDBM.

4-1-LE PDBM, UN QUADRIVIRIUM DE DÉVELOPPEMENT

Dans ce petit quart de siècle qui va du début des années 80 au milieu des années 2000, nous distinguons au sein du PDBm, qui le forment et le constituent, quatre principaux répertoires thématiques de développement; ces registres sont: le développement économique, le développement politique, le développement social et le développement virtuel. À nos yeux, ces quatre grands chapitres thématiques de stratégie pratique de développement recourent et restituent le PDBm dans ce qu'il a de substantiel et d'essentiel, depuis dirons-nous, le come-back en force des

institutions de Bretton Woods dans le chapitre du développement des PED au début des années 80- suite notamment aux deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979 et à la crise mexicaine de la dette de 1982, à nos jours.

Ces découpages par ce que nous appelons « thèmes paradigmatiques » du PDBm et que nous proposons ici, peuvent cependant paraître arbitraires et leur ordre de présentation n'obéit pas nécessairement à une chronologie rigoureuse. Pour autant, et ainsi que nous le verrons plus loin, se rapportent-ils et réfèrent-ils tous à des périodicités discursives et pratiques de développement aisément repérables et isolables dans l'activité de la Banque mondiale dans les PED. Cela dit, même pour nous, de tels partages n'offrent qu'un intérêt au demeurant purement heurmeunetique et méthodologique; car dans l'esprit de ce travail comme dans les faits, nous pensons que le PDBm est et doit être considéré comme un tout cohérent dont les parties apparentes sont indissociablement solidaires et complémentaires.

4-1-1-LES QUATRE REGISTRES DU PDBm

Les quatre registres pratiques de développement que nous distinguons dans le PDBm sont donc: le développement économique, le développement politique, le développement social et le développement virtuel. Voyons à présent très succinctement ce que recouvre chacun de ces répertoires.

4-1-1-1-LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

C'est le répertoire qui ouvre le PDBm ici. Son lancement survient au début des années 80, dans un contexte qui constitue en lui-même un tournant décisif autant dans le champ des relations économiques internationales et de la coopération au développement en général, que dans le chapitre de l'activité de développement de la Banque mondiale dans les PED. Deux événements de portée historique majeure marqueront ainsi cette période ; l'un est de nature plus générale, tandis que l'autre est spécifiquement et directement lié à la problématique de l'aide internationale au développement des PED.

Le premier événement, c'est l'avènement du néolibéralisme. L'émergence de ce courant de pensée et d'action, de dimension à la fois politique, économique, sociale et philosophique, est symbolisée au plan de la politique internationale par l'arrivée simultanée au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis d'Amérique; et au plan de la science économique, par le triomphe des idées de Freidrich Von Hayek sur celles de Jonh Maynard Keynes. Le libéralisme keynésien, apparu à la même époque que les institutions de Bretton Woods et incarné par la théorie de « *l'incomplétude du marché* » et la nécessité pour l'État et les pouvoirs publics d'intervenir et de réguler l'économie, commençait à perdre de sa virulence depuis le début des années 70. Les années 80 verront s'imposer un peu partout à son détriment, la doctrine néolibérale du « tout marché », du « laisser-faire » et du « laisser aller », soutenue en particulier par Freidrich Von Hayek. Mais du strict point de vue de la logique de la coopération au développement cependant, c'est un autre événement, moins universel et moins philosophique celui-là, qui va servir de catalyseur et de précurseur au registre « développement économique » de la Banque mondiale dans les PED. Cet événement, c'est la crise mexicaine de la dette de 1982. Cette année-là, se

produisit au Mexique un phénomène financier aussi imprévu que brutal : un blocage structurel dans le processus de l'épongeage des créances internationales de développement de ce pays. Ce blocage, caractérisé par une impossibilité réelle et une cessation effective de remboursement de sa dette par le Mexique, va à l'instar de la plupart des crises économiques modernes, faire tâche d'huile et se répercuter sur plusieurs économies des PED. Dans le monde de la finance internationale et du financement du développement en particulier, la crise mexicaine de la dette sera ressentie comme une véritable onde de choc. Elle aura d'autant déconcerté qu'elle démentait les prévisions des experts, notamment celles de la Banque mondiale qui quelques temps seulement plus tôt, diagnostiquaient tout autre chose quant à la situation économique de ce pays : « *le gouvernement mexicain est à peu près certain d'obtenir un accroissement important des ressources à sa disposition au début des années 80. Nos projections les plus récentes font état d'un surplus de la balance des transactions courantes en 1982, d'un accroissement important des revenus d'exportation, principalement grâce au pétrole, ce qui devrait faciliter le problème de la dette extérieure et la gestion des finances publiques au début des années 82* » (Kapur et Al, 1997; cité par Toussaint, 2006).

Mais les évènements vont cruellement décider autrement. Et pour plus sûrement et définitivement remédier à cette crise et aux dérèglements économiques et financiers du genre, il va s'organiser une entente historique entre les principaux bailleurs de fonds pour le développement des PED; une sorte d'accord-cadre de la coopération au développement qui sera scellée entre la Banque mondiale, le FMI et le Conseil du Trésor des États-Unis d'Amérique. Cette entente connue plus tard sous le nom de « Consensus de Washington », a été elle-même établie autour des

« *dix commandements* » de James Williamson. Et suite à cette rencontre, la leçon économique principale qu'inspirait la crise mexicaine de la dette aux institutions de Bretton Woods, tenait dans cette idée qu'il ne suffit pas d'injecter de l'argent dans les économies des PED pour les voir fleurir, mais que cela prenait également une restructuration, un « ajustement » des cadres macroéconomiques de celles-ci. Les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) verront ainsi le jour, et pendant près d'une décennie, finiront par inspirer tous les plans, réformes, stratégies et politiques de développement que la Banque mondiale initiera dans les PED.

Et ce que nous appelons ici la partition « développement économique » du PDBm, est en fait l'expression générale de l'ensemble de ces démarches induites à partir de ces PAS. Démarche de développement des PED par l'économie et pour l'économie, le registre de « développement économique » est en effet une stratégie de développement basée essentiellement sur la recherche de la croissance économique et dans laquelle c'est la performance économique qui est posée comme l'aune exclusive à partir de laquelle se mesure le développement de ces pays, défini lui-même comme, « *la promotion d'une croissance économique basée sur la main d'œuvre et l'accès aux services sociaux de base pour renforcer le potentiel de croissance à long terme* ». (World Bank; 1983, 12)

4-1-1-2-LE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE

La stratégie de développement politique de la Banque mondiale dans les PED apparaît au début des années 90, tout de suite après les réformes de développement instituées à partir des PAS. Au sein de ce dispositif nouveau de la

Banque mondiale, c'est désormais non plus directement le cadre macroéconomique des économies des PED qui est sollicité, mais l'État national de ces pays, qui devient ici à la fois acteur et vecteur central de développement. Ce répertoire organisé autour des grands sentiers de la « Bonne gouvernance » de la Banque mondiale, vise à promouvoir le développement des PED essentiellement à partir en effet, d'une redéfinition du rôle et de la place de « *l'État dans un monde en mutation* » et dans le sein de son économie nationale. Selon la logique nouvelle du développement politique ou du développement par le politique de la Banque mondiale, le développement des PED passerait nécessairement par la définition et l'institutionnalisation du « *juste rôle de l'État* », c'est-à-dire « *le juste équilibre entre l'État et le marché, entre l'action collective locale, nationale et mondiale, entre le gouvernemental et le non-gouvernemental* » (World Bank; 1997, 32). Pour cela, la Banque mondiale propose alors aux PED un ensemble de réformes institutionnelles et politiques, basé sur une stratégie inédite de développement dite de « *market-friendly approach* » ou littéralement, « approche amicale au marché ». Selon cette approche, l'État national des PED doit désormais gouverner en intelligence avec le marché; et que pour le mieux de cela, se départir de son monopole de fait et de droit sur la régulation économique et politique nationale, et accepter de partager ses prérogatives en matière de gouvernement avec ces deux nouvelles instances de gouvernance que sont désormais devenus la société civile et bien sûr, le marché. Marché à l'égard duquel la Banque mondiale invite l'État des PED à même désormais servir de « *subordinate adjunct* », comme le relève Bonnie Campbell (2005).

4-1-1-3-LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le développement social qui apparaît au début des années 2000, fait référence aux politiques de retour à la grande « lutte contre la pauvreté » engagée par la Banque mondiale une décade plus tôt. Présenté dans le RDM 2000/2001 « *Attacking Poverty* », sous le nom de « *Comprehensive Development* » ou « *Développement Intégré* », le « nouveau paradigme » de développement de la Banque mondiale (Stiglitz, 1998), se veut un discours nouveau et intégrateur de développement. Et précisément en ceci qu'il entend articuler les dimensions sociales, politiques et environnementales de celui-ci (Prévost, 2006); son objectif selon les experts de la Banque, est de parvenir à associer et réaliser les trois démarches suivantes : « *assurer un environnement macroéconomique stable et ouvert ; construire des institutions publiques (légales, financières et politiques) responsables et inclusives ; investir dans la santé, l'éducation et les programmes de sûreté sociale* » (Ritzen et al.; 2000).

Ainsi à la différence des deux répertoires de développement précédents, la stratégie nouvelle du PDBM incarne une dimension fortement et prioritairement sociologique dans les démarches de la Banque. Elle se distingue des paradigmes économique et politique précédents aussi par l'originalité de la méthode employée, qui repose sur les *Participatory Poverty Assessments*, qui sont une vaste campagne d'enquêtes par sondage à l'échelle mondiale, menées auprès de 60.000 personnes des PED, et dont le but est de « *recueillir la voix des pauvres* », afin de l'intégrer à la stratégie globale de développement social, et même d'en faire le pilier (RDM 2000/2001).

Ce volet « développement social » du PDBm de la Banque mondiale par ailleurs, passera à l'histoire également comme ayant été celui dont l'adoption va occasionner de remous au sein même du gouvernement de l'institution, et qui entre autres, vont mener à la démission du directeur du groupe de travail du RDM 2000/2001, Ravi Kanbur, et du vice-président de la Banque Mondiale, Joseph Stiglitz.

4-1-1-4-LE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL

Et enfin, parmi les tout derniers grands répertoires de développement présentés par la Banque mondiale comme solution au problème de développement des PED, « le développement virtuel ». Ce répertoire que la Banque mondiale initie dans les PED au milieu des années 1990, est aussi le registre qui nous intéresse particulièrement ici, car il va servir d'illustration à l'ensemble du PDBm dans ce travail. La raison pour laquelle nous l'avons préféré aux trois autres répertoires de développement, et qui en fait sa singularité, tient entre autres au fait que, essentiellement axé sur le savoir, il présente à nos yeux un intérêt et une portée épistémologiques plus marqués; ce qui est bien plus commode pour nous eu égard à notre problématique de thèse.

Le « développement virtuel » est en effet un registre de nature plus intellectuelle : directement bâti sur l'information et la connaissance, il se fonde sur un contenu essentiellement cognitif, tout en ayant pour objet le savoir. Le savoir, élément central au cœur de la stratégie virtuelle, s'y trouve en effet présenté à la fois comme moyen et comme finalité de développement. Au demeurant, nous dit Pamela Tripp-Melby une experte de la Banque mondiale en matière de TIC, c'est

expressément à cette fin que la Banque mondiale a mis au point ce répertoire: « *l'un des défis permanents de l'institution depuis des années, écrit-elle, a été de trouver et de maintenir un équilibre approprié entre les produits intellectuels de la banque et ses transferts de ressources* » (2006). Ainsi tout se passe comme si après des décennies d'un partenariat au développement avec les PED essentiellement basé sur le transfert des ressources financières et matérielles, la Banque mondiale décidait de rectifier la donne avec ce répertoire inédit de développement pour désormais prioriser la connaissance. D'ailleurs elle le laisse clairement entendre dans le « *Policy Research Report* » qu'elle publie en 1998, et qui s'intitule : « *The World Bank doesn't have Any More Money but it has Ideas* », autrement, « *La Banque mondiale n'a plus d'argent, mais elle a des idées* ». Entendons, ces « produits intellectuels » qui cernent dans le fond comme dans la forme son répertoire nouveau de développement virtuel et dont elle entend désormais faire le fer de lance de sa mission de développement des PED.

À cette ère des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et de la « *Global Society* »; de l'« *Information Society* »; et de la « *Knowledge Economy* »... pour la Banque mondiale, cela ne fait aucun doute que la solution au problème de développement des PED passe désormais en effet par des stratégies plus en adéquation avec l'air du temps; c'est-à-dire, des démarches de développement elles-mêmes axées sur l'immatériel et la connaissance, telles que le « *Savoir global* », les « *Universités virtuelles* », la « *Société de l'information* », « *la Gouvernance et le Gouvernement électroniques* », « *l'État virtuel* »... Mais la rupture qu'introduit ce nouveau répertoire, au delà de sa philosophie de développement, touche également directement l'institution elle-même. En effet pour mieux cadrer avec le nouvel esprit général de développement,

la Banque mondiale va décider de se départir de son étiquette d'institution de crédit pour se transformer en une banque d'un genre nouveau : une « *Knowledge Bank* » ou « banque du savoir » qui selon ses propres termes, va désormais s'atteler à de sentiers plus originaux et circonstanciés de développement dans les PED. Ces démarches inédites de développement ont pour nom : « *E-strategies* », « *Knowledge Management* », « *E-development* »...que pour notre part, nous traduisons ici par « développement virtuel ».

Ainsi, à l'instar des expressions telles que le « PDBm » ou les dénominations données aux trois autres registres de ce programme, le « développement virtuel » est également une catégorie conceptuelle que nous avons imaginée, et ce, pour désigner donc l'ensemble des démarches de développement de la Banque mondiale dans les PED qui reposent directement sur les « *produits intellectuels* », et plus singulièrement sur le « savoir ».

CHAPITRE 5 : LE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL, UN RÉPERTOIRE DU PDBM

À cette ère de l'immatériel, le savoir est devenu le moyen et en même temps le cœur cible de la nouvelle rhétorique de développement de la Banque mondiale dans les PED. Selon James. D. Wolfensohn, le président de cette institution, « *le savoir est devenu plus que jamais un facteur essentiel de production dans l'économie mondiale* » (Banque mondiale ; 2002, p. 6). Et si le savoir passe désormais pour être un facteur essentiel de développement, c'est parce que « *tel la lumière, (il) peut aisément se propager à travers le monde, éclairant l'existence de tout un chacun* ». (Banque mondiale ; 98-99, p.1). « *Et pourtant*, poursuit James. D. Wolfensohn, *des millions de personnes vivent encore dans les ténèbres, écrasées par la pauvreté* » (ibidem). Et pour assurer le développement des PED, la Banque mondiale va donc mettre en place un certain nombre de stratégies institutionnelles de développement qui sont directement axées sur le savoir. L'ensemble de ces stratégies est organisé autour d'un programme spécial dénommé « Knowledge Management For Development Program » ou en abrégé, KMDP. Et le développement virtuel dont il est ici question s'identifie à ce KMDP.

Synonyme tout à la fois de « développement du virtuel » et de « développement par le virtuel », à l'image du PDBm dans son ensemble, ce répertoire apparaît à son tour comme une approche globale, un « package » de développement, qui propose d'une part, un ensemble de stratégies pratiques, d'actions et de réformes de mise en œuvre de développement; et d'autre part, un corpus de connaissances théorique, un ensemble organisé de savoir du et sur le développement en général, et sur l'aspect et la dimension « intellectuels » de celui-ci en particulier. Ainsi le « développement virtuel » recouvre-t-il et recoupe-t-il ces deux ensembles distincts

mais complémentaires d'approches nouvelles de développement de la Banque mondiale dans les PED : d'un côté le « KMDP », une « nouvelle discipline de connaissance du développement », et de l'autre, la « New Economy », qui dans le langage de la Banque mondiale désigne essentiellement la révolution dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (NTIC), et les gains de croissance et de productivité potentiels et supposément exponentiels, qui y seraient liés. Ainsi et plus précisément, le développement virtuel fait-il référence à l'ensemble de démarches de la Banque mondiale qui vise ce développement des PED censé résulter de l'action et de l'apport conjugués de la nouvelle « *Économie du savoir* », appelée aussi « *Économie Fondée sur la Connaissance* » (EFC).

5-1-LES TEXTES DE BASE DU « DÉVELOPPEMENT VIRTUEL »

En 1995 paraissait « *Priorities and strategies for education : a World bank review* ». Ce « sector paper » de la Banque mondiale peut être considéré comme le texte fondateur de sa nouvelle stratégie de développement virtuel dans les PED. S'y trouvent en effet consignés les principes généraux, axes et orientations, ainsi que les principaux outils et instruments, qu'au fil des années les différentes autres publications de la Banque mondiale vont étayer et approfondir et qui finiront par constituer l'ossature documentaire de base de ce 4^e répertoire que l'institution de Bretton Woods propose aux PED pour leur développement.

D'importantes autres publications de la Banque mondiale portant sur le « développement virtuel » viendront en effet par la suite compléter le « sector paper » de 1995. De celles-ci nous mentionnerons tout particulièrement : le RDM 1998-1999 : « *Le savoir au service du développement* » ; le texte de 1994: « *Higher*

Education : the lessons of experience »; le Rapport « *E-development: from excitement to effectiveness* » préparé par Robert Schware comme contribution officielle de la Banque mondiale au SMSI de Tunis de novembre 2005; et celui, « *Construire les sociétés du savoir* » paru en 2002; ainsi que le « *ICT for Development, contribution to the millenium development goals* » de 2003 ; et enfin, le Rapport de 2006, « *L'information et la communication au service du développement* ». Ces publications s'ajoutent à celles disponibles en ligne sur les sites spécialisés de la Banque mondiale, notamment : edevelopment@worldbank.org et infodev@worldbank.org.

5-2-LE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL UN RÉPERTOIRE ORIGINAL

« L'éducation et la gestion de la connaissance sont la clé nouvelle du développement des PED », telle est en substance la thèse principale au cœur du « sector paper » de 1995. Le document de la Banque mondiale relève en particulier deux principaux thèmes autour desquels sont invités à s'organiser réflexions et réformes à venir de développement dans ces pays: les innovations technologiques et l'accroissement rapide des connaissances.

Nommé président de la Banque mondiale en cette même année de 1995, James D. Wolfenshon, fera de ces deux paramètres la pierre angulaire de son mandat au sein de l'institution, et naturellement, dans la mission de celle-ci de « lutte contre la pauvreté » dans les PED. Fervent adepte de la nouvelle philosophie de développement, le nouveau président de la Banque mondiale écrivait alors : « *Le développement économique n'est pas seulement affaire de capital physique et humain, mais (...) repose aussi sur l'information, l'acquisition des connaissances*

nouvelles et leur adaptation (...) *Le savoir est la clé du développement, du bien-être de quelques 4 milliards d'habitants du monde en développement* » (Banque mondiale; 98-99, préface). C'est alors qu'il initie le KMDP parfois appelé aussi « Knowledge management program » (KMP) ou tout simplement « Knowledge management » (KM). Il faut ici noter que le concept anglais de « Knowledge » (savoir) intègre et comprend deux notions relativement distinctes dans la langue française : celle de « connaissance » et celle d'« information ». C'est pourquoi selon les interprètes, le KM est souvent traduit en français tantôt par « Gestion de la connaissance », tantôt par « Gestion de l'information », alors qu'en fait il signifie les deux à la fois. L'expression de « développement virtuel » que nous mettons en avant dans ce travail, a selon nous le mérite lui, de rendre compte et de restituer ce que « connaissance » et « information » ont essentiellement de commun : leur caractère d'« immatérialité ».

Stratégie qui symbolise la présidence de James. D. Wolfensohn à la Banque mondiale, le développement virtuel est une démarche à la fois inédite et originale de développement qui associe un modèle théorique de management et une méthode nouvelle de gestion des organisations. Registre révolutionnaire dans son genre, il se distingue des précédents sur bien d'aspects, mais trois de ses traits distinctifs nous paraissent ici particulièrement significatifs. Le premier est que, en tant qu'ensemble théorique ou comme « *corps de connaissances du développement* », il vise un champ disciplinaire plus élargi. Jusqu'ici en effet, le PDBM a été plutôt marqué du sceau de ce que d'aucuns ont appelé « l'économisme exacerbé » de la Banque mondiale; qui considèrent que ce sont en dernier ressort des préoccupations politiques ou intellectuelles d'ordre toujours purement économique qui régissent et guident les démarches de développement

de la Banque mondiale dans les PED. (Rist, 2004; Latouche, 2002; Campbell, 1999; Amir, 2004). Le « développement virtuel » entend transcender ce cadre disciplinaire économiciste étroit et strict pour s'investir dans un champ pluridisciplinaire de connaissances; comme le relève Jean-Yves Prax, auteur d'un ouvrage intitulé « *Le Guide du knowledge management : concepts et pratiques du management de la connaissance* »(2000), le KMDP est en effet « *une discipline ayant sa problématique propre, ses méthodes et ses outils, qui emprunte à des domaines variés : économie, gestion, sciences humaines, sciences et technologies de l'information, sciences de l'éducation...* ». Le second élément qui distingue ce répertoire des précédents a rapport avec sa clientèle-cible. À l'inverse des autres registres du PDBm qui visent certaines formes spécifiques d'organisations des PED, le KMDP entend ici aussi élargir son champ d'action et s'appliquer sans exclusive à « *toutes les formes d'organisations* ». Enfin, le dernier élément de démarcation du KMDP porte sur son terrain d'implantation. Les PED exclusivement ont jusqu'ici servi de champ d'expérimentation et de destination du PDBm. Avec ce nouveau registre les choses changent, James D. Wolfenshon ayant décidé de leur adjoindre sa propre institution. Ainsi dans le cadre du développement virtuel la Banque mondiale va même servir de laboratoire d'essai, testant sur elle-même la stratégie avant son implantation dans les PED.

5-2-1-UNE «KNOWLEDGE BANK»

J.D. Wolfenshon va donc d'abord expérimenter la nouvelle stratégie sur la Banque mondiale elle-même, qui deviendra ainsi le premier receptacle du KMDP. Le nouveau président entreprend alors de transformer son institution en une « Knowledge Bank », une « Banque de savoir » destinée à devenir à son tour par

la suite « *un puissant fournisseur de la sagesse du développement, désintéressé, pratique, accessible, respecté pour la profondeur de son expertise technique.* » (Banque mondiale; 98-99, p15).

Et c'est ainsi qu'au milieu des années 1990, la Banque mondiale devenait le premier pensionnaire et pépinière du KMDP. L'expérience va viser tout particulièrement la gouvernance de l'institution : il semble en effet que de la radicale transformation de celle-ci, de son passage réussi vers un nouveau modèle de gouvernance plus approprié au contexte général, dépendrait le succès de sa métamorphose, et donc, de celui de la nouvelle stratégie de développement dans son ensemble. Ce nouveau modèle que choisit James. D. Wolfenshon pour la Banque mondiale, c'est le modèle de gouvernance des multinationales commerciales, qu'il considère comme le modèle de gestion par excellence que devront adopter toutes les organisations, et montre ainsi la voie à suivre avec sa propre institution. Ainsi pour mieux implanter et promouvoir le KMDP, la Banque mondiale devrait désormais calquer son mode d'organisation et de gestion internes sur celui des multinationales d'affaires ; l'objectif visé était de parvenir à l'arrimer à « *l'extraordinaire mutation de l'économie mondiale (...) qui se caractérise par un essor prodigieux du commerce mondial et de l'investissement privé* » (Banque mondiale; 98-99, p53). Il s'agissait en d'autres termes, diront certains commentateurs, de « *permettre à la Banque mondiale de se transformer en un organisme réactif et compétitif, capable de prendre des marchés à d'autres institutions de coopération internationale.* » (Renaud, 2005).

Concurrence, agressivité et réactivité, tels sont donc désormais les maîtres-mots devant régir la gestion interne et l'activité extérieure de la Banque mondiale. À cet effet, James. D. Wolfenshon entreprend une vaste opération de réorganisation et

de rationalisation des structures de gestion de l'institution à l'interne, en même temps qu'il réoriente sa mission générale; laquelle en regard aux impératifs nouveaux du KMDP, sera désormais plus axée sur le rendement et les résultats; en un mot, sur la rentabilité financière.

Et l'implantation du KMDP à la Banque mondiale fut semble-t-il un grand succès : « *En 2004 et pour la cinquième année consécutive, la Banque mondiale est classée par Teleos parmi les 20 « entreprises de savoir les plus admirées ». Elle voisine avec BP, Shell, Ernst & Young, HP, IBM et Microsoft...* » (Renaud, 2005).

5-2-2-LE KNOWLEDGE SHARING PROGRAM

L'échantillon Banque mondiale ayant testé avec succès le KMDP, l'étape suivante fut celle de la généralisation de la théorie désormais ainsi éprouvée à l'ensemble de destination, en l'occurrence les PED. Et l'implantation du KMDP dans ces pays va s'opérer sous le mode d'un « *knowledge sharing* » ou « partage de connaissances »; et qui sera directement bâti sur les leçons et expériences par la Banque mondiale acquises en matière de KMDP. Un nouveau programme spécial dénommé « *Knowledge Sharing Program* » ou KSP est au point à l'intention des PED à cet effet.

Le KSP se voudra cependant une démarche de partenariat élargi de développement. Aux côtés de la Banque mondiale et sur invitation de celle-ci, des nouveaux acteurs font leur apparition dans l'arène du développement des PED. CISCO, MICROSOFT, HEWETT-PACKARD seront de ces multinationales de grande expertise en matière de gestion et dont l'institution de Bretton Woods va

tenir à s'assurer l'assistance et le concours afin de l'aider à pourvoir conseils et contenus aussi bien dans l'implantation que dans la gestion du KSP dans les PED.

5-2-2-1-LE E-LEARNING OU LA MISE EN ŒUVRE DU KSP

Le « e-learning » ou télé-enseignement sera l'instrument principal de la mise en œuvre du KSP dans les PED. Le président de la Banque mondiale, James D. Wolfensohn, estimait que *“l'enseignement à distance peut aujourd'hui mettre à la disposition des millions de personnes l'éducation de qualité qu'elles n'auraient auparavant jamais pu espérer recevoir.”* (Banque mondiale; 1998, p12). C'est donc principalement via l'enseignement à distance que la Banque mondiale décide de traduire dans les faits les mesures de développement virtuel du KSP dans les PED.

L'institution va pour ce faire développer et proposer à ces pays un certain nombre de dispositifs techniques et opérationnels d'apprentissage et de transmission de connaissances à distance. Le Sector Paper de 1995 relevait déjà deux principaux outils de E-learning : le « Global Distance Learning Network » ou GDLN (<http://www.gdln.org>), et les « universités virtuelles », et en particulier l'UVA (Université Virtuelle africaine) <http://www.avu.org>. À ces deux instruments de départ, le RDM 98-99 adjoindra le Cadre Intégré de Développement ou CID (<http://www.worldbank.org/cdf/>).

Ces premiers instruments de E-learning seront par la suite secondés ou complétés par divers autres dispositifs techniques et institutionnels mis au point par la Banque mondiale; en particulier, des sites et des portails Internet spécifiquement dédiés au développement virtuel. Quant aux élèves-pays, les PED, ils seront invités pour leur

part à entreprendre un travail d'aménagement et de mise en place de cadres et structures appropriés aux nouvelles mesures de développement virtuel : des cyberstratégies sectorielles ou d'ensemble; des plans et des politiques, des infrastructures d'apprentissage à distance ou d'accompagnement de cet apprentissage.

De la panoplie technique proposée par la Banque mondiale aux PED aux fins de la mise en œuvre du KSP, nous ne ferons pas ici que des trois premiers instruments évoqués, à savoir : le CID, le GLDN et l'UV.

5-2-2-2-LES UNIVERSITÉS VIRTUELLES

Le "sector paper" de 1995 liste un certain nombre de modèles d'universités nouvelles (universités virtuelles, universités en franchise, universités d'entreprises), avant d'arrêter son choix sur les universités virtuelles. L'UVA (<http://www.avu.org>), l'Université Virtuelle Africaine est cependant l'unique du genre qui sera mise sur pied par la Banque mondiale.

Conçue sur le modèle de l'Université virtuelle mexicaine de Monterrey qui regroupe un consortium de 13 universités étrangères, l'UVA a pour objectif de: « *combler les lacunes existant en Afrique sub-saharienne dans le domaine du savoir (et) permettre de créer la masse critique de cadres nécessaire au décollage économique* » (Banque mondiale-ULB; 1997, p20). Plus spécifiquement, l'UVA a été créée pour répondre au défi nouveau que représente: « *la montée des forces du marché dans l'enseignement supérieur et l'émergence d'un marché mondial pour le capital humain de haut niveau* » et auquel se trouveraient confrontées les universités africaines en grande majorité publiques. Dans un tel contexte la mission

de l'UVA sera « *de relever les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur, d'améliorer la qualité des formations commerciales, scientifique et technique sur tout le continent et de mieux les adapter aux besoins existants. (...)Vingt sept terminaux de réception par satellite ont été installés sur l'ensemble du continent, et une bibliothèque virtuelle a été créée pour suppléer au manque de revues scientifiques dans les universités africaines* ». (Banque mondiale; 98-99, p11)

Le financement de l'UVA viendra d' « *un fonds virtuel mondial pour l'éducation* », qui sera pourvu par un consortium de bailleurs de fonds privés. Ces fonds seront gérés sous la coordination et la supervision de la Banque mondiale qui est en particulier chargée de s'assurer qu'ils seront utilisés de manière efficace et efficiente par les bénéficiaires. Il faut dire que ce n'est pas la première que la Banque mondiale s'adjoit le concours de partenaires extérieurs dans le cadre de sa mission dans les PED. Déjà avant l'UVA, elle avait fait appel à *IBM, Siemens* et *HP* (Hewett-Packard) pour lancer son site *Infodev*. Mais avec pour l'UVA, ce n'est pas seulement de partenariat technique qu'il sera question : la Banque mondiale va beaucoup plus loin en installant les multinationales au cœur même de la démarche, en particulier en ce qui a trait à son financement et à sa gestion: ainsi *Cisco* sera t-il chargé de pourvoir les installations techniques et les contenus d'enseignement de l'UVA, tandis que *Microsoft* est co-financeur officiel de l'opération. C'est sans surprise que le premier président de l'UVA, Jacques Bonjawo, soit un homme du sérail de l'entreprise de Bill Gates, au sein de laquelle il était jusque-là « *senior manager* ».

5-2-2-3-LE GDLN

Le Global Distance Learning Network ou GDLN (<http://www.gdln.org>), est comme son nom l'indique, un réseau-instrument de télé-enseignement. Le GDLN organise par vidéoconférence et par l'intermédiaire des CED, « Centres d'Éducation à Distance », des séances et des sessions d'information et de formation à l'attention des Hauts fonctionnaires et des hommes d'Affaires des PED. Ces formations portent principalement sur deux types de savoir : « les savoirs technologiques et l'information socio-économique »; CISCO qui en est le principal fournisseur, est une multinationale reconnue pour son leadership mondial en matière de nouvelles technologies de communication : « Avec 80 % du marché mondial des boîtiers d'interconnexion pour les réseaux informatiques et télécoms, CISCO est, comme Microsoft, un des principaux leaders du marché de l'informatique. Les académies CISCO proposent un enseignement standard à travers des relais locaux implantés dans 145 pays. Le produit inclut la formation, l'évaluation et les diplômes : Cisco Certified Network Associate (CCNA) et Cisco Certified Network Professional (CCNP) Formation, logiciels libres et partenariat public-privé » (Pascal Renaud, 2005)

5-2-2-4-LE CID

Le CID ou Cadre Intégré de Développement (<http://www.worldbank.org/cdf/>) se veut un espace nouveau du développement des PED, directement basé sur le Knowledge Sharing (KS) et organisé autour d'un site portail dénommé le Réseau d'Idées pour le Développement ou RID. Le RID, une sorte de centrale d'expertise en matière de développement, est animée par les meilleurs spécialistes mondiaux sur la question, et propose cinq thématiques d'activité et d'intervention: 1)

l'Échange pour l'Efficacité de l'Aide; 2) le Marché du Secteur Privé; 3) les réseaux de la société civile et de la communauté; 4) le Portail des pays ; 5) la chambre de compensation de développement. Ce réseau virtuel, repose essentiellement sur les NTIC, et sur en particulier le plus emblématique d'entre elles, l'Internet. C'est via ce médium en effet que le CID organise un espace dénommé « *le marché Web du développement* » où se rencontrent « économies apprenantes » et « économies expertes ». Ce « marché Web » cependant, ne se limite pas aux seules activités de développement et de KSP stricto sensu; il se veut également un vivier de « world business » où se côtoient et commercent des négociants de toutes sortes, des spécialistes en matière aussi bien de « développement » que des « affaires » au sens large du terme. Le Réseau International pour l'Échange d'Information pour le Développement, (INDIX) (<http://indix.org/>) a été spécialement créé par la Banque mondiale pour organiser cet espace d'échanges et de transactions commerciales et marchandes, organisé autour du KSP.

5-3-LE KMDP ET LA GESTION DE L'INFORMATION

5-3-1-NTIC ET DÉVELOPPEMENT : UNE NOUVELLE ÈRE DE L'IMMATÉRIEL

Àvec de la connaissance, l'information est l'autre dimension du KMDP de la Banque mondiale dans les PED, elle aussi considérée comme à la fois source et ressource de développement pour ces pays. L'information à l'instar de la connaissance, passe pour être plus généralement la grande retrouvaille de la postmodernité et en même temps son trait caractéristique le plus marquant : *«Chaque société, écrit David Bell, est une société de l'information et chaque organisation est une organisation de l'information, tout comme chaque organisme est un organisme d'information. L'information est nécessaire pour organiser et faire fonctionner toute chose depuis la cellule jusqu'à General motors »*. (1979, p45).

Le couple connaissance/information - tant en ce qu'il introduit à de formes radicalement nouvelles d'organisation que parce qu'il bouleverse bien de schèmes et de schémas que l'on croyait durablement établis dans le procès de la production de la richesse économique actuelle, passe pour être comme à la fois le nerf et le sang de la postmodernité économique *« Au cours des 200 dernières années, explique Jean-Claude Lorin, les théories économiques néo-classiques n'ont reconnues que deux facteurs de production: main d'oeuvre et capital. Ceci est en train de changer. Information et savoir remplacent capital et énergie en tant qu'actifs principaux créateurs de richesse, de la même manière que ceux-ci avaient remplacés main d'oeuvre et propriété agraire deux siècles auparavant »*. (2000).

5-3-2-NITC, OUTILS ET FACTEURS DE PRODUCTION

S'il apparaît de nos jours comme un facteur essentiel de production économique, ce couple information/connaissance se trouve d'autre part, dans sa production comme sa gestion, intimement lié aux nouvelles technologies appelées communément NTIC. Celles-ci, selon la définition qu'en donne l'UNESCO, renvoient « *aussi bien à des objets matériels, outils, procédés qu'à des objets immatériels, des connaissances, des contenus, des symboles. Ces techniques couvrent les trois grandes branches de la communication : les télécommunications (téléphone, transmissions par câble ou par satellite), l'informatique au sens large et l'audiovisuel* ».

À l'instar de leur contenu, l'information et la connaissance, considérées elles aussi comme un facteur de richesse et de croissance aux potentialités économiques incommensurables et déterminantes, ces technologies passeraient aujourd'hui pour être le « *nouveau support de la croissance, comme l'industrie automobile a pu l'être après-guerre* » (Bellon, 2001, p8). Mais en même temps, complément stratégique et naturel à leur objet, les NTIC, du fait de ce double positionnement, occupent aujourd'hui une place et un rôle centraux dans le sein des processus et mécanismes de création de la richesse économique : « *les progrès technologiques du 20ème siècle ont transformé la majeure partie du travail créateur de richesses d'une base "physique" à une base "connaissance". Technologie et savoir sont maintenant les facteurs clés de production* » (Lorin, 2000). C'est pourquoi, à la différence de l'industrie automobile par exemple, ces technologies apparaissent dans le procès de la production économique actuelle plutôt comme à la fois facteur et outil directs de production : ressource de production en elles-mêmes, elles sont

en même temps également un instrument de création de richesse, un levain économique aux externalités et aux potentialités immenses pour pratiquement toutes les autres composantes de l'économie. Les NTIC de ce fait, ne font pas qu'organiser efficacement la production, elles introduisent et organisent une nouvelle forme d'économie, que la Banque mondiale appelle « Knowledge Economy » ou « knowledge based Economy » (OCDE,1996) « Économie fondée sur la connaissance » (EFC); une « Digital Economy » (McKenzie,2003), parfois aussi appelée « 9è Économie ». Bref, une en tout cas « Nouvelle Économie », radicalement différente de l'économie capitaliste classique dont parle Lorin, et qui « *se caractérise par une accélération du rythme des innovations, par une production de savoir de plus en plus collective et par une croissance massive des externalités notamment une croissance des NTIC.* » (Djeflat ; 2007).

5-3-3-NTIC, DÉVELOPPEMENT ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Apparaissant comme à la fois support et facteur de croissance et unanimement acceptées comme tels, c'est donc tout naturellement que l'on retrouve les NTIC au cœur de toutes les grandes initiatives de développement des PED d'aujourd'hui. Cependant, le développement attendu de ces technologies, ce n'est pas ce développement du jargon développementiste traditionnel, général et qui frise l'abstraction, mais un développement nouveau clairement spécifié, qui a pour nom la « *Société de l'information* ». Modèle par excellence que devront réaliser tous les PED pour atteindre le développement à cette ère de l'EFC et des NTIC, la « *Société de l'information* » serait pour ainsi dire aujourd'hui la nouvelle panacée

de développement; le “ *centre de la rhétorique dominante.(...) C’est le terme convenu, le lieu commun pour désigner les innovations techniques et leurs conséquences sociales. Elle contient le présupposé, le postulat selon lequel l’information et sa densité seraient en quelque sorte la particularité dominante de notre société* ». (Guillaume, 2004; p29).

Le concept de « *société de l’information* » fait historiquement son apparition aux Etats-Unis d’amérique au milieu des années 90. Le capitalisme classique industriel s’essouffait alors, et le capitalisme financier émergent et dont l’essor est directement relié aux innovations technologiques prenait une place prépondérante au sein de la société et de l’économie américaines. C’est alors qu’apparut l’idée « *d’une société fondée sur la connaissance (...) la nouvelle économie émergeait et entraînait les Etats-Unis dans le cycle de croissance le plus long de toute l’histoire économique de ce pays. Or ce qui était au cœur de la nouvelle économie et en justifiait l’appellation, c’était l’explosion des technologies de l’information et de la communication (les « NTIC » ou les « TIC » (...)) La preuve était ainsi en quelque sorte administrée sur le terrain que l’investissement dans ces domaines était un facteur déterminant de la croissance et de la compétitivité* » (Paulré; 2004).

Ainsi désormais pour les PED, le modèle de société de développement à suivre et à reproduire n’est plus comme le préconisait W.W. Rostow, la société américaine industrielle et fordiste de Harry S. Truman, mais la nouvelle « *Société de l’information* » née de la convergence entre connaissance et technologie, de Al Gore, Bill Clinton et Bill Gates. Et c’est ainsi que dès 2000, le PNUD intègre les NTIC à son fameux « *Indice du développement humain* » (IDH) sous la forme d’un « *indice d’accès numérique* », instituant et formalisant par là même la consécration de ces technologies au sein de la logique du développement des PED. Les Nations

Unies poursuivront sur cette lancée et feront reposer par la suite entièrement sur ces technologies toutes leurs démarches de développement; et en particulier, leur fameuse stratégie globale de développement dite de « *L'Objectif de développement pour tous* » adoptée en 2000. À cet effet l'ONU initie en décembre 2001 une rencontre mondiale qui sera organisée sur le thème de « *la Société de l'information* ». Cette rencontre aura lieu en deux temps: une première conférence sur le thème se tiendra en 2003 à Genève; et une seconde rencontre sera organisée à Tunis en 2005 sous la forme d'un « Sommet Mondial de la Société de l'information » ou SMSI.

Les Nations-Unies donnaient ainsi le coup d'envoi officiel et général. À partir de ce moment il devenait difficile de découpler NTIC et développement des PED. L'importance de ces technologies serait si déterminante pour le développement de ces pays que M. Hammoud Touré, le président de l'IUT, l'institution co-organisatrice du SMSI avec l'ONU, ira jusqu'à prôner pour l'Afrique « *un Plan Marshall pour la connectivité des TIC* ». « *Les TIC, dira t-il, sont un catalyseur, un moteur pour tous les secteurs de l'économie. Ce serait le coup d'accélérateur permettant de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.* » (Cité par Renaud, 2005). Et ainsi et très vite la frénésie de recours aux NTIC pour réaliser la « *Société de l'information* » gagne toutes les autres grandes instances du développement des PED. En 2010, la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Africaine (la plus grande organisation pan-continentale), consacrait à ces technologies une session spéciale sous le thème de « *Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique : Défis et Perspectives pour le Développement* ». Cette session avait lieu dans le cadre du Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir (PARAES), adopté quelques années plus tôt. D'autres

institutions de moindre envergure du continent, telle la CEA, soucieuses elles aussi de contribuer à l'avènement en Afrique de la « *Société de l'information* », vont également mettre ces technologies au centre de leurs préoccupations de développement. Naturellement, les États africains ne seront pas du reste, qui mettront en place individuellement ou collectivement, des mesures appropriées afin de pouvoir pleinement participer à cette ruée mondiale au développement virtuel via les NTIC pour la réalisation de leur développement, désormais synonyme de « *Société de l'information* ».

5-3-4-BANQUE MONDIALE ET NTIC POUR LE DÉVELOPPEMENT

Au sein de cette mouvance généralisée de recours aux NTIC pour la « *Société de l'information* » devenue synonyme de développement des PED, la Banque mondiale fait tout bonnement figure de pionnière. Le prix Nobel d'Économie 2001 reçu par Joseph Stiglitz, récompensait les travaux de cet ancien vice-président de l'institution sur l'idée entre autres, que l'information joue un rôle déterminant dans la dynamique de la croissance économique (Paulré, 2004). Et ce terme de « *Société de l'information* » que le SMSI onusien officialise au milieu des années 2000, se trouvait déjà en usage à la Banque mondiale une dizaine d'années plus tôt. L'institution de crédit résolument engagée à « *introduire les PED dans le nouveau monde de l'information* », lançait en effet dès 1995 son programme *Infodev* qui se donne pour mission de collecter au moyen d'un portail internet le « *savoir global* » sur le développement en vue d'asseoir la « *Société de l'Information et du Développement* » dans ces pays.

Ce n'est donc pas surprenant si toute la stratégie du KMDP a été organisée autour des NTIC, qui en sont un élément central et un pilier moteur. En effet dans la logique de développement virtuel de la Banque mondiale, si c'est sur le « E-learning » que repose la portion « gestion de la connaissance » de la stratégie; le second volet de « gestion de l'information » lui, se fonde entièrement sur ces technologies. Facteurs de production et de croissance, les NTIC passent aux yeux de la Banque mondiale également pour être les meilleurs outils de gestion de l'information pour le développement. Selon elle dans les PED, l'information et les NTIC, « *devraient ouvrir la voie à un rattrapage rapide du retard, à une forte croissance économique et à une nette amélioration des conditions de vie* » (98-98, p3).

Perçues par la Banque mondiale comme une véritable panacée de développement, ces technologies pourraient selon elle permettre à un continent comme l'Afrique de tout simplement « *brûler les étapes du développement* ». Pour elle, le pouvoir économique démultiplicateur des NTIC est indéniable : source en elles mêmes de nouvelles opportunités économiques et stratégiques, elles sont en même temps des technologies génériques qui « *modifient clairement ce que les entreprises, les organisations et les populations peuvent faire et la façon dont elles peuvent le faire. Elles élargissent le champ d'action à des domaines qui n'auraient pas existé avant. En tant qu'outils de calcul, de tri, de recherche et d'organisation, elles sont de nature à affecter toutes les activités dans lesquelles l'organisation, le traitement de l'information et la communication sont importants, autrement dit l'ensemble des activités de la société* ». (98-99, p8)

5-3-5- DES CONDITIONNALITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Cependant, et ce à l'image de toutes les autres stratégies précédentes de développement de la Banque mondiale dans les PED, l'adoption et la mise en place du développement virtuel par ces pays vont être conditionnées par la mise en place par ceux-ci de certaines réformes institutionnelles.

Pour l'institution de Bretton en effet, si les technologies, les connaissances et compétences à « transmettre » dans le cadre du KMDP sont choses importantes, la stratégie pour autant ne néglige pas les savoirs endogènes, pas plus que les mesures à adopter localement pour sa mise en œuvre efficace. C'est dire que le socle qui va accueillir et gérer le contenu de savoir de développement virtuel que la Banque mondiale et ses « partenaires stratégiques » s'appêtent à fournir aux PED, est tout aussi fondamental dans la démarche générale que ce contenu lui-même. Trois facteurs selon la Banque mondiale, garantissent le succès de la mise en place de la stratégie: « *le libre-échange, l'investissement étranger et l'exploitation sous licence de technologies importées* »; car estime-t-elle, « *l'ouverture à l'investissement direct étranger, qui va de pair avec le libre échange, favorise en soi l'acquisition des connaissances* » (RDM 98-99, p8).

5-3-5-1-DÉVELOPPEMENT VIRTUEL ET RÉFORMES DANS LES PED : « CE QUE DOIT FAIRE L'ÉTAT »

Dans la nouvelle stratégie de développement virtuel de la Banque mondiale, l'État national des PED sera le partenaire principal et directement impliqué au cœur de la

mise en œuvre de la stratégie. L'État en effet s'y trouve interpellé à un double statut : en tant que principal concerné par ces réformes dans la mesure où celles-ci impliquent de sa part la cession d'une certaine part dans ses rôle et place au sein d'une économie nationale, qu'il gérait naguère seul souverainement; mais la nouvelle stratégie l'interpelle également en tant qu'interlocuteur privilégié et en même temps principal responsable, maître d'œuvre local des mesures retenues et de leur mise en application. Le RDM 98-99, qui est un des textes de base de la Banque mondiale en matière de développement virtuel, présente de larges passages consacrés à ces mesures. En particulier le dernier chapitre du Rapport (pp162-177) intitulé : « *Que doit faire l'État ?* », se veut une sorte de guide d'emploi et en même temps un recueil de consignes essentielles que devra observer l'État national des PED dans le cadre de la stratégie nouvelle de développement. Nous reproduisons ci-après quelques extraits qui nous semblent significatifs de ce chapitre :

« Du principe général selon lequel les institutions devraient agir en fonction de leurs avantages comparatifs, il découle que l'État doit se consacrer aux missions que le secteur privé risque fort de ne pas prendre en charge, efficacement du moins. » (page 162).

« L'État doit assurer le libre jeu de la concurrence et mettre en place le cadre réglementaire approprié pour libérer l'esprit d'initiative du secteur privé, inciter ce dernier à fournir les équipements et les services de télécommunications et l'encourager à promouvoir l'utilisation des technologies nouvelles » (page 167).

« L'information est le nerf du marché, mais elle est parfois insuffisante car elle n'est pas toujours source de revenus pour ceux qui la génèrent. Aussi pour jeter les bases d'un développement fructueux ayant le marché pour moteur, il revient aux

pouvoirs publics de fournir les informations nécessaires au suivi de la qualité, des opérations et des transactions » (page 171).

« À la base des théories actuelles du développement se trouve le principe que les marchés fonctionnent assez bien pour promouvoir la croissance et faire reculer la pauvreté (...) Pour cela l'État agira en libéralisant les échanges, en encourageant la formation permanente et en instaurant un cadre réglementaire qui favorise la concurrence dans le secteur des télécommunications » (page 177).

Ainsi, conformément aux consignes-conditionnalités de développement virtuel de la Banque mondiale, les PED se lancent au milieu des années 90 dans de grandes réformes institutionnelles. Le secteur économique prioritairement visé par ces réformes de libéralisation et de déréglementation, est celui par excellence des NTIC : les télécommunications. En Afrique de l'Ouest par exemple, où partout celles-ci étaient naguère un monopole public, *« le retrait de l'État est posé comme préalable à toute action financière visant à développer le domaine des communications. Toute intervention de l'État est jugée néfaste, et un développement réel et durable est conditionné au désengagement total des autorités officielles au profit des opérateurs privés » (Brunet, 2002, p4.)* Une telle ouverture, selon la Banque mondiale, devrait permettre une utilisation plus efficace et plus efficiente des NTIC et ainsi garantir la réussite de toute la stratégie : *« les partenariats public-privé et la concurrence efficace seraient indispensables pour élargir leur portée et leur utilisation afin de répondre aux défis du développement ».*

Les nouvelles réformes de libéralisation dans les NTIC viendront ainsi s'ajouter à celles déjà engagées dans le cadre des initiatives précédentes de développement de la Banque mondiale.

5-3-6-COMMENT QUALIFIER ET APPRÉCIER CES RÉFORMES ?

Comme les y exhorte expressément la Banque mondiale, et ce, afin d'accueillir les savoirs nouveaux de développement et en même temps favoriser meilleurs apprentissage et appropriation de développement virtuel, les États des PED vont lancer de grands chantiers de réformes de privatisation et de libéralisation économiques. Mais comment apprécier ces réformes ? Sur quelle base, et comment identifier ce qui en fait la nature profonde?

Pour sonder afin de pouvoir jauger et juger ces nouvelles démarches de la Banque mondiale dans les PED, plusieurs avenues sont possibles. Le chercheur peut y parvenir à partir d'une étude et d'une analyse d'ensemble du KMDP; de ses mécanismes et procédés; de son insertion dans les espaces nationaux des PED et des enjeux et défis qu'il suscite... c'est la voie qu'emprunte dans quelques textes souvent cités ici (2000; 2003; 2005) un Pascal Renaud par exemple. Une autre voie pour le chercheur serait de prélever au sein du répertoire général de développement virtuel un élément-échantillon représentatif de l'ensemble et d'en entreprendre une étude longitudinale qui en ressort les principales caractéristiques et enjeux. Et c'est un peu ce que fait JP Loiret par exemple, avec une thèse de doctorat de près de 500 pages (2007) consacrée à l'enseignement à distance et l'UVA, une dimension de l'une des composantes du KMDP, en l'occurrence sa portion « Gestion de la connaissance ». Et enfin, une autre alternative pourrait être de considérer à l'œuvre les mesures et réformes de développement virtuel afin de pouvoir apprécier et qualifier les changements et transformations structurels et significatifs qu'elles provoquent; et c'est la démarche que nous proposons ici en tentant à partir d'une sorte d'étude de cas, d'apprécier l'efficacité de ces réformes.

L'objectif de la démarche étant bien sûr, non pas d'évaluer quantitativement ces mesures ou de mesurer de façon chiffrée leur impact, mais conformément à notre problématique de thèse, de déterminer plutôt les caractères rationnels et raisonnables ou non de ces réformes et des changements structurels qu'elles suscitent, notamment sur le principal concerné de l'affaire : l'État-nation des PED. Pour cela, et sans toutefois être une étude systématique de cas, ce travail va s'appuyer sur un exemple précis : celui du Sénégal. L'objectif étant encore une fois, de comprendre et d'analyser les effets de ces réformes sur l'architecture et la configuration générale de l'État de ce pays, dans sa nature comme dans sa fonction.

CHAPITRE 6 : LE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL AU SÉNÉGAL OU UN EXEMPLE D'APPLICATION DU PDBM

6-1-LE CHOIX DU SÉNÉGAL

Même si le partenariat au développement de la Banque mondiale avec ces pays s'établit sur une base individuelle, les stratégies du PDBm ne sont pas cependant spécifiques à un pays donné, donc conçues à la pièce et sur mesure, mais visent l'ensemble des PED. Aussi le choix du Sénégal pour illustrer une stratégie conçue pour un ensemble non homogène de pays, peut paraître à priori arbitraire. D'autant plus aussi que par ailleurs, même dans son environnement sous-régional immédiat, ce pays n'offre que peu de grande originalité au sens strict. En effet, ex colonie française d'Afrique de l'Ouest, plusieurs traits et institutions historiques, politiques et économiques qui caractérisent et déterminent le Sénégal, ne lui sont pas propres ou exclusifs, mais se rapportent également à bien d'autres États de la sous-région avec lesquels le Sénégal partage certes une histoire et un passé coloniaux communs dans le cadre de l'AOF notamment, mais également aujourd'hui encore, des institutions économiques et politiques importantes et fondamentales, telles que la BCEAO- une banque centrale que ce pays se partage avec sept autres États de la sous-région ouest africaine et d'autres organisations importantes telles l'UEMOA ou la CEDEAO.

Pour illustrer ce passage sur les réformes de développement virtuel de la Banque mondiale, trois raisons cependant justifient à nos yeux le choix de ce pays sinon par rapport à l'ensemble des PED, tout au moins relativement à cette sous-région

Ouest africaine dont nous parlons. La première est d'ordre purement pratique : la présente recherche fait suite à un mémoire de maîtrise² qui porte sur le Sénégal et dans le cadre duquel nous avons séjourné et accompli des recherches dans ce pays; ce travail de thèse poursuit et approfondit certains aspects de ces recherches. Les deux autres raisons sont d'un ordre institutionnel et propres au rapport que ce pays entretient en particulier avec les réformes de la Banque mondiale et les secteurs des NTIC et des télécommunications. Si comme le soulignons les réformes de la Banque mondiale sont en effet conçues pour l'ensemble des PED, pour autant elles ne sont pas cependant partout adoptées et appliquées pareillement; et le Sénégal sur ce plan, semble se distinguer de bien de PED d'Afrique, par l'ampleur (*Dembélé, 2003*) mais surtout par le nombre de réformes accomplies (*Diop, 2004*). Ce pays est en outre un des cinq membres fondateurs du NEPAD, qui est le nouveau cadre négocié de développement entre les pays d'Afrique et leurs partenaires, dont la Banque Mondiale. Il constitue de ce fait une véritable « vitrine » des réformes et fait figure de pionnier dans ce domaine, démontrant selon certains, un « engagement exemplaire » aussi bien pour ces réformes que pour la priorisation et le développement du secteur des NTIC.

6-1-1-LE SÉNÉGAL, UN ENGAGEMENT EXEMPLAIRE

Au plan de l'adoption et de la mise en œuvre des mesures de développement virtuel de la Banque mondiale, le Sénégal se démarque effectivement de bon nombre des pays du continent africain. Très tôt dès au démarrage des

² Maitourama, M. Kadey, « *La Bonne gouvernance, nouveau paradigme des stratégies d'aide au développement. L'exemple du NEPAD au Sénégal* » Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, juin 2005.

Programmes d'Ajustement Structurel en 1985 déjà, le gouvernement sénégalais avait fait du secteur des NTIC une priorité, et avait procédé à la modernisation de ses infrastructures. En 1987, le Comité National informatique (CNI) créait en son sein une structure spécifique dénommée la Délégation à l'informatique (Dinfo), et qui avait entre autres missions, de « *promouvoir l'application de l'informatique dans l'économie* ». Premier pays du continent à avoir expérimenté internet en 1989 (Renaud, 2000), le Sénégal, membre fondateur du NEPAD, est dans le cadre de ce plan panafricain de développement, le pays en charge des NTIC pour l'ensemble du continent. Ce leadership n'est pas fortuit : une politique volontariste et avant-gardiste d'implantation et de développement du secteur a très tôt porté fruit et par ailleurs, le pays a fait preuve d'un réel engagement à réaliser mieux que d'autres les réformes liées à ce secteur. En effet, encouragés par l'Union Internationale des télécommunications (UIT), l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale, pour laquelle « *l'Afrique doit surfer la grande vague de la révolution technologique sinon elle sera encore plus marginalisée que jamais* », une vingtaine d'États du continent africain avait alors souscrit à un Accord mondial sur le sujet en 1997, et s'était engagée dans l'adoption des NTIC pour son développement et la voie de la libéralisation du secteur des télécommunications. Mais de ces pays, le Sénégal serait aujourd'hui après l'Afrique du Sud, le pays qui possède, selon l'UIT, le système de communication le plus performant en Afrique, (Source : CIDIF, <http://inforoutes.cidif.org>)

Ainsi lorsqu'il privatisait la Société nationale des télécoms (la Sonatel) en 1996, le réseau national était largement numérisé; le seuil de 10 lignes principales pour 1000 habitants était franchi (Source : Site Ministère des Télécommunications du Sénégal). Par ailleurs, des facteurs comme un développement poussé de

télécentres; la concession à des personnes privées des lignes publiques; l'octroi des licences d'exploitation...ont également concouru à dynamiser le secteur. Les prévisions officielles, optimistes, confirment par cette tendance : « *le parc téléphonique sera porté à plus de trois millions en 2008, et à cet horizon, plus de 9.500 villages seront raccordés alors que la totalité des 14.200 villages centres le seront d'ici 2010.* » (Malick Sylla, 2005).

Ce n'est donc pas un hasard si c'est ce pays que choisit la Banque mondiale en avril 1997 pour l'inauguration et le lancement du volet francophone de l'UVA. Et même par la suite, c'est toujours au Sénégal que se dérouleront les rencontres au sommet organisées dans le cadre de cette initiative-clé de l'institution de Bretton Woods dans les PED d'Afrique. Dakar la capitale du Sénégal, sera élue pour recevoir le siège du « Campus numérique francophone » des Académies CISCO, cette entreprise « partenaire stratégique » de la Banque mondiale dans le cadre du KMDP. C'est également dans cette ville que se tiendra en mai 2007 sous le thème de « *Connaissances afin de repositionner l'Afrique dans l'économie mondiale* », la 3^e Conférence internationale du "Knowledge Management Africa" (KMA). D'autre part, le président du Sénégal, Me Abdoulaye Wade, fervent adepte des NTIC et de la « *Société de l'information* », est connu pour s'être illustré au SMSI dans son combat pour la création d'un « fonds de solidarité numérique » pour les PED...

Autant d'éléments et de facteurs donc, qui font la singularité du Sénégal dans le domaine des NTIC, de la libéralisation dans ce secteur d'activité et d'engagement pour la « *Société de l'information* » et qui justifient à nos yeux le choix de ce pays pour illustrer notre propos.

6-2-LE SÉNÉGAL ET LES RÉFORMES DE DÉVELOPPEMENT VIRTUEL

6-2-1-LE CADRE INSTITUTIONNEL DES RÉFORMES

Le KMDP de la Banque mondiale était à peine lancé, lorsque le Sénégal définissait en 1995 ses nouvelles stratégies en matière de télécommunications et rendait publique une « Lettre de politique Sectorielle des Télécommunications » (LPS), (artp-senegal.org/telecharger/politique_sectorielle.pdf). Dans ce document rédigé en conformité avec le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) défini par la Banque Mondiale et le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) établi par le pays, le gouvernement sénégalais déclare entendre « *relever les défis du 21ème siècle en matière de télécommunications et résorber la fracture numérique en arrimant le Sénégal à la société de l'information* ». Et pour atteindre ces objectifs, l'État a retenu trois axes majeurs : la promotion de l'État de droit, une régulation sectorielle efficace, et l'ouverture du secteur à la concurrence. Sur le premier point l'État sénégalais entend par le biais du Ministère de Postes des Télécommunications et des NTIC, renforcer le dispositif institutionnel en s'assurant d'une répartition claire des missions liées à la réglementation d'une part, et celles concernant la régulation d'autre part. Le second axe renforce les pouvoirs de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) et le troisième concerne la mise fin définitive du régime de monopole de la Société Nationale des Télécommunications (Sonatel).

La seconde LPS du gouvernement sénégalais signée en janvier 2005, poursuit et approfondit pour l'horizon 2004-2008 les orientations du Sénégal en matière de

développement virtuel, telles qu'elles avaient été définies et spécifiées dans la 1^{ère} LPS.

6-2-2- LE CADRE PHYSIQUE DES RÉFORMES :

Faisant le constat que déjà « *un grand nombre de pays ont réformé leur secteur des télécommunications, ou sont entrain de le faire, par la révision de leur législation ou l'adoption de nouvelles lois, afin de s'adapter à la mutation rapide de l'environnement des communications* »(www.telecom.gouv.sn), le gouvernement du Sénégal se dit à son tour résolument engagé à s'insérer dans ce mouvement général vers la « *Société de l'information* ». Et la privatisation de la Sonatel passait pour être l'une des mesures les plus importantes et les plus à propos au cœur de cet engagement. Même si une telle démarche cependant avait de quoi surprendre, commel le relève Patrick Plane; « *En 1992, écrivait-il, le Commissaire sénégalais à la réforme du secteur parapublic ne doutait pas un instant que toutes les entreprises publiques nationales fussent privatisables à l'exception des «intouchables», les « 4S » (SNE, SOTRAC, SENELEC et SONATEL) comme on se plaît à les désigner à Dakar* » (1998, p21). Mais aussi invraisemblable que cela puisse être, quatre années plus tard en 1996, la Sonatel sera bel et bien privatisée; ce joyau de l'économie sénégalaise devenait ainsi désormais un bien majoritairement privé. Et si elle était une démarche au cœur même des réformes à entreprendre de développement virtuel de la Banque mondiale, dont elle constituait une des mesures conditionnelles clé, la privatisation de la Sonatel cependant n'épuisait pas celles-ci. Bein au contraire, elle va plutôt apparaître comme une sorte de prélude; le point de départ à d'autres réformes semblables de libéralisation

touchant d'autres secteurs d'activités économiques essentielles (l'eau, l'énergie, le transport...) dans ce pays.

Ainsi à partir de 1996 au Sénégal, les télécommunications nationales devenaient le marché sénégalais des télécommunications; le but de l'opération étant prioritairement de briser la situation de monopole dont jouissait jusqu'ici la Sonatel et ainsi favoriser l'entrée des opérateurs privés sur cet espace national devenu désormais un marché concurrentiel ouvert. Il semble que le plus de concurrents se trouveraient sur ce marché, le mieux serait pour l'économie sénégalaise. Le gouvernement sénégalais s'attellera de ce fait également à la diversification de la concurrence sur son marché privatisé des Télécommunications. « *Actuellement avec la libéralisation et les nouvelles orientations du gouvernement*, signale le ministère en charge des NTIC au Sénégal, le MPT-NTIC, *l'Etat du Sénégal compte choisir un troisième opérateur avec une licence globale* » (www.telecom.gouv.sn). La Sentel, 1^{er} opérateur privé apparu en 1999 suite à la privatisation de la Sonatel, se voyait ainsi à son tour adjoindre un nouvel opérateur, un concurrent encore plus puissant.

6-3-PRIVATISATION ET RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Cinq ans après les réformes de développement virtuel amorcées par l'État sénégalais, trois grands concessionnaires se partageaient le nouveau marché des télécommunications du pays. Mais ces réformes de nature économique ont un effet systémique, nécessitant et provoquant des réaménagements dans d'autres domaines de la vie socio-politique, notamment sur plan institutionnel. Un cadre

juridique et légal adéquat serait en effet nécessaire au bon fonctionnement du nouveau marché des télécommunications; et ce notamment, en ce qu'il prévient et réduit les risques liés au coût de transaction sur cet espace marchand naissant. Le gouvernement du Sénégal va donc se doter d'un nouvel instrument à cet égard : le « Code des Télécommunications », qui sera le nouveau cadre législatif qui régit désormais le secteur. Dans le but donc d'accroître cette tendance à l'émergence d'un vrai marché concurrentiel des télécommunications, le pays va également initier d'autres réformes de nature à bien asseoir et sécuriser son nouveau marché de télécommunications. Un nouveau « Code des investissements », plus attractif et plus libéral était en vigueur; pendant que plusieurs nouvelles mesures - des plans et des politiques, des cyberstratégies globales et sectorielles...sont adoptées. Le pays se verra ainsi doter d'une Politique nationale de communication pour le développement (PNCD), initiée elle-même dans le cadre des NICI (National Information and Communication Infrastructures) ou Plan National de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication, conformément au CLSP de la Banque mondiale. Les NICI, Instrument et cadre de mise en œuvre, de diffusion et de transmission de l'information, servent en même temps d'outils de partage et de suivi-évaluation des avancées et des réformes dans le cadre de la Knowledge Economy. Un plan dit d'intégration de la Communication pour le développement (CPD) est également mis en place, afin d'harmoniser à l'échelle nationale et régionale toutes les démarches en matière de gestion de l'information pour le développement. Ces mesures qui ont parfois une portée et une dimension plus étendues, de nature sous-régionale, voire continentale, visent cependant toutes une libéralisation plus poussée dans le secteur des NTIC et la généralisation du développement virtuel et donc une meilleure implantation de la

« *Société de l'information* » au Sénégal. Et ainsi qu'en témoignent les sources officielles (www.telecom.gouv.sn) et plusieurs travaux (Banque Mondiale, 2006; Diop, 2002; Bellito, 2001; Brunet, 2002; Chéneau-Loquay, 2000, 2004; Guillaume, 2004...), parallèlement à un accroissement des investissements et un développement remarquable dans le secteur, la libéralisation des NTIC dans ce pays s'en ira crescendo,

6-4-L'ÉTAT SÉNÉGALAIS FACE AUX DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT VIRTUEL

Si les réformes de libéralisation conduites dans les PED sous l'égide de la Banque mondiale depuis les PAS, ont toujours été en elles-mêmes source d'enjeux multiples, celles entreprises dans le cadre du développement virtuel dans le secteur des NTIC, représentent un double défi. Dans la mesure où ces réformes s'opèrent dans un contexte où les NTIC connaissent un développement et une croissance rapides, suscitant en cela même des bouleversements importants dans les modes traditionnels d'être et d'agir des sociétés comme des institutions. Dans la mesure également où ces réformes touchent directement justement la principale et la plus importante institution de ces pays : leur État national. L'État du Sénégal, comme de l'ensemble des PED, est en effet le premier et principal affecté dans ces réformes de libéralisation dans le domaine des NTIC; les défis que lui posent ces stratégies de virtualisation de la Banque mondiale sont essentiellement de deux ordres : il y a la catégorie de ceux qui sont liés aux technologies elles-mêmes, et celle de ceux qui ressortent des institutions et de la vie politique et économique.

6-4-1-LES ENJEUX LIÉS AUX TECHNOLOGIES

La nature même de l'infrastructure technique et technologique du développement virtuel - c'est-à-dire les NTIC en elles-mêmes, apparaît comme la première source d'enjeux pour l'État au Sénégal. Essentiellement du fait de leur caractère immatériel, les réseaux de communications en effet, modifient sensiblement les règles de fonctionnement et de contrôle de l'État sénégalais sur son territoire. Annie Chéneau-Loquay, géographe française qui s'est longuement penchée sur cet aspect de la question dans le contexte de ce pays, explique : « *la téléphonie mobile ou satellitaire et internet comportent le risque d'un contournement du territoire de l'État à la fois par le haut en raison de la dématérialisation de ces systèmes, et par le bas si ces outils prolifèrent dans les réseaux de l'immense secteur dit informel* » (2001, p16). Ou encore : « *l'offre mobile via satellites sur orbites basses qui permet de communiquer sans passer par l'opérateur national accentuera le contournement de l'État ainsi que la téléphonie par Internet, qui est appelée à se développer considérablement . Mais il n'est pas certain que cette relation forte entre l'État et les réseaux perdure, d'une part, parce que les systèmes illégaux d'approvisionnement en outils de communication se développent et, d'autre part, dans la mesure où les nouveaux systèmes satellitaires sont matériellement indépendants des États qui n'en détiennent que le contrôle légal* » (2003, p10). Ainsi Internet et les satellites en particulier dissolvent pour ainsi dire naturellement les frontières de la réglementation, réduisant considérablement de ce fait les possibilités de contrôle de l'information et d'intervention directe de l'État, qui voit là lui échapper un de ses modes essentiels et séculaires de gestion. Dans ce nouveau contexte, même lorsqu'elle reste possible, une intervention de l'État est

souvent vaine et même à déconseiller : « *la futilité croissante qu'il y a de tenter de définir une juridiction géographique dans une économie mondiale numérique accentue considérablement le risque de fraude, de blanchiment d'argent sale et d'autres délits financiers* » écrit Castels (1998, p.87). Ceci n'est pas la seule source d'inquiétude pour l'État du Sénégal; le caractère transnational du réseau et la fugacité des contenus dans ce contexte particulier des NTIC, caractérisé par une constante évolution très rapide des techniques et des stratégies, lui posent par ailleurs de difficultés d'adaptation et d'appropriation de l'infrastructure et de la superstructure informationnelles elles-mêmes. Ainsi si l'usage des NTIC se généralise dans le pays, l'État sénégalais cependant n'a que très peu de pouvoir de contrôle sur ce phénomène, qui lui échappe aussi bien du point de vue de son contenu que de son expansion. Cette croissance soutenue, rapide et imprévisible des NTIC d'une part et le fait d'autre part que l'usage et l'application de ces technologies connaissent régulièrement de nouvelles dimensions, se généralisant à pratiquement tous les secteurs socio-économiques et tous les aspects de vie courante, ces deux éléments, autorisent en effet peu de maîtrise et d'anticipation ou de prévisibilité quant aux effets de ces technologies. Pour ces mêmes qu'il nous paraît difficile de lister ici tous les enjeux de cette nature liés aux NTIC au Sénégal.

6-4-2-LES ENJEUX DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Si la technologie pose à l'État des problèmes de surveillance, de contrôle et de réglementation, les réformes de libéralisation elles, posent des difficultés d'un autre ordre : pour la Sonatel notamment de celui lié à ce déliquat problème d'équilibre entre mission de service public et rentabilité économique d'une part et d'autre part de

celui que pose l'affrontement commercial avec des adversaires plus puissants. Même privatisée, une part importante de cette entreprise relève encore du domaine public et celle-ci de ce fait reste soumise aux exigences et contraintes liées au service public, qui sont en gros de pourvoir pas seulement de bénéfices financiers pour ses actionnaires et racheteurs, mais également de la rentabilité sociale, comme par le passé. Parce que peu compatibles avec la nouvelle logique de marché ouvert des télécommunications où la déréglementation tout en fragilisant l'espace et le tissu économiques nationaux, met la Sonatel face directement à de concurrents plus puissants, mieux outillés et préparés, ces exigences de service public pour l'ancienne société d'État se révèlent souvent difficiles à respecter. Ainsi cet ancien opérateur public des télécommunications sénégalais désormais privatisé se retrouve-t-il dans une posture délicate, pris en tenaille entre les exigences de production et de développement nationaux de l'État que lui impose son statut de service public, et celles liées de à son état de fournisseur de services privé jouant face à des géants internationaux sur un marché des télécommunications qui n'a désormais de vraiment national que l'espace territorial dans lequel il est circonscrit (et encore! Cf Chéneau-Loquay). Ce jeu a fini par ne plus être tenable pour la Sonatel, signale Gabas (2004); cette concurrence à moyens et potentialités économiques, techniques et financiers très inégaux, a en effet fini par la passer comme purement et simplement un instrument de la stratégie des opérateurs internationaux, pour la plupart ces fameux « *partenaires stratégiques* » de la Banque mondiale dans le cadre du KMDP dans les PED. La marge de manœuvre commerciale était très limitée et la Sonatel avait peu de choix sur ce marché et dans ce contexte de réformes de développement virtuel de la Banque mondiale, où ses concurrents les plus frontaux semblent en effet semblent avoir toujours le dernier mot : « *De nouveaux groupes mondiaux, tels que*

CISCO, qui a le monopole mondial des équipements des réseaux internet, envahissent les marchés africains notamment. Ce sont eux les décideurs politiques : ils imposent leur modèle au nom du partenariat public-privé, construisent les politiques de développement de télécommunications dans les pays d'Afrique et fixent les normes, les choix d'implantation des réseaux sur des critères de rentabilité et non de service public » (Gabas; 2004, p10).

Certes l'État du Sénégal, afin de prévenir une déréglementation et une dérégulation brusques et incontrôlées a pris ses précautions en créant une Agence de Régulation des Télécommunications, l'ART (ART, www.art.sn). La mission confiée à l'ART est de *« jouer d'une part le rôle d'arbitre et de régulateur et d'autre part créer les conditions d'une concurrence saine, dynamique et loyale entre les opérateurs »* (www.telecom.gouv.sn) Mais l'ART, faute de véritable pouvoir et surtout de moyens financiers à la dimension de sa mission, serait en réalité tout bonnement inopérante, comme en témoigne Jaffré: *« l'Agence de Régulations des Télécommunications (ART), dont la naissance avait été saluée par un grand nombre d'acteurs, s'avère être un arbitre impuissant, en l'absence des ressources techniques et juridiques indispensables à son fonctionnement. Dépourvue de véritables moyens d'actions et de sanctions, elle assiste, désarmée, au tir au pigeon contre les opérateurs nationaux qui se font descendre l'un après l'autre par France Télécom»* (2004, p26).

6-4-3-LES ENJEUX ÉCONOMIQUES

Les politiques de libéralisation engagées dans le cadre du développement virtuel au Sénégal sont en fait le maillon d'une chaîne de mesures semblables initiées dans ce pays dès le milieu des années 80 avec les PAS. La libéralisation c'est le

trait de permanence du PDBM, c'est son principal insigne dans les PED. Et celle-ci essentiellement, se traduit par un transfert et une cession des attributions économiques et réglementaires de l'État national au secteur privé; un retrait et un désengagement dans ses rôles et fonctions économiques traditionnels de l'État. Et à cet égard, la libéralisation dans le secteur des NTIC au Sénégal dans le cadre du développement virtuel, ne fait pas exception. Elle s'est matérialisée par la cession au privé de la Sonatel, l'une des plus grandes et des plus rentables entreprises nationales de tous les temps du pays; et par l'adoption souvent au détriment du pouvoir public d'un ensemble des réformes et de mesures destinées à asseoir et à accompagner cette privatisation et à mieux organiser le nouveau marché des télécommunications.

En effet depuis l'indépendance du Sénégal, la Sonatel avec la Sne, la Sotrac et la Senelec ont constitué l'ossature économique du pays, le socle même de base de l'économie nationale. Ce n'était pas un hasard, si peu de temps avant que cela n'arrive, les plus hauts responsables du pays ne croyaient pas à la privatisation des « 4S », comme le rapporte Patrick Plane. C'était en regard de l'enjeu à la fois économique, financier et stratégique que ces entreprises représentent comme notamment principales sources de richesse pour l'économie nationale et pour l'État qui retire ses moyens de fonctionnement pour assurer ses attributs de souveraineté nationale. La Sonatel était jusque là en effet un des démenbvements de l'État du Sénégal, et en même temps, une des mamelles financières de laquelle il trait une part importante des revenus destinés à ses besoins de fonctionnement et à ses dépenses essentielles. Et le priver même en partie de ces ressources qui sont en réalité toujours encore insuffisantes dans ce pays et dans les PED en général, ne va sans imposer des défis importants à l'État sénégalais; ce dont il semble lui-

même conscient lorsqu'il écrit : « *La privatisation est à l'origine de nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les opérateurs de télécommunication. Il faut maintenant compter avec un nouveau partenaire : l'actionnaire, dont l'intérêt, à savoir maximiser ses bénéfices, a de fortes chances d'être différent de celui des pouvoirs publics* ». (www.telecom.gouv.sn).

Pourtant le point de vue qui fonde le KMDP est fort différent. La Banque mondiale en effet ne voit pas de contradiction entre l'intérêt de l'actionnaire privé et l'intérêt public dans ses démarches de privatisation au Sénégal; d'après elle dans ce jeu de partenariat public-privé, tous les partenaires y gagnent, forcément. Dans les démarches de libéralisation de la Banque mondiale, la privatisation, loin d'être synonyme d'amputation signifie au contraire performance, efficacité, et donc rentabilité; celle de la Sonatel est opérée pour les bien et bénéfice du Sénégal également; c'est même au nom de son « développement » qu'elle est initiée. Ainsi, si l'État sénégalais, en tant qu'ancien propriétaire exclusif, a accepté de céder les parts d'action qu'il détenait de la Sonatel au secteur privé, s'est volontairement départi partiellement d'une de ses principales sources de ressources, c'est en principe pour mieux gagner au change.

Qu'en est-il dans les faits ? Ceux-ci sont loin de confirmer les diagnostics optimistes de départ. Au point de vue des retombées économiques et financières pour le Sénégal, la privatisation de la Sonatel présente en effet un bilan mitigé, paraissant bien en deçà des espoirs suscités. Près de 12 années après la première LPS du gouvernement de ce pays, le sénégalais Top Amadou, président d'OSIRIS, fait en effet un terrible constat d'échec : « *L'évolution comparée des actions Sonatel et France Télécom, la première filiale de la seconde ayant vu sa cotation progresser de 150.000 FCFA entre 1998 et 2007 tandis que la seconde progressait*

de 6390 FCFA entre 1997 et 2007 montre bien que l'Afrique est avant tout une zone de superprofits pour les opérateurs de télécommunications alors que la fracture numérique y persiste lorsqu'elle ne s'y accroît pas !"(2007). Et le président d'OSIRIS d'ajouter : "Alors connecter l'Afrique en haut débit oui mais encore faudrait-il que le déploiement des infrastructures se fasse de telle manière qu'il profite d'abord et avant tout à la grande masse des citoyens africains et non aux multinationales étrangères et à leurs actionnaires. L'inflexion de cette tendance lourde implique que les états reprennent le rôle de garant de l'intérêt public qu'ils ont totalement abandonné dans le cadre de la privatisation des opérateurs de télécommunications et de l'ouverture des marchés à la concurrence". (2007).

6-5-SÉNÉGAL : UN ÉTAT TRADITIONNELLEMENT PRÉSENT

C'est un fait que les réformes de développement virtuel de la Banque mondiale dans lesquelles le Sénégal s'est résolument engagé, bouleversent et sapent ses assises institutionnelles traditionnelles; remettant en cause en particulier les rôle et place jusqu'ici dévolus à l'État national dans le sein de son économie nationale. Et ce avec plus d'acuité dans ce pays qu'ailleurs : nous disions que dans le domaine des NTIC le Sénégal se distingue de bien de pays de la sous-région ouest-africaine, nous pensons que cette particularité et cette singularité du pays s'observent en effet au plan politique de l'État et des institutions également.

Dans cet sous-espace africain en effet, même si une communauté de destin historique et politique lie et fait ressembler le Sénégal sur bien des aspects à toutes les autres anciennes colonies de l'Afrique Occidentale Française (AOF), le pays ne demeure pas moins une entité politiquement singulière. Bastion à partir duquel la

France a entrepris et accompli la colonisation du reste de cette sous-région ouest-africaine et de ce fait ancien quartier général politique et militaire de l'état major de ses colonies d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal entretient ainsi depuis toujours des relations privilégiées avec la Métropole qui a initié et implanté dans ce pays- et ce longtemps avant même son indépendance, cet esprit et ce modèle de gestion politiques qui lui sont typiques, c'est-à-dire étatisés et centralisateurs. Le Sénégal a conservé cet héritage et qu'il tend à perpétuer par la suite. Ce fait explique en partie pourquoi le pays reste un modèle de démocratie ou en tout cas, de stabilité politique, et qui en fait cet insigne qui le distingue encore aujourd'hui au plan politique et des institutions de bien d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Cette conception très française de l'État et de la chose politique, restera le canevas, le moule dans lequel l'État national tout entier sera conçu et édifié à l'indépendance du Sénégal (Diop, 2003). D'où donc historiquement dans ce pays, une acceptation très prégnante de l'État sinon comme « État-providence », tout au moins comme « État-redistributeur »; une expérience historique de l'exaltation du contrat social, de la nation et de ses frontières, qui se justifie également par le caractère essentiellement agraire et traditionnel d'un pays sahélien où la terre demeure à la fois le lieu du lien social et une ressource économique de grande importance. Ainsi des éléments comme l'enracinement géographique de l'autorité politique et économique; la souveraineté territoriale; les frontières physiques ou la distinction clairement établie entre la sphère intérieure et la sphère internationale... ont été les cadres-clés autour desquels a été édifié l'État-nation au Sénégal.

Or c'est tout cet ensemble de dispositif historique que les nouvelles réformes de développement virtuel de la Banque Mondiale tendent à remettre en cause : de plus en plus en effet, l'État deviendrait « absent »; l'idée de souveraineté perdrait

son ancrage territorial; les problèmes et enjeux nationaux eux-mêmes, s'éclipsent de plus en plus au profit de préoccupations portées davantage sur des enjeux économiques et politiques de nature transnationale (Guillaume, 2004).

Telles seraient grosso modo l'empreinte des réformes du développement virtuel et la dynamique dans laquelle elles engagent le Sénégal. Pourtant, rappellent Lesourd et Sylla, au départ cet engagement exemplaire et volontaire du pays dans le recours aux NTIC s'expliquait par le fait que traditionnellement dans ce pays *« pour l'État, l'utilisation des TIC était à la fois un moyen et un outil pour renforcer la cohésion sociale, gérer plus efficacement les hommes et les ressources du territoire national, offrir davantage des services sociaux de base, améliorer la justice, la démocratie et la transparence de l'État »* (2004, p88).

CHAPITRE 7 : BANQUE MONDIALE : LES LOGIQUES D'UNE NOUVELLE

RÉORIENTATION

Tout se passe finalement comme si la « Gestion de l'information » de la KMP et le développement virtuel au Sénégal se ramenaient pour la Banque mondiale à simplement faire appliquer et généraliser les réformes de libéralisation dans ce domaine. Or de ces réformes, il ne résulte ni vraiment une mise en place d'un système de gestion formel et rationnel de l'information pour le développement dans ce pays, ni même l'atteinte des promesses et résultats économiques de développement inscrits dans le DSRP élaboré par la Banque mondiale pour le pays. Les effets les plus visibles et les plus significatifs de la privatisation et de la dérèglementation dans le domaine des NTIC au Sénégal, sont en revanche ce tableau qui se caractérise par une réduction accrue et accélérée de la taille, du rôle et de la place de l'État au sein de son économie nationale; une cession des prérogatives économiques et champs de compétence de celui-ci en faveur essentiellement du secteur privé, qui est fortement étranger dans ce pays; bref, par ce que d'aucuns appellent le « l'État minimal » (le slogan officiel retenu au Sénégal était « peu d'État, mieux d'État »).

Mais alors qu'est-ce que l'État minimal, nous demanderons-nous ? D'ou vient à la Banque mondiale- après celui de « sous-développement », ce concept nouveau et unisité, inconnu de l'idéologie libérale du développement, et à forteriori de la Conférence de Bretton Woods ou de la Charte fondatrice de la BIRD ?

7-1-ÉVOLUTION DU DISCOURS DE DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE MONDIALE

Après avoir pris racine dans l'idéologie libérale du développement, le discours de développement de la Banque mondiale va en fait connaître une nouvelle évolution notable; et cela va se traduire pour l'ancienne institution de Bretton Woods par un nouveau changement de cap et d'orientation générale.

Nous le mentionnons déjà dans le passage sur le répertoire de développement économique du PDBm : une rupture radicale dans la logique générale de l'aide au développement va s'opérer au début des années 80. À cette période va apparaître en concomitance avec la mondialisation et la globalisation financière, un événement majeur qui va changer le cours et la face de l'ensemble des Relations Économiques Internationales, et donc du développement international. Cet événement que la crise de la dette du Mexique de 1982 symbolise au plan de l'aide au développement, va se traduire pour les IBW par d'importants changements structurels. En particulier cela signifiera pour elles un changement de cap idéologique. Et c'est ainsi que pour la Banque mondiale, alors engagée de plain-pied dans sa mission de développement\sous-développement dans les PED, tout va brusquement changer, et cette mission comme ses programmes de développement dans ces pays, vont s'en trouver dans l'esprit comme dans la lettre, profondément modifiés.

7-1-1-VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE RÉFÉRENCE

Nicolas Guilhot rappelle, nous l'avons vu nous même, que de sa naissance jusqu'à la fin de l'ère « McNamara » au début des années 80, la Banque Mondiale était marquée par les doctrines libérale et keynésienne : *« les économistes de la Banque mondiale des années 60 appartenaient au même milieu et partageaient le même ethos réformiste que les administrations de John Kennedy et Lyndon Johnson. Et ce, non seulement parce que l'« économie du développement » était une « ramification » de l'économie keynésienne, mais aussi parce que le keynésianisme servait d'idéologie spontanée à ces économistes bureaucrates férus d'intervention administrative dans l'économie. Au cours des années 70, la « Banque de McNamara » - secrétaire à la défense de 1961 à 1968 sous Kennedy et Johnson - était un sanctuaire de la pensée keynésienne et un temple de la modernisation étatique »* (2000). Mais, enchaîne cet auteur, *« cette alliance prit fin avec la crise de la dette et l'arrivée de M. Ronald Reagan au pouvoir en 1981 »*.(ibidem)

À partir de cette période en effet, la Banque mondiale va se reconnaître de nouvelles alliances, attaches et famille idéologiques : *« Pendant les deux dernières décennies les thèses officielles de la Banque Mondiale sur le développement économique du Tiers Monde ont connu deux points d'inflexion. Vers la fin des années 70, la Banque Mondiale a abandonné son approche "sociale" (fondée sur la lutte contre la pauvreté, notamment lors de la première présidence de R. S. McNamara) et s'est mise à la tête de la contre-révolution néoclassique dans les études du développement, une involution théorique de type néolibéral.»* (Bustelo, 1994). Le début des années 80 va donc ainsi sceller la fusion de l'institution de

Bretton Woods avec « *la nouvelle orthodoxie néoclassique* » ou néolibéralisme; et le discours de développement de la Banque mondiale en porte fatalement la marque. Le néolibéralisme est un courant idéologique que Bajoit identifie à ce qu'il appelle le modèle de « CCC » (pour communication, consommation, compétition). Ce modèle serait selon lui, un courant de pensée pour lequel le développement « *est un processus d'accumulation de richesses, qui résulte du fonctionnement du marché libre* », et qui consacre le passage « *d'un mode de production capitaliste au mode mercantiliste néolibéral; de l'État providence à l'État social actif; et d'un ordre interétatique à l'hégémonie des grandes organisations internationales* ». (1997). Le néolibéralisme préconise en effet la libéralisation des échanges et du commerce international; la déréglementation de l'économie; la privatisation des entreprises publiques...Mais dans la logique du développement, il est connu pour être surtout la doctrine de l'État minimal.

7-1-2-DES BOULEVERSEMENTS STRUCTURELS

Ce changement de cap idéologique va se traduire au sein de la Banque mondiale par de bouleversements qui sont de nature et d'ordre structurels, et qui à leur tour vont avoir des effets systémiques. Ces changements importants de profondeur ne concerneront pas uniquement la mission de développement de la Banque mondiale dans les PED, mais allant plus loin, elles vont affecter l'institution elle-même jusqu'à ses dispositions statutaires de base. Ainsi par exemple de sa sacro-sainte neutralité politique, qui lors de la création de l'institution, avait constitué l'un des points importants de consensus, et qui permit de vaincre le scepticisme de

certains pays qui hésitaient encore ou même refusaient carrément d'adhérer à la nouvelle BIRD. Cette neutralité politique est ainsi stipulée à l'article IV de la section 10 de ses statuts : "*la Banque et ses responsables n'interféreront pas dans les affaires politiques d'un quelconque membre et il leur est interdit de se laisser influencer dans leurs décisions par le caractère politique du membre ou des membres concernés. Seules des considérations économiques peuvent influencer sur leurs décisions et ces considérations seront soupesées sans parti pris, en vue d'atteindre les objectifs (fixés par la Banque) "*. Or avec ce nouveau revirement de cap idéologique de l'ère néolibérale qui intervient au début des années 80, la Banque mondiale peut aujourd'hui afficher sans ambages sur son site officiel qu'elle « *joue plus que jamais un rôle important au niveau de la politique mondiale* » (www.worldbank.org).

7-1-3-UNE RÉORIENTATION ASSUMÉE

Le passage au néolibéralisme comme repositionnement idéologique nouveau est pleinement assumé à la Banque mondiale. D'autant que pour l'ancienne institution de Bretton Woods, une telle réorientation idéologique ne contredit en rien ses engagements et son mandat dans les PED et reste tout à fait en conformité avec sa mission de développement dans ces pays, comme le précise Jessica Einhorn, l'ancienne Directrice Générale de la Banque mondiale: « *la Banque s'est efforcée de démontrer que sa volonté originelle d'assurer le libre-échange et de favoriser l'essor des marchés compétitifs était néanmoins compatible avec des objectifs de croissance équitable et durable* ». Mieux, pour cette ancienne Haut responsable de l'institution, celle-ci devrait même plutôt aller plus loin dans le sens du

néolibéralisme, afin d'« *ouvrir la voie à un nouveau programme de libéralisation des marchés, et continuer de contrôler les ressources matérielles et humaines pour poursuivre les progrès en ces domaines* » (2002). Que donc la Banque mondiale soit de nos jours une institution néolibérale, cela ne souffre d'aucune ambiguïté. Et la question ici de toutes façons, n'est pas de savoir si la Banque mondiale est une institution néolibérale ou non, mais bien en quoi elle a tort ou raison de l'être dans la mission qu'elle s'est octroyée de développer les PED !

7-2- LE NÉOLIBÉRALISME OU LA DOCTRINE DE L 'ÉTAT MINIMAL

Considéré comme l'une des figures marquantes du néolibéralisme, Friedrich Von Hayek est le théoricien patenté de l'État minimal. À l'instar d'un J. Maynard Keynes par exemple, l'économiste autrichien est aussi un libéral; mais à la différence du libéralisme keynésien, le libéralisme de Von Hayek est un libéralisme « extrême » dans lequel, « *à l'étatisme qui préconise l'extension du rôle et des attributions de l'État à toute la vie économique et sociale, il oppose l'idée de l'État minimaliste pour persuader que l'État ne saurait se substituer à la divine providence* » (Eyen Mba; 2007, p229).

Hayek va ainsi directement s'en prendre à ces idées de « *contrat social* », de « *pacte social* », de « *justice sociale* »...chères aux contractualistes, aux constructivistes et autres « *scientistes* », et dont il entreprend une critique radicale, pour démontrer que « *la plupart des règles de conduite qui gouvernent nos actions et la plupart des institutions qui se dégagent de cette régularité sont autant*

d'adaptations à l'impossibilité pour quiconque de prendre consciemment en compte tous les faits distincts qui composent l'ordre de la société. » (Cité in www.fr.wikipedia.org). Aussi selon lui, est-il vain et illusoire de tenter d'enfermer le fait et les rapports sociaux dans des formules c'est-à-dire d'établir « *des projets* » en figeant les mécanismes de création et de génération des systèmes et valeurs sociaux dans des lois générales supposément susceptibles d'expliquer et de justifier leur fonctionnement intégral. D'où l'attachement de Von Hayek à l'unique système qui présente selon lui, par une sorte de mécanisme de sélection naturelle, un ordre spontané et autofonctionnel : le marché. D'où également son aversion pour l'État, car celui-ci tirant toute son essence et sa raison d'être de principes aussi absurdes qu'arbitraires de « contrat social », de « justice sociale »... apparaît pour Von Hayek comme le principal obstacle à l'épanouissement de cet ordre spontané et naturel qu'incarne le marché. La question de l'État est la question par excellence de la postmodernité; celle qui noue ou dénoue la plupart des enjeux fondamentaux qui traversent nos sociétés actuelles. C'est selon Von Hayek la question à laquelle il convient de s'attaquer frontalement et de manière chirurgicale. Ce qui ne signifie pas qu'il faille supprimer tout à fait l'État (car celui-ci peut jouer un rôle dans la bonne marche du marché); plutôt, il s'agira de le dompter et de le domestiquer.

Mais pour ce faire il faudrait d'abord le rendre domptable et domesticable, c'est-à-dire, réduire ses dimensions et pouvoirs et le ramener à de proportions effectivement maîtrisables et façonnables. Plus ces proportions se révèlent en adéquation avec le bon fonctionnement du marché et de ses mécanismes, plus rationnelles elles sont. Il s'agit donc en tout temps de réussir l'État le plus minimum concevable et nécessaire possible; c'est-à-dire un État taillé aux strictes

dimensions indispensables pour fournir les biens et services nécessaires au fonctionnement normal et spontané du marché. Dès lors tout le défi pour les adeptes du néolibéralisme va consister à trouver ce « *juste équilibre entre l'État et le marché, entre l'action collective locale, nationale et mondiale, entre le gouvernemental et le non-gouvernemental* », comme l'explique la Banque mondiale (World Bank; 1997, p32).

Les exigences de ce « *juste équilibre* » de la doxa néolibérale dont la Banque mondiale se fait ici le héraut, finissent par confiner l'État national à un rôle essentiellement de fourniture du cadre juridique organisant et garantissant les règles de base nécessaires aux échanges. La théorie néoclassique keynésienne repose toute entière sur l'idée de « *l'incomplétude du marché* » et donc de celle de la nécessité de régulation de l'économie et d'intervention de l'État et des pouvoirs publics. À l'inverse de celle-ci, le nouveau modèle de référence de la Banque mondiale serait plutôt un modèle du « *tout marché* » et du « *laisser faire, laisser aller* ». Friedrich Von Hayek ira jusqu'à accuser les Keynésiens de transformer l'État en un « *dictateur économique* ». Dans son ouvrage *Constitution de la liberté* (1960) qui expose les grandes lignes de sa pensée, il conseille au contraire la suppression de toutes les formes d'interventions sociales et économiques publiques et la privatisation de l'économie. Dans ce domaine il ira aussi loin que de proposer la privatisation de la monnaie et des Banques centrales pour transférer le droit régalien de battre monnaie de l'État qu'il juge exorbitant et injustifié, aux mains du marché.

Pour le néolibéralisme donc, des choses comme l'État national, l'intervention publique, la régulation de l'économie nationale... font partie du « problème » du sous-développement des PED et non de sa solution. Aussi dans ces pays dont la

plupart sont historiquement apparus à la modernité avec un État qui occupe toute la place, l'urgence de suffisamment de réduire la taille de celui-ci en vue de tout développement futur synonyme ici de croissance économique, est réelle. La grande leçon du néolibéralisme pour la Banque mondiale dans sa mission de développement dans les PED, est donc d'une part que celui-ci passe dans ces pays par l'instauration de « l'État minimum » et d'autre part que pour y parvenir la recette unique est : libéraliser et déréglementer. Un enseignement que l'institution de Bretton Woods va donc finir par faire sien et qui alimente et oriente depuis plus de trente ans toute son entreprise de développement dans ces pays.

7-2-1-PDBm ET MINIMALISATION DE L'ÉTAT DANS LES PED

Suivant l'enseignement néolibéral, le développement est donc conditionné par la libre expansion du marché. Dès lors pour la Banque mondiale la nouvelle équation du PDBm se ramène finalement à ceci : puisque la minimalisation de l'État est la principale condition du développement des PED, comment alors réaliser celle-ci; comment aider ces pays à se doter d'un État réduit au strict minimum requis pour leur assurer le bon développement? Telle serait donc en substance la question générale, dont chaque répertoire du PDBm mis en œuvre par cette institution dans les PED depuis le début des années 80 constitue en quelque sorte une étape dans l'atteinte de ce résultat général. C'est donc aussi dire que par delà et derrière les différences de forme et de formulation qui les caractérisent, les quatre registres de ce programme sont en fait chacun la traduction d'un aspect particulier de la question; et de ce fait, le PDBm tout entier peut se lire comme une quête ininterrompue de l'État minimal dans les PED.

La Banque mondiale est donc désormais une institution néolibérale, et l'État minimal un principe indépassable et donc permanent du néolibéralisme, voyons à travers les différents moments de son PDBm comment elle met en œuvre la poursuite de cet idéal dans les PED.

7-2-1-1-DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET MINIMALISATION DE L'ÉTAT

Comme nous l'avons vu, le PDBm de la nouvelle période s'ouvre au début des années 80 avec le répertoire de développement économique, basé lui même sur les PAS. Cette démarche de développement de la Banque mondiale qui repose sur un esprit exclusivement « économiciste » caractérisé par un modèle « *orthodoxe de développement par l'économie* », inaugure les politiques de libéralisation et de déréglementation de la Banque mondiale dans les PED. L'ensemble du répertoire a été bâti sur le « Consensus de Washington », lui-même organisé autour des « dix commandements » suivants de J. Williamson : 1-*Austérité budgétaire* ; 2-*Action sur les taux d'intérêt par l'intermédiaire d'une politique monétaire orthodoxe* ; 3-*Action sur les dépenses publiques par une réduction des subventions*; 4-*Taux de change compétitifs*; 5-*Libéralisation*; 6-*Compétitivité*; 7-*Privatisation*; 8-*Déréglementation*; 9-*Réforme fiscale*; 10-*Droits de propriétés* (Berr, 2005). Ces « commandements » que vont relayer les PAS, visent explicitement et principalement à mettre en avant la suprématie du marché dans l'allocation des ressources, à favoriser les échanges privés et surtout à limiter le rôle et la place de l'État des PED dans le sein de son économie nationale.

Dès le départ, le succès des PAS fut très mitigé, mais cela n'émoussa en rien la détermination des IBW à les faire adopter. Inédites, inattendues, brutales et

radicales pour l'époque, les mesures de libéralisation et de déréglementation dont étaient porteurs ces programmes de restructuration des cadres macroéconomiques des PED se révélaient difficiles à supporter aussi bien pour les États que pour les collectivités.

Ces mesures disversement appréciées avaient de ce fait suscité beaucoup de réactions, donnant souvent lieu à de levées de bouclier sur toutes les scènes, aussi bien à l'échelle des PED que dans le reste du monde. Deux chercheurs, Berr et Combarous (2005), se sont intéressés à mettre au point un « *indicateur de suivi du Consensus de Washington* » (ICW) afin de « *mesurer le degré d'application des mesures structurelles et la mise en oeuvre conjointe des dix dimensions du consensus* ». Ils ont ainsi à l'aide de cet instrument examiné le cas de 98 PED pour l'année 2000. Et de leurs conclusions il ressort que malgré les dénonciations, les mécontentements et les revers, les IBW sont allées de l'avant avec leur projet de PAS dans les PED. L'application et l'adoption de ces mesures ont ainsi connu un développement plus que notable dans l'ensemble des pays étudiés.

7-2-1-2-DÉVELOPPEMENT POLITIQUE ET MINIMALISATION DE L'ÉTAT

Formulé dans le RDM 1997 : « *l'État dans un monde en mutation* » et organisé autour du concept central de « Bonne gouvernance », le répertoire de développement politique concerne expressément l'État et les institutions politiques des PED, plaçant ceux-ci directement et explicitement au cœur même de la problématique de développement de la Banque mondiale. La « bonne

gouvernance » y est en effet définie comme étant la résultante de l'interaction de trois institutions distinctes : l'État, la société civile et le secteur privé. Dans cette acception, la société civile et le marché deviennent des institutions de gouvernance au même titre que l'État lui-même.

Le Rapport retient comme priorités à mettre en œuvre pour les PED, l'établissement d'un cadre institutionnel et d'un environnement économique devant permettre aux marchés de faire ce qu'ils sont considérés faire le mieux, c'est à dire « *se concentrer sur des domaines comme l'investissement dans les ressources humaines qui permet de promouvoir simultanément la croissance économique et la croissance de l'équité* »(151). Quant à l'état, son rôle conceptualisé par le Rapport est formulé comme suit: « *la fourniture de biens et services et l'établissement des règles et des institutions qui permettent aux marchés de prospérer et à chacun de vivre mieux.* » (page 1). Ainsi assisté, le secteur privé pourra prendre de façon optimale les décisions de production et d'investissement appropriées.

L'État devient ici moins régalién; le Rapport ne retient en effet que cinq tâches « *au cœur de la fonction de l'État* » et formule le rôle du gouvernement central en termes de « *responsibility for the stability of the financial system* » (page 118). Dans cette perspective, le retrait de l'État à la fois de ses fonctions de propriétaire d'industries, d'institutions financières, et d'agences de commercialisation, et de ses fonctions de régulation du commerce, de l'industrie, du crédit agricole et de l'investissement étranger... permettrait aux forces du marché d'agir plus librement afin d'égaliser l'offre et la demande. Et insiste le Rapport, quelles que soient les tâches dont se verra attribuer le gouvernement, celles-ci doivent être assumées de la manière la plus optimale et de façon à stimuler l'efficacité du secteur privé : "*And whatever tasks are assigned to government, one must ensure that they are*

undertaken in the most efficient way, and in ways that are most conducive to the efficiency of the private sector. In recent years there have been marked advances in our understanding of how this can be done, and in the range of alternatives that are available within the public sector.”(p150).

Même articulée autour des mots-clés comme : *efficacité, responsabilisation, participation* et *transparence*, et malgré cette forte consonance politique qui la caractérise, la « bonne gouvernance » de la Banque mondiale n'est somme toute qu'une compréhension et une approche techniques de la chose publique. Cette démarche que Bonnie Campbell qualifie de « *manageurisme populiste* » (2005), réduit en effet l'État à la seule fonction de garant d'un régime de droits permettant le plein épanouissement du marché et le respect de la propriété privée. La « Bonne gouvernance », réalise Marie-Claude Smouts, directrice de recherche au CNRS, « *c'est un outil idéologique pour une politique de l'Etat minimum* ». (1998, p23).

7-2-1-3-DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET MINIMALISATION DE L'ÉTAT

Malgré des dehors sociologiques et socialisants, le répertoire du développement social du PDBm sera lui aussi l'expression réaffirmée de cette quête de l'État minimal. Le Rapport de 2001, « *Combattre la pauvreté* » qui le formule, le présente comme une politique nouvelle de développement fondée sur une sorte de démocratie participative qui rassemble divers partenaires sociaux autour de l'État. Celui-ci n'est plus considéré comme « *un subordonate adjunct* » du marché comme c'était le cas dans le répertoire précédent, mais apparaîtrait ici comme un partenaire à part entière dans l'élaboration, la mise en place, et le suivi des

opérations de développement. Mieux, le Rapport parle même d'« *empowerment* », c'est-à-dire de « *renforcements des capacités* » de l'État; et dans un chapitre intitulé « *Rendre les administrations publiques plus attentives aux pauvres* », la Banque mondiale spécifie le rôle que doivent jouer les institutions d'un État « renforcé » dans le cadre d'une politique de lutte contre la pauvreté et conclut que tous ces deux facteurs- aussi bien l'« *empowerment* » de l'État que la lutte contre la pauvreté, dépendent désormais uniquement de « *la volonté politique du gouvernement* ». Mais le Rapport en apparence séduisant pour ceux qui n'ont eu de cesse de reprocher à la Banque mondiale son « *économisme exacerbé* » et son anti-étatisme, va se révéler comme de la poudre aux yeux.

Beaucoup de flou et des zones en effet entourent les éléments centraux de la stratégie, qui apparaissent comme des catégories « fourre-tout ». La démarche pêche tout d'abord comme le note Jean-Pierre Cling, par l'absence de définitions claires des principaux paramètres qui organisent le nouveau registre de développement : « *la remise en cause partielle du Consensus de Washington ne débouche pas sur la formulation d'un modèle alternatif (...) et laisse de nombreuses questions en suspens* »(2002, p53). Ces ambiguïtés sont si patentes et si importantes qu'elles finiront même par donner lieu à de profondes divergences de vue au sein même du groupe de travail du Rapport à la Banque mondiale. Les points d'achoppement portaient principalement sur l'appréciation des grandes tendances dégagées par le Rapport : pour certains ces tendances reflètent ce que devrait être une vraie politique de lutte contre la pauvreté; alors que d'autres estimaient que le Rapport était tout simplement non recevable parce qu'il s'éloigne trop de l'orthodoxie et de cet élan de développement qui a toujours caractérisé le PDBm. Les fortes pressions exercées sur la Banque mondiale par le Secrétaire

d'État au Trésor américain de l'époque, Larry Summers, principal instigateur de la révision du Rapport initial, visaient en effet selon Wade, la reformulation de celui-ci dans le sens « *d'une remise en selle du rôle central de la croissance* » et donc du marché (2001). Et c'est ce qui sera fait : le RDM initial de la Banque mondiale, jugé trop social ou socialisant et accordant une place trop grande à l'État dans cette « lutte contre la pauvreté » de PDBm, sera revu et corrigé. Le Rapport 2000 « Combattre la pauvreté » de la Banque mondiale aura ainsi eu deux moutures, deux différentes versions officielles. La première version du document sera retirée, et c'est la seconde, à la satisfaction de Larry Summers, qui sera officiellement et historiquement retenue comme le vrai RDM 2000/2001. Ce volte face sera ressenti comme un véritable camouflet et amènera les concepteurs et défenseurs de la première version du Rapport, notamment Ravi Kanbur qui en était le directeur de publication, et Joseph Stiglitz alors vice-président de la Banque mondiale, à démissionner.

Ainsi le RDM sur la pauvreté de la Banque mondiale redevenait ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : la réaffirmation sous des dehors sociologisants des options retenues depuis les PAS en matière d'ajustement structurel et de libéralisation des marchés. Un chapitre du Rapport révisé, « *Growth is good for the poor* » insiste en effet sur la nécessité d'appliquer des politiques libérales favorisant la croissance économique puisque celle-ci profite à toutes les classes sociales, y compris les pauvres. Quant à l'État, une bonne part de la gestion de la pauvreté reposant entre les mains du privé et des ONG, son rôle sera limité à la fourniture des « *filets sociaux* »; n'étant invité à intervenir que si la libéralisation crée des « *débordements* » tels qu'il s'avère nécessaire de mettre en place des filets de sécurité pour les plus faibles et les plus vulnérables. Mais étant toujours entendu

que c'est au marché de proposer les mesures à disposer face à une éventuelle vulnérabilité des pauvres.

On peut donc dire que le développement social, à l'instar du développement politique, ne s'éloigne pas de l'esprit général du développement économique et des PAS. Selon Millet, en effet, « *un examen détaillé des mesures microéconomiques* (du Rapport 2000/01) *permet de constater qu'il n'y a pas de remise en cause fondamentale des conseils formulés dans le cadre de ce que l'on appelle le « Consensus de Washington »* (2002), et que celui-ci en des termes finalement moins ambigus, confirme cet engagement dans les PED de la Banque mondiale pour l'État minimal.

7-2-1-4-DÉVELOPPEMENT VIRTUEL ET ÉTAT MINIMAL

Quant au répertoire de développement virtuel du PDBm, nous avons vu dans les cas du Sénégal comment il se pose lui aussi comme la traduction et la poursuite de cet idéal d'État minimal de la Banque mondiale dans les PED. Dans ces démarches de minimalisation de l'État cependant, si le développement virtuel ressemble aux trois registres précédents du PDBM dans la forme, il s'en distingue quant à sa finalité : le type d'État visé ici en effet, tout en ne se différenciant pas fondamentalement de l'État minimal, n'est pas pour autant tout à fait le même.

Les trois registres précédents du PDBm se rapportent chacun à des catégories instituées- l'économique, le politique et le social, et qui sont reliées directement à l'humain et à l'humanité. Le développement virtuel au contraire ne se fonde sur rien de tel; le virtuel est une catégorie technique qui est essentiellement déterminé par la technologie et les innovations technologiques. La « *Société de l'information* » dont

est ce type de développement est l'expression est en effet fondée sur l'idée que les NTIC et les innovations technologiques sont les moteurs et en même temps les traits les plus caractéristiques et les plus marquants de la société actuelle. C'est pourquoi pour un auteur comme Richard Rosecrance, à l'ère de la Knowledge Society et de la Knowledge Economy l'État ne se « minimise » plus comme par le passé, physiquement, par une diminution de ses pouvoirs et attributions et une réduction de ses place et rôle dans l'économie nationale; l'évolution générale et notamment technologique permet aujourd'hui de disposer autrement. Ainsi pour cet auteur la figure de l'État minimal dans le développement virtuel est directement reliée à la catégorie dont relève ce type de développement, c'est-à-dire la virtualité; il serait donc plus adéquat de parler nos jours d' « État virtuel » plutôt que d'État minimal.

Pour le KMDP, le type d'État à réaliser ne serait pas à l'image des registres précédents de développement du PDBM, l'État minimal stricto sensu de Von Hayek, mais l'État virtuel. Celui-ci n'est pas cependant la dénégation de celui-là, mais seulement une forme avancée de l'État minimal, sa suite et son aboutissement logiques. Rosecrance parle indifféremment « d'État virtuel minimal » ou « d'État virtuel » tout court.

L'État virtuel serait ainsi la figure de l'État minimal dans le développement virtuel. Voyons de plus près ce qu'il recouvre.

7-2-1-4-1-LA VIRTUALISATION COMME DESTIN INÉLUCTABLE DE L'ÉTAT

Dans un ouvrage intitulé si bien à propos « *Débat sur l'État virtuel* » (2002), Richard Rosecrance tente de démontrer que la virtualisation est le destin inéluctable de l'État et l'avènement de l'État virtuel, le but ultime poursuivi par l'action des institutions

internationales de développement, et en particulier les IBW. Selon lui, l'État dans ses formes actuelles est effectivement appelé à disparaître, et les transformations qu'il subit du fait par exemple des réformes de développement virtuel de la Banque mondiale sont symptomatiques d'un destin inéluctable: son passage vers l'État virtuel.

Dans cet ouvrage-débat qui le met face à Pierre Senarclens, Pierre Hassner et Bertrand Badié, il étaye sa thèse en trois points soutenant que : 1) l'état de virtualité est une sorte d'inéluctable et d'indépassable destin de l'État universellement; 2) qu'il apparaît comme à la fois un état supérieur et une forme plus achevée de l'État actuel, notamment dans les PED; 3) l'action des IFI telle la Banque mondiale est légitime et nécessaire pour aider ces pays à atteindre cet état de perfection que symbolise et représente l'État virtuel.

7-2-1-4-2-L'ÉTAT VIRTUEL UNE FORME ACHEVÉE DE L'ÉTAT

« *Une nouvelle nation est en train de voir le jour - la nation virtuelle, fondée sur la mobilité du capital, de la main d'œuvre et de l'information (...)* L'État virtuel est une entité politique qui a réduit ses capacités de production sur son territoire, et il est la conséquence logique de cette émancipation par rapport au sol »(p14). L'État virtuel de Rosecrance est ainsi un État évolué, qui s'est désaliéné de cette dépendance au territoire et qui se met au service d'une économie essentiellement fondée sur le savoir. En cela il apparaît comme une suite et un dépassement logiques des formes précédentes de l'État; d'ailleurs l'ouvrage « *The Rise of Virtual State* » de Rosecrance est paru à la suite d'un autre livre de lui qui s'intitule « *The Rise Of Trading State* » (1986), suggérant par un tel enchaînement que l'État virtuel est à la fois un dépassement et un aboutissement, une forme avancée et achevée de l'État

marchand: « *l'État virtuel correspond à une évolution récente qui a été précédée par une autre forme d'État fondée sur le commerce. Cette évolution menée par le Japon et l'Allemagne après la 2^e guerre mondiale a vu les pays les plus avancés abandonner leurs efforts de conquête territoriale afin de se consacrer à l'augmentation de leur part du commerce international.* » (2002, p22).

Pour l'État, la virtualisation est le résultat d'un processus historique aussi irréversible que nécessaire et universel. Tous les États sont en effet condamnés à devenir virtuels; s'ils présentent encore des visages différents c'est parce qu'ils ne se transforment pas au même rythme. C'est donc fondamentalement la vitesse à laquelle ils changent qui explique les différences de forme entre les États. Ainsi à l'image des « *cycles de développement* » de Rostow qui voient les sociétés humaines évoluer et passer toutes de la *société traditionnelle* à la *société moderne* à travers certaines étapes intermédiaires, ici aussi tout est question de rythme. Avec Rosecrance cependant, l'ancienne typologie de l'idéologie libérale de développement : « *pays développés* », « *pays sous-développés* » et « *pays émergents* », se trouve transposée dans une configuration nouvelle de : « *Nations-têtes* », « *Nations-corps* » et « *formes hybrides* », ou encore, « *nations créatrices* », « *nations productrices* » et « *nations mixtes* ». (p22). Mais ici comme chez Rostow, l'uniformisation est au rendez-vous à la fin du processus: à la longue en effet selon Rosecrance, tous les pays finiront par atteindre cet état ultime de « *Nations-têtes* » ou « *nations créatrices* », et dont l'État virtuel en est l'expression politique.

Au plan de son fonctionnement, cet État virtuel est un État minimal et entrepreneurial au sein duquel les gouvernements n'auront plus alors à se préoccuper de basses besognes de politique traditionnelle, mais seraient plutôt

voués à soutenir et promouvoir la production et les échanges afin d'attirer chez eux les investissements des entreprises transnationales et les technologies modernes, seuls à même de permettre selon Rosecrance, la mutation en « Nations-têtes ». Il suffit aux PED pour ce faire, de simplement réussir leur reconversion à cette nouvelle économie fondée sur « *les biens incorporels et l'intelligence* », car alors, « *si elles bénéficient d'une population très bien formée, certaines nations pourront peut-être éviter d'en passer par la phase industrielle et néanmoins être prospères* ». (p24). Grâce aux technologies et au savoir virtuels, les PED pourraient donc ainsi accéder au statut de « Nations-têtes »; et avec possibilité pour certaines, comme disait la Banque mondiale à propos du développement, « *de brûler* » certaines étapes de la mutation.

Rosecrance et la Banque mondiale sont sur la même longue d'onde. L'auteur prolonge l'idée de l'institution selon laquelle le développement des PED, ou si l'on veut, la nouvelle *richesse de ces nations*, doit nécessairement de plus en plus reposer sur les services, les nouvelles technologies et la mise en place des conditions d'émergence d'un nouvel capitalisme, un capitalisme cognitif selon l'expression de Paulré (2004). La productivité et la compétitivité des industries seraient ainsi conditionnées par les progrès dans la sphère de la connaissance, tout en dépendant directement des NTIC et des biotechnologies. Ici le savoir et le capital jouent un rôle plus important que le territoire et l'idée même de souveraineté ou la position régaliennne de l'État seront de plus en plus caduques, car l'État voit ses fonctions naturellement redéfinies : « *celui-ci ne contrôle plus les ressources du pays comme à l'ère mercantiliste; il préfère négocier avec le capital et les forces de travail afin de les attirer dans sa sphère économique et ainsi stimuler la croissance de cette dernière* ». (2002, p16).

7-2-1-4-3-LES « MERCENAIRES DU NOUVEAU SIÈCLE », À LA RESCOUSSE

Tel est donc l'État virtuel, expression politique d'une nation qui aura cessé d'être une « *nation-corps* » pour se muer en « *nation tête et créatrice* ». Une telle mutation cependant, si elle est inéluctable et incontournable, n'est pas pour autant automatique et ne va donc pas de soi. Le passage à la virtualité pourrait être compromis ou bloqué longtemps en effet si dans le cours de ce processus se dressent des obstacles majeurs. Ces obstacles relèvent le plus souvent de pratiques, conduites et idées informelles et irrationnelles; or c'est cela qui caractérise en grande partie les PED. C'est pourquoi pour leur permettre de négocier leur nouvelle mutation, ce passage à l'État virtuel et à « *Nations créatrices* », Rosecrance estime l'assistance extérieure incontournable. Ce coup de pouce du dehors est d'autant indispensable que ces pays n'auraient pu surmonter et vaincre tout seuls les obstacles qui se dressent entre eux et leur destinée. En effet, si elle devait se faire par elle-même, la reconversion des institutions économiques, politiques et juridiques dans les pays pauvres prendrait du temps à se réaliser. Aussi soutient Rosecrance, « *des organismes régionaux ou internationaux peuvent fournir leur aide (...) les pressions internationales exercées par des alliances politiques ou des organismes de financement encouragent les nations émergentes à accomplir des réformes et à rechercher la stabilité politique. Sans ces organisations internationales, les changements et le développement prendraient beaucoup plus de temps* ». (p38). C'est donc là le rôle historiquement dévolu aux institutions internationales de développement, en particulier au FMI et à la Banque Mondiale, que Rosecrance appelle les « *mercenaires du nouveau siècle* », que d'exercer sur ces pays une

« *influence verticale* » afin d'aider les PED à réussir leur développement lequel passe désormais par l'avènement de l'État virtuel. « *L'influence horizontale* », cette ancienne forme de contrainte autrefois imposée par la voie des armes par les puissances colonisatrices et autres, est en effet selon Rosecrance de nos jours complètement désuète et dépassée : « *dans le passé, on a pu voir la flotte britannique intervenir contre des pays qui avaient manqué à leurs obligations (...)* *Mais aujourd'hui de telles interventions seraient contreproductives. Le FMI a des moyens plus subtils d'agir* » (p38).

3è PARTIE : LA DIMENSION FORMELLE DU PDBM

Après avoir examiné le PDBm dans ses origines d'une part et comme contenu (pratique historique) de développement d'autre part, dans cette partie du travail nous nous proposons de l'examiner dans sa dimension formelle. Ce programme d'activité est certes propre à la Banque mondiale, mais le développement dont il s'occupe est en revanche un concept acquis pour l'institution de Bretton de Woods. C'est en effet sous la forme du « développement\sous-développement », notion héritée de l'idéologie (libérale) du développement que celui-ci va historiquement finir par s'imposer à la Banque mondiale comme un véritable sacerdoce dans les PED. Il nous apparaît donc indiqué d'entamer notre examen de la forme du PDBm proprement dit par un aperçu sur celle du concept même de développement.

Cette partie de ce fait comprend deux principaux chapitres : le premier porte sur le développement, qu'il examine en tant qu'objet de pensée au sein de la critique contemporaine; et un second qui concerne les formulations et logiques formelles du PDBM, ou comment la Banque mondiale conçoit et construit son discours-savoir scientifique de développement dans les PED.

CHAPITRE-8- LA NOTION DE DÉVELOPPEMENT DANS LA PENSÉE CONTEMPORAINE

Qu'en est-il donc du « développement\sous-développement » du point de vue de la pensée contemporaine ? Que dit ou que pense la critique contemporaine de ce concept ? L'analyse que nous proposons dans les lignes qui suivent a donc pour but de situer la notion de « développement » dans la littérature savante contemporaine et ce, à travers les principaux courants de pensée qui l'ont mis au cœur de leurs démarches. Et comme on peut s'en douter, historiquement et sémantiquement chargé, le « développement » est un concept qui est loin de faire l'unanimité. De ce fait il n'y aurait pas au sein de la pensée contemporaine une critique du développement, mais différents courants de pensée critique, qui se distinguent les uns des autres soit quant au fond même de la question du développement, soit quant à sa forme.

8-1- LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRITIQUE CONTEMPORAINE

Depuis son apparition au début des années 50, la question du « développement\sous-développement » et de celle qui lui est intimement liée - de l'aide au développement des PED, font l'objet d'une attention et d'un intérêt soutenus de la part spécialement de la littérature savante. Les centres d'intérêt sont variés et touchent aux multiples facettes de la notion et des questions qui y sont reliées. Cela va des préoccupations purement théoriques portant par exemple sur la genèse du développement ou sur l'histoire de la pensée économique du « développement\sous-développement » ou même des rapports entre croissance économique et sous-développement, aux activités pratiques de développement à travers notamment l'action des institutions internationales du développement. Et ces différents aspects étant souvent appréhendés et considérés simultanément ou

concomitamment au sein de la littérature, la critique du « développement\sous-développement » des PED se confond souvent de ce fait avec celle de l'activité des institutions de développement telle que la Banque mondiale.

8-2-LE DÉVELOPPEMENT, UN CONCEPT QUI DIVISE

Mais si la problématique du « développement\sous-développement » intéresse et passionne, celui-ci étant diversement perçu et interprété au sein de la pensée, elle demeure de ce fait en même temps le lieu de beaucoup de controverses. Nous dirons pour schématiser qu'il existe trois principaux courants de pensée critique du développement: le courant libéral, le courant marxiste, et celui du mouvement de la décroissance (quelqu'un comme Guy Bajoit (2005) en distingue cinq). Et à notre sens, le point de démarcation entre ces trois courants qui s'illustrent chacun comme une critique originale de développement, se situe dans leur attitude de principe face à la notion même de développement; c'est-à-dire, dans leur adhésion ou non à cette idée, à ce concept.

Le courant libéral du « développement\sous-développement », héritier de la pensée classique d'abord, et néoclassique ensuite, et plus particulièrement dira-t-on, de la théorie de la modernisation, s'accorde naturellement avec le principe ou l'idée de développement, dont elle était jusqu'à naguère le principal promoteur et héraut sur la scène de la pensée universelle. Et s'il lui arrive de remettre en cause ou en question le développement et les activités qui s'y rattachent, c'est bien toujours par rapport à des points précis ou sur des aspects particuliers. Le marxisme également défend l'idée et la nécessité du développement. Ce concept

est même d'ailleurs un précepte-clé au cœur d'une notion centrale de la pensée marxienne, la dialectique; celle-ci est définie comme : « *la science des lois les plus générales qui régissent le développement de la réalité globale, c'est-à-dire la nature, la société et la pensée humaine* » (Adam Schaff; 1961, p5). Aussi, lorsqu'il leur arrive de remettre en cause cette notion, ce n'est donc pas au développement « en soi » que s'en prennent les critiques marxistes, mais au « mal-développement », c'est-à-dire à la version néolibérale dominante actuelle du développement, qu'ils condamnent en demandant de la « repenser ».

Radical et de posture « nihiliste », le mouvement de la « décroissance » ou de « l'anti-post-développement » ou de « l'après-développement » se situe sur l'autre face de la médaille. À contre-courant du marxisme et du libéralisme, ce courant s'en prend en effet directement et frontalement à l'idée même du développement : on connaît la célèbre boutade de Serge Latouche : « *jeter le bébé plutôt que l'eau du bain* ». Il ne s'agit plus ici comme le proposent libéraux et marxistes, de « corriger » ou de « repenser » le développement, mais de purement et simplement le « refuser », le « rejeter ». Ainsi, là où la critique libérale demande un développement « alterné » (au sens de « adaptatif ou adapté ») et les marxistes, un développement alternatif; le mouvement de la décroissance à l'opposé, en appelle lui, à une alternative au développement lui-même.

8-3-LES DIFFÉRENTS CLIVAGES AUTOUR DE LA NOTION DE DÉVELOPPEMENT

Ces différentes postures et positions de principe par rapport à l'idée même de développement nous permettent ainsi de distinguer deux camps principaux au sein

de ces trois courants de pensée critique du développement : celui de ses défenseurs, que nous appellerons les « pro-développement » ou « développementistes », et celui de ses négateurs ou « anti-développementistes ».

Dans le premier camp nous retrouvons les courants libéral et marxiste du développement. Apparus à la même époque, soit dans l'immédiate après 2^e Guerre Mondiale, outre la défense du principe du développement et un certain nombre de présupposés théoriques qui y sont directement reliés, tels par exemple une foi en la rationalité économique ces deux courants de pensée fondamentalement, partagent ensemble une certaine croyance téléologique de la progression des sociétés humaines vers un but fixé d'avance. Pour la pensée libérale comme nous l'avons vu, ce but est la réalisation ou l'avènement de la société de consommation de masse dont la société américaine fordiste serait à la fois l'incarnation et le modèle (Truman, 1949; W.W. Rostow, 1963); et pour les marxistes, la fin de l'histoire survient avec la société communiste de masse sans classes (Marx, 1868). Toutefois, chez les uns comme chez les autres, est réaffirmée l'idée que le développement est une nécessité inscrite dans la réalité naturelle et sociétale de l'humanité. Et également par ailleurs l'idée que cette nécessité se donne sous la forme d'un processus et d'un mode évolutifs. Pour la pensée libérale il s'agit d'un passage orchestré de la société traditionnelle vers la *société moderne* (devenue avec les néolibéraux la « *société de l'information* » les néolibéraux) à travers un certain nombre fini et défini d'étapes (W.W. Rostow, 1963); et pour les marxistes, d'un cheminement historique et inéluctable de la société humaine qui va du stade de « *société primitive* » à celui de « *société communiste sans classes* » en passant par la « *société esclavagiste* », la « *société féodale* » et la « *société bourgeoise capitaliste* ». Ainsi, marxistes et libéraux

s'accordent sur le principe et la nécessité du développement. Leur divergence porterait plutôt sur : le sens et l'orientation à donner à celui-ci; la détermination des principaux obstacles au développement; la définition du principe moteur du changement; ou l'identité des acteurs premiers de ce changement.

À l'autre face de la médaille et incarnant l'anti-développementisme, se trouve le mouvement de la décroissance ou de l'après-développement pour lequel toute idée de développement ou toute référence à celui-ci sont d'avance suspectes et doivent être rejetées.

Voyons à présent d'un peu plus près, ces deux groupes de pensée antagonique de développement.

8-3-1-CRITIQUE DU DÉVELOPPEMENT : LES PRO ET LES ANTI DÉVELOPPEMENT

8-3-1-1-CRITIQUE MARXISTE ET CRITIQUE LIBÉRALE

« Critique » au singulier ne doit pas cependant laisser à penser que chaque courant est un bloc monolithique, qui parle d'une seule voix. Loin s'en faut : aussi bien la critique libérale du développement que la critique marxiste, chacune regroupe en son sein plusieurs écoles, tendances et courants, avec des postures théoriques nuancées voire même divergentes. Des penseurs comme Joseph Stiglitz (prix Nobel 2001), James Tobin (prix Nobel, 1981), Robert Solow (prix Nobel, 1987), Paul Krugman ou Daniel Kahneman (prix Nobel 2002), sont des économistes qui tout en se réclamant « *du même schéma de base* » libéral et étant critiques de développement et de l'action des IFI en général, « *n'en proposent pas moins des moyens d'actions nettement différents, voire opposés !* ». Ce qui

cependant à nos yeux les rassemble et nous permet malgré tout de les mettre sous la même bannière, c'est ici aussi cette posture théorique « loyaliste » à l'égard du principe de développement et qui fait que tout en demeurant très critiques à l'endroit de celui-ci, aucun de ces penseurs cependant ne songerait à remettre en cause ses bases et son fondement philosophiques mêmes.

Lorsqu'elle critique le PDBM par exemple, la pensée libérale du développement n'ira jamais en effet jusqu'à renier le bien-fondé de l'existence même de la Banque mondiale, ou remettre en cause le principe de sa mission de développement dans les PED. Examen et jugement « maison » au sens idéologique du terme, la critique libérale quand elle se rapporte au PDBM, reste dans l'ensemble une critique essentiellement évaluative ou de mesure d'impact. Évaluative, elle va s'intéresser à l'efficacité des activités particulières de développement de la Banque mondiale, dont en général elle va chercher à apprécier l'atteinte ou non des résultats escomptés; et de mesure d'impact, lorsqu'elle interroge l'efficacité de la démarche de développement, pour savoir si les plans et programmes mis de l'avant par l'institution sont les mieux à même de produire les résultats escomptés.

Le marxisme a lui aussi donné naissance à plusieurs écoles et courants de pensée critique du développement. Les plus connus et les plus diffusés restent cependant la *Théorie des industries industrialisantes* de F. Perroux et de Bernis, et la *Théorie de la dépendance* (Samir Amin, Raúl Prebisch, Hans Singer, Immanuel Wallerstein, André Gunder Frank...). Pour l'École de la Dépendance, le développement est essentiellement une question politique. Les nations occidentales ou « Centre » et les PED ou « Périphérie », se partageant les deux pôles opposés de l'économie mondiale; le sous-développement des seconds résulterait du pillage systématique de l'impérialisme du premier dont ils sont

victimes. Cette exploitation qui s'opère à travers des mécanismes tels que : l'échange inégal, le frein au transfert de technologie, les mécanismes de dépendance structurelle liée à l'aide... est également le fruit de l'Alliance et de la complicité des bourgeoisies compradores des pays du Sud avec les intérêts du capitalisme mondial du Nord. Partant, le développement des PED n'est possible qu'à la stricte condition pour eux de la modification de relations économiques et des rapports institués de dépendance politique et culturelle avec les pays industrialisés.

De nos jours la plupart des théoriciens marxistes critiques du développement se recrutent au sein des organisations se revendiquant de l'altermondialisme. Ces dernières dont la cible n'est plus le libéralisme, mais les dogmes néolibéraux et leurs avatars (les institutions qui les incarnent au sens de Richard Rosecrance, principalement les IFI), dénoncent pêle-mêle : la logique productiviste et la menace sur l'environnement; les politiques d'ajustement structurel; la « spirale infernale » de l'endettement des PED; la domination de la finance mondiale globalisée et la course au profit... La revue « Actuel Marx » propose des publications scientifiques périodiques qui recourent ces différentes thématiques. Le CDATM - Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, qui est un collectif d'organismes et d'intellectuels indépendants, fait - comme son nom l'indique, de la suppression de la dette des PED un élément central de revendication pour un meilleur développement dans ces pays. La dette produite par la logique néolibérale du développement est perçue comme un mécanisme d'embrigadement et un goulet aux pieds des PED, ce qui rendrait illusoire pour ces pays tout développement; le véritable développement des PED passerait donc par l'annulation pure et simple de leur dette. Dans la même foulée, l'Association pour la Taxation des Transactions

financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC)- une consœur de la CADTM, et qui dispose comme elle d'une expertise scientifique avérée (Jean-Marie Harribey, Alain Caillé, Christian Laval, Éric Toussaint, Jean Chesnais, Christian Chavagneux...), a pour sa part choisi comme angle d'attaque du développementisme néolibéral, la question de la réglementation et de limitation de la globalisation financière débridée qui accompagne et nourrit celui-ci.

Mais s'ils demeurent très critiques à l'égard de la conception et de la pratique ambiantes du développement au Centre, les penseurs marxistes également, n'iront jamais cependant jusqu'à récuser l'idée d'un nécessaire développement pour la « Périphérie ». Ils réaffirment au contraire tous en chœur cette « nécessité »; leur combat visant simplement un meilleur développement, c'est-à-dire :« *l'amélioration des conditions matérielles et culturelles d'existence des masses, tant au Sud qu'au Nord* ». (CADTM).

8-3-1-2-LA CRITIQUE NIHILISTE OU LE REFUS DU DÉVELOPPEMENT

Jean-Marie Harribey (2004) situe les origines du mouvement de l'anti-développement dans les travaux de N. Georgescu-Roegen (1971, 1979), Jacques Ellul (1954) et Ivan Illich (1973). C'est à partir de ces auteurs que des penseurs comme F. Partant (1982, 1988), S. Latouche (1986, 1989, 1991, 1994, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005), G. Rist (2001, 2003), E. Morin (2002)... en seraient arrivés à concevoir et à prôner la « décroissance » ou le refus du « développement ».

Identifiant celui-ci dans ses origines libérales exclusivement à la croissance économique, ces auteurs rejettent en effet toute idée de développement, qu'ils considèrent comme un « *mot fétiche* » (Rist, 2003); ou de « développement durable

» ou « soutenable », qui ne serait à leurs yeux qu'un « *oxymoron* » (Latouche, 2002). Et d'autre part, au sein de cette relation structurelle entre le Nord et le Sud nouée autour du « développement » dans la logique du développement international, le mouvement de la décroissance milite pour et réclame « *un dialogue qui devait autoriser l'échange* » (Rist, 2003). Et plus généralement, contre l'hégémonie culturelle universaliste de ce qu'il appelle « la pensée unique » du Nord, le mouvement en appelle à un « *pluriversalisme* », qu'il définit comme « *une démocratie des cultures* » (Latouche, 2005). « *On partira du principe, écrit Latouche, qu'il n'y a pas de valeurs qui soient transcendantes à la pluralité des cultures pour la simple raison qu'une valeur n'existe comme telle que dans un contexte culturel donné* » (2001,p35). Leurs mots d'ordre favoris sont : « *en finir une fois pour toutes avec le développement* »; « *la décroissance sauvera le Sud* »; ou « *il faut sortir de l'économie* ».

De nos jours, Ivan Illich, Gilbert Rist, Wolfgang Sachs et Serge Latouche sont considérés comme les figures de proue de ce mouvement.

8-3-1-3-LE REFUS DU DÉVELOPPEMENT

Au point du départ de la thèse anti-développementiste, un constat : le développement est une notion importante, qui occupe une place et un rôle centraux dans la pensée et les relations internationales contemporaines... mais demeure toutefois un concept ambigu.

8-3-1-1-3-1-LE DÉVELOPPEMENT, UN CONCEPT IMPORTANT...

L'importance du concept de développement dans l'univers intellectuel et politique contemporain n'est plus à démontrer. François de Ravignan faisait remarquer que : « *n'en déplaise à Descartes, la raison n'est plus "la chose du monde la mieux partagée" ; c'est aujourd'hui le développement.* » Ou encore que : « *Le développement, une des idéologies les plus fortes de celles qui ont soulevé l'humanité, et qui parvenait même à réconcilier sur leurs objectifs finaux communisme et capitalisme.* » (2006). De leur côté, Cerezuelle, Charbonneau et Siméon remarquent que : « *les sociétés modernes estiment, semble-t-il, ne vivre aujourd'hui que du développement et ne pouvoir vivre demain que de la poursuite de ce développement : si par malheur il s'arrêtait, elles ne pourraient plus fonctionner, la "machine économique" se gripperait (...) C'est pourquoi dès que les sociétés modernes rencontrent un problème, elles en recherchent la solution dans la relance ou, à tout le moins, la poursuite du développement* » (Cerezuelle et al.; 2006).

Bref selon Gilbert Rist, le « développement » serait devenu aujourd'hui, rien moins qu'« *une nouvelle religion universelle* » (Rist; 2003); et Éric de la Maisonneuve d'ajouter que la problématique générale qui y est liée, pourrait en dernière instance être « *la question centrale d'où découle le futur de nos sociétés et l'avenir du monde* » (2005, p82).

8-3-1-1-3-1- ...MAIS AMBIGU

L'importance de la notion de développement dans l'univers contemporain n'est pas en effet à démontrer : elle saute aux yeux. Mais qu'en est-il du concept lui-même ? En d'autres termes : qu'est-ce alors le développement ?

À en croire Uwe Pörsken, la réponse à cette question serait plutôt décevante : ne lui cherchez pas longtemps un sens univoque et précis, prévient-il, c'est « *un mot plastique* ». Un terme, dont selon lui, le principal trait distinctif « *est d'avoir appartenu d'abord à la langue courante, où il possède un sens clair et précis (le développement d'une équation), d'avoir ensuite été utilisé par la langue savante (le développement des espèces selon Darwin), et d'être aujourd'hui repris par la langue des technocrates dans un sens si extensif qu'il ne signifie plus rien, sinon ce que veut lui faire dire le locuteur individuel qui l'emploie* ». (Plastikwörker, 1989, cité par Sachs (2006))

Dans les sciences de la vie par exemple, on sait en effet avec exactitude ce à quoi réfère ce concept; ici le développement désigne un processus décelable et prévisible, celui de « *l'évolution d'un être vivant vers sa forme appropriée d'existence* » (Pierre Lehmann, 2001) et qui correspond « *à la réalisation de potentialités biologiques innées* » (De Cosas, 2005). Dans le champ des sciences sociales en revanche, les contours du concept sont tellement extensibles qu'ils deviennent insaisissables : « *le terme de développement en est venu à signifier une évolution sans fin vers une forme en principe toujours plus perfectionnée, et c'est cette acception-là que l'on applique à l'évolution de la société, mais sans dire vers quel but on veut tendre* » (Lehmann; 2001).

8-3-1-1-4- « DURABLE » DÉVELOPPEMENT PLUTÔT QUE « TOUT COURT » DÉVELOPPEMENT

Le « développement » serait ainsi une notion ambiguë. Et cette ambiguïté n'est pas allée sans conséquence notamment dans le champ de la pensée du

développement où elle apparaît sous la forme d'un gros paradoxe. L'un des écueils en effet et pas des moindres, dont la réflexion sur le développement en sciences humaines a été longtemps confrontée, et qui relève de cette non détermination du concept, se donne sous la forme de cette contradiction de taille et qui peut se résumer ainsi: comment concilier « *cette évolution sans fin* » dont parle Lehmann et que présuppose en effet l'idée de développement avec le caractère fini de ce monde ? Comment réaliser une entreprise sans limites dans un monde qui n'est que limites ?

Et c'est semble t-il pour surmonter cette contradiction que les idéologues du développement ont fini ces dernières années par faire une trouvaille : « le développement durable ». Concept nouveau et présenté par ses inventeurs et partisans comme un développement « global » ou un développement « total », le développement durable serait censé relier et réconcilier ces deux extrémités antithétiques que traîne avec lui le concept de développement tout court et résorber ainsi une contradiction engendrée par une acceptation par trop étroite de la notion dans le champ du social.

Cependant, le mouvement de la décroissance, rejoint sur ce point en particulier par la critique marxiste, demeure sceptique et continue de croire que la nouvelle trouvaille ne lève aucune équivoque; que le « développement durable » n'apporte aucun éclairage nouveau qui permettrait de cerner avec précision les contours du « développement ». C'est pourquoi pour certains adeptes de ce mouvement, le « durable » accolé au mot loin en effet d'aider à l'explicitier, le rendrait même encore plus problématique : « *la notion de durabilité du développement comporte le risque de se placer soit devant un pléonasme (plus de mots qu'il n'est nécessaire pour renforcer une idée), soit devant une contradiction dans les termes. Le*

développement durable est un pléonasme si le développement se définit par des changements qualitatifs synonymes d'amélioration du bien-être. D'ailleurs, certains théoriciens aboutissent à considérer qu'un véritable développement ne peut être que durable. En sens inverse, le développement durable est une contradiction dans les termes s'il est synonyme d'infinitude dans un monde fini » (Jean-Marie Harribey, 2004).

Ainsi selon le courant anti-développementiste, substantifier le mot, c'est-à-dire l'affubler d'un qualificatif, ne serait en réalité qu'un subterfuge. « *Une autre manière de sauver les apparences, écrit Latouche, consiste à accoler au « développement » un ou plusieurs adjectifs : humain, équitable, durable, social... censés le rendre plus respectable »* (2003, p51). C'est pourquoi pense-t-il, le « développement durable », loin de constituer une révolution technique ou épistémologique dans la logique développementiste, ne serait en fait qu'un pur effet de style, un « *oxymoron (...) un bricolage conceptuel visant à changer les mots à défaut de changer les choses. Le "durable" est alors ce qui permet au concept de survivre »*. (2002). Ainsi semble dire la critique de la décroissance, « durable » ou non, c'est bien toujours de « développement » qu'il s'agit, c'est-à-dire, « *d'un concept qui ne semble pas avoir de but explicite »*.

D' où son rejet pur et simple du concept dans ses deux formulations : en tant que développement tout court et comme « développement durable ». Ce faisant le mouvement de la décroissance ne ferait que transposer la fameuse loi thermodynamique de l'entropie de Nicholas Georgescu-Roegen (1971) selon laquelle il est impossible de concevoir une croissance infinie dans un monde fini, dans le champ de l'économique et du social.

8-4-LE DÉVELOPPEMENT EN DÉBAT : POSTULATS DÉVELOPPEMENTISTES ET CRITIQUE ANTIDÉVELOPPEMENTISTE.

Le développementisme que les courants marxien et libéral, puis néolibéral du développement incarnent, repose sur un certain nombre d'idées maîtresses partagées et qui fondent la pensée et l'entreprise du développement/sous-développement depuis son apparition au début des années 50. Et ce sont précisément ces thèses de base du développementisme que la critique antidéveloppementiste conteste dans leur logique et leur rationalité.

Nous présentons dans les lignes qui suivent les quatre principaux arguments qui fondent à nos yeux le développement comme pensée et comme action, et les réactions que ces arguments suscitent de la part de ceux qui les contestent frontalement :

1^{er} postulat : *Le développement est matériellement et techniquement censé et réalisable.*

Dans le marxisme d'une part et le libéralisme de l'autre, le développement est posé, on l'a vu, comme un cheminement naturel et normal de la progression des sociétés humaines vers un destin désormais « scientifiquement » connu et connaissable grâce aux théories proposées. Et dans ces pensées, une toujours plus grande production économique elle-même épaulée par la science et la technologie, serait la voie par excellence vers le développement. D'où l'idée unanimement acceptée par le capitalisme comme par le marxisme, les deux idéologies dominantes mais antagoniques du développement, d'une nécessaire toujours plus grande plus grande croissance économique et technique pour un

meilleur développement au sein de toutes les sociétés. Dans son ouvrage « *Imaginer une autre Société* », Patric Krussel schématise ainsi l'idée: « *Depuis 1946, nous [occidentaux] avons connu un taux annuel de croissance moyen de 4,5 %, ce qui est sans précédent dans l'histoire de l'humanité.(...) Si ce taux était maintenu, notre consommation serait multipliée par 19 durant un siècle, multipliée par 370 durant 2 siècles et multipliée par 7100 durant 3 siècles* » (2004).

Et c'est là que s'insurge la critique antidéveloppementiste, qui interroge la capacité matérielle et technique des ressources actuellement et effectivement disponibles à autoriser la poursuite d'une telle spirale impérative de croissance à l'infini. En d'autres termes : les ressources actuellement et effectivement disponibles sur terre seraient-elles à ce point inépuisables pour permettre la poursuite du développement, une entreprise dont on voit jamais la fin ? On le voit : la question trouve sa réponse en elle-même et c'est pour cette raison, le courant antidéveloppementiste estime que ce postulat développementiste d'une poursuite à l'infini de la croissance économique, est dénué de fondement rationnel.

2ème postulat : *Le sous-développement est un retard de développement; et celui-ci, une course à la croissance économique dans laquelle les plus avancés aident les retardataires à les rattrapper.*

Chez tous les théoriciens du développementisme, l'état de sous-développement des PED est considéré comme un retard, et l'engagement de ces pays dans le développement comme un élan perpétuel en vue de rattraper ce retard, comme le déclarait le président de la Banque mondiale, James D. Wolfensohn: " *Il est clair pour nous tous que l'appropriation des efforts de développement est essentiel. Les pays doivent être au volant et engager la course.*" (cité par Tripp-Melby,2006). Une

course ou plutôt, précise Sachs, *une « compétition entre pays développés et PED dans un monde considéré comme une arène économique » (2002)*. Le développement est conçu et posé en effet comme une compétition à la croissance entre PED et pays développés. Le PNUD et la Banque Mondiale entre autres, publient chaque année des Rapports qui font état des résultats de cette compétition en établissant des palmarès de développement dans lesquels les pays sont classés en fonction de leur niveau de développement, ou comme on l'a vu, de leur PIB par habitant. Et dans ces classements, tous les pays du monde- développés et PED s'y retrouvent, positionnés selon un rang en regard de leur niveau de croissance (ou de développement). Et pour aider les PED à éponger leur gap de développement et de devenir des pays développés comme le reste, le secours et le concours de l'extérieur notamment ceux venant des IFI, comme on l'a vu avec Rosecrance, sont plus que nécessaires. James D. Wolfensohn également est clair sur ce point : les concours financiers et techniques de son institution aux PED sont avant destinés à *« ouvrir la voie à un rattrapage rapide du retard, à une forte croissance économique et à une nette amélioration des conditions de vie » (RDM 98-99; p2)*. Ainsi non seulement le développement est-il une course, mais également, un schéma qui *« place une société sur un chemin de l'Histoire universellement reconnu, (et qui) suppose que les coureurs en tête indiquent le chemin aux retardataires »*. (Sachs, ibidem).

Or c'est là qu'apparaît le hic selon la critique antidéveloppementiste: comment les « coureurs de tête » peuvent-ils montrer leur chemin au peloton de queue en pleine compétition d'une course à laquelle ils prennent également et pleinement part ? Mais à supposer même que cela soit possible, le schéma ne demeure pas moins assez curieux : les « coureurs de tête » qui possèdent une longueur d'avance, tout

en conservant leur avance (les pays développés poursuivent toujours leur propre développement) apprenent aux autres dans un esprit et une logique de compétition et donc de concurrence, à courir dans des règles et une direction de course par eux fixées, et tout cela, dans l'unique but d'aider ceux-ci à les rattrapper. Ce schéma très alambiqué est en effet difficilement concevable; l'idée que le développement des PED est rattrapage est donc peu recevable pour les antidéveloppementistes. Car en effet, il est difficile de répondre à la question posée par l'affirmative, sauf peut-être à appeler « rattrapage » le fait simple pour les PED de part prendre indéfiniment à cette course de « développement-compétition ». Or ainsi que nous l'avons déjà vu, et comme le rapporte Rist également, les tenants de la science développementiste parlent clairement « *d'un changement possible en direction d'un état final.* » (1986,122).

3ème postulat : *Le développement est un schéma universel identique. Toutes les sociétés humaines y sont condamnées; et cliché unique, il apparaîtra et s'imposera partout pareillement et sous les mêmes formes.*

Dans le cheminement général au développement, ses principaux défenseurs marxistes et libéraux n'envisagent chacun qu'un seul itinéraire possible, inéluctable et nécessaire : « *les Étapes de la croissance* » de W.W. Rostow pour les uns et les autres, les « *étapes historiques* » résultant des luttes de classes, de Karl Marx. Ainsi, universel et universalisable par nature et par définition, le développement sera toujours et partout réalisé; et reproductible à l'identique, partout il sera pareil et semblable.

La critique fait remarquer que le développement autant que le libéralisme et le marxisme- ces savoirs « scientifiques » qui prétendent le fonder et l'organiser, sont avant tout des idéologies, c'est-à-dire des ensembles de représentations et de valeurs enracinées dans une histoire donnée, propres à une société, une culture particulières. Ainsi de M. Cowen et R. Shenton par exemple, qui rappellent que: « *le développement est une pratique étatique enracinée dans le 19ème siècle* », et qui est également une notion « *totalelement euro-centriste* » et qui n'a de sens que « *dans une Europe dominée par l'économie, toujours en quête de productivité, mais également construite idéologiquement sur des principes évolutionnistes de progrès et de connaissance scientifique* » (1995, p.29). Par ailleurs fait remarquer Feyerabend, la science elle-même « *n'est qu'une des nombreuses formes de pensées qui ont été développées par l'homme* » (1979, p.332) ; ou Zimmerman : « *la science est inévitablement politique* ». (1971, p. 54).

Alors la question qui se pose est : comment est-il possible comme le soutient l'idéologie développementiste, d'exporter et de transposer en l'état le développement qui est le produit d'un espace-temps particulier, dans d'autres espaces-temps, d'autres sociétés, d'autres histoires, bref, d'autres cultures singulières ?

4ème postulat: *Le développement est une haute valeur morale, fortement désirable pour elle-même.*

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx définit le communisme comme « *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ». (1848) Ultime étape de développement, à la fois aboutissement et fin de la lutte des classes, la société communiste sans classe ne

connaissant ni antagonismes ni conflits, serait ainsi le lieu par excellence de l'épanouissement de l'individu. Le travail lui-même y cessera d'être une corvée, et de manière générale le recours à toute forme de contrainte aura perdu de son utilité et de son sens. « *La société communiste n'organise pas seulement la production, elle libère aussi les hommes de l'oppression d'autres hommes* » écrivait N.I Boukharine (www.marxists.org/français), et Léon Trotsky d'ajouter : « *La formule du communisme suppose donc l'abondance, l'égalité, l'épanouissement de la personnalité et une discipline très élevée.* » (La Révolution Trahie, 1936). Truman dans son fameux Discours de 1949, était de son côté tout aussi formel là-dessus: le développement disait-il, est « *un effort mondial pour assurer l'existence de la paix, de l'abondance et de la liberté* », ou encore : « *une plus grosse production, est la clé de la prospérité et de la paix universelles* » (1949).

« Nouvel évangile » (Rist, 2003) gage de bonheur universel, le développement serait ainsi pour les marxistes comme pour les libéraux, de l'ordre du « Bon » et du « Bien », et sa réalisation, au delà de toute ambition partisane du moment, s'identifierait au contraire à une haute valeur morale. C'est ce que relevait Jean-François Bayart, en écrivant: « *Il y a d'ailleurs quelque chose de messianique dans l'ingénuité développementaliste de la Banque mondiale. Son zèle réformateur fleure bon l'œuvre civilisatrice des missions protestantes anglo-saxonnes du XIX^{ém} siècle, dont on oublie combien elles ont été impliquées dans les tâches de ce que nous nommerions aujourd'hui le développement* », (Cité par B. Hibou, 2006)

Et c'est fort de telles considérations que notre critique interroge cette vertu unanimement associée au développement par ses défenseurs, et se demande si celui-ci est aussi « bon » au sens moral et éthique, que ne veuillent le faire croire ceux-ci. Si par exemple dans les pays où il a été réalisé, il est tout aussi

unanimement accepté et reconnu comme une valeur indiscutable, hors donc de toute réserve et de toute réprobation ?

Telles sont donc selon nous, exprimées sous la forme de ces quatre postulats, les idées maîtresses autour desquelles s'organisent intellectuellement la conception et la défense de la notion de développement, et les critiques et réactions auxquelles ces idées donnent lieu.

CHAPITRE 9: LOGIQUE FORMELLE ET FORMULATION DU PDBm

Même si par ses racines et références historiques le PDBM relève comme on l'a vu de l'idéologie libérale du développement, il n'est pas moins cependant un programme spécifiquement conçu et mis en œuvre par la Banque mondiale. C'est donc dire que si ce programme s'inspire et repose sur les logiques libérales du développement, il possède cependant des caractéristiques formelles qui lui sont propres. Et c'est à l'examen de cette forme du PDBm que nous consacrons le chapitre qui suit.

Les questions qui nous guident tout le long de ce passage sont les suivantes : quelle est la forme du PDBm; comment se présente t-elle ? Quelle en sont la nature et les caractéristiques; ou en d'autres termes : quels sont les attributs épistémologiques de ce savoir scientifique de développement de la Banque mondiale dans les PED ? Car ainsi que tous les savoirs constitués qui prétendent à la scientificité, le discours-savoir de développement de la Banque mondiale se construit lui aussi selon un schéma prédéfini et connu, quel est-il ? À quelle méthode formelle connue de création de connaissance scientifique emprunte ainsi la Banque mondiale dans la production de son PDBm ? À quelle école épistémologique peut-on rapprocher cette démarche originale de cette institution dans la production de son savoir de développement pour les PED.... ?

9-1-SCIENTIFICITÉ ET DÉMARCHE FORMELLE

À cette question à notre connaissance, il n'existe malheureusement aucune réponse statuée : ni la Banque mondiale, ni la littérature spécialisée ne renseignent en effet

sur comment se construit le PDBm. Nulle part en effet, nous n'avons trouvé trace d'un document quelconque qui parle de cette démarche formelle qui confère au discours-savoir de développement de la Banque mondiale dans les PED son caractère scientifique. Ainsi si la Banque mondiale pose son savoir de développement comme scientifique, elle ne dit pas cependant comment elle s'y prend pour créer celui-ci : quelle méthodologie spécifique de formulation de connaissance scientifique, quelle démarche épistémologique admise, elle adopte lorsqu'elle met à jour ses connaissances et principes de développement pour les PED... Cet aspect des choses est pourtant essentiel car la science est avant tout une affaire de forme et c'est d'abord par sa forme et son mode de formulation que le discours scientifique se distingue des autres types de savoir.

En effet, avant d'être une question de contexte ou de contenu, la scientificité d'une connaissance réfère d'abord à la forme de cette connaissance. Car ce sont en définitive les critères et exigences de validité et de scientificité auxquels elle se trouve soumise tout le long du processus de son élaboration qui déterminent sa scientificité et en même temps contribuent à la distinguer d'autres formes de connaissance (magique, religieuse ou artistique), telle est la grande leçon du positivisme. Ces critères sont eux-mêmes fonction du type de recherche (qualitative ou quantitative) et plus généralement, selon le type de savoir dont relève cette connaissance; selon que celle-ci s'effectue dans le domaine des sciences hypothético-déductives (Mathématiques, Logique), des sciences dite de la nature (Physique, Chimie, Géologie..); des sciences de la vie (Biologie) ou des sciences de l'homme et de la société, catégorie à laquelle l'on peut rattacher l'activité de la Banque mondiale.

9-2-LE PDBm : UN CERTAIN FORMALISME LOGIQUE

Pour conférer un caractère scientifique à une connaissance, autant que son cadre et son contenu, la façon de la produire est ainsi essentielle : la méthodologie (qui elle-même témoigne de la logique et de la cohérence internes) mise de l'avant pour produire cette connaissance est tout aussi déterminante que les résultats finaux auxquels celle-ci donne lieu. Tous les scientifiques du monde le savent bien, qui prennent d'abord soin d'exposer dans tous ses détails la méthodologie utilisée avant de faire part des résultats de la recherche proprement dite. Or dans le cas de la Banque mondiale, nulle part, ni l'institution ni la critique n'évoquent la façon dont est produit le PDBm comme discours-savoir de développement. Et lorsqu'un fait rechigne à se livrer de lui-même, pour le comprendre et l'expliquer le chercheur n'a d'autre alternative que de le considérer dans sa manifestation et ses apparences, c'est-à-dire dans la façon dont il se présente à lui et se donne à voir. Notre interrogation de départ devient alors : comment se manifeste et se repère cette marque, ce « dehors » de scientificité qui caractérise le PDBm ?

Et la question ainsi reformulée permet d'avancer. Car en effet, l'on a cru déceler à l'œuvre dans la formulation du PDBm un standard méthodologique : un procédé spécifique et récurrent, une sorte de rituel formel qui rythme et façonne l'ensemble de ce programme et auquel doivent les registres qui le composent. Cette démarche à laquelle paraît obéir la production du PDBm est une méthode originale dans et par laquelle les différents registres de développement qui composent ce programme plutôt que de venir s'ajouter les uns aux autres et ainsi se compléter, semblent au contraire se substituer les uns aux autres, chaque nouveau répertoire de développement est présenté par la Banque mondiale comme la dénégation ou le

remplacement du précédent. « *Des Programmes d'Ajustement aux stratégies de lutte contre la pauvreté, en passant par la politique de Bonne gouvernance*, relève Benoît Prévost, *l'évolution du discours de la Banque mondiale ressort les différentes logiques de développement de la banque, chaque processus étant présenté comme un changement de paradigme* »(2006). P.J Loiret également, croit avoir décelé un semblable principe négationniste concernant l'UVA, épice de du répertoire de développement virtuel du PDBM : « *L'UVA, pour reprendre une grille d'analyse de Pierre Mœglin, écrit-il, se situe dans une logique explicitement « discontinuiste » qui se caractérise par « son refus ou son oubli de l'histoire »*». Dans cette approche « *Les nouveautés [...] ne sont précédées d'aucun signe avant-coureur, d'aucun préliminaire : tout démarre à zéro [...] Du passé, le discontinuisme prétend donc faire table rase* »» (Mœglin, 2002, p.155). *Tabula rasa, c'est bien ce que prône l'UVA : des manières de traiter le développement, des méthodes d'enseignement, des modes de financement de l'enseignement supérieur, de l'héritage du système européen...* » (2007)

Ainsi, et comme le signale Benoît Prévost, chacun des registres de développement qui composent le PDBm apparaît toujours comme une stratégie de développement à la fois inédite et autonome; et qui, en rupture nette d'avec le précédent, porte presque toujours sur une approche et une thématique différentes du développement (même si l'ensemble du PDBm se produit au nom de la sempiternelle « lutte contre la pauvreté »). Ainsi la création et la mise en œuvre historiques du PDBm, à travers les différents répertoires qui le constituent, n'obéiraient de ce fait ni à un rituel linéaire- fait de continuité et d'accumulation; ni à une cadence dialectique, de dépassement et de synthèse, mais bien à cette démarche discontinuiste et négationniste de perpétuels effacements et recommencements.

9-2-1-LE SAVOIR DE LA BANQUE MONDIALE : UNE LOGIQUE « D'ESSAIS ET D'ERREURS » ?

La production des registres de développement de la Banque mondiale reposerait ainsi sur cette démarche négationniste, ponctuée de discontinuités et de ruptures, ou comme aurait dit Karl Popper, par « *conjectures et réfutations* » ou « *d'essais et d'erreurs* ». Cette façon de la Banque mondiale de produire le PDBm n'est pas en effet sans rappeler la fameuse logique de la « *réfutabilité* » du célèbre épistémologue viennois; et de notre point de vue, c'est en effet la seule démarche épistémologique connue à laquelle l'on pourrait rapprocher cette méthodologie utilisée avec le PDBm. Selon Popper en effet, la science procède par « falsification »; elle produit des hypothèses qu'elle teste continuellement afin de décèler d'éventuels contresens. Mais lorsqu'une théorie se révèle trop falsifiable (trop souvent remise en cause par les faits; trop de failles...), le savant doit alors cesser de la tester et la rejeter purement et simplement et élaborer de nouvelles hypothèses. C'est ainsi tout au moins dans l'apparence, que semble procéder la Banque mondiale : avec le PDBm tout se passe en effet comme si chaque nouveau répertoire est une théorie nouvelle qui paraît plus adaptée à laquelle elle se substitue de ce fait. Celle-ci est purement et simplement rejetée, sans doute récelant trop de failles, s'étant révélée trop « falsifiable ». Pour l'épistémologue viennois, ce jeu « *d'essais et d'erreurs* » est essentiel en matière de d'élaboration de connaissance scientifique; (1953; 1972) il ira jusqu'à poser que seule la *réfutabilité* c'est-à-dire cette possibilité donnée pour une connaissance d'être « falsifiée ». est une garantie de scientificité: « *une théorie qui n'est réfutable par aucun événement qui puisse se concevoir, écrit-il, est dépourvue*

de caractère scientifique » (1953, Chap. 1, Section 1); ou encore : « *la démarche par conjectures et réfutation est la seule qui soit à même de produire une connaissance scientifique.* »(ibidem). ».

En d'autres termes selon Popper, explique Véronique Le Ru, « *le savant construit des théories dont il tente sans cesse de falsifier les conséquences. Autrement dit, pour qu'une théorie soit reconnue comme scientifique, il faut qu'elle possède ce caractère distinctif qu'est la falsifiabilité* » ». (2003). Et c'est bien ainsi que semble procéder la Banque mondiale avec son discours savoir de développement dans les PED. Et si d'autre part il était effectivement ainsi structuré, par une telle démarche « *d'essais et d'erreurs* », le PDBm tout entier apparaîtrait alors comme une gigantesque œuvre de construction scientifique de scénarii de développement pour les PED, et qui poursuit d'après cette logique « d'essais et d'erreurs » un cheminement vers l'atteinte de leurs objectifs de développement. Le développement des PED est ainsi posé comme « *scientifiquement* » possible qu'à ce prix « d'essais et d'erreurs », mais surtout d'erreurs, car chez Popper ce sont les erreurs qui sont gages de « *falsifiabilité* », et donc de « *scientificité* ».

4ème Partie : LA SCIENTIFICITÉ DU PDBM EN QUESTIONS

Cette partie renoue avec la trame d'ensemble de notre problématique de départ, à savoir la mise à jour des pertinences scientifiques du PDBm. Au regard et à la lumière des développements précédents portant sur les trois dimensions constitutives et scientifiques de ce programme, nous allons ici interroger ceux-ci directement par rapport à cette rationalité qu'ils sont censés être porteurs ou incarner.

Nous allons ainsi tour à tour questionner les agendas moderne d'abord, postmoderne (néolibral) ensuite du PDBm et la logique formelle à l'œuvre dans ce programme.

CHAPITRE 10: LES PRINCIPES CONSTITUTIFS DU DÉVELOPPEMENT/SOUS-DÉVELOPPEMENT SONT SCIENTIFIQUEMENT FONDÉS ?

Finalementt comme nous l'avons vu, la mission de développement de la Banque mondiale dans les PED ne relève pas directement de sa Charte ou de ses textes fondateurs de la Conférence des Nations-Unies de Bretton Woods de 1944, mais plutôt elle doit aux travaux et démarches du tandem Harry S. Truman et W.W. Rostow. C'est grâce à l'apport intellectuel et politique conjugué et complémentaire de ce tandem que naît la théorie du développement/sous-développement et qui sera en même temps l'objet et la mission du PDBM dans les PED.

Le PDBm tire donc ses principes constitutifs de cette théorie, et il s'agira ici d'interroger dans leur bien-fondé rationnel et scientifique certains de ces principes.

La principale interrogation au cœur de ce passage critique est la suivante : le système d'idées ou théorie du sous-développement qui apparaît historiquement du fait de l'apport complémentaire de Harry S. Truman et de W.W. Rostow et qui sera ensuite reprise en charge dans le PDBm de la Banque mondiale, répondait-elle à un besoin de « *scientifisation* » de la vie sociale dans les PED ?

En somme cela revient à établir si ou non la théorie du sous-développement est une idéologie au sens également connotatif de ce terme. En parlant de cet apport intellectuel issu du tandem Truman/Rostow dans l'édification du développement/sousdéveloppement, nous avons en effet utilisé l'expression « *idéologie libérale de développement* »; nous avons cependant précisé que ce qualificatif ne valait ici que dans son sens dénotatif et neutre. À présent il s'agira d'établir s'il ne vaut pas aussi dans l'autre sens du mot idéologie, celui connotatif. Idéologie avec une certaine connotation au sens par exemple de la définition qu'en donne Perry Anderson, c'est-à-dire, « *un corps de doctrines cohérent, militant, visant de façon lucide à changer le monde avec une ambition de transformation structurelle à une échelle internationale* » (1996) ?

Pour ce faire nous allons d'abord commencer par isoler les principes qui à nos yeux incarnent le mieux cette filiation entre Banque mondiale et Truman/Rostow, pour ensuite demander des principes scientifiques de quelle « *scientificité* » sont-ils ?

10-1-L'IDÉOLOGIE LIBÉRALE DU DÉVELOPPEMENT : PERMANENCE D'UN ESPRIT

Le développement compris dans le PDBm n'est pas un développement en général, abstrait et sui generis, mais comme nous l'avons vu, un certain développement qui est en lui-même à la fois institution et pratique historique, qui naît et s'enracine dans une histoire déterminée et qui de ce fait est tributaire de certains sous-bassements philosophiques et idéologiques qui lui sont propres et spécifiques. Conçu et mis en œuvre dans les PED par la Banque mondiale dans le cadre du développement/sous-développement, le PDBm a d'abord été directement bâti sur l'idéologie libérale de développement. Nous avons signalé que pour cette raison, la Banque mondiale emprunte à cette idéologie la plupart de ses concepts et instruments de développement dans les PED, et avons illustré une telle filiation par l'exemple du *PIB par tête d'habitant*, qui est un instrument de mesure économique et statistique du développement, et en même temps un outil à la fois technique et conceptuel central du PDBM et de la logique du développement.

Mais la filiation entre Banque mondiale et idéologie ne se limite pas à l'emprunt de ce seul coefficient économique, elle se retrouve directement dans les grandes idées sur lesquelles repose sa démarche de développement dans les PED. Le grand enseignement de cette idéologie disions-nous, est que les PED sont des sociétés comme toutes les autres, sauf qu'à la différence des autres, elles sont sous-développées. Ainsi comme pays et sociétés, le sous-développement est leur marque distinctive; un trait permanent de leur état général, à la fois inhérent et intrinsèque. Cette marque constitutive, les sous-développés la manifestent doublement : au plan quantitatif et au plan qualitatif, ou si l'on veut, celle-ci

comporte deux dimensions : l'une objective et matérielle et l'autre subjective et intellectuelle. La première s'identifie à l'état et la situation économiques généraux des PED et que révèle et mesure un outil comme le *PIB/habitant*, qui permet aux économistes et statisticiens de la Banque mondiale de déterminer leur niveau de développement en établissant leur degré et niveau de croissance économique. L'autre dimension du sous-développement comme marque à la distinctive et constitue des PED est l'état général de leur culture (ou de leur inculture), leur mentalité. Beaucoup moins directement mesurable que la première, cette dimension ne peut qu'être observée empiriquement et déduite à partir de certains traits propres aux sociétés sous-développées; en particulier à partir de l'état général manifeste de leur culture. Pour le PED, le « sous-développement » ainsi n'est pas seulement dans la poche ou dans le ventre; il est également et avant tout dans la tête. Tel est le sous-enseignement de l'idéologie libérale du développement et principe justificatif de base de sous-développement des PED.

Quelle est donc cette mentalité des PED génératrice de sous-développement; et qui expliquerait et justifierait « scientifiquement » leur état de sous-développement, auquel le PDBm a pour mission de remédier ?

10-1-1-TRUMAN : DES SOCIÉTÉS ATTARDÉES, DONC NATURELLEMENT RETARDÉES

Dans son Discours-programme de 1949 Harry S.Truman se servait de l'expression de régions à « *vie primitive et stationnaire* » pour qualifier l'état général qui règne dans ces « *régions sous-développées* » du monde. Se situant hors de tout progrès, ces sociétés sont structurellement dépendantes des conditions naturelles : « *leur*

nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire » expliquait Truman. Ceci n'est pas sans rappeler « l'état de nature » des philosophies des Lumières, mais surtout, la fameuse thèse sur la « mentalité primitive » de Lévi-Bruhl. Selon cet ethnologue français, « *les peuples sans écritures* » sont caractérisés par une « *mentalité primitive* » qui est une mentalité prélogique (du niveau des enfants à l'âge préscolaire) et qui les distingue des peuples notamment d'Occident et à écriture, lesquels possèdent une mentalité moderne fondée sur la rigueur intellectuelle et les canons de la rationalité et de la science.

W.W. Rostow va reformuler la mentalité « *primitive et stationnaire* » de Harry S. Truman dans sa célèbre théorie de « *sociétés immobiles* ». Avant d'être conviés au développement à partir des années 50, quasiment l'ensemble des PED se trouvait selon lui au stade premier et indifférencié de l'existence des sociétés humaines : la « *société traditionnelle* » qui se définit comme, « *le degré zéro de l'histoire (...) et correspond à un état naturel de " sous-développement "* » (1960, p14) et ces sociétés sans Histoire, hors du temps et de l'évolution historiques, sont sous-développées naturellement parce que ce sont des sociétés « *immobiles* ». C'est-à-dire, principalement marquées par un état et une disposition mentaux réfractaires au changement et qui mènent une existence qui s'enroule sur elle-même dans un contexte de vie végétative et répétitive, stationnaire et anhistorique de l'éternel registre du même. Le changement n'y a pas cours, mieux il est même proscrit : toute forme d'évolution en effet est perçue comme un danger car susceptible de remettre en cause l'équilibre ancestral que ces sociétés cherchent à perpétuer. Selon W.W. Rostow cet état d' « *immobilité* » se traduit mathématiquement par un double cercle vicieux de croissance : 1- *pas de progrès pas de croissance pas*

d'investissement pas de progrès ; 2-pas de progrès donc pas de croissance donc pas d'augmentation du revenu donc pas d'accroissement du niveau de vie donc pas de progrès au sens d'augmentation du bien être de la population. R. Nurske synthétisera ces deux cycles naturels et logiques de sous-développement dans ses cercles vicieux de la pauvreté.

Comment cela se traduit-il dans le PDBm que la Banque mondiale à ces mêmes PED ? Comme nous l'avons relevé il existe au sujet décès pays une sorte d'inflation et d'évolution terminologique. Aussi à la Banque mondiale même si l'esprit général demeure, les termes utilisés ne seront pas tout à fait les mêmes que ceux en usage chez Truman et Rostow. Ici la métaphore connaît en effet un nouveau déplacement : elle ne se donne pas à la Banque mondiale sous le mode allégorique d'une opposition *primitif/évolué* ou *immobile/historique*, mais sous le rapport *tenèbre/lumière*. Pour expliquer et justifier la nécessité de la nouvelle stratégie de savoir comme développement dans les PED, James. D. Wolfensohn écrivait :« *Le savoir, tel la lumière, peut aisément se propager à travers le monde, éclairant l'existence de tout un chacun. Et pourtant, des millions de personnes vivent encore dans les ténèbres, écrasées par la pauvreté* » (RDM 98-99, p1). Ainsi le clivage développé\sous-développé ne se donne plus sous la même figure mais à la Banque mondiale aussi l'idée demeure : les ténèbres sont un complément et une conséquence logiques de l'état d'attardement mental et de l'immobilisme des PED . En effet si ces sociétés sont attardées ou immobiles c'est bien parce qu'elles ne bougent pas, donc n'avancent pas. Et si elles n'avancent pas c'est parce qu'elles ne voient pas le chemin... enveloppées qu'elles sont par les ténèbres...ou alors, ce qui revient au même : demeurées qu'elles sont, plongées dans un profond sommeil. Dans le PDBm de la Banque mondiale, sommeil est en effet l'autre

synonyme de ténèbres : un récent rapport de l'institution porte encore le titre de « *Awakening Africa's Sleeping Giant* » (2009).

10-1-1-1-UN À PRIORI ANTÉ-COLONIAL

Pour une institution contemporaine qui par elle-même incarne un ordre nouveau, le discours de développement de la Banque mondiale emprunte cependant paradoxalement à un ordre que l'on pourrait qualifier même d'anté-colonial. Cette figure en effet est très ancienne, qui met de l'avant l'opposition monde occidental et univers extra occidental à partir de tels clivages ou de telles catégories conceptuelles. Jusqu'à la fin du 19^e Siècle, c'est surtout la pensée hégélienne qui a servi de tremplin à certaines théories officielles concernant l'univers non-occidental. Pour expliquer et justifier les grandes différences au sein de l'humanité, le philosophe allemand apparaît en effet comme l'un de ceux dont la pensée s'est le plus et le mieux articulée autour de ce déterminisme duel que nous retrouvons dans l'idéologie du développement, c'est-à-dire, à la fois historique et géographique. Hegel élabore une conception objectiviste de l'histoire humaine selon laquelle les lois qui régissent le mouvement général de l'humanité sont des lois de la Raison et qui s'imposent à elle. Dans son ouvrage « *La Raison dans l'Histoire* » (Éditions 10\18 de 1985), le philosophe allemand montre que l'histoire universelle n'est que le cheminement de l'esprit qui s'éduque à sa propre « vérité » qui est la liberté; et que celle-ci, « *commence en Orient et se termine dans le monde germanique après avoir séjourné dans le monde grec, le monde romain et le christianisme* » (279-296). L'Occident est le lieu élu de la Raison; c'est l'endroit que « l'Esprit » a choisi pour s'incarner. Or l'Esprit est Lumière; l'Occident est donc

le lieu « naturel » de la « *Lumière* ». En effet lorsque le soleil visite cette partie de la terre, il est toujours déjà à son Zénith, dans sa plaine et pleine gloire. À l'Ouest, le soleil est toujours alors à son firmament et à son apogée; l'astre du jour ne vient à cette partie du monde qu'étant toujours dans sa « pleine maturité » et son accomplissement. Et c'est donc ainsi toujours dans le faite de sa plénitude que la « *Lumière* » parcourt l'Occident, qu'il y séjourne, et lieu élu, s'y endort. Tandis que l'Orient, la terre de l'Autre, du barbare et du non civilisé, n'expérimente jamais la « *Lumière* » vraie, mais seulement une pâle apparition d'un disque à peine entamé d'un soleil encore endormi. L'Orient ne connaît pas la Raison, seulement une sensation de celle-ci. C'est pourquoi pour Hegel, « *l'humanité européenne apparaît donc comme, même selon sa nature, comme plus libre* » (p277). Tandis que le monde extra-occidental serait lui demeuré dans une éternelle enfance de la Raison; incapable de s'émanciper et de s'élever spirituellement car il ne peut s'affranchir de la nature à laquelle il se confond et dont il est l'esclave; doté « *d'une vie primitive et stationnaire* » et « *société immobile* », c'est un monde tautologique de l'éternel registre du même, enveloppé dans les ténèbres de la déraison et de l'irraison. Le PDBM a été conçu pour l'en sortir en lui apportant cette « *Lumière* » qu'autrement il n'aurait connu, comme le pense également Rosecrance.

10-1-1-2-PERTINENCES D'UNE LOGIQUE DE LA PERMANENCE

Au 21^è Siècle, l'on penserait que de tels arguments sont complètement dépassés et définitivement rangés; que la cause à leur sujet était plus ou moins largement entendue et partagée. Mais il faut croire que non : James D. Wolfenshon et la Banque mondiale, à la suite de l'idéologie du développement, sont là pour nous

rappeler qu'il n'en est rien en effet; une institution comme la Banque mondiale trouve encore ses assises dans ses démarches de développement dans les PED sur des catégories comme l'appartenance naturelle à la lumière et l'appartenance naturelle aux ténèbres, qui lui permettent de définir et de distinguer le sous-développé. Pourtant, la littérature spécialisée contemporaine, l'anthropologie culturelle en particulier, s'est longuement attardée sur ce débat et a largement démontré l'impertinence et le caractère éminemment arbitraire et idéologique des jugements de valeurs portés sur le monde extra-occidental à partir de telles catégories qu'elle considère comme illogiques et ethnocentristes.

Aussi n'entrerons-nous pas ici dans un long débat autour du bien fondé d'une telle vision des choses, nous nous contenterons de simplement de rappeler à grands traits quelques remarques à ce sujet, s'inspirant notamment de l'École du relativisme culturel organisée autour des travaux de Claude Lévi-Strauss. Au point de départ de cette critique, l'idée que le déterminisme historique et géographique sur lequel se fonde les théories de l'infériorité intrinsèque (mentale, culturelle, civilisationnelle ...) supposée de l'Autre, repose lui-même sur une certaine filiation génétique des sociétés humaines. Selon Lévi-Strauss (1949), c'est en effet en vertu d'une sorte de classement et de hiérarchisation génétiques des hommes, que l'on aboutit à ce schéma qui ramène telle société, telle culture, telle civilisation, à tel ou tel autre stade historique de développement de telles autres sociétés, civilisation et culture; c'est à partir de ce déterminisme héréditaire et filaire, que telle culture est réduite à telle étape de développement de telle autre culture; que telle croyance est qualifiée de plus primitive qu'une autre... Or une telle filiation génétique ne repose sur aucune preuve historique, mais au contraire se fonde sur des hypothèses qui sont en soi selon Lévi-Strauss, invérifiables. Elle méconnaît dira

dira l'anthropologue français, « *l'irréductible singularité des cultures, aussi bien que leurs données communes* » (1949). « *Certes, entre toutes les formes d'organisation sociale comme entre tous les schémas mentaux, il y a des différences, mais elles sont différences de degré, non de nature; de généralité, non d'espèce* » (1974, p69).

10-2-L'IDÉOLOGIE LIBÉRALE DU DÉVELOPPEMENT : UNE PENSÉE NEUTRE ET OBJECTIVE ?

Ce schéma fondateur de l'idéologie libérale du développement et du PDBm de la Banque mondiale sur la mentalité des PED et à partir duquel ceux-ci sont « scientifiquement » posés comme sous-développés est difficilement recevable d'un point de vue rationnel. À quelles autres motivations répondent alors le Discours de Truman, les écrits de Rostow et donc ce PDBM de la Banque mondiale ?

10-2-1-LA DOCTRINE TRUMAN ET L'AIDE AUX RÉGION SOUS-DÉVELOPPÉES

L'idée d'aide au sous-développement avait été énoncée pour la première fois en janvier 1949 par le président des Etats-Unis d'Amérique Harry S. Truman dans un discours tenu devant le Congrès de son pays et dans lequel il disait notamment ceci : « *Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées.* » En fait ce discours faisait lui même suite à une autre allocution prononcée par le même Truman

en face de la même audience deux ans plus tôt, le 12 mars 1947, et dans lequel il déclarait :« *Au moment présent de l'histoire du monde, presque toutes les nations se trouvent placées devant le choix entre deux modes de vie. (...) Je crois que les États-Unis doivent pratiquer une politique d'aide aux peuples libres qui résistent actuellement aux manoeuvres de certaines minorités armées ou à la pression extérieure. Je crois que notre aide doit se manifester en tout premier lieu sous la forme d'une assistance économique et financière [...]. Nous devons faire en sorte que cet espoir demeure vivant.*» Ce discours de 1947 jetait les bases de ce que l'histoire retiendra sous le nom de la « doctrine Truman », et l'allocution de 1949 apparaît de ce point de vue comme une suite ou un plan de mise en opération des principes contenus dans le premier discours de Truman et dans sa « doctrine ». La « doctrine Truman » qui jette les bases idéologiques de la Guerre froide, est fondée sur cette nécessité pour les États-Unis d'Amérique de mettre fin à leur isolationnisme et sur celle de renouer avec la « *manifest destiny* », « *c'est-à-dire l'idée selon laquelle les États-Unis doivent montrer le chemin et constituer un exemple pour les autres peuples en quête de liberté* ». Pour mener à bien la « doctrine Truman », les États-Unis disposent de deux cartes maîtresses: l'arme atomique et la puissance économique et financière. Déjà en 1945, alors secrétaire d'État sous Roosevelt, c'est Truman qui avait pris la responsabilité de larguer les bombes atomiques sur le Japon. Le second atout pour endiguer le communisme tout en brisant l'isolement des États-Unis est celui qui repose sur la capacité économique et financière de ce pays et que va organiser « *la diplomatie du dollar* ». « L'aide » américaine est orientée vers deux pôles : le monde occidental- essentiellement l'Europe de l'Ouest et le Japon, et le reste du monde non communiste. Dans le premier cas elle se

matérialisera à travers le Plan Marshall et dans le second, dans cette idée d'*assistance* aux « *régions sous-développées* » du monde.

Ainsi, loin d'être innocente ou désintéressée, cette idée d'aide américaine au sous-développement reposait au contraire dès l'origine sur des calculs et des arrière-pensées manifestes : elle était destinée à endiguer le communisme et à s'assurer la loyauté des PED. Pour les Etats-Unis la misère et la pauvreté sont les premiers facteurs de propagation du communisme, aussi abandonner ces régions à leur sort c'est leur permettre l'occasion de basculer dans le bloc pro-soviétique et donc renforcer le camp et les capacités de l'ennemi. Alors même que les « aider » au contraire, assure et garantit leur rattachement et leur dépendance vis-à-vis des Etats-Unis et doc par là même contribue à renforcer et réaffirmer la puissance américaine. L'assistance étasunienne aux « régions sous-développées du monde » que prônait et lançait le Discours de 1949 du président Truman repose ainsi sur des mobiles autant politiques, géostratégiques qu'économiques. « L'aide » aux PED via la *diplomatie du dollar* apparaît en effet ainsi comme un pilier et un instrument de la doctrine Truman, destinés à matérialiser et réaffirmer la force de cet engagement pour réaliser pour les Etats-Unis la « *manifest destiny* ».

10-2-2-DOCTRINE TRUMAN ET BANQUE MONDIALE

Si l'influence de Harry S. Truman a été déterminante sur la vie et l'activité de la Banque mondiale, c'est bien parce que cette influence s'est exercée à tous les niveaux importants de l'existence de l'institution. Au sortir de la 2^e Guerre mondiale, Harry S. Truman, président de la nation la plus puissante du monde, était

en même temps le maître d'œuvre incontesté d'un nouvel ordre mondial ; et la Banque mondiale dans une certaine mesure apparaît comme un des principaux instruments de la mise en œuvre de ce nouvel ordre mondial (Toussaint et al., 2006). C'est pourquoi même si statutairement l'institution de Bretton Woods se définit comme une organisation publique internationale, regroupant aujourd'hui près de 200 membres, c'est la marque du pays de Truman, les États-Unis d'Amérique, qui la caractérise le plus.

Cette empreinte trop pregnante américaine cerne l'institution de part en part, s'exerçant de façon permanente et structurelle : déjà relativement à ses statuts et règlements généraux lors de cette Conférence qui a vu naître la nouvelle banque, ce sont finalement les textes soumis par le représentant américain D. White qui sont adoptés, et ce au détriment de ceux proposés par d'autres notamment John Maynard Keynes. Quant au mandat de la Banque mondiale, nous l'avons vu, l'idée de sous-développement comme celle de mission de développement à travers l'institutionnalisation du développement international, lui viennent directement du Discours-programme de Truman. Mais cette « prégnance » américaine sur l'institution s'observe également encore et toujours au niveau du poids des États-Unis dans le Conseil d'Administration de la Banque mondiale et donc du pouvoir de décision en son sein. Ceux-ci au sein d'une institution de 186 pays membres « *disposent de 17,42 % des voix, la France et la Grande-Bretagne de 4,87 % chacune* » (Barnes, 2006); quand on sait que ces deux pays sont en termes de part les deuxièmes après les États-Unis, on mesure alors l'importance de la part étasunienne. Très naturellement une telle préséance a de repercussions sur également la gestion physique de la Banque mondiale où c'est désormais une « tradition » bien consacrée depuis sa création que sa présidence est américaine,

généralement assurée par un fonctionnaire issu de l'establishment politique et financier officiel étatsunien. Tout cela sans compter le fait que la Banque a son siège social aux États-Unis...

10-2-3-BANQUE MONDIALE ET ROSTOW

L'Encyclopédie Universalis dit des théories développées par W.W. Rostow, qu'elles « *imprègnent encore profondément la façon de penser le développement* », et que l'ouvrage « *Les étapes de la croissance économique* » en particulier, connaît toujours « *un retentissement considérable et façonne la vision linéaire commune aux différents courants libéraux* ». Romainville qui abonde dans le même sens, dira de cet ouvrage, que « *Cette merveilleuse fresque de l'humanité unanime en marche vers le progrès et le bonheur consumériste servira de cadre de réflexion à l'aide au développement* » (2008). Ce livre passe en effet toujours pour un ouvrage de référence, inscrit au programme d'économie de la plupart des universités dans le monde.

Et pourtant sa naissance ne répondait pas à un besoin scientifique de connaissance pour la connaissance, mais à de préoccupations d'un autre ordre. L'ouvrage paru en 1960 était en fait le fruit de la compilation d'un ensemble de cours que cet ancien professeur de l'Université de Cambridge avait donnés deux années plutôt. Ces cours auraient été conçus pour répondre à la question suivante : « *comment " créer, de concert avec les hommes politiques et les peuples non communistes dans les régions qui sont en train de réunir les conditions préalables et de commencer leur démarrage, une association qui les mènera à une*

croissance durable, dans un climat politique et social laissant ouvertes toutes les possibilités de développement progressif et démocratique ”? (Romainville, 2008).

Dans cette question on croirait entendre simplement les deux discours évoqués plus haut du président américain Harry S. Truman devant le Congrès des États-Unis, et qui sont les socles idéologiques de sa « doctrine ». L'ouvrage de W.W. Rostow était donc destiné à répondre à des urgences conjoncturelles directement liées aux questions politiques et géopolitiques de l'heure que confrontait les États-Unis d'Amérique et la mise en oeuvre du développement international naissant. Dans ce contexte de l'après 2^e guerre mondiale, des clivages Est-Ouest et de l'affirmation d'un nouvel ordre mondial, l'ouvrage apparaissait ainsi avant tout et en lui-même comme un programme d'orientation et de politique générale au service du « monde libre ». De ce fait c'est avant tout un ouvrage politique, destiné à apporter une réponse à des questions et des préoccupations politiques.

Par ailleurs, quant à l'influence directe de W.W. Rostow sur la Banque mondiale, là aussi il est difficile de penser qu'elle relève du poids scientifique de l'homme et de son oeuvre. Une année seulement après la publication de son fameux ouvrage « *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste* », (donc après qu'il eut apporté solution aux préoccupations de Truman) W.W. Rostow (ancien agent de l'O.S.S, la future C.I.A) était admis dans le gotha de la Banque mondiale. Il sera alors promu comme l'un des principaux conseillers de Robert McNamara, président de la Banque mondiale de 1968 à 1981. Une présidence dont nous avons vu qu'elle fût l'une des plus marquantes de l'histoire de la Banque mondiale et de celle de l'aide au développement\sous-développement.

CHAPITRE 11 : LA VIRTUALISATION DE L'ÉTAT : UNE DÉMARCHE DE QUELLE RATIONNALITÉ ?

11-1-LES RÉFORMES DE MINIMALISATION : UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT NÉCESSAIRE ET INDISPENSABLE

11-1-1-« UNE THÉRAPIE DE CHOC » CERTES

Comme on l'a vu, au Sénégal et partout dans les PED, les réformes de développement virtuel que proposaient les IBW depuis le début des années 80 se traduisent par des bouleversements structurels souvent lourds à supporter aux plans politique, économique et social. Les réformes de minimalisation-rationalisation de l'État dans les PED apparaissent en effet d'une facture lourde à supporter pour les États et les collectivités de ces pays et sont pour ces raisons, donc diversement perçues. Certains parlent à leur sujet d'une « *thérapie de choc* » et qui est jugée d'un « *coût social exorbitant* » (J.Cavanagh, 1994; S.George et F.Sabelli, 1994). De ce fait les réformes ont souvent donné lieu à des réactions de contestation et de dénonciation un peu partout dans le monde. Une coalition internationale dénommée « *50 ans, ça suffit !* » et composée d'acteurs issus de tous les horizons et en particulier d'ONG de la société civile, avait même été créée en 1995 au lancement du registre de développement virtuel de la Banque mondiale, pour célébrer à sa façon le demi-siècle d'existence des IBW. James D. Wolfensohn accédait à la présidence de la Banque mondiale en cette même année du 50^e anniversaire de l'institution. Et pour faire baisser cette tension mondialement organisée autour du PDBm, le nouveau président ira jusqu'à

accepter de relever conjointement avec un panel d'ONG le défi d'une évaluation neutre et objective des programmes de son institution dans les PED. Ainsi verra le jour *l'Initiative pour la révision participative des PAS (SAPRIN)* composée d'experts de la Banque mondiale et de chercheurs indépendants, et qui après plusieurs années d'enquête sur l'ensemble des PED va déposer un rapport final en plusieurs volumes, et dont un des passages de la conclusion est le suivant: « *l'intransigeance des auteurs internationaux de ces politiques accroît la pauvreté, l'inégalité et l'insécurité dans le monde. Ces mesures polarisantes augmentent, à leur tour, les tensions entre les diverses couches sociales, alimentant les mouvements extrémistes et délégitimant les systèmes politiques démocratiques. Leurs effets, surtout sur les pauvres, sont à ce point profonds et généralisés qu'aucune mesure sociale spécifique ne peut résoudre les crises qui en résultent. Seule une restructuration des secteurs productifs, par le biais de politiques adéquates, peut assurer que les ouvertures économiques, les ressources et les bénéfices se répartissent dans l'ensemble des segments divers de la population* ». (Cité in Houtart, 2002).

Le lot de réactions de contestations et de dénonciations qui accompagnent les réformes de minimalisation de l'État dans les PED s'intensifient, fusant de partout, venant parfois des États concernés eux-mêmes. Toussaint et al. dans un livre réquisitoire intitulé « *Banque mondiale : le coup d'État permanent* » (2006) relevaient le caractère à la fois permanent et destructurant, mais aussi systématique et injustifié, des réformes de la Banque mondiale en particulier pour l'État national dans les PED. L'idée que les réformes n'avaient pas leur raison en particulier parce qu'elles tardent à tenir leur promesse de développement, se propage. Tavernier note même que les PAS avaient fini par provoquer des crises

économiques aussi sérieuses que celles qu'ils étaient censés justement endiguer : « *Dix pays à revenu intermédiaire ont connu entre 1994 et 1999 de graves crises financières qui ont fait sombrer le niveau de vie, parfois causé la chute des gouvernements et aggravé le sort de millions de personnes. (...) Les décideurs ont soudain été confrontés à la menace de la contagion financière, et les économistes ont remis en question le rythme et l'enchaînement des mesures de déréglementation et de libéralisation* » (2001).

11-1-2-MAIS UN MAL CEPENDANT NÉCESSAIRE

Les lignes de la conclusion du rapport final du Saprin traduisent un peu le sentiment général que suscitent les réformes de minimalisation de l'État et de développement virtuel de la Banque mondiale dans les PED. Mais coup de théâtre : la Banque mondiale décide de se désolidariser de toute la démarche et donc de reconnaître les résultats du rapport. Il semble que pour elle, toute idée ou argument qui tendrait à remettre en cause le principe même de la minimalisation de l'État dans les PED est en soi irrécusable. L'institution est absolument convaincue du bien-fondé de ses démarches; pour elle tout véritable développement dans ces pays passe nécessairement et logiquement par la réduction au strict minimum autorisé par la raison de la taille de l'État, ainsi que l'écrit un de ses experts : « *Un plus gros gouvernement c'est un gouvernement qui taxe plus, qui dépense plus, qui s'endette plus, qui réglemente plus, c'est un gouvernement qui intervient dans tous les aspects de nos vies, et qui réduit donc d'autant notre liberté d'agir* ».

Pour la Banque mondiale il est indéniable que le développement des PED passe par ces réformes; et si ces réformes sont douloureuses, c'est que cette douleur est le prix à payer pour le développement. Le président de la Banque mondiale James D. Wolfensohn disait que « *le mur qui sépare le monde des riches et celui des pauvres est imaginaire* » et que, « *l'expansion du marché permettra aux enfants des bidonvilles du Sud d'appartenir un jour au même monde que ceux de Park Avenue* ». (Cité par Senarclans, 2002). Mais pour en arriver là il y a naturellement un prix à payer, car même utopique un tel mur pour être brisé exige un coût. Ce prix pour les PED a pour nom renonciation et sacrifices; en un mot, pour réussir leur développement, ceux-ci doivent accepter de subir courageusement ces douloureux et inévitables mauvais moments à passer qui précèdent tout véritable changement. Dans le cadre des réformes de la Banque mondiale, ces sacrifices signifient d'accepter de soumettre à la concurrence internationale et à la seule loi du marché l'économie certes, mais également désormais : la santé, l'éducation, l'environnement... tous ces biens immatériels, toutes ces réalités virtuelles. Il est évident que tout ceci ne manquera pas d'engendrer certaines frustrations et conséquences négatives pour l'État et pour les collectivités, mais estime la Banque mondiale, il s'agit d'un passage obligé pour le développement; c'est en quelque sorte la traversée du désert avant de trouver l'oasis; le traversée du tunnel dans le noir avant de voir jaillir la lumière du jour; la douleur avant l'accouchement... Et si parfois la pilule se révèle difficile à avaler, l'institution n'y peut rien; mais surtout, elle n'y est pour rien, signale David Dollar, le directeur des politiques de développement à la Banque mondiale. Pour lui en effet reprocher à la Banque mondiale les conséquences négatives des réformes, c'est comme si l' « *on s'avisait de rendre le docteur responsable de l'amertume des*

potions qu'il est obligé de prescrire pour la guérison du malade » (2008). (http://www.banquemondiale.org).

Ainsi pour le médecin–Banque mondiale, aussi radicales que puissent paraître ou être les réformes de développement virtuel et de minimalisation de l'État dans les PED, celles-ci sont un mal nécessaire et telles qu'elles se présentent c'est-à-dire fondées sur la dynamique du marché et des technologies et une rationalisation de la taille de l'État, elles finiront nécessairement par déboucher sur une ère nouvelle de prospérité et de bien être pour tous dans ces pays.

11-2-DÉVELOPPEMENT VIRTUEL ET LA QUESTION DE L'ÉTAT

Cependant le fait est là qu'il est indéniable quelle qu'en soit l'interprétation que l'on fait de la chose, que les réformes de développement virtuel de la Banque mondiale modifient profondément les circonstances de la vie nationale dans les PED et interrogent l'État de ces pays sous bien d'aspects essentiels. Qu'il soit ou ait été un État « développementiste »; « centralisateur »; « fantoche »; « providence »; ou « modeste libéral » ; celui-ci, d'État nation post colonial à peine imprégné de la modernité dans laquelle on l'a fait naître se voit aujourd'hui brutalement plongé à travers les réformes de développement virtuel de la Banque mondiale dans une postmodernité aux contours mal définis et caractérisée par cette sorte de « *nomadisme géographique, terrestre, et virtuel* », selon les mots de Jacques Attali (2002). Les réformes de libéralisation ont eu pour effet visible de délester l'État des PED de ses membres les plus essentiels ; or pour un pays l'État n'est pas une institution comme les autres : ailleurs dans les PED comme au Sénégal, l'État a « *en charge des intérêts collectifs, qu'il s'agisse des libertés publiques, de sécurité,*

d'égalité d'accès ou encore de concurrence équitable. D'autre part au Sénégal, il a une longue tradition d'intervention dans le domaine de l'information et de la communication, et comme principal investisseur dans ce secteur » (Guillaume, 2004, p32). C'est pourquoi la question centrale que posent en dernière instance les réformes de minimalisation-virtualisation de la Banque mondiale et leur mise en œuvre dans les PED est celle du devenir même de l'État-nation de ces pays. Cette question peut être détaillée par les sous-questions suivantes : comment caractériser les changements imprimés à l'État par les démarches de développement de la Banque mondiale dans les PED ? Les réformes permettent-elles à celui-ci de mieux se positionner dans la nouvelle donne mondiale, d'être plus stratégique et plus efficace afin de mieux assurer le développement économique et social de ses populations, ou remettent-elles en cause ses principes constitutifs ? La virtualisation traduit-elle un redéploiement des modes d'intervention de l'État dans les PED, ou bien, son total désengagement voire son effacement ? Au Sénégal le slogan officiel retenu pour expliquer la nouvelle voie de développement dans laquelle s'engage l'État était : « *Moins d'État, mieux d'État* ». Que signifie finalement ce « *moins* » : s'agit-il d'une diminution ou d'une réduction, ou bien alors, purement et simplement, d'une soustraction voire une néantisation ?

11-2-1-LA FIN DE L'ÉTAT ?

L'État national est l'institution dans les PED qui est prioritairement et frontalement visée et touchée par les réformes de minimalisation et de développement virtuel de la Banque mondiale; c'est donc en particulier sur lui que l'influence de ces réformes ont un plus grand impact. Ces réformes de ce fait portent leur lot d'interrogation,

demeurant en effet très questionnables. Et la principale interrogation au sujet du développement virtuel se trouve à notre avis parfaitement illustrée par la question suivante de Éric de la Maisonneuve : *« Cette idée que la société –et chaque individu, quelque soit son niveau de responsabilité - puisse s'approprier ainsi l'information au point de constituer une « société de l'information », fondée et vivant sur celle-ci, est-elle acceptable pour les systèmes institutionnels, pour les pouvoirs publics en général, et pour les États en particulier ? »* (2005, p82). Comi Toulabor y répond par une autre question : considérant tous ces enjeux nouveaux et défis que posent à l'État les stratégies de développement virtuel de la Banque dans les PED, il signale son scepticisme par une nouvelle interrogation: *« sans préjuger de rien, se demandait-il, retrouverons-nous l'État dans le cyberavion comme pilote ou alors comme simple passager endormi parmi d'autres passagers réguliers ou clandestins ? »*. Quant à Jim Barnes, voici la lecture qu'il fait de la situation générale des PED aux prises avec ces réformes: *« Plusieurs dizaines de pays du Sud et de l'Est sont sous tutelle de la Banque mondiale. Celle-ci impose une nécessaire "discipline" en réorientant les économies vers les secteurs d'exportation et en comprimant sévèrement les dépenses publiques. De ce fait la Banque mondiale n'est plus seulement "une institution à caractère purement économique", mais, à travers les conditions des prêts qu'elle accorde, elle se substitue de plus en plus aux États »*. (2006) Un état de fait qui pourrait surtout signifier à terme la disparition de l'État, car soupçonne Jacques Attali, *« il est vraisemblable qu'on va assister à une victoire du droit privé sur le droit public, les réseaux correspondant plus au domaine du contrat privé qu'au domaine du contrat social. Ils accoucheront d'une société de marché. Le système judiciaire sera remplacé par des arbitres. Même le politique disparaîtra, puisque le contrat sera*

individuel et non plus social ». (2000). Manuel Castells pour sa part reste plus tranché, pour lui ces réformes finiront effectivement par sonner le glas de l'État-nation dans les PED, si ce n'est déjà fait. En effet sentence t-il péremptoire : « *ce qui est fini, dans l'étape actuelle, c'est l'État souverain, national* ».

11-2-2-L'ÉTAT N 'EST PAS MORT

Naturellement la Banque mondiale ne partage pas cette opinion. Pour elle les réformes de développement qu'elle met en œuvre dans les PED ne visent pas à tuer l'État de ces pays, mais seulement et simplement, à le ramener à des proportions plus adéquates avec la réalisation de leur développement, à le rationaliser. Et d'ailleurs elle n'est pas seule à penser ainsi : certains auteurs sont en effet également d'avis que parler de la fin de l'État avec les réformes de minimalisation-virtualisation, c'est aller trop vite en besogne. Raymond Vernon est de ceux-là qui écrit : « *je ne crois pas que l'État disparaisse avec les réseaux. Une nation est une communauté de vie, un héritage, des valeurs communes. Je crois que si l'on dit que ces nouvelles technologies vont faire disparaître l'État-nation, c'est se résigner par avance à ce qu'on soit complètement et uniquement gouverné par le commerce, le marché et la finance* » (<http://www.cplus.fr/html/cyberculture/poli/>). Béatrice Hibou également pense que « *l'on a un peu trop vite vendu la peau de l'ours : l'État n'est pas mort* ». Dans un ouvrage intitulé « *La privatisation des États* » (Karthala, 1999), cette auteure pose la question de l'État des PED face aux réformes de minimalisation et de développement virtuel en termes d'adaptation et juge normales les mutations subies par celui-ci dans le cadre de ces réformes de la Banque mondiale. Pour

Béatrice Hibou en effet, les soubresauts que connaît l'État national dans les PED aux prises avec les réformes de la Banque mondiale ne sont somme toute que la traduction et la manifestation de multiples stratégies que l'État déploie pour s'adapter à de situations nouvelles. L'État selon elle, est par nature une sorte de caméléon équilibriste qui pour faire face aux situations d'imprévus ou aux défis nouveaux se réinvente spontanément sans cesse.

Tel est le cas également avec la problématique liée aux réformes de libéralisation de la Banque mondiale dans les PED par exemple. Et même si comme elle l'a constaté dans le cas du Cameroun et d'autres pays d'Afrique, les réformes de libéralisation portent désormais sur des services aussi essentiels et stratégiques pour l'État des PED que ceux de douane, de fiscalité ou de sécurité, Mme Hibou pense que la privatisation traduit dans les PED « *moins une perte de contrôle que l'option d'un gouvernement indirect utilisant des plus en plus des intermédiaires privés* » (p12). Elle précise : « *la privatisation semble aujourd'hui l'une des formes, si ce n'est la forme dominante de la négociation et de la formalisation des relations de pouvoir* » (p29), et « *peut être considérée comme un nouvel interventionnisme étatique* » (p31). Ainsi pour elle, ni la mondialisation, ni les réformes de libéralisation de la Banque Mondiale ne seraient synonymes de fin de l'État des PED, et tous les travaux qui soulignent la perte de souveraineté ou de légitimité de l'État, voire son enterrement partagent implicitement une vision substantialiste et normative du pouvoir étatique : « *C'est parce que l'on définit l'État par exemple en terme de souveraineté, ou comme l'unique détenteur de la violence légitime et de la fiscalité, que l'on en conclut qu'il y a déliquescence de l'État* » (p49). « *Ainsi la privatisation n'est pas (...) autonomisation des acteurs privés, autonomisation*

mutuelle du politique et de l'économique, mais restructuration des manières d'être, de comprendre et d'agir dans les espaces politiques et économiques ».
(p66)

11-3- ÉTAT VIRTUEL ET ÉTAT RATIONNEL

Quant à Richard Rosecrance, comme nous l'avons vu, il est catégorique et formel sur ce point : les réformes de minimalisation de l'État sont aussi indispensables que nécessaires, tout comme est justifiée et nécessaire cette "influence verticale" que devront exercer au besoin les IFI pour contraindre au changement les États réfractaires. Pour Rosecrance l'État virtuel est l'aboutissement logique de l'État tout court des PED et d'ailleurs; et que d'autre part, la mission dévolue aux IBW en particulier d'aider ces pays à atteindre un tel état, est rationnelle et raisonnable. Et si l'État virtuel rosecracien présente des similitudes évidentes avec l'État minimal de Hayek dont il se réclame explicitement, il semble également en effet emprunter dans ses dimensions formelles à la figure de l'État rationnel de Hegel. Ce qui au demeurant ne représente pas de paradoxe, puisque d'un certain point de vue et par rapport à cette question de l'État, Hegel et Hayek ont des conceptions qui se recourent : «: *D'un point de vue formel, la convergence entre la théorie politique de Hegel et celle de Hayek est nette en ce qui concerne leur volonté d'élucider les erreurs du constructivisme social qui entend reconstruire les institutions sur la base d'un ordre désiré par la volonté humaine. Venus d'horizons culturels très différents - Hegel de l'idéalisme postkantien, Hayek de l'école économique autrichienne -, ils proposent, chacun à sa manière, une réflexion sur les principes de fonctionnement*

d'une société libre en faisant appel aux ressources de l'histoire. » (EYEN-MBA, 2006).

Hegel dans les *Principes de la philosophie du Droit* (1895) pose l'État comme le produit d'un long cheminement historique et dont la fin ultime est la réalisation de l'ordre universel qui est la liberté. Symbole et manifestation en actes de cette aspiration fondamentale de l'homme, l'État est ainsi le rationnel en soi et pour soi : « *L'État, comme réalité en acte de la volonté substantielle, réalité qu'elle reçoit dans la conscience particulière de soi universalisée, est le rationnel en soi et pour soi : cette unité substantielle est un but propre absolu, immobile, dans lequel la liberté obtient sa valeur suprême, et ainsi ce but final a un droit souverain vis-à-vis des individus dont le plus haut devoir est d'être membres de l'État. (...) Il est la réalité de la liberté concrète.* » (p21). Et c'est ainsi qu'apparaît également l'État virtuel de Rosecrance : à la fois comme la résultante d'un processus historique ou comme une totalité organique c'est-à-dire également fondé sur une métaphore organiciste et physique. À l'instar de l'État rationnel hégélien qui passe de la matière à l'esprit, l'État virtuel de Rosecrance repose également sur ce processus historique d'une homologie organique dans laquelle il est d'abord l'expression d'une « *nation-corps* », se manifeste ensuite dans une « *nation mixte* », avant de trouver son accomplissement dans une « *nation-tête* » « *nation créatrice* ». Une autre traduction de cette métaphore organique et évolutive est celle qui voit passer l'État (la réalité en actes) de l'enfance à l'âge adulte, en passant par l'adolescence (stade « *mixte* »)...L'état virtuel rosecracien se conçoit donc dans l'esprit de l'État rationnel hégélien.

11-3-1-L'ÉTAT MINIMAL-VIRTUEL EST-IL CEPENDANT RATIONNEL ?

Nous pouvons dire que l'État virtuel de Rosecrance, c'est schématiquement à la fois l'État minimal de Hayek et l'État rationnel de Hegel; ou encore : l'État minimal de Hayek enveloppé dans la forme de l'État hégélien. À l'image du qualificatif que donne le philosophe allemand au sien d'État, l'État virtuel de Rosecrance peut-il aussi être dit « rationnel » comme le prétend celui-ci ? Dans ce livre-débat de Rosecrance : « *Débat sur l'État virtuel* », cette question est un peu celle autour de laquelle s'organise ce débat qui met celui-ci en face en particulier de Pierre de Senarclens et de Bertrand Badié.

D'entrée de jeu, Pierre de Senerclans dira de cette thèse de l'État virtuel de Richard Rosecrance, qu'elle est « *une erreur conceptuelle (...) puisqu'elle présuppose que l'économie est une réalité autonome, découplée du social et du politique. Elle illustre ainsi les apories d'une vision strictement économique de la chose publique. Elle obscurcit toute intelligence, en particulier la problématique de l'intégration sociale qui mobilise la sphère de l'imaginaire, des symboles, des valeurs et des normes* ». (2002, p161). Selon Senarclens, si Rosecrance à l'image de Hayek et des autres penseurs néolibéraux, fait l'apologie du marché et appelle de tous ses vœux l'avènement du règne de celui-ci, il néglige cependant l'analyse de l'environnement institutionnel favorisant l'expansion du marché. Rosecrance ne s'interroge pas non plus sur les finalités de la croissance et ses conséquences sociales : « *En fin de compte, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devient dans cette logique le droit des acteurs économiques d'affirmer leur pleine autonomie en exigeant, lorsque cela devient nécessaire, l'appui des gouvernements* ». (2002, p164).

Bernard Badié également estime que l'État virtuel de Rosecrance est une « utopie ». Il rappelle à la suite de Max Weber, « qu'il existe un lien intime qui relie la politique à une construction institutionnelle de l'espace et à l'usage de la violence physique légitime. L'ordre politique est par nature territorialisé, délimité par des frontières dessinant une carte de l'État-nation ». (2002, p131). Et qu' « aucune société ne peut être fondée durablement sur un objectif aussi trivial que le profit matériel, surtout si les avantages de la croissance sont mal repartis ». (2002, P138). Le politologue français reconnaît cependant que même s'il n'a aucune chance de devenir virtuel au sens où l'entend Rosecrance, l'État n'est pas cependant une figure immuable de la politique et des relations internationales en particulier. Les espaces et les régimes de souveraineté ont changé au cours de l'histoire moderne; mais même partiellement dévolus à des instances extra gouvernementales, les rapports de souveraineté ne disparaîtront jamais pour autant, ils subsistent. Pour Bertrand Badié, Il n'existe actuellement aucune instance pouvant se substituer à l'État dans les fonctions d'intégration politique et sociale qu'il assume, notamment dans l'exercice d'une justice distributive entre les groupes sociaux. Et même pour les pays développés où le phénomène de virtualisation paraît à un stade avancé, il pense que « rien n'indique que les États du Nord soient en passe d'abandonner leurs fonctions traditionnelles. Ils définissent les conditions et la finalité de la citoyenneté. Ils s'efforcent de garder la maîtrise de leurs politiques publiques en matière d'éducation, de formation, de recherche, d'emploi, d'environnement, d'hygiène et de santé ». (2002, p166).

Bernard Badié reconnaît que l'économie et le marché constituent l'assise matérielle des États, mais le marché n'est pas un facteur d'intégration politique et sociale; et donc que la virtualisation et la mondialisation, si elles transforment les

circonstances dans lesquelles se déroule la politique internationale, ne pourront modifier la nature profonde de celle-ci.

11-3-2-LE PDBM, UNE EXPRESSION DE POUVOIR PLUTÔT QUE DE LA RAISON

Mais si l'état virtuel minimal-virtuel est une utopie, que cache alors les démarches de minimalisation-virtualisation du PDBM dans les PED ?

Pour répondre à cette question, il est important d'examiner le type et la nature du rapport qui se noue entre Banque mondiale et PED au nom et autour de cette question du développement. Ce rapport qui a pour nom « partenariat » au développement est une relation à la fois historique et structurelle par laquelle Banque mondiale et PED se trouvent liés. Cela fait en effet plus d'un demi-siècle que celle-là, par ses activités et ses décisions s'invite et se comptabilise au quotidien dans le vécu historique de ceux-ci; lesquels à leur tour passent pour être de plus en plus sa principale raison d'être. Cependant, ce nom de « partenariat » que l'on attribue généralement à cette relation de développement entre ces deux entités, est trompeur. Ce vocable en effet, outre l'idée d'alliance ou d'association, laisse sous-entendre également au sein de la relation, sinon celle d'égalité, tout au moins celle de consentement et donc, d'une adhésion volontaire. Or il nous semble que le partenariat au développement entre la Banque mondiale et les PED n'est pas le lieu dans les faits de telles alternatives notamment pour les PED. Ici, plutôt que de choix ou de consentement, il est plus approprié de parler ici de subordination voire de soumission dans un contexte de rapport à tous points de vue inégal. La Banque mondiale est en effet loin d'être un vis-à-vis de

développement qui parlerait à partir d'un même piédestal que les PED, et donc dont ceux-ci pourraient choisir d'écouter ou non.

« Partenaire » au développement de ces pays, l'institution est aussi et incontestablement aujourd'hui en même temps, une figure importante de la dominance mondiale; dans cet univers postmoderne des relations économiques internationales, une instance à la fois de pouvoir et de savoir qui ressort en dernière instance de ce que la littérature appelle « le paradigme dominant » : « *l'économie néolibérale, disait Jamie Morgan, est le langage du pouvoir. C'est la langue de communication de la Banque mondiale, du FMI, de l'OMC et des nations capitalistes avancées* » (2003). Ainsi la Banque mondiale ne fait pas qu'emprunter au néolibéralisme ses idées, elle fait elle-même partie intégrale de ses armatures organisationnelles et physiques de savoir et de pouvoir. Institution néolibérale de « développement » et se reconnaissant volontiers comme telle (Einhorn, 2003), la Banque mondiale en effet détiendrait de par cette posture un tel pouvoir dans le jeu des rapports de force internationaux, que selon Wilks et Lefrançois, elle remporte facilement la bataille des idées même là où elle ne prête pas. Et là où elle prête, « *ses conseils deviennent l'équivalent de ceux qu'un parrain de la mafia prodigue à un ami : impossible de les refuser* » (2002). C'est dire donc que dans cette relation de « partenariat » au développement entre Banque mondiale et PED, il n'y a pas d'alternative pour ceux-ci; il existe institué entre ces deux « partenaires » une inégalité structurelle de droit et de fait. Ainsi par exemple, pour son cycle tri-annuel 2008-2011 du financement de développement dans les PED, la Banque mondiale annonçait une somme 100 milliards de dollars pour ces pays (www.banquemondiale.org); et nous avons calculé à partir des données fournies par Atlaséco 2009, qu'un tel montant représente l'équivalent du PIB de 40 pays en

développement d'Afrique (pays dont le PIB est compris entre 0,04 et 6,5 milliards de dollars). Et quand on sait que dans le cadre de ce « partenariat » la Banque mondiale traite avec ces pays sur une base individuelle, on mesure dès lors le caractère très inégalitaire de la relation de développement qui en résulte toujours. Et un tel rapport d'inégalité ne se rapporte aux seuls pouvoir et capacité financiers de la Banque mondiale, il s'observe également sur un plan plus général et plus institutionnel, comme en témoignent Samoff Joel et Carrol Bedemi dans le cas de l'Afrique. « *Aujourd'hui, écrivent ces auteurs, la Banque assure en Afrique davantage de responsabilités et d'influence sur les politiques locales, que les anciennes puissances coloniales à l'époque de leur splendeur* » (2004). Tout comme au plan de la connaissance, que l'institution considère comme le principal facteur de développement pour les PED avec notamment son répertoire de développement virtuel et toujours par rapport à ce continent, J.P. Loiret notait ceci : « *l'Institut de la Banque mondiale qui analyse les grandes tendances du secteur éducatif fait travailler plus de chercheurs qu'il y en a dans l'ensemble des universités du continent !* » (2007; p106).

Ainsi pour les PED la relation de développement avec la Banque mondiale apparaît à la fois transcendente et impériale : émanant toujours de l'autre et toujours déjà là; et dans une posture qui ne leur laisse jamais aucun choix, aucune alternative. Le PDBm serait-il par hasard l'instrument d'un nouveau colonialisme; d'un colonialisme des temps modernes ? Serge Latouche notait déjà que « *le développement, en effet, n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement avec d'autres moyens* ». Or d'une entreprise colonialiste, le PDBM et le développement virtuel présentent eux aussi les principales caractéristiques :

d'une part dans leur nature, en ce que dans ce programme, comme nous venons de le voir, « *la vérité ou l'orthodoxie ne dépend guère du contenu du discours mais plutôt du pouvoir de celui qui parvient à l'imposer.* » (2003) et d'autre part dans leur finalité, en ce que grâce au développement virtuel en particulier, écrit P-L Harvey : « *Aujourd'hui, on est en train de construire un monde de sociétés virtuelles qu'il est possible de modéliser pour en orienter le futur selon nos valeurs* ». (2010, p31).

CHAPITRE 12 : LE PDBM : QUELLE LOGIQUE FORMELLE ?

Nous avons vu que par cette façon négationniste de faire apparaître les différents répertoires de son PDBm dans les PED, la méthode de création de savoir scientifique de développement de la Banque mondiale pourrait être rapprochée de la démarche épistémologique dite de la « réfutabilité » ou « d'essais et d'erreurs » développée par Karl Popper et dans laquelle le savant tente continuellement de « falsifier » les conséquences des théories qu'il développe et ce jusqu'à *saturation*, c'est-à-dire jusqu'à ce que finalement : ou bien celles-ci résistent à la « falsifiabilité »-deviennent « infalsifiables », et alors elles sont retenues et admises comme scientifiquement valides; ou alors seconde alternative, ces théories se révèlent trop « falsifiables » et auquel cas, elles sont rejetées au profit de nouvelles autres hypothèses que le savant soumet à nouveau à la méthode. Et effectivement, sur le coup ce qui se donne tout de suite à voir avec la façon de produire le PDBm de la Banque mondiale, c'est comme le signalent également Benoît Prévost (2005) et J-P Loiret (2007), ce procédé de dénégation systématique qui fait que chaque nouveau répertoire (qui est ici considéré comme un énoncé) de développement de la Banque mondiale remplace le précédent sans que ne soit établie entre eux aucune suite, aucune filiation; chaque nouveau registre se posant ainsi comme portant sur autre chose et autrement chaque fois. Et ce procédé de dénégation et de remplacement systématique des énoncés de développement les uns par les autres, n'est pas sans rappeler la démarche « d'essais et d'erreurs » de Karl Popper, ou du moins dans les apparences de celle-ci. Qu'en est-il alors en fait ; si dans ses formes et apparences le discours-savoir scientifique de développement de la Banque mondiale dans les

PED semble emprunter à l'épistémologie popérienne, en rencontre t-il cependant les exigences les plus essentielles ?

Telle est la grande question qui donne sa marque à ce chapitre qui interroge la rationalité de forme du PDBm. Une telle démarche demande certainement à être clarifiée : en faisant le parallèle entre Popper et la Banque mondiale, il ne s'agit pas pour nous ici de juger de la pertinence formelle du PDBm par rapport à l'épistémologie popérienne; cet exercice n'a pas pour but de déclarer scientifique ou non la forme de ce programme selon que sa formulation serait conforme ou non à l'enseignement de l'épistémologue viennois. La théorie de la « réfutabilité » au demeurant, n'est pas pour nous un modèle de référence stricte en matière d'épistémologie, c'est une herméneutique, comme l'ont démontré certains au sein même de l'École de Vienne et en particulier Habermas, qui n'est pas toujours exempte de critique. Le choix de Popper nous est inspiré par la ressemblance dans les apparences de la démarche de production des registres-énoncés de développement du Pdbm de la Banque mondiale d'avec cette théorie de critères et normes de validité scientifique que propose cet épistémologue.

12-1-BANQUE MONDIALE : LA MÉTHODE DE LA RÉFUTABILITÉ ?

Mais avant de répondre à cette question, laissons Véronique Le Ru nous rappeler tout d'abord ce que dit la théorie popérienne dans sa substance. Selon elle, celle-ci stipule que: *« pour qu'une théorie soit reconnue comme scientifique, il faut qu'elle possède ce caractère distinctif qu'est la falsifiabilité : une théorie n'est scientifique que si ses énoncées sont susceptibles d'être soumis à des tests expérimentaux, elle doit pouvoir être réfutée par l'expérience. Cela veut dire que les énoncés*

scientifiques concernent des évènements réguliers et reproductibles de manière que quiconque puisse les soumettre à des tests, l'objectivité des énoncés scientifiques résidant dans le fait qu'ils peuvent être intersubjectivement soumis à des tests ». (2003). La précision de Véronique Le Ru met en lumière un aspect essentiel de la démarche que propose l'épistémologue viennois : l'idée de cette nécessité impérieuse et absolue pour le savant de soumettre à l'expérience et à l'épreuve des faits les hypothèses scientifiques qu'il énonce, et aussi cette idée de la possibilité donnée pour quiconque le désirera de procéder à une telle vérification. Est-ce ainsi également que procède la Banque mondiale avec ses énoncés scientifiques de développement pour les PED ? Cette institution soumet-elle aussi ses énoncés de développement pour les PED à l'expérience avant de les adopter et de les mettre en œuvre dans ces pays ? Est-ce parce qu'ils n'ont pas résisté à l'épreuve des faits que les registres de développement ne sont plus pris en compte une fois produits ? Est-ce que les différents répertoires sont conçus en tenant compte des leçons et expériences tirées des précédents ? Est-ce qu'ils sont par la suite systématiquement ignorés parce que la Banque mondiale, les PED ou une tierce personne a démontré qu'ils étaient trop « falsifiables » ? En d'autres termes, la Banque mondiale tient-elle compte des effets et conséquences, des échecs éventuels des registres-énoncés de développement qu'elle met en place pour les PED ? Car c'est cela le grand enseignement de Popper : l'idée que ce sont les conséquences des théories qu'il construit que le savant tente continuellement de réfuter. Et plus elles se laissent soumettre à cet exercice c'est-à-dire, plus elles sont falsifiables, plus scientifiques celles-ci sont alors. Ici il y a donc un va et vient entre hypothèse et expérience, entre théorie et pratique : un retour continu sur ses

énonciations de départ, que le savant apprécie et juge à la lumière des résultats de leur mise à l'épreuve, des leçons de l'expérience.

Or il ne se passe rien de tel avec les répertoires du PDBm de la Banque mondiale; l'on pourrait même penser que le trait marquant de ces répertoires est justement qu'ils ne sont jamais soumis à la moindre évaluation à posteriori : jamais en effet avant de passer au registre de développement suivant, la Banque mondiale n'a pris soin d'établir un bilan complet des répertoires de développement qu'elle propose aux PED, en y intégrant les enseignements tirés de leur application sur le terrain, les remarques et critiques qui lui viennent de partout (les PED, les ONG, la critique, les spécialistes...). Les registres-énoncés de développement de la Banque mondiale ne sont pas remplacés parce que infirmés par des tests expérimentaux ou empiriques, parce qu'ils se sont révélés trop « falsifiables », mais contenant en eux-mêmes leur négation, ces énoncés s'autofalsifient et se réfutent par eux-mêmes naturellement : la mise au point d'un nouveau répertoire de développement signifie en effet de facto la mise à mort silencieuse du précédent. Le PDBm ignore royalement la phase et les étapes de test et d'expérimentation; il ignore le fait qu'il a à être confirmé par les faits avant de se faire valoir. C'est donc par ses dehors que le procédé de la Banque mondiale rejoint la démarche poppérienne; de celle-ci, elle ne conserve que cette caricaturale apparence de « réfuter » ce qui est.

12-2-UN PROCÉDÉ BIEN COMMUNE

Ainsi la démarche du célèbre épistémologue, la Banque mondiale n'en fait qu'une lecture partielle et partielle, ne retenant que son aspect le plus frappant mais le moins fondamental quant à la validité de la méthode, c'est-à-dire au sens littéral de

ces termes, l'idée de « *réfutabilité* » ou « *d'essai et d'erreur* ». Un tel apparemment cependant, peut ne pas être fortuit; ce procédé peut en effet permettre à la Banque mondiale de cueillir les roses de la théorie de Karl Popper tout en se gardant des épines; un procédé assez bien commode en somme pour l'institution. L'on pourrait en effet penser qu'en procédant ainsi la Banque mondiale donne même indirectement, une caution et un cachet « scientifiques » à ses démarches de développement dans les PED, tout en escamotant l'aspect et la dimension les plus critiques de la théorie poppérienne, à savoir : les phases de soumission aux faits des énoncés de développement qu'elle élabore, laquelle exigerait par ailleurs pour la Banque mondiale, l'établissement de bilans critiques. Car d'autre part en effet et au contraire du savant poppérien contraint à continuellement tester et à soumettre à l'épreuve de l'expérience les théories qu'il élabore, la lecture tronquée que la Banque mondiale fait de cette méthode épistémologique, la dispense de en effet justement devoir se justifier, c'est-à-dire de revenir sur les conséquences de ses opérations de développement passées ou en cours dans les PED, de les passer au peigne fin, d'en dresser un bilan critique de façon à élaborer son registre de développement à venir en fonction des leçons, bilans et expériences tirés du précédent d'une part et de l'autre d'impliquer les partenaires au développement que sont les PED dans la mise au point et l'élaboration des registres nouveaux en se mettant à leur écoute, en recueillant leurs idées et opinions, en acceptant les points de vue différents et les différences de point de vue. La Banque mondiale fait sans le dire de la « *falsifiabilité* » une lecture qui l'autorise au contraire à ne pas avoir (devoir) à s'expliquer ni là ni ailleurs de ce qu'il en est ou de ce qu'il advient du répertoire de développement qu'elle a déjà mis en place dans les PED; des résultats, bilans ou effets et

conséquences de celui-ci; et le tout, en poursuivant la production (presque annuelle) de toujours nouveaux répertoires de développement qui viennent ainsi grossir son PDBm le plus naturellement et le plus « scientifiquement ».

12-2-1-UNE TOURMENTE CHAOTIQUE

Pour les PED, une telle démarche de production du PDBm crée une véritable tourmente chaotique de « développement ». En effet pour ces pays, par cette façon de procéder de la Banque mondiale, rien de ce qui leur est proposé du PDBm (les plans et projets, les discours-savoirs de développement) n'est jamais, ne peut jamais être sous contrôle; rien n'est jamais véritablement acquis (puisque tout est toujours à refaire), mais tout cela apparaît toujours comme d'avance inscrit et compris dans la règle du jeu de la Banque mondiale. De sorte que par cette façon de produire son PDBm, la Banque mondiale et le développement ont dans ces pays en droit toujours d'avance raison; de sorte également donc que c'est toujours à ces pays de s'arranger pour correspondre au schéma de développement proposé ou de s'y conformer, puisque celui-ci n'est pas conçu en fonction de leurs besoins ou de leurs aspirations; n'intègre pas les leçons des expériences passées et les remarques et critiques adressés aux schémas précédents, mais apparaît toujours comme quelque chose de radicalement nouveau et qui n'obéit qu'à ses propres règles. Et tout cela, le plus « rationnellement » au monde !

La démarche donc « objectivise » le PDBm; mais surtout, excuse d'avance ses nécessaires échecs à venir. Ainsi grâce à cette démarche qui procède d'une pâle caricature de la théorie de la « réfutabilité » de Karl Popper, la Banque mondiale aura toujours « scientifiquement » raison d'échouer, et posera comme

« scientifiquement » légitime, la continuation perpétuelle de son PDBm dans les PED. S'il justifie par avance toute situation à laquelle il peut donner lieu, ce processus (indéfini et à l'infini) qui repose sur une démarche chaotique (toujours jamais la bonne fois) interdit par ailleurs toute mesurabilité du chemin parcouru, toute appréciation objective des répertoires de développement mis en place dans les PED; et ainsi, dispense du même coup l'institution de toute reddition : « *La Banque n'est soumise à aucun contrôle démocratique et aucun code déontologique n'oblige les technocrates de la Banque à se conformer à des normes éthiques* » (Barnes, 2006). D'ailleurs au moment où elle tentait d'implanter dans les PED son programme de politique de « Bonne gouvernance », des voix n'avaient pas alors manqué de l'interpeller sur la question de la sienne de « Bonne gouvernance »; ce aussi bien dans sa gestion du développement que dans sa gouvernance et sa propre gestion internes, qui selon les critiques (Campbell, 2005; Yénikoye; 2004) n'ont rien de transparent mais au contraire restent recouverts d'une complète opacité. Ce qui du point de vue des principes de la démocratie est irrécusable, venant d'une institution internationale publique et à ce titre soumise à un devoir de reddition devant les États dont elle gère les fonds, et qui par ailleurs en même temps, prétend elle même mettre de avant dans ses faits et gestes l'objectivité, l'impartialité et l'universalité, bref la rationalité !

Nous dirons pour conclure sur ce point, que si la Banque mondiale adopte ce semblant de procédé *d'essais et d'erreurs* que l'École doit à l'épistémologue Karl Popper, ce n'est pas parce qu'elle aurait opté pour l'une des plus célèbres méthodes épistémologiques de production scientifique de connaissance pour formaliser et marquer le savoir sur le développement qu'elle produit, mais bien parce que l'apparemment, le rapprochement dans les apparences à une telle

démarche fait bien son affaire. Parce que par elle en effet, le PDBm trouve sa justification dans le seul fait de la façon dont il est produit, par elle la Banque mondiale se soustrait à tout examen objectif et toute critique. La Banque mondiale fait donc un usage idéologique d'une démarche épistémologique qui se veut scientifique.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce travail s'était donné pour objectif d'examiner les pertinences scientifiques du PDBm de la Banque mondiale dans les PED des années 80 à nos jours, et ce à travers les dimensions constitutives de ce programme suivantes : les mission et mandat originaux de la Banque mondiale dans les PED; le contenu, et la forme du PDBm. À l'heure de le clore, voyons succinctement la conclusion à laquelle conduit l'examen de chacune de ces trois dimensions du PDBM :

1- Sur les mandats et mission de départ du PDBm dans les PED.L'influence de l'idéologie libérale du développement incarné par le tandem Truman/Rostow a été déterminante sur la mission de l'agenda moderne de la Banque mondiale et son PDBm pour les PED. Cet agenda cependant n'est pas seulement idéologique au sens neutre, objectif et dénotatif de ce terme; il l'apparaît aussi au sens connotatif du mot idéologie : ces idées en effet, de « *mentalité primitive* »; de « *sociétés immobiles* » ou de sociétés obscurantissime, « *peuples plongés dans les ténèbres* », qui sont ici mises en avant pour soutenir et justifier l'entreprise du développement/sous-développement, sont difficilement recevables du point de vue de la science. Ce projet ne repose pas une volonté de rationalisation quelconque; ce n'est pas motivé par « *un désir de scientification* » de la vie sociale dans ces « *régions sous-développées* » du monde, que le président américain Harry S. Truman lança son fameux discours de janvier 1949 dans lequel il lançait la nécessité d'une « aide » au monde extra occidental non communiste. Cette démarche constituait purement et simplement un des volets stratégiques essentiels de la

doctrine politique qui porte son nom. Quant à W.W. Rostow, tout « scientifique » qu'il fut, nous avons vu que ce n'est pas d'abord pour servir ou faire avancer la science qu'il a rédigé son fameux ouvrage « *Les étapes de la croissance économiques : un manifeste non communiste* », c'était –ainsi que l'indique clairement le sous-titre de l'ouvrage- pour répondre à des préoccupations et des questions d'ordre purement politiques et directement reliées à la « Doctrine Truman ». Le développement/sous-développement est une conception idéologique, et le PDBm de la Banque mondiale, un instrument au service de cete conceptiion. Ainsi le lien qui unit la Banque mondiale et donc le PDBm aux Etats-Unis d'Amérique de Truman et à W.W. Rostow et qui détermine les nouveaux mandat et mission de celle-ci, est un lien à la fois spécial et particulier, qui n'a rien d'une relation de généralité et d'universalité propre à tout rapport établi de façon rationnelle et scientifique.

2- Sur le contenu du PDBm et la mission de développement-minimalisation de l'État dans les PED. Le PDBm de l'agenda postmoderne est apparu comme étant l'expression essentiellement d'un désir de « rationalisation » de l'État dans les PED, et ce à travers et à patir des réformes de développement-minimalisation et virtualisation de l'État. Or ce travail fait ressortir clairement que d'une part la minimalisation de l'État obéit à des impératifs qui sont plutôt politiques que scientifiques, et d'autre part les réformes qui y sont associées sont d'un prix social, politique et économique perçu et vécu comme exorbitant et injustifié. Et par ailleurs dans sa version extrême d'État virtuel, l'État minimal apparaît tout simplement comme une « utopie » (Bernard Badié), dont les réalités comme l'État dans ses formes actuelles, la territorialité ou les rapports de souveraineté, sur la négation

desquelles il entend se fonder, apparaissent comme « insolubles » parce que constitutives de l'organisation sociale et de ce fait, comme espaces de permanence dans les PED et ailleurs. Ainsi apparaît-il à la fois vain et insensé de tenter de virtualiser et de dissoudre l'État dans ces pays : l'État par nature ne serait pas soluble.

C'est surtout le rapport que la Banque mondiale entretient avec les Ped, ce fameux « partenariat au développement » qui dévoile la véritable nature de son PDBm pour ces pays. La relation nouée autour du « développement » apparaît finalement en effet comme l'expression d'un rapport et d'une volonté de pouvoir : l'influence que la Banque mondiale exerce sur les PED doit davantage à la position de dominance que celle-ci occupe sur l'échiquier des relations internationales, qu'à une rationalité dont elle serait l'incarnation ou que serait porteur son PDBm.

Le partenariat au développement de la Banque mondiale avec le PED et dont le PDBM est à la fois le symbole et la manifestation, est une démarche est une démarche de pouvoir que de raison dans la mesure où elle n'est pas fondée sur un libre choix éclairé, mais sur une situation d'absence d'alternative pour les PED. Ce partenariat, même élaboré sur une base consensuelle, reste fondé sur un arbitraire de pouvoir (car comme le dit Marx : « donner des droits égaux à des individus inégaux ne fait que perpétuer l'inégalité ») que d'un rapport de raison. Ainsi toute l'armature intellectuelle, ce discours « rationnel » de développement qu'il mobilise et sur lequel il prétend se fonder, si elle ne sert pas à le justifier lui et sa position de pouvoir, elle sert à masquer celle-ci en la faisant apparaître comme une entreprise rationnelle.

3- Sur logiques formelles du PDBm. Le PDBm de la Banque mondiale, même s'il pose la science et la rationalité comme repères et références, est pourtant loin d'être rationnel au sens d'une entreprise qui releverait de cette raison cartésienne, une, générale et universelle. Ce programme semble au contraire avoir ses propres « raisons » et qui sont différentes de la Raison. L'on pourrait même penser qu'il est plutôt comme un déni de la raison, dans la mesure où il instrumentalise celle-ci en la caricaturant pour mieux servir ses fins. En effet, ce qui confère une allure formelle au PDBm n'est pas une démarche rationnelle, mais un procédé qui relève d'une parodie d'une démarche fondée sur des exigences rationnelles. Ainsi le PDBM n'est pas rationnel non pas seulement parce qu'il porte sur un objet – le développement, qui en lui-même est loin de présenter un caractère acceptable de ce point de vue, mais également parce que ce programme, dans son mode de formulation et de construction nous paraît loin de présenter de tels caractéristiques.

En l'absence de toute indication formelle à ce sujet tant de la part de la Banque mondiale que de la littérature spécialisée, nous nous sommes permis un rapprochement entre la façon de formuler son savoir scientifique de développement de la Banque mondiale et les préceptes de l'épistémologie poppérienne, ainsi d'ailleurs que le suggèrent certains indices propres à la manifestation formelle du PDBm. Mais il s'avère que si la Banque mondiale adopte ce semblant de procédé *d'essais et d'erreurs* que l'École doit à l'épistémologue Karl Popper, ce n'est pas parce qu'elle aurait opté pour l'une des plus célèbres méthodes épistémologiques de production scientifique de connaissance pour formaliser et marquer le savoir sur le développement qu'elle produit pour les PED, mais bien parce que l'apparemment, le rapprochement dans les apparences à une telle démarche lui

est assez bien commode. Par cette démarche en effet le PDBm trouve sa justification dans le seul fait de la façon dont il est produit et par elle la Banque mondiale peut le plus naturellement se soustraire à tout examen objectif et à toute critique et tout devoir de rédition. La Banque mondiale fait donc un usage idéologique d'une démarche épistémologique qui se veut scientifique.

ÉPILOGUE

Le discours-savoir de développement de la Banque mondiale, l'objet de notre propos, est contrairement aux autres formes instituées de connaissance, un savoir d'un type et d'une nature très particuliers, qui sous des apparences d'homogénéité, cache en réalité une diversité de logiques de construction et de sens; un ensemble épars et multiple de discours de développement, mis à jour par des équipes différentes de « chercheurs » de la Banque mondiale, qui le plus souvent s'ignorent même les unes les autres.

Et ce travail porte et subit la marque et les particularismes de son objet; et apparaît de ce fait tout entier lui-même, comme une démarche proprement méthodologique. En effet, même si l'objet et le sujet à l'étude : Banque mondiale, développement, PED... sont des thèmes classiques, l'exercice auquel nous nous sommes ici soumis n'en est pas moins original; l'essentiel de ce travail a reposé sur une démarche de débroussillage de terrain et de reconceptualisation que sur une mise à jour de résultats proprement dits de recherche. Il nous a tout d'abord fallu regrouper et conceptualiser l'ensemble de l'activité à la fois intellectuelle et pratique de la Banque mondiale dans les PED et pour ce faire, créer l'expression de PDBm. Ensuite il a fallu caractériser et identifier cette Banque mondiale dont il est question aujourd'hui dans les PED, en la distinguant de cette institution qui naît en 1944 à Bretton Woods; et par là même, différencier et distinguer développement-reconstruction et développement/sous-développement en créant ces expressions. Le PDBm dans son ensemble a été scindé en de moments distincts, différentes périodicités discursives et pratiques qu'il fallait conceptualiser et nommer. Et enfin un aspect essentiel de ce

travail, en l'absence d'indication formelle et explicite de la Banque mondiale comme de l'École sur la démarche de production de savoir de celle-là; il a nous fallu la caractériser par son mode de manifestation, et par analogie, comparaison, et rapprochement, la relier à la démarche épistémologique connue, à laquelle elle semble emprunter...Bref tous ces découpages, ces partages, concepts et identifications n'existaient nulle part avant ce travail.

Thèse essentiellement de création, ce travail doit être considéré comme un balissage, le défrichage d'un champ, qui pourra être investigué; il convient de le juger non donc par d'éventuels résultats auxquels il aura abouti, mais par cet apport méthodologique original, qui pourra à son tour ouvrir la voie à d'autres recherches, d'autres questionnements du PDBM et de la Banque mondiale, sous et par ces nouvelles perspectives. Pour notre part, malgré certaines limites, nous pensons avoir présenté sous une forme et une formulation sinon inédites, tout au moins originales, un tableau des configurations contextuelles et conceptuelles du PDBM, à travers les principaux textes et documents de la Banque mondiale qui le soutiennent.

I- BIBLIOGRAPHIE

ACCORDS de Bretton Woods, (Les), European Navigator, Bibliothèque numérique de l'Union Européenne, www.ena.lu

AMIN, Samir. (2004). « L'idéologie libérale exacerbée et le désastre africain », Forum Social Sénégalais, 20 octobre 2004, www.fss.m2014.net

AMIN, Samir. (1996). « Le monde des Affaires sénégalais », Éditions de Minuit

ANDERSON, Perry. (1978). « L'État absolutiste » Tome I et II, Maspero, Paris,

ASSIDON, Elsa. (2002). « *Les théories économiques du développement* » Paris : La Découverte.

ATTALI, Jacques. (2002). "Dictionnaire du XXI^e siècle", Paris, Fayard.

« Avenir (l') de l'État-nation » Dossier *Alternatives Sud*. (1995). Paris, l'Harmattan .

AZAIS, C., CORSANI A. & DIEUDE, P. (Eds) (2001), Vers un capitalisme cognitif, L'Harmattan, Paris.

AZOULAY, Gérard. (2002). « *Les théories du développement* ». Presses Universitaires de Rennes,

BADIÉ, Bertrand,. (1982). « Sociologie de l'État » Paris, Bernard Grasset.

BADIÉ, Bertrand. (1993) « *Culture et politique* ». Paris, Economica (coll. " Politique comparée"),pp.14-32.

BADIÉ, Bertrand. (1995). « La fin des territoires » Paris, Fayard.

BADIÉ, Bertrand. (1992). « L'État importé : sur l'occidentalisation de l'ordre politique » Paris, Fayard.

BADIÉ, Bertrand; Smouths Marie-Claude, (1999) « Le retournement du monde » Presses de Sciences po et Dalloz. Paris

BAKIS, H. (1996). Cultures électroniques et territoires. In Netcom, vol 10, n°2, Karthala, Paris.

BAIROCH, Paul. (1970). Diagnostic de l'évolution économique du Tiers-monde Paris : Gauthier-Villars.

BANQUE MONDIALE. (2006) Information et Communication pour le développement, Rapport 2006, Washington, D.C, International Monetary Fund.

BANQUE MONDIALE. Sur les TIC : www.worldbank.org/ict/; Infodev.com

BANQUE MONDIALE. "*Concurrence mondiale et NTIC : la chance de l'Afrique*" colloque L'Afrique et les NIT, Fondation du devenir octobre 1996., Washington <<http://www.anais.org>>.[

BANQUE MONDIALE. Washington DC.(2003). Objectifs de développement du Millénaire: Profil du Sénégal.www.developmentgoals.org

BANQUE MONDIALE. 1995, « *Report on the development of Internet* » Washington, D.C. The World Bank.

BANQUE MONDIALE. (1997). « *Le Sénégal, le défi de l'intégration internationale* » Washington DC, World Bank.

BANQUE MONDIALE. (2000). Le Sénégal recevra 800 Million de dollars au titre de l'Allègement de la dette: La Banque mondiale et le FMI soutiennent l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTTE Renforcée. Washington DC, BM (nouvelles en bref No: 2000/449/S).

BANQUE MONDIALE., ``Adjustement in Africa : reforms, results, and road ahead```, Washington DC, World Bank 1994

BANQUE MONDIALE,(2001). « *Faith In development. Partnership between the World bank and The Churches of Africa* » World Bank and regnum Books international

BANQUE MONDIALE (2009)« Awakening Africa's Sleeping Giant » The World Bank And FAO, The World Bank, Wasington DC.

BANQUE MONDIALE., ``Voting for reforms: democracy, Political Liberalization and economic Adjustement```, World Bank, Washington DC, 2004.

BANQUE MONDIALE. « Governance and Public Sector Reform : Reforming Public Institutions and Strengthening Governance». Washington DC, 2003.

BANQUE MONDIALE. Indicateurs du Développement dans le monde Différentes années. Oxford University Press, New York.

BANQUE MONDIALE, Guide de la, De Boeck Université, Bruxelles 2005

BANDOW, Doug. (1994). ``Perpetuating poverty : The World Bank,the IMF, and the developping world``Washnigton DC, Cato Institute.

BARANSHAMAJE E.,(1997) (sous la dir. de), « *Cultiver le savoir pour la maîtrise du destin* » (non paginé), Banque Mondiale – Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1997 <http://uva.ulb.ac.Be>

BARBROOK, Richard. (2001). « *Le cybercommunisme, ou le dépassement du capitalisme dans le cyber-espace* », Multitudes, n° 5, mai, pp. 1186-199. <http://multitudes.samizdat.net>.

BARNES, Jim (2006) "*La mystification des G7 peut être rompue. Revue critique de la Banque mondiale et du FMI*" In Dossier Amis de la Terre, www.amisdelaterre.org Septembre 2006

BARTOLI, Henri. (1999). « Repenser le développement », Économica, Paris.

BAUM, Warren C. (1997). ``*Investir dans le développement : les leçons de l'expérience de la Banque mondiale* `` Paris : Economica/Banque mondiale,

BAUMAN, Zygmunt. (1999). « *Le coût humain de la mondialisation* » Paris, Fayard.

BAYARD, Jean-François. (1989). *L'État en Afrique, la politique du ventre*. Paris, Fayard.

BAYARD, Jean-François. (1997). *L'incontournable question de l'État*. Entretiens avec Jean-François Bayart, in Alternatives Économiques #152, octobre 1997

BAYARD, Jean-François. (1994). "*La reinvention du capitalisme*", Paris, Khartala

BEALE, J. (1995). "*L'explosion de l'information* ", in L'Observateur de l'OCDE, oct-nov., Paris.

BEAUD, Michel (1997). *Le basculement du monde*, Paris, La découverte.

BÉLANGER, Sylvie. (1992). « *L'ajustement structurel ou restructurer pour la croissance* », Université de Montréal : Université du Québec à Montréal, Montréal.

BELL, David (1979) "The social framework of information society » Wheaton & Co., Exeter

BELLON, Bertrand. (2001). *La Nouvelle Économie en perspective*, ADIS, Université Paris sud, Economica.

BERGERON , Richard (1992), *L'anti-développement*, Paris, L'Harmattan

BERNARD, P.-J.(1989). « Histoire du développement Économique », Ellipses

BERR, Éric. (2004). « Pistes de réflexion pour un autre développement », Journées du développement du GRES, Université de Bordeaux.

BERR, Eric, COMBARNOUS, F. (2005), « *Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits* », Economie appliquée, tome LVIII, n°2, p.5-44.

BERTHÉLEMY, Jean-Claude et al.. (1996). ``*La croissance au Sénégal : un pari perdu ?* « `Paris : OCDE.

BERTHOUD, Gérald. (2000). La « Société de l'information » : une idée confuse ? (ouvrage collectif) Université de Lausanne.

BETRANDEAU, Henri. (1985). « La Banque Mondiale », Paris, PUF.

BIDET, Jacques. (2003). *Paradoxes marxistes de la marchandisation*, In Actuel Marx Numéro 34, Violence de la Marchandisation. Critique de l'économie néoclassique, Paris, PUF.

BLANCHARD, J-M. (1983). "De la pertinence de l'usage de l'Internet dans les pays en voie de développement ", in J.-F. Soupizet, L. Gille (dir.), Nord et Sud numériques, Les Cahiers du numérique, vol. 2, : Paris, l'Harmattan.

BONEAU, Denis (2004) "*Démocratie de marché. Friedrich von Hayek, pape de l'ultralibéralisme*" www.voltaire.net.org

BOUMAKANI. Benjamin. (2002). « La bonne gouvernance et l'État en Afrique », Revue juridique et politique, indépendance et coopération # 1.

BOYER, Robert. (1998). « État, marché et développement » Document de travail CEPRAMAP, in Problèmes économiques n°2587, Octobre 1998, pp15-23

BRATTON, M et ROTHCHILD, D. (1982). « Bases institutionnelles de la gouvernance en Afrique », Paris, Nouveaux Horizons.

BRIAN, Lévy, Sahr Kpundeh. (2004). « Building State Capacity In Africa :New approches, emerging lessons ». Washington, World Bank .

BRUNET, Patrick, J. (2002). Les enjeux éthiques d'internet en Afrique de l'Ouest, L'Harmattan Paris, Les Presses de l'université de Laval (Québec), CRDI (Canada).

BURCH, Sally, « *Société de l'information, société de la connaissance* » In In « *ENJEUX DES MOTS : regards multiculturels sur les sociétés de l'information* ». C & F Éditions, 2005

BURNSIDE, Craig et DOLLAR, David. (1998). « Aide au développement et croissance : le chaînon manquant de la politique économique » in Problèmes économiques n°2587, Octobre 1998

BUSTELO, Pablo. (1994) « *La Banque Mondiale et le développement économique des nouveaux pays industriels asiatiques: une analyse critique* » www.asiayargentina.com, octobre 1994

CAILLÉ, Alain. (2005). « Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme », Paris, Éditions de la Revue du M.A.U.S.S.

CAMPBELL, Bonnie, CRÉPEAU, F et E LAMARCHE. (2000). « Gouvernance, Réformes Institutionnelles et l'Émergence de Nouveaux Cadres Normatifs », CEDIM, Université de Québec à Montréal.

CARAYANNIS, Elias G.(2006) "E-development toward the knowledge economy leveraging technology, innovation entrepreneurship for smart development" Palgrave Macmillan, New York.

CASSÉ, M.C. (1995). Réseaux de télécommunications et production de territoire. In *Sciences de la Société*, n° 35, Territoire Société et Communication, Presses Universitaires du Mirail.

CASTELLS, Manuel. (1998). « La société en réseaux, l'ère de l'information » Paris, Fayard.

CASTELLS Manuel . et AOYOMA Y. (1994). « Vers la société de l'information : structures de l'emploi dans les pays du G7 de 1920 à 1990 ». *Revue internationale du travail*, vol.133, n°1.

CASTELLS, Manuel. (2002). « La galaxie Internet », Paris, Fayard.

CHANLAT, Alain et Renée BÉDARD. (1990). "L'originalité et la fragilité d'un mode de gestion à la québécoise », Les Cahiers du CETAI, 90-06.

CHALIFOUX, Benoît, (1996) « *Du Plan Marshall à une Banque nationale : la reconstruction de l'Europe hier et aujourd'hui* », Progrès et Solidarité.org

CHALUMEAU, Jean-Luc,(1974) « *La pensée en France de Sartre à Foucault* » Frenand Nathan Alliance Française

CHARTIER, Anne-Marie. (1996). « Essai critique sur le concept de développement », Presse Universitaire de Grenoble.

CHESNAIS, François. (1994), *La mondialisation du capital*, Syros, Paris.

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie, (dir). (2000). « Enjeux des technologies de la communication en Afrique, du téléphone à Internet » Paris, Khartala, collection Hommes et sociétés.

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie. (1998). « Quelle Afrique dans une société de l'information mondiale » In *Mondes et centralité*, Actes 1, <http://www.tide.msha.u-bordeaux.fr>

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie. (2001). « Les Nouveaux territoires de la téléphonie mobile en Afrique » In Netcom, Montpellier.

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie, (dir). (2004). « Mondialisation et technologies de la communication en Afrique » Paris, Khartala.

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie. (1992). « Quand l'État disparaît . manœuvres autour des télécoms africaines », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2002.

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie. (1999). « Des stratégies internationales aux usages locaux, quels sont les enjeux de l'insertion de l'Afrique dans les réseaux de communication mondiaux ?" in colloque EADI, Paris.

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie (dir.). (2004). « *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique* » Paris, Karthala.

CHOSSUDOVSKY, Michel. (1994). La pauvreté des nations publication CADTM

CLING, Jean-Pierre, (Ouvrage collectif sous la direction de). (2002). « Les Nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté », *Économica*, Paris.

COQUERY-VIDROVITCH, Cathérine et al. (1988). « Pour une histoire du développement ; États, Sociétés et Développement » Paris, L'Harmattan

CNUCED. (2001). Développement Economique en Afrique: Performance, Perspectives et Questions de Politique. Nations Unies: New York et Genève.

COHEN-TANUGH, Laurent. (1999). Le Nouvel Ordre Numérique, Paris, Odile Jacob.

COMÉLIAU, N. (2000). « Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde », Paris, Seuil.

CÉSAIRE, Aimé. (2002). « *Le développement comme colonialisme ?* » reproduit in *L'écologiste* n°6 Hiver 2002.

CONSTANT, Jean-Marie. (2000). « *Naissance des États modernes* », Paris, Belin.

CORIAT, Benjamin. (1994). « *La théorie de la régulation. Origine, spécificités et perspectives* » dans *École de la régulation et critique de la raison économique*, Paris, l'Harmattan.

CORSANI, Antonella. (2001). « *Éléments d'une rupture : l'hypothèse du capitalisme cognitif* », in C. Azaïs, A. Corsani et P. Dieuaide, *Vers un capitalisme cognitif*, pp. 173-189.

COULOUBALY, P.B. (1999). « *L'utilisation des TIC dans les élections générales de 1997 au Mali : promesses et dangers pour la démocratie* » CATDM.

CRDI / L'initiative ACACIA 1997, *Stratégie ACACIA au Sénégal*, (<http://www.idrc.ca/acacia/outputs/op-seng.htm>).

CULPEPER, Roy. (1997). « *Vers un développement autonome en Afrique* », Ottawa, Institut Nord-Sud, ACIDI, 1997.

CULPEPER, Roy. (2003). « *Le Rapport sur l'Afrique : une évaluation du Nouveau Partenariat* », Ottawa, Institut Nord-Sud.

DANG Nguyen, G., PETIT, P. & PHAN, D. (1997) « *La Société de l'information performances économiques et implications sociales* », numéro spécial de la *Revue Communications et Stratégie*, n° 28.

DANG Nguyen, G., PETIT, P. & PHAN, D. (2000) *Économie des télécommunications et de l'internet*, Paris, Economica.

DAVIDSON, Assonvo, TAFFOTIEN, William. (2006). : « Les technologies de l'information et de la communication (TIC) et la diplomatie en Afrique : défis et enjeux » Presses Universitaires de Laval, Laval.

« Défaire le développement, Refaire le monde », Ouvrage Collectif, L'Aventurine, Paris, 2003. Suite du Colloque international: «Défaire le développement. Refaire le monde», Du 28 février au 3 mars 2002, à Paris, organisé par La ligne d'horizon, Le Monde diplomatique, avec le soutien de l'Unesco,

DE MAISONNEUVE, Éric, (2005). « *L'information, clé ou verrou de la stratégie ?* » in. Revue « AGIR » numéro 20/21, Janvier 2005.

DEMBELE, Demba Moussa. (2004) « Les Implications de l'Accord de Cotonou pour le Process d'Intégration dans les pays de la CEDEAO », Dakar: Enda Syspro2. Octobre..

DEMBELE, Demba Moussa. (2002). La dette du Sénégal : situation actuelle et enjeux. Séminaire du GADEC : Tambacounda. 2003, 5-8 février

DEMBELE, Demba Moussa. (2001). L'Initiative PPTTE et le DSRP constituent-ils une réponse adéquate au problème de la pauvreté en Afrique ? Séminaire du RADI : Mbodiène (2003, 24-26 février)

DENHEM, Roger. (1984). *Histoire de la pensée économique : des mercantilistes à Keynes*. Presses de l'Université Laval, Québec, Paris, Dunod.

DIA, Mamadou. (1994). « Pour une meilleure gouvernance comme fondement de la réforme de la fonction publique en Afrique au sud du Sahara » Washington, Banque mondiale.

DIA, Mamadou. (2001). ``Afrique, le prix de la liberté``, Paris : l'Harmattan.

DIENG, Amady Aly (dir). (2000). ``Le Sénégal à la veille du troisième millénaire ». Paris : L'Harmattan.

DIOP, Momar Coumba. (2002). « Le Sénégal à l'heure de l'information », Paris Khartala.

DIOP, Momar Coumba.(dir). (1992). ``Sénégal : trajectoires d'un État`` Paris : Diffusion Karthala.

DIOP, Momar Coumba.(dir). (2002). ``*La société sénégalaise entre le local et le global*``Paris : Karthala.

DIOP, Momar Coumba. (2004). ``Gouverner le Sénégal : entre ajustement structurel et développement durable `` , Paris : Karthala.

DIOP, Momar Coumba. (2002). (dir) Le Sénégal contemporain Paris, Karthala

DURUFLÉ,Gilles. (1994). ``*Le Sénégal peut-il sortir de la crise? : douze ans d'ajustement structurel au Sénégal* `` , Paris : Éditions Karthala.

DYBKJAER, Lone (2002). «*Diffusion des TIC dans les pays ACP : pourquoi, comment, et par qui ?*», Le Courrier ACP-UE, mai-juin p.49

ÉLIE, Michel (1996) « Internet et développement. Un accès plus équitable ? Futuribles n° 214, novembre, pp 73-79.

EINHORN, Jessica. (2002). « *Redéfinir la mission de la Banque mondiale* », Problèmes économiques, La Documentation française, n° 2743, 9 janvier 2002, pp. 20-24.

« *ENJEUX DES MOTS : regards multiculturels sur les sociétés de l'information* ». Ouvrage coopératif coordonné par Alain Ambrosi, Valérie Peugeot et Daniel Pimienta, C & F Éditions, 2005.

EPINGLARD, Patrick (1999). L'Investissement immatériel, cœur d'une économie fondée sur le savoir, CNRS éditions, Paris.

ESCOBAR, Arturo. (1995). « *Encontering Development, The Making and Unmaking of the Third World* » Princetown, Princetown University Press, 1995

ESPING-ANDERSON, Gosta. (1999). « Les trois mondes de l'État-providence », Paris, PUF.

ERKKI, Liikanen. (2002). « TIC et développement : combler la fracture numérique », Le Courrier ACP-UE, Mai-juin 2002, p.37.

« *État des savoirs sur le développement, trois décennies de sciences sociales en langue française* ». (Collectif). (1993), Karthala, Coll. Économie et développement

« L'État-protecteur : où en est l'intervention de l'État ? » numéro spécial *Problèmes économiques* n°2679, sept 2000, www.ladocfrancaise.gouv.fr.

« L'État-régulateur : où en est l'intervention de l'État ? » numéro spécial *Problèmes économiques* n°2680, sept 2000, www.ladocfrancaise.gouv.fr

EVENO, E., Lefebvre (eds). (1995). *Territoire Société et Communication. Sciences de la Société*, n° 35, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse.

EYEN MBA, Jean Rodrigues Élisée (2007) « L'État et le marché dans les théories politiques de Hayek et de Hegel. Convergences et contradictions » L'Harmattan, Paris.

FISSETTE, Jacques. (1987). « *Des théories aux stratégies de lutte contre la pauvreté dans le tiers monde : l'exemple de la banque mondiale* », *Revue internationale d'action communautaire (RIAC)*, 17\57 printemps Saint-Martin, Montréal 1987 pp 117-125

FRANK, André-Gunter. (1970). « Le développement du sous-développement : l'Amérique latine » Paris, Maspéro.

FRESSINET, Jacques. (1996). « Le concept du sous-développement » Paris, Mouton, 1966

FRIEDMAN, Georges « *The United States, Europe and Bretton Woods II* » Stratfor.com, publié le 20 octobre 2008. www.stratfor.com

FORUM social sénégalais (Fss). (2004). « Le Sénégal n'est pas à vendre » FSS, octobre 2004, www.fss.m2014.net

FOURTIER, François. (2002). « Citoyens sous surveillance, la face cachée d'Internet » Montréal, Editions Ecosociété.

GABAS, Jean Jacques. (2004). « Société numérique et développement en Afrique » Gemdev-Khartala, 2004

GABAS, Jean Jacques. (2003). « L'Aide contre le développement ? » Paris, Fondation Liberté sans Frontières.

GADREY, Jean. (2001). *Nouvelle économie, nouveau mythe*, Flammarion, Paris.

GALEANO, Eduardo. (1996). « Vers une société de l'incommunication », *Le Monde diplomatique*, janvier.

GAULME, François. (1998). "Les nouvelles orientations de l'aide publique au développement ", *Afrique contemporaine*, numéro spécial, 4e trimestre 1998, pp. 101-118

GAUTHIER, Claude. (1983). *"L'invention de la société civile"* Paris, PUF.

GENET, Jean-Philippe, (dir). (1990) « *L'État moderne : genèse* », Paris, Éditions du CRNS.

GEORGE, Susan. (2004) « *Un autre monde est possible si...* » Paris, Fayard.

GEORGE, Susan, SABELLI, Fabrizio. (1995) « *Crédits sans frontières. La religion séculière de la Banque Mondiale*, Paris, La découverte.

GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas. (1979) « *La Décroissance* », Seuil, Paris

GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas. (1995). « *La décroissance. Entropie, écologie, économie*. Paris, Sang de la terre.

GERSOTIVSZ, Mark, J. WATERBURY. (1997). ``The Political economy of risk and choice in Sénégal``, Wheaton & Co., Exeter.

GIGUÈRE, Sylvain. (2001). "Des partenariats locaux pour une meilleure gouvernance", Paris OCDE.

GOHIER , Christian. (2004). « De la démarcation entre critères d'ordre scientifique et d'ordre éthique en recherche interprétative » *Recherches qualitatives*, Vol. 24, 2004, pp3-17.

GORZ, André. (2002). *L'immatériel, connaissance, valeur et capital*, Galilée, Paris, PUF.

GODELUCK, Solveig. (2002). « *La géopolitique d'Internet* » Paris, Editions La Découverte.

GOREUX, Louis. (1992). « *Ajustement et sous-emploi urbain au Sénégal* » In *Ajustement, Emploi et développement in Sénégal*, BIT, Genève.

GRANGER G.G (1960), *Pensée Formelle et Sciences de l'Homme*, Aubin, Paris.

GUERRIN, Bernard. (2003). *Marchandisation et théorie économique, In Actuel Marx 34 Violence de la Marchandisation. Critique de l'économie néoclassique*, Paris, PUF.

GUILLAUME, Marc, (dir). (1997). « *Où vont les autoroutes de l'information ?* », Paris, Descartes & Cie.

GUILHOT, Nicolas, (2000) "*Les institutions financiers sous le feu de la critique. D'une vérité à l'autre, les politiques de la Banque mondiale*". Le Monde Diplomatique, Septembre 2000

HARRIBEY, Jean-Marie, (coord.) (2004) « *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société économe et solidaire* », Mille et Une Nuits, Paris.

HARVEY, Pierre-Léonard. (2010). "*La Communautique ou l'art de changer le monde*" In *Découvrir*, la Revue de l'ACFAS, Vol.31, numéro 2, Avril-mars 2010. pp 30-35

HERVIEU-WANE, F. (1998). « Internet sauvera-t-il l'Afrique ? » *Manière de voir*, n°41, septembre-octobre 1998, pp.83-85.

HESSELING, Gerti. (1985). ``*Histoire politique du Sénégal : institutions, droit et société*`` Paris, Editions Karthala .

HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich (1821) « *Principes de la Philosophie du droit* » Vrin Paris 1937.

HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich « *La Raison dans l'Histoire* », 10\18, 1985

HEGEL, Goutier. (1996). "Pays en développement : pour ne pas rester au bord de l'autoroute", *I&T Magazine*, n° 18, oct19, 17 Octobre 1996.

HERRERA, Rémy. (2003). L'État contre le service public ? La face cachée de la croissance endogène, In *Actuel Marx* 34 Violence de la Marchandisation. Critique de l'économie néoclassique, Paris, PUF

HIBOU, Béatrice. (2001). « La Banque Mondiale : la permanence plutôt que le changement », Cahiers Français 302, Mai-juin 2001.

HIBOU, Béatrice. (1999). « *La privatisation des États* », Paris, Karthala.

HOUTART, FRANÇOIS, (2002) « L'ÉCHEC DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL DE LA BANQUE MONDIALE » WWW.CETRI.BE

HULSEMEYER, Axel. (2000). ``Les nouvelles frontières de l'État`` in *Problèmes économiques* n°2679, sept 2000, pp28-33

HUSSON, Michel. (2003). L'économétrie ou l'idéologie en équations ?, In *Actuel Marx* 34 Violence de la Marchandisation. Critique de l'économie néoclassique, Paris, PUF.

JACOBS, Jane. (1992). « Les villes et la richesse des nations : réflexions sur la vie économique » Boréal, Montréal.

KABOU, axelle. (1991). « Et si l'Afrique refusait le développement ? » Paris, L'Harmattan.

Keynes, J.M., (1936) « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* » Edition française: Payot, 1985.

KOUVÉLAKIS, Eustache. (2003). La résistible marchandisation de la force de travail In *Actuel Marx* 34 Violence de la Marchandisation. Critique de l'économie néoclassique, Paris, PUF.

KRUEGER, Anne. (2002). « *Vers une mise en faillite des États?* » La proposition

KRUEGER", *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2763, 29 mai 2002, pp. 28-32

KRUGMAN, Paul. (2000). « La mondialisation n'est pas coupable : portées et limites du Libre- échange », Paris, La Découverte.

KRUISSEL, Patrick, (2004) *“Imaginer une autre société»*
www.acversailles.fr/PEDAGOGI/SES/vieses

LANVIN, B. (1996). "L'Afrique et les nouvelles technologies de la communication", Genève, 15-17 octobre, Fondation du Devenir et CD-ROM 1999, "Internet au Sud".

LAUTIER, B. (2001). « Sous la morale, la politique : la Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique Africaine*, n°82, juin 2001, pp169-176

LAUZON, Léo-Paul (2010) . « *Banque à charges* », Journal Métro, 4 février 2010, p38

LATOUCHE, Serge. (1986). « Faut-il refuser le développement? Essai sur l'anti-économique du Tiers-monde », Paris, PUF.

LATOUCHE, Serge. (1989). « *L'Occidentalisation du monde* » Paris, La Découverte.

LATOUCHE' Serge. (1994). “*Le Rationnel et le raisonnable*” In *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 4, 2^e semestre 1994, p. 134-158.

LATOUCHE, Serge. (1998). « *Les Dangers du marché planétaire* » Paris, Presses de Sciences Po.

LATOUCHE, Serge. (2001). « *La Déraison de la raison économique* » Paris, Albin Michel.

LATOUCHE, Serge. (2003). « *Décoloniser l'imaginaire* », Lyon, Parangon.

LATOUCHE, Serge. (2004). « *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative* » Paris, Mille et une nuits.

LATOUCHE, Serge. (2005). « *L'invention de l'économie*, » Paris, Albin Michel,

LATOUCHE, Serge. (2006). « *Le pari de la décroissance* » Paris, Fayard.

LATOUCHE, Serge, FOUAD, , Nohra, HASSAN, Zaoual . (1999) « *Critique de la raison économique* ». Paris, L'Harmattan.

LATOUCHE, Serge.(2005) *L'occidentalisation du monde à l'heure de la « Globalisation* . Ed. La découverte Poche, Paris.

LATOUCHE, Serge. (2003). « Décoloniser l'imaginaire. La pensée créative contre l'économie de l'absurde », Paris, Parangon.

LEHMANN, Pierre, « *Le mythe du développement durable* » 2001, <http://www.ader.ch/energieaufutur/pourquoi/mythe.php#note3>

LEMIEUX, Vincent. (2001). « Les rôles du gouvernement dans la gouvernance » Ottawa, Centre canadien de gestion.

LE RU, Véronique (2003) « *Sur la Falsifiabilité* », Grand Dictionnaire de la Philosophie, Larousse 2003

« LES NON-DITS de la bonne gouvernance » , Ouvrage Collectif sous l'égide du Haut Conseil pour la Coopération Internationale, Éditions Khartala, Paris 2001

LEVY, Brian. (1998). « Défaillances de L'État et défaillances du marché » in *Problèmes économiques* n°2565-2566, avril 1998, pp104-109

LOIRET, Pierre-Jean (2007) « *L'universite virtuelle africaine, l'enseignement a distance en trompe-l'œil ?* » Thèse en science de l'éducation, Université de Rouen, [http:// tel. archives-ouvertes. fr/ tel-00192921/ fr/](http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00192921/)

LORIN, Jean-Claude (Mars 2000) «*Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication*» <http://www.enterweb.org/know-f.htm>

MAPPA, Sophia. (dir). (2003). «La coopération internationale face au libéralisme», Éditions Karthala, Paris.

MATHIEN, Michel, (dir). (2007). « *Le sommet mondial sur la société de l'information. Et après ? : Perspectives sur la cité globale* », Bruylant, Bruxelles.

MAY, Christopher. (2003). La marchandisation à l'âge de « l'information » : droits de propriété intellectuelle, l'État et Internet, In *Actuel Marx* 34 Violence de la Marchandisation. Critique de l'économie néoclassique, Paris, PUF

McKENZIE, Richard. 2003). *Digital Economy*, Praeger, London.

MENDE, Tibor,. (1972). « De l'aide à la recolonisation, les leçons d'un échec », Paris, Seuil.

MESPLE-SOMPS, Sandrine.(2007). Programme de lutte contre la pauvreté et stratégie de croissance au Sénégal. Les deux politiques se complètent-elles ? IRD, DIAL, Paris

MIGNOT-LEFEBVRE, Y (dir). (1994). Technologies de communication et d'information, une nouvelle donne internationale. in *Tiers-Monde*, tome XXXV, n° 138.

MILLET,, D., TOUSSAINT, E. (2002). « 50 questions / 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale », Paris, Syllepse.

MILLION-DELSOL, Chantal. (1992). "L'État subsidiaire: ingérence et non ingérence de l'État : les principes de subsidiarité au fondement de l'histoire européenne", Paris, PUF.

MISSE MISSE, (2005). « *La notion de développement* » Séminaire GRESEC UNESCO, Université Standhal Grenoble

MŒGLIN, Pierre. (2002) « *Qu'y a-t-il de nouveau dans les nouveaux médias* » in *Les technologies en éducation : perspectives de recherche et questions vives*,

(sous la *dir* de) Baron G-L. et Bruillard E.), INRP, IUFM de Basse Normandie, Fondation Maison des sciences de l'Homme, Paris, 2002, pp153-164

MOULIER BOUTANG, Y.(2001). « Le troisième capitalisme : mondialisation, capitalisme cognitif et division internationale du travail ». Une première version dans *Critique Economique*, Rabat, n° 4, été, pp. 111-129.

MOSLEY, Paul. (1991). *Aid and power : the World Bank and policy-based lending`* , London ; Routledge, New York

NAHAVANDI, Firouzeh, (dir). (2003). « Repenser le développement et la coopération internationale, État des savoirs universitaires », Paris, Karthala.

NAUDET, J.D.(1995). « L'émergence de la compétition, transformation et déséquilibres dans les sociétés ouest-africaines (1960-2002) »Dial, Paris.

NEGROPONTE, N. (1995). *L'Homme numérique*. Paris, Robert Laffont.

NUNBERG, Barbara. (1990). ``Public sector management issues in structural adjustment lending`` Washington, D.C. : World Bank.

O'BRIEN, Donald Cruise; DIOP Momar Coumba & DIOUF, Mamadou. (2002). *La construction de l'Etat au Sénégal* Paris, Karthala.

OIF. Organisation Internationale de la Francophonie, « La bonne Gouvernance, Objet et Condition du Financement du Développement », Table Ronde, Paris, novembre 2003

OSMONT Annick. (1996). « L'État efficace selon la Banque mondiale. Les villes et l'ajustement structurel » in *Cahiers du GEMDEV*, n° 24, juin 1996, pp.45-60

Panos Institute 1996, "The Internet and the South : Superhighway or Dirt-track "

PALLOTTA, G, (2010) « *Cours de logique 101* » Le pigeon dissident, Volume 34, numéro 3, octobre 2010

PARKER, Ronald et al. (1997). ``Ajustement des entreprises à la libéralisation économique dans cinq pays d'Afrique : Sénégal, Mali, Malawi, Ghana et Tanzanie`` World Bank discussion Paper, Washington, DC.

PARTANT, François. (1997). « *La fin du développement* », éditions Babel, Paris.

PAUL, Samuel. (1990). ``*Institutional reforms in sector adjustment operations : the World Bank's experience*`` Washington, D.C. : World Bank.

PAULRÉ, Bernard (2000), « De la New economy au capitalisme cognitif », *Multitudes*, n° 2, mai, pp. 25-42.

PAULRÉ, Bernard (2004), « Introduction au capitalisme cognitif », Intervention, Journée du 25 novembre, Matisse-Isys UMR Paris 1 – CNRS n° 8595.

PEAN, Leslie; WADE, Magatte. (2004). « Nouvelle gouvernance : cas des AGETIPES en Afrique », Washington, Banque mondiale.

PECCATTLE, Patrick, (1996) « *La Consistance rationnelle. Critique de la raison démarcative* » Saint-Étienne, Aubin éditeur.

PERROUX, François. (1955). « Trois outils pour l'analyse du sous-développement », Paris, Seuil.

PERRY, Anderson, (1996) "*Histoire et leçons du néo-libéralisme - La construction d'une voie unique*" http://www.fastnet.ch/PAGE2/p2_neolib

PETERS, B.Guy. (1998). « Reformier le secteur public : où en sommes-nous? », Centre canadien de gestion, Presses de l'université de Laval.

PETIT, P. (Ed.) (1998). L'économie de l'information. Les enseignements des théories économiques, La Découverte, Paris.

PETITEVILLE, Frank. (1996). « Les figures mythiques de L'État dans l'économie du développement » in *Problèmes économiques* n°2587, Octobre 1998, pp14-20

PIERSON, Paul. (1996). « The new politics of welfare state » *World Politics*, 48, 2-1996, 143-179

PISANI, François. (2003). « Internet saisi par la folie des weblogs », *Le Monde Diplomatique*, août 2003, p. 9.

PLANE, Patrick, « Les services publics africains à l'heure du désengagement de l'État », in *Problèmes économiques* n°2587, Octobre 1998. pp21-27

PNUD, Rapport National sur le Développement Humain au Sénégal : Gouvernance et Développement Humain. Dakar, Programme des Nations Unies pour le Développement, 2005.

PÖRSKEN, Uwe.(1989). « Plastikwörter » , éditions Klett-Cotta.

PRAX, Jean-Yves, « *Le Guide du knowledge management : concepts et pratiques du management de la connaissance* » Dunod, Paris, 2000.

PRÉVOST, Benoît. (2002). « Les fondements philosophiques et idéologiques du nouveau discours sur le développement », *Revue de philosophie économique*, n°6, pp 57-81.

PRZEWORSKY, A. (2000). "Democracy and Development", New York, Cambridge University Press.

PUMAIN, D. et OFFNER J.M. (1996). Réseaux et Territoire, Editions de l'Aube Territoire, Paris.

QUEAU P. (1997). Identité culturelle et éthique de l'universel, Forum CREPAC. Paris, Société de l'Information.

RAY, J.E, ``Du tout-État au tout contrat ?``, *Problèmes économiques* n°2677, août 2000, pp28-33

RENAUD, Pascal (2005) « Gestion des savoirs » In « *ENJEUX DES MOTS : regards multiculturels sur les sociétés de l'information* ». C & F Éditions, 2005

RENAUD, P. (2001). "Un partenariat qui suscite des interrogations. Point de vue sur la coopération CISCO-PNUD pour la formation d'Africains aux NTIC ", extrait de la liste Africa'nti, 5 juin 2001, sur <www.africanti.org>

RENAUD, P. et Torres, A. (1996). "Internet : une chance pour le Sud". In Internet l'extase et l'effroi, Manière de voir. *Le Monde Diplomatique* hors série,

République du Sénégal. (2002). Document de Stratégie pour Réduction de la Pauvreté (DSRP). Préparation du Rapport de situation . Comité Technique. Avril 2002.

République du Sénégal (2002). Lettre d'Intention, Memorandum sur les Politiques Economiques et Financières. Dakar: Ministre de l'Economie et des Finances.

République du Sénégal. (2002). Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté : Un peuple, un but, une foi. Dakar, Ministère des Finances et de l'Economie. Mai 2002.

République du Sénégal, Direction de la Planification (1997). Plan d'orientation pour le développement économique et social 1996-2001 (IXème Plan). Dakar. Février.

République du Sénégal. Direction de la Planification (2002). Travaux Préparatoires du Xème Plan 2002-2007. Commission macro-économique et de synthèse. Dakar. Février .

République du Sénégal. Direction de la Planification. . La pauvreté au Sénégal : Enjeux et Perspectives. Travaux Préparatoires du Xème Plan. 2005

RIOPEL, Martin (2009) « *Épistémologie et enseignement des sciences* », UQAM, <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.rim.epi>

RIST, Gilbert. (2003). « Les enjeux critiques de l'après-développement », Genève, Éditions d'en bas.

RIST, Gilbert. (1986). « *Il était une fois le développement* », Genève, Éditions d'en bas.

RIST, Gilbert, RHAMENA, Majid, GUSTAVO, Esteva. (1992). , *Le Nord perdu. Repères pour l'après-développement*. Lausanne, Éditions d'en bas.

RIST, Gilbert, PERROT, Marie-Dominique. (1994). « *La Culture, otage du développement*. » Paris, L'Harmattan

RIST, Gilbert (dir). (1993). Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale, Nouveaux Cahiers de l'IUED13, Genève, IUED; Paris, PUF

RIST, Gilbert. (1996). « *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale* ». Paris, La Découverte.

RIZZA, Renato Di. (1993). « Marx, Schumpeter, Keynes ». Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

ROBERT, Pascal. (2005). "La Logique politique des technologies de l'information et de la Communication". Presses universitaires de Bordeaux.

ROCHETEAU, Guy. (1982). ``*Pouvoir financier et indépendance économique en Afrique : le cas du Sénégal*`` , Bondy, France : Orstom.

RODRIK, Dani. (2006). « *Goodbye Washington consensus, hello Washington confusion?* », *Journal of Economic Literature*, pp.34-56

ROMAINVILLE, Michel. (2008). « *Lien social et Économie* », Soca, ULB 2008-2009, Brixelles, Belgique.

ROSANVALLON, Pierre. (1994). « *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence* » Paris, Éditions du Seuil.

ROSECRANCE, Richard; BADIÉ, Bertrand; HASSNER, Pierre; De SENARCLENS, Pierre (2002). « *Débat sur l'État virtuel* » Paris, Éditions Sciences Po.

ROSECRANCE, Richard (1986) « *The Rise of Trading State* », New York, Basic Books.

ROSTOW, W.W., « *Entretiens avec...* in « *Le Développement économique* » Bibliothèque Laffont des grands thèmes, Laffont-Grammont, Paris 1975

ROSTOW, W.W. (1960). « *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste* » 1960, Édition du Seuil, Paris.

ROSTOW W.W. (1994). « *Comment tout a commence : les Origines de l'Économie moderne* », Paris, Hachette.

ROSTOW W.W. (1978). « *The world economy-history and prospect* », University of Texas Press.

SACHS, W et ESTEVA, G. (1996). « *Des Ruines du Développement* », Les Éditions ÉcoSociété.

SACHS, Wolfgang (sous la direction de), (1992). « *The Development Dictionary.* » Londres, Zed Books.

SAGNA, O. (2004). « *Les technologies de l'information et de la communication et le développement social au Sénégal* », un état des lieux » UNRISD .document 1

SALMI, Jamil. (2009) « *The Challenge of establishing World-Class Universities* » The International Bank for Reconstruction and development\ The World Bank, Washington DC.

SAMOFF, Joel, et CAROLL, Bedemi. (2004) « *Conditions, coalitions et influence: the World Bank et Higher Education in Africa* » 2004<http://www.worldbank.org/afr/teia/>.

SCHWARTZ, Robert, (2005)“E-development : from excitement to effectiveness” Washington DC, World Bank Group.

SECK, Tom amadou. (2004). « Leurre du Nouveau Partenariat pour l’Afrique », *Le Monde Diplomatique*, Décembre 2004.

SEN, Amartya. (2003). « Un nouveau modèle économique : développement, justice et liberté ». Paris, Éditions Odile Jacob.

SEN, Amartya. (2003). « L’économie est une science morale », Paris, la Découverte.

SEN, Amartya. (1998). « La valorisation de la philosophie en économie » in *Problèmes économiques* n°2588, Octobre 1998

SENARCLENS, Pierre de. (2005). « Critique de la mondialisation » Presses de Sciences Po, Paris Colin.

SENARCLENS, Pierre de. (1998). *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales* », Collection U Sciences Po, Paris Colin.

SÉVÉRINO, Jean Michel. (2001). « Refonder l’aide au développement au XXI^e siècle » in *Critique Internationale*, janvier 2001.

SÉVÉRINO, Jean Michel. (2000). « La Banque mondiale fait sa refondation sociale » in *le Monde Économie* du 19 septembre 2000.

SHAPIRO, Carl & VARIAN, Hal R. (1999), *Economie de l'information guide stratégique de l'économie des réseaux*, De Boek, Paris, Bruxelles.

SHIRLEY, Mary. (1989). ``*The reform of state-owned enterprises : lessons from World Bank lending*`` Washington, D.C. : World Bank.

SKIDELSKY, Robert, "*John Maynard Keynes*, (1983,; 1992; 2000) Macmillan, Londres.

SMITH, Gérald et GILLIES David. (1992). « Le Défi du développement démocratique : comment entretenir la démocratisation dans les sociétés en développement ». Ottawa, Institut Nord-Sud.

SMOUTS, Marie-Claude, « *Du bon usage de la gouvernance en relations internationales* », in *Revue internationale des sciences sociales*, n° 155, mars 1998.- pp.85-94.

SOGGE, David. (2004). « Pour une nécessaire Réforme de l'Aide Internationale », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2004

SOGGE, David. (2003). « Les Mirages de l'aide Internationale : Quand le calcul l'emporte sur la Solidarité », Éditions Enjeux Planète.

STERN, Nicholas et FERREIRA, Francisco. (1997) . « *The World Bank as intellectual actor* » » in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century*, Volume 2, p.533.

STIGLITZ, J. (1998). « Towards a new paradigm of development : strategies, processes and policies », Prebisch Lecture, Genève, 1998

STIGLITZ, J. (2001). « La Grande Désillusion », Paris, Fayard. 2001.

STIGLITZ, J. (2003). « Quand le capitalisme perd la tête », Paris, Fatard, 2003

STIGLITZ, J. (1999). More Instruments and Broader Goals: Moving Beyond the Post-Washington Consensus. Keynote Speech at WIDER. Helsinki (Finland, 1999, January).

TAVERNIER, YVES, (2001) « *Les activités et le contrôle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale* » Document d'information de l'Assemblée Nationale, n° 3478, 2001

TOUSSAINT, Éric (Dir). (2006). « *Banque mondiale : le Coup d'Etat permanent* » Ouvrage collectif en coédition CADTM-Syllepse-Cetim, Liège-Paris-Genève

STRANGE, Susan. (1996). « The retreat of the state : the diffusion of power in the world economy », Cambridge : Cambridge University Press, 1996

TARSCHIST, Daniel. (2002). « Richesses, valeurs, institutions : évolution des modes de gouvernement et de gouvernance » dans *La Gouvernance au XXI^e siècle*, OCDE 2002.

TRIPP-MELBY Pamela,(2006) "*La Banque Mondiale: Partenaire et producteur d'information pour le développement* », The World Bank Group Washington, D.C. USAE

TOP, Amadou, (2007) "*Connecter l'Afrique au profit de qui ?*" Revue Batik n° 99 Octobre 2007

TUDESQ, A.J. (1994). "Les technologies de l'information, facteur d'inégalité en Afrique Sub-Saharienne". In Technologies de communication et d'information, une nouvelle donne internationale. in *Tiers-Monde*, tome XXXV, n° 138, p. 245-277.

VENDRAMIN, Patricia et VALENDUC Gérard. (2003). « Internet et inégalités » Bruxelles, Editions Labor.

VALASKAKIS, Kimon. (1998). « Mondialisation et gouvernance. Le défi de la régulation publique planétaire » in *Futuribles*, n° 230, avril 1998.- pp.5-28

VENTALOU, B., (2001). Au-delà de la rareté - La croissance économique comme construction sociale, Paris, Albin Michel.

VIRLIO, P. 1996, Cybermonde, la politique du pire, *Textuel*, Paris, 112 p.

VODOZ, Luc (dir). (2001). NTIC et Territoires, Enjeux territoriaux des Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication, Presses polytechniques et Universitaires romandes.

WADE, R.H. (2003). Free trade, a shackle to poor states. New Zealand Herald.

WILKS, A. and LEFRANCOIS, F.(2002). Blinding With Science or Encouraging Debate? How World Bank Analysis Determines PRSP Policies. London, The Bretton Woods Project and World Vision.

WILLIAMSON, J.. (1999). « What Washington means by policy reform » Washington, Institute of International Economics.

YENIKOYE, Ismael. (2002). « Comment analyser la gouvernance ? Comment mesurer l'indice de bonne gouvernance » (I.B.G.) ? Paris, C.E.R.C.A.P.

YENIKOYE, Ismael. (2002). « La mesure de la Gouvernance au Service de l'État de Droit » ,Université AM, Niamey Niger.

ZACHARIE, Arnaud. (2004). La bonne gouvernance est-elle un préalable aux financements internationaux ou est-ce le contraire ? Bruxelles, CADTM.

ZAKI, Laïdi. (1989). « Enquête sur la Banque Mondiale » Fayard, Paris.

ZIEGLER, J. (2002). "Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent", Paris, Fayard.

II- RÉVUES ET BROCHURES

- Actuel Marx** : <http://www.cairn.info/revue-actuel-marx.htm>
- L'Arc** Éditions Duponchelle
- Nouveaux cahiers de l'IUED (les)** - collection Enjeux <<http://www.unige.ch/iued/>>
- La revue du MAUSS** – semestrielle <<http://www.revuedumauss.com.fr/>>
- Entropia** <Sur le site des éditions Parangon>
- Réfractions** <<http://refractions.plusloin.org/>>
- L'écologiste** <<http://www.ecologiste.org/>>
- Silence** <<http://www.revuesilence.net/>>
- Primevère**<<http://primevere.salon.free.fr/>>
- **ROCADE pour l'après-développement** <<http://www.apres-developpement.org/>>
- Manifeste du réseau pour l'Après-développement**, Collectif, Gaillac, 2003
- La ligne d'horizon** <<http://www.lalignedhorizon.org/>>
- Jibrile** <http://www.revuejibrile.com/>

III-ADRESSES INTERNET

- www.un.org*** : Portail d'accès à l'ensemble des ressources des Nations Unies.
- www.unsystem.org*** : Index alphabétique des sites internet de toutes les organisations appartenant au système des Nations-Unies.
- www.reliefweb.org*** : l'aide humanitaire.
- www.banquemondiale.org*** : Ressources de la Banque Mondiale.
- www.imf.org*** :Site du Fonds monétaire international.
- www.europa.eu.int*** : Portail d'accès à l'Union Européenne.
- www.afd.fr*** : L'adresse internet de l'Agence française du développement.
- www.coordinationsud.org*** : Site de Coordination Sud, donne accès au monde des organisations de solidarité internationale françaises.

-www.agirici.org : Site de l'ONG AGIR ICI, informe et mobilise sur certains risques liés à la mondialisation.

-www.attac.org : Site de l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, créée en 1998 et présente dans une trentaine de pays; un acteur majeur de la contestation d'une mondialisation sauvage.

-www.devinit.org\realityofaid : Collectif d'ONG, passent au crible les politiques d'aide au développement.

IV-GLOSSAIRE

-AFD (Agence française de développement) : institution publique française qui finance des projets et des programmes de développement par des prêts ou des subventions.

-Alphabétisation (taux d') : proportion des personnes âgées de 15 ans et plus sachant lire et écrire intelligemment un texte simple sur leur vie quotidienne.

-APD (Aide publique au développement): ensemble de dons et prêts concessionnels accordés par les gouvernements des pays donateurs aux pays bénéficiaires.

-Banque mondiale : organisme de crédit international ayant pour but de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie dans le monde. Appartenant à ses États membres (183 en 2001), la banque accorde chaque année 20 milliards de dollars de prêts pour des projets de développement et des programmes de réforme économique. Elle conseille aussi les pays sur les politiques à suivre et joue un rôle catalyseur pour obtenir des investissements et des crédits d'autres sources. Les crédits accordés aux pays à faible revenu le sont sans intérêt et peuvent aller jusqu'à 40 ans. Les autres pays ont des prêts allant jusqu'à 20 ans, assortis de taux d'intérêts inférieurs à ceux des banques commerciales.

-Croissance économique : évolution quantitative de l'économie d'un pays, mesurée par l'augmentation du PIB ou du PNB au cours d'une année.

-Club de Londres : Il réunit les banques privées qui détiennent les créances sur les États et les entreprises des pays en développement afin de coordonner la restructuration de leurs dettes.

-Club de Paris : C'est un groupe informel regroupant 19 pays créanciers, qui se réunit une fois par mois au ministère français des Finances, afin de trouver le moyen

d'obtenir des pays endettés le remboursement régulier de la part bilatérale de leur dette extérieure publique.

-Dette bilatérale : C'est la dette contractée vis-à-vis d'États individuels, regroupés au sein du *Club de Paris*.

-Dette commerciale : C'est la dette contractée vis-à-vis des banques commerciales internationales, regroupées au sein du Club de Londres.

-Dette multilatérale : C'est la dette contractée vis-à-vis des institutions financières internationales (Banque Mondiale, FMI) ou régionales (banques régionales de développement).

-Développement durable : *“Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.”* (Commission mondiale des Nations Unies pour l'environnement et le développement, 1987). Et selon la Banque Mondiale, c'est un processus consistant à gérer des ressources de sorte à préserver et à accroître les opportunités offertes aux individus. La notion de développement durable recouvre donc l'idée de viabilité économique, environnementale et sociale.

-Développement économique : évolution qualitative de l'économie d'un pays qui entraîne une hausse du PIB par habitant. Celle-ci témoigne d'une augmentation de la productivité et du bien-être matériel de la population d'un pays.

-Espérance de vie à la naissance : nombre d'années qui resteraient à vivre à un nouveau-né si, à tous les âges de sa vie, ses chances de survie étaient les mêmes que celles de sa classe d'âge.

-EuropAid : Service unique créé en 2001, chargé de mettre en oeuvre l'ensemble des instruments d'aide extérieure de la Commission européenne.

-Externalités : effets des activités d'une personne ou d'une entreprise sur autrui, qui ne sont ni comptabilisés ni compensés.

-Flux financiers (vers les PED) : l'ensemble de ressources financières fournies aux PED pendant une année, nettes des remboursements. Ceux-ci comprennent les flux d'aide publique (dons et prêts concessionnels) et les flux privés (prêts, investissements de portefeuilles et investissements directs) en provenance des banques et des entreprises.

-FMI (Fonds monétaire international) : Organisation internationale fondée en 1994 pour promouvoir la coopération monétaire internationale et faciliter les échanges en encourageant la stabilité des changes et en facilitant les règlements entre pays membres. Elle prête à ses membres moyennant cure d'austérité et réformes économiques.

-GATT (General Agreement on tariffs and Trade, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce): Accord international qui a permis entre 1947 et 1995, de réduire les mesures de protection et de promouvoir la liberté des échanges entre les nations. En 1995 l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a succédé au GATT.

-Hyperinflation : Augmentation très rapide et incontrôlée des prix, qui dépasse 50% par mois.

-IDH (indicateur du développement humain) : Indice composite créé par le PNUD pour mesurer le niveau atteint par un pays en termes d'espérance de vie, d'instruction et de revenu corrigé par son pouvoir d'achat.

-IFI (Institutions financières internationales) : terme très souvent utilisé pour désigner le FMI et la Banque Mondiale.

-OCDE (organisation de coopération et développement économique) : Organisation intergouvernementale chargée de la coordination des politiques entre pays industrialisés.

-OMC (organisation mondiale du commerce) : Créée en 1995 pour succéder au GATT, l'OMC sert de forum pour les négociations commerciales multilatérales et arbitre les différends commerciaux entre ses pays membres.

-ONG (Organisation non gouvernementale) : Nom générique des organisations issues de la société civile et actives sur la scène internationale. En France on parle aussi des **ASI** (Association de solidarité internationale).

-PED : Pays en développement.

-PIB (Produit intérieur brut) : Valeur de tous les biens et services produits dans un pays au cours d'une année.

-PNB (Produit national brut) : Le PIB augmenté des revenus reçus de l'étranger et diminués des revenus versés aux non résidents. Calculé par habitant, il s'appelle aussi "revenu par habitant" et traduit le revenu moyen des habitants d'un pays.

-PNUD : Programme des Nations-Unies pour le développement.

-Services publics marchands : Services publics dont les prestations sont vendues, comme l'adduction d'eau ou la distribution d'électricité.

-Seuil de pauvreté : Niveau de revenu nécessaire aux individus pour se procurer l'essentiel - nourriture, vêtements, logement - et satisfaire leurs besoins socio-culturels. Au plan international, il est fixé à un dollar par jour au prix de 1985, et ajusté sur la base du pouvoir d'achat.

-Substitutions aux importations : Stratégie industrielle qui favorise le développement d'entreprises locales en leur réservant l'accès au marché par une forte protection contre les produits concurrents importés.

-Tiers-monde : Cette expression désignait initialement les pays non alignés dans la confrontation Est-Ouest. Elle devenue synonyme de monde en développement.

-Transition démographique : Diminution du taux de croissance de la population qui intervient lorsque la fécondité (nombre moyen d'enfants qu'une femme aura au cours de son existence) diminue.

SOURCE: BAILLY, **DUFOUR** (2002), *L'aide au développement à l'heure de la mondialisation*, Les essentiels Milan.

V-TEXTES

TEXTE 1 -DISCOURS DU PRÉSIDENT TRUMAN : LE " Point IV " (Texte Intégral)

"Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens.

Les Etats-Unis occupent parmi les nations une place prééminente quant au développement des techniques industrielles et scientifiques. Les ressources matérielles que nous pouvons nous permettre d'utiliser pour l'assistance à d'autres peuples sont limitées. Mais nos ressources en connaissances techniques qui, physiquement, ne pèsent rien ne cessent de croître et sont inépuisables.

Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques (4) les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut.

Notre but devrait être d'aider les peuples libres du monde à produire, par leurs propres efforts, plus de nourriture, plus de vêtements, plus de matériaux de construction, plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux.

Nous invitons les autres pays à mettre en commun leurs ressources technologiques dans cette opération. Leurs contributions seront accueillies chaleureusement. Cela doit constituer une entreprise collective à laquelle toutes les nations collaborent à travers les Nations unies et ses institutions spécialisées pour autant que cela soit

réalisable. Il doit s'agir d'un effort mondial pour assurer l'existence de la paix, de l'abondance et de la liberté.

Avec la collaboration des milieux d'affaires, du capital privé, de l'agriculture et du monde du travail de ce pays, ce programme pourra accroître grandement l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie.

Ces développements économiques nouveaux devront être conçus et contrôlés de façon à profiter aux populations des régions dans lesquelles ils seront mis en oeuvre. Les garanties accordées à l'investisseur devront être équilibrées par des garanties protégeant les intérêts de ceux dont les ressources et le travail se trouveront engagés dans ces développements. L'ancien impérialisme, l'exploitation au service du profit étranger n'a rien à voir avec nos intentions. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement fondé sur les concepts d'une négociation équitable et démocratique.

Tous les pays, y compris le nôtre, profiteront largement d'un programme constructif qui permettra de mieux utiliser les ressources humaines et naturelles du monde. L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques."

TEXTE 2- LE DÉVELOPPEMENT SELON MD PERROT

Développement : Il flotte, il dérive, il ne convainc plus. On tente de le renouveler, de le préciser, de l'arrimer à un sol, un socle, un sens, une nouvelle théorie, à l'aide de qualificatifs chaque fois différents ou par effet de juxtaposition : endogène, auto-centré, durable, humain, équitable, humain durable. Il est concurrencé par la mondialisation. Il perd du terrain et des financements. L'humanitaire vient squatter ses mangeoires. Il ne sait plus ce qui le différencie ni de l'humanitaire, ni de la mondialisation, ni du capitalisme, il se raccroche à un anniversaire onusien tous les dix ans. La fête a un goût d'amertume. On commémore - statistiquement et laborieusement - tout à la fois que ça va mieux (?), en reconnaissant que ça ne va toujours pas, mais que la direction est bonne. (3) De nouveaux objectifs sont proclamés tandis que les anciens sont repoussés

à plus tard. Le développement se lance des défis à lui-même et s'en nourrit. Le paradoxe de la simultanéité du largage des bombes et des vivres ne se retrouve-t-il pas dans la logique du développement comme guerre économique pour le bien de tous ?

Marie-Dominique **Perrot**, *L'Écologiste*, numéro spécial, avril 2002

TEXTE 3-AIMÉ CÉSAIRE : LE DÉVELOPPEMENT COMME COLONIALISME ?

« On me parle de progrès, de réalisations, de maladies guéries, de niveaux de vie élevés audessus d'eux-mêmes. Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées. On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de route, de canaux, de chemin de fer. Moi je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan [chemin de fer]. Je parle de ceux qui, à l'heure où j'écris, sont en train de creuser à la main le port d'Abidjan. Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme. On m'en donne plein la vue de tonnage de coton ou de cacao exporté, d'hectares d'oliviers ou de vignes plantés. Moi je parle d'économies naturelles, d'économies harmonieuses et viables, d'économies à la mesure de l'homme indigène désorganisées, de cultures vivrières détruites, de sous-alimentation installée, de développement agricole orienté selon le seul bénéfice des métropoles, de rafles de produits, de rafles de matières premières. »

Aimé **Césaire**, *Le développement comme colonialisme*, In Serge **Latouche**, *Survivre au développement*, , éd Mille et une nuits, 2004, reproduit dans *L'écologiste* n°6